

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'USAGE POLITIQUE DE LA NOTION DE PEUPLE CHEZ EDMUND S. MORGAN

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

MAXIME PLANTE-PÉLOQUIN

OCTOBRE 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.03-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire est l'aboutissement d'un processus de réflexion entamé autour de l'idée profonde de démocratie. Notre volonté de cerner le sujet de façon englobante voire macroscopique nous a mené vers une problématique ambitieuse. La route pour y arriver fut escarpée, parfois semée d'embûches.

De ce fait, nous tenons à remercier Monsieur Louis Jacob d'avoir bien voulu jouer le rôle d'ultime guide le long de cette route. Nous remercions également Monsieur Jacques Mascotto qui de sa verve et son sens de la formule, souvent grecque, latine ou russe, suscita chez nous d'intenses réflexions.

Sur le plan personnel, nous remercions profondément M.P. sans qui nous n'aurions pu surpasser les défis dont ce mémoire a été la cause depuis les débuts du projet. Nous remercions également notre entourage qu'il n'est point nécessaire de nommer ici ; il se reconnaîtra.

Octobre 2017

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	iii
RÉSUMÉ.....	iv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PRÉMISSSES ÉPISTÉMOLOGIQUES.....	12
1.1 Reinhart Koselleck et l’histoire des concepts.....	12
1.2 Épistémologie de l’histoire héritée de l’histoire des concepts.....	20
1.3 Nature d’un conflit d’interprétation et d’un débat historiographique.....	21
CHAPITRE II	
LA RÉVOLUTION ANGLAISE COMME PRÉCURSEUR.....	24
2.1 À chaque époque correspond une fiction politique.....	28
2.2 De la fiction de la monarchie de droit divin à la fiction de la souveraineté populaire.....	30
CHAPITRE III	
CONCEPTS DE L’ÉPOQUE COLONIALE PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRE.....	56
3.1 Éléments conceptuels du contexte colonial d’avant 1776.....	56
3.2 Le crépuscule du modèle colonial.....	91
CHAPITRE IV	
LE PEUPLE DES NOUVEAUX ÉTATS-UNIS D’AMÉRIQUE.....	98
4.1 L’Indépendance : “Inventing the American People”.....	99
4.2 Constitution et fédéralisme.....	101
4.3 « The American Way ».....	120
CHAPITRE V	
LE PARLEMENT CONTRE LE PEUPLE.....	133
5.1 Une lecture comparative entre anciens et modernes.....	133

5.2 Le Parlement contre le Peuple .....	139
5.3 Du libéralisme vers la démocratie libérale .....	151
5.4 Débat entre Morgan et Meiksins Wood : deux chronologies différentes .....	157
CHAPITRE VI	
ROUGES, BLANCS, NOIRS.....	159
6.1 « Rouges » .....	164
6.2 « Noirs ».....	171
6.3 Autres postures historiographiques.....	179
6.4 Débat entre Morgan et Nash .....	183
6.5 Débat entre Meiksins Wood et Nash : critique de la « nouvelle gauche » .....	184
CHAPITRE VII	
NORMATIVITÉ ET USAGES POLITIQUES DU CONCEPT DE PEUPLE .....	186
7.1 Différentes historiographies pour différentes révisions de l’histoire.....	187
7.2 Les hypothèses sur Morgan .....	203
7.3 Retour sur la neutralité axiologique et l’épistémologie .....	207
CONCLUSION.....	209
ANNEXE A	
CHRONOLOGIE DES GRANDES ÉTAPES DU XI <sup>E</sup> SIÈCLE À 1790 .....	219
ANNEXE B	
QUELQUES IDÉES POUR CHANGER EN MIEUX LA VIE DE LA CITÉ.....	220
ANNEXE C	
LE DISCOURS SUPPRIMÉ DE WAMSUTTA JAMES .....	221
ANNEXE D	
JAMESTOWN 1607, PREMIÈRE COLONIE ANGLAISE DES ÉTATS-UNIS.....	226
BIBLIOGRAPHIE.....	227

## LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

	Page
Tableau 2.1 : Courants historiographiques de 1780 à aujourd'hui .....	25
Tableau 4.1 : Documents charnières de la Constitution des Etats-Unis d'Amérique .....	99
Tableau 4.2 : L'opposition idéologique des <i>Cosmopolists</i> et des <i>Localists</i> .....	126
Figure 6.1 : Carte des nouveaux territoires avec années d'annexion (U.S.A.).....	163
Figure 6.2 : Carte des noms des nations amérindiennes avant l'arrivée des Européens..	170

## RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est d'analyser le traitement du concept de peuple dans le débat historiographique autour de la révolution américaine en se basant sur la perspective de l'historien Edmund S. Morgan, puis sur les perspectives d'autres courants historiographiques tels que ceux de Gary Nash et de Ellen Meiksins Wood. Pour ce faire, le mémoire est divisé en prolégomènes présentant le lien entre l'histoire conceptuelle et l'histoire sociale développé par Reinhart Koselleck, puis les chapitres suivants abordant l'historiographie de la révolution américaine et l'apport spécifique de l'historien Edmund S. Morgan. Il s'agit ensuite de l'exposition de débats dans l'historiographie de la révolution américaine, notamment l'opposition des libéraux avec les marxistes et le courant de la nouvelle gauche, puis enfin, l'analyse des présupposés épistémologiques et normatifs des conceptions de peuple chez Morgan et ses opposants. Nous reconnaissons qu'à partir du concept de *peuple* naît un débat historiographique dans le cadre de la révolution américaine et nous posons nos conclusions en regard de ce que ce débat historiographique, dès les origines des États-Unis, nous enseigne quant à l'idée démocratique à l'époque contemporaine.

**MOTS-CLÉS :** Peuple, révolution américaine, Edmund S. Morgan (1916-2013), historiographie, démocratie, philosophie du droit constitutionnel

## INTRODUCTION

Le postulat de départ derrière le présent exercice, avant toute question plus spécifique, est que la société pourrait être améliorée et qu'ainsi elle pourrait mieux fonctionner. Cette prémisse, d'ailleurs, que « la société ne fonctionne pas de façon optimale, donc questionnons-la », est notamment celle des premiers sociologues tels qu'Émile Durkheim, et ce, depuis le début de la sociologie. Faire de la sociologie, donc, *pour* comprendre le fonctionnement d'une société *et* ainsi pouvoir l'améliorer. Pour s'en persuader, imaginons un monde sans pauvreté, sans guerre, un Réel où il y aurait moins de maladie et moins de désespoir. Si notre monde n'est sûrement pas le pire, il n'en demeure pas moins perfectible. Ainsi, les acteurs sociaux de l'époque actuelle peuvent affirmer être témoins de certains bouleversements sociopolitiques propres à leur temps, dont la crise économique de 2008, la perte progressive de contenu des États-nations et la mondialisation ne sont que quelques exemples. Pire ou mieux qu'avant, ou pire qu'un *après* hypothétique, cela serait difficile à dire.

L'actualité récente fait état d'événements et de phénomènes quasi-révolutionnaires dans plusieurs parties du monde. On peut notamment penser au mouvement des Indignados en Espagne (2011), Occupy à New York (2011), du Printemps 2012 des étudiant-e-s au Québec, des printemps arabes de 2011 à maintenant et de la guerre en Ukraine en 2014. Pensons également aux situations économiques précaires en Grèce, en Espagne, au Portugal et même en France et aux États-Unis, où l'on parle beaucoup d'« austérité » et de crise, avec un monde de la finance globalisée qui a connu une période de récession et de crise depuis 2008 et qui peine à s'en relever. Ainsi, étant le

temps d'un moment l'actualité, ces événements deviennent une fois leur temps passé des événements non plus actuels mais des événements historiques, et souvent une version prédominante de leur déroulement s'inscrit dans l'histoire.

Certains événements qui furent jadis ces moments d'actualité, devenus maintenant moments historiques, ont fortement contribué à créer et à façonner les institutions et les modes de pensée de la civilisation occidentale moderne, étant entendu que chaque institution est une création qui a nécessité une succession d'étapes inscrites dans la trame de l'histoire. L'un de ces événements historiques déterminants est la révolution américaine menant à la Déclaration d'indépendance de 1776, menant à son tour à la dissolution des colonies britanniques américaines dans la fondation des États-Unis d'Amérique. Cet événement est majeur dans l'élaboration et l'instauration des institutions dites laïques et démocratiques d'aujourd'hui, surtout parce que les textes fondateurs qui en résultent sont encore en vigueur aujourd'hui. Il faut d'ailleurs noter que cette Déclaration d'indépendance est tenue pour un événement fondateur, non seulement des institutions politiques états-uniennes, mais aussi de la démocratie moderne dans le monde entier.

Rappelons enfin que c'est sur cet ordre politique démocratique que reposent la légalité actuelle, la fiscalité actuelle, les accords économiques actuels, les taux de redistribution actuels, les inégalités sociales actuelles, les mouvements sociaux actuels. Tout ceci est un construit élaboré étape par étape historiquement qui nous amène, petit à petit, des événements passés aux événements présents. C'est ce qu'on appelle donc l'historicité du réel. C'est à partir de notions développées au cœur même de la révolution américaine qu'il est certes des liens à établir avec nos notions actuelles.

Nous avons pu constater dans nos recherches que la révolution américaine est l'objet d'un débat d'interprétation historiographique au fil des ans. Plusieurs façons

d'interpréter l'événement ont été développées, en faisant intervenir certains acteurs sociaux dans certains cas et d'autres acteurs dans d'autres cas et en leur prêtant divers rôles et intentions. C'est ce débat historiographique qui nous intéressera particulièrement dans cette étude.

D'autre part, le concept central de l'historiographie de la révolution américaine, du moins le plus retenu, est *le peuple* : sa prégnance, son action et sa nature. Le peuple qui s'émancipe, le peuple qui se donne une Constitution qui commence par « *We, The People...* ». Or, dans les ouvrages d'histoire et de sociologie qui en font état, la définition du concept de peuple est parfois très différente et complexe, selon la perspective des auteurs <sup>1</sup>. Au regard de l'histoire conceptuelle portée notamment par Reinhart Koselleck (Koselleck l'ayant aussi appelée l'« histoire linguistique <sup>2</sup> ») : « Tout maniement actuel d'un objet d'étude passé implique une histoire des concepts <sup>3</sup>. » Nous nous intéresserons ainsi au concept de « peuple », ce concept central des courants historiographiques de la révolution américaine.

L'objet du travail est la notion de *peuple* en soi dans le débat historiographique entourant la révolution américaine ; ses dimensions épistémologiques et normatives, et donc l'interrogation au sujet de la portée de cette notion de peuple dans les dynamiques transformationnelles en cours, ayant eu lieu, ou qui auront lieu éventuellement. C'est précisément la contingence de l'histoire des sociétés qui fait que l'on peut trouver le même mot à plusieurs époques ne renvoyant toutefois pas aux mêmes relations de pouvoir, de domination, ni au même sens. Eu égard à la pertinence du sujet spécifique qu'elle constitue et du *corpus* historiographique

<sup>1</sup> Quant à la rigueur avec laquelle certains auteurs ont parfois étudié le concept de peuple, notons ici que l'une des œuvres majeures de Reinhart Koselleck et pierre angulaire de la discipline de l'histoire conceptuelle est le *Geschichtliche Grundbegriffe* (le *Dictionnaire des concepts historiques fondamentaux*), un ouvrage d'environ neuf mille pages écrites en allemand, dont la plus grande entrée est la définition du concept Peuple (*Volk, Nation*), s'étendant sur 290 pages à elle seule.

<sup>2</sup> Reinhart Koselleck (1997), *L'expérience de l'histoire* (trad. Alexandre Escudier), Paris, Gallimard Le Seuil, p. 107.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 102.

rigoureux, vaste et fiable qu'elle fédère, la révolution américaine est une porte d'entrée significative de l'ère moderne démocratique et laïque. Depuis ces ouvrages, nous étudierons puis comparerons les notions des différents auteurs pour étudier ensuite, dans la posture de l'analyse de l'histoire conceptuelle, comment ces historiographies entrent en conflit et se répondent, puis de quelle manière elles tracent la portée du concept de peuple dans les enjeux de pouvoirs dont elles sont elles-mêmes issues.

En effet, pour être en mesure de dégager des tendances sociologiques et analyser la façon dont une société change et se construit, il faut pouvoir l'analyser selon son histoire. Tout ce qui est *pensable* sur la société prend le plus souvent son sens, si ce n'est toujours, dans ce qui s'est passé auparavant afin d'y trouver de la signification ou à tout le moins, de la légitimité.

En ce sens, notre principal objectif consiste en l'étude de la position d'un auteur éminent dans le débat historiographique de la révolution américaine. Après consultation du *corpus* historiographique, le professeur émérite de l'Université Harvard (et un temps Yale), Edmund S. Morgan fait autorité sur le sujet, un historien américain ayant étudié la révolution américaine notamment dans son ouvrage s'intitulant *Inventing The People*<sup>4</sup> (Morgan, 1988). Cet ouvrage de Morgan est plus intéressant que ses autres publications parce que c'est dans *Inventing The People* que l'auteur se focalise précisément sur l'objet du concept de peuple et de son histoire conceptuelle.

L'auteur a particulièrement su renouveler et s'inscrire dans le débat historiographique au courant des années 1980 en montrant le rôle de différentes franges aux intérêts divergents de l'Amérique naissante. De plus, l'approche théorique de Morgan

---

<sup>4</sup> En français : « Inventer le Peuple ».

concorde tout à fait avec l'histoire conceptuelle puisqu'elle se concentre principalement sur le concept de peuple, son histoire et son invention.

Notre second objectif est de reconstituer la sémantique de la notion de « peuple » du courant d'interprétation historiographique libéral dans lequel s'inscrit Morgan, puis de le confronter à la posture « nouvelle gauche » et à la posture marxiste, selon le prisme théorique de l'histoire conceptuelle de l'historien Reinhart Koselleck.

Le troisième objectif de ce mémoire est de dégager les dimensions épistémologiques et normatives de la notion de « peuple » chez les uns et les autres. Cet objectif nous permettra de décortiquer la teneur du concept chez les auteurs et ses répercussions dans le champ de l'action politique, du discours idéologique et de l'efficacité transformationnelle et performative qui s'en dégage.

La pertinence sociale d'une telle recherche réside dans l'interrogation des fondements de la démocratie et la contribution de cette interrogation à l'étude des conflits et des mouvements sociaux actuels. Même si les retombées attendues sont surtout d'ordre académique, cet exercice trouve sa légitimité en regard des troubles populaires (du *peuple* donc) ayant cours depuis quelques années dans le monde entier. De plus, la sociologie et l'histoire d'un événement révolutionnaire servent précisément à l'acquisition d'outils intellectuels utiles à une prise de conscience aiguisée des forces qui animent la société civile et les enjeux qui définissent une communauté politique. Les structures de la société contemporaine sont le résultat d'une séquence historique des événements *révolutionnaires* passés.

De plus, des propositions de réponses à ces problèmes complexes pourraient fournir des pistes afin de permettre à la société de se rénover authentiquement vers un état général de mieux-être, et vers un apaisement de ce que l'on nomme aujourd'hui *la crise*. En effet, nul individu n'est adapté à endurer indéfiniment le stress qu'implique

un état de crise perpétuel, dans tout ce que cela implique en ce qui a trait à l'équilibre mental, physiologique et même social.

La pertinence académique d'un tel exercice en regard de la science est son aspect cumulatif de réactualisation. C'est en effet sans cesse que l'on doit préciser et repréciser les points de vue, les intérêts qui nous animent dans notre démarche de connaissance de la réalité, et ce, entre autres par rapport à la matière historique comme le fait bien remarquer l'historien Gary B. Nash :

*England's Lord Christopher Hill echoes this : "History has to be rewritten in every generation because, although the past does not change, the present does ; each generation asks new questions of the past, and finds new areas of sympathy as it re-lives different aspects of the experiences of its predecessors." [...] We cannot escape viewing history "through the prism of a changing present"<sup>5</sup>.*

S'il ne s'agit pas ici de réécrire l'histoire, il est plutôt question de la comprendre « à travers le prisme de notre présent changeant ». La pertinence scientifique n'est jamais complètement détachée de la pertinence sociale de nos savoirs et la réactualisation de savoirs anciens selon une lunette contemporaine face aux enjeux de notre époque est une pertinence scientifique en soi. C'est une réactualisation des théories et idées de peuple depuis 250 ans, en liant la révolution américaine à notre actualité, qui constitue aussi le caractère scientifiquement innovant de notre orientation de recherche.

Nous aurons recours à une arborescence conceptuelle élaborée à partir d'idées d'historiens et de penseurs multidisciplinaires pour traiter l'objet de recherche, nous en tenant en premier lieu à l'œuvre de l'historien allemand Reinhart Koselleck à

---

<sup>5</sup> Gary B. Nash *et al.* (1998), *History on Trial, Culture Wars and the Teaching of the Past*, New York, Alfred A. Knopf, p. 11. Notre traduction : « Le Lord anglais Christopher Hill disait : "L'histoire doit être réécrite à chaque génération car s'il est vrai que le passé ne change pas, le présent lui, change. Chaque nouvelle génération questionne le passé d'une nouvelle façon, lui pose de nouvelles interrogations, et lui trouve de nouvelles sympathies en revisitant certains aspects de la vie des prédécesseurs." [...] Nous ne pouvons pas échapper au fait que l'on voit toujours l'histoire à travers le prisme de notre présent changeant. »

partir de son « Histoire sociale et histoire des concepts » (Koselleck, 1997), le niveau théorique de l'histoire conceptuelle. À ce sujet, Koselleck explique que :

L'étude des concepts et de leur histoire langagière est une condition minimale de la connaissance historique, tout autant que la définition de l'histoire comme étant liée aux sociétés humaines. [...]

Il [s'agit de] mettre en évidence les structures durables de l'édifice social et leurs mutations – toujours sur le long terme –, en thématissant particulièrement l'autodésignation langagière des différents groupes, associations et couches sociaux, ainsi que l'histoire de son interprétation. [...]

Aucune activité sociale, aucune lutte politique, aucun accord économique ne sont possibles sans un discours et une réponse, sans une discussion préparatoire, sans des débats publics ou des tractations secrètes, sans un ordre – et son exécution –, sans le consentement des intéressés ou une dissension ouverte entre partis antagonistes<sup>6</sup>.

Ces passages de cet ouvrage d'histoire des concepts illustrent la direction théorique que nous emprunterons en nous intéressant au concept de peuple dans la révolution américaine. Parmi les interprétations historiographiques, nous analyserons les divergences de signification autour du concept.

Sur la révolution américaine, rappelons que nous travaillerons *essentiellement* sur l'interprétation historiographique de l'historien américain Edmund S. Morgan. Participant à un courant historiographique dit libéral, l'auteur affirme : « *Only the cynical among us will scoff at Lincoln's "dedication to government of the people, by the people and for the people."* »<sup>7</sup> Cette phrase semble illustrer de façon générale la position historiographique de Morgan, selon qui l'acte de naissance constitutionnel de la République américaine est vraisemblablement perçu comme une union d'hommes libres (*Free Men*) du « peuple », par le peuple, pour le peuple. Nous verrons toutefois

---

<sup>6</sup> Koselleck, *op. cit.*, pp. 101-105.

<sup>7</sup> Edmund S. Morgan (1988), *Inventing The People : The Rise of Popular Sovereignty in England and America*, New York, WW Norton & Company, p. 38. Notre traduction : « Seuls les plus cyniques d'entre nous lèveront les yeux au ciel à l'écoute de la phrase de Lincoln : "Le gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple." »

ce qu'il en est de cette position au premier chapitre, où il sera question de saisir comment se compose le peuple selon Morgan.

Il sera également question des théories développées par des auteurs s'inscrivant dans des courants historiographiques tout à fait différents tels que Ellen Meiksins Wood ou Gary B. Nash, marxiste ou nouvelle gauche radicale, dans des ouvrages phares tels que *Democracy Against Capitalism* (Meiksins Wood, 1995), et *The American People* (Nash, 1990). Le point de vue de l'historiographie marxiste de Meiksins Wood nuance autrement la position de Morgan en soulignant : « *'We, the People...'* This formula, apparently the most un-ambiguous appeal to popular sovereignty, seemed to its critics as, on the contrary, a recipe for despotism, for an extensive empire ruled at the centre by an unrepresentative and tyrannical state<sup>8</sup>. » Cette idée entre en conflit avec l'idée libérale d'une union d'hommes libres qui, selon l'idée du contrat social, se dotent d'un gouvernement qui les représente.

Dans les références générales sur les dimensions normatives du débat (démocratie, souveraineté, citoyenneté) et sur la notion de « peuple » dans l'historiographie contemporaine, nous aurons recours à *The Purpose of the Past* (2008) de Gordon Wood, qui s'intéresse aux différentes interprétations historiographiques et la façon dont elles s'inscrivent elles-mêmes dans l'histoire contemporaine.

Par souci de clarté, l'interrogation générale du mémoire s'énonce ainsi : *comment se définit la notion de peuple dans le débat historiographique entourant la révolution américaine (ou la Déclaration d'indépendance) ?*

---

<sup>8</sup> Ellen Meiksins Wood (1995), *Democracy Against Capitalism : Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 219. Notre traduction : « "Nous, le Peuple..." Cette formulation, qui ressemble à un appel sans ambiguïté à une souveraineté populaire, fut au contraire perçue par ses critiques comme une formule menant au despotisme ; un empire étendu sur lequel un gouvernement central non représentatif et tyrannique règnerait à partir du centre. »

Cette question est intéressante et importante parce que *la notion de peuple* est opérationnalisée dès le début dans la Constitution américaine de 1776, et que c'est là véritablement un acte fondateur. Cet épisode deviendra un lieu de conflit d'interprétation entre différentes perspectives et paradigmes qui entendent le mot *peuple* différemment. Il prend parfois des fonctions et des valeurs différentes.

Il s'agit en posant cette question de saisir l'enjeu de la notion centrale dans l'historiographie américaine. Il serait également intéressant de constater que la question du peuple ne s'est pas exactement posée de la même façon dans d'autres cas.

En effet, aux États-Unis, le déroulement des événements s'est effectué dans le rapport de force des treize colonies et de l'Empire britannique, les colonies ayant déclaré la volonté d'accéder à leur indépendance du pouvoir britannique dorénavant lointain, parfois presque étranger et devenu illégitime. Cela, tel que nous le verrons, s'observe bien dans l'œuvre de Morgan.

En outre, au-delà de notre question d'ordre général, nous répondrons aux *questions spécifiques* suivantes :

- a) Comment se définit la notion de « souveraineté populaire » dans l'interprétation historiographique portée par l'historien Edmund Morgan ?
- b) Quels en sont les présupposés épistémologiques et normatifs ?

Il nous semble que la notion de « souveraineté populaire » est adéquate pour départager les différentes écoles de pensée dans l'historiographie de la révolution américaine, à la suite de notre analyse de la pensée de Morgan, et elle nous ramène aux enjeux sociologiques du débat. Ce sont aussi ces enjeux qui nous amèneront à conclure.

Nous posons d'emblée l'hypothèse que le concept de *peuple* dans l'historiographie de la révolution américaine est l'objet d'un conflit d'interprétation chez les sociologues et les historiens. Il est attendu que nous montrerons selon quelles modalités ce conflit prend corps.

Notons que pour des raisons évidentes quant à notre question de recherche portant sur les États-Unis, notre corpus est composé d'auteurs qui écrivent en américain, et donc les passages relevés sont retranscrits tels quels. Toutefois, nous avons effectué chaque fois un exercice de traduction de l'anglais au français, que nous avons consigné dans une note de bas de page indiqué avec les mots « Notre traduction ».

Nous nous intéressons à trois grands courants historiographiques dans le cadre de notre analyse, l'un que l'on pourrait qualifier de *libéral* (porté par Morgan) les autres de *marxiste* et *nouvelle-gauche* « *radical* » (portés par Meiksins Wood et Nash) selon lesquels le concept de « peuple » et, ainsi, de « souveraineté populaire », prend des sens distincts.

D'une part, l'interprétation libérale et l'interprétation marxiste impliquent une idée bien différente du « *We, The People* » de la Constitution américaine. La première considère que le peuple s'est donné sa souveraineté populaire comme il a pu, passant par une révolution pour ce faire. L'historiographie marxiste considère plutôt, quant à elle, une opération de type « voile idéologique » d'une élite bourgeoise déjà en place au sein des treize colonies, qui a mis en place des institutions de façade pour donner l'impression d'une souveraineté populaire, tout en entretenant des logiques parallèles plus subtiles, celles-ci n'ayant que peu à voir avec la « souveraineté populaire ». Ce sont précisément ces grands principes idéologiques que nous souhaitons examiner, et ce surtout chez Morgan.

Le concept de peuple (et de ses institutions politiques) est retraçable dans un très grand nombre de débats historiographiques, notamment en France, en Russie et

aujourd'hui en Ukraine et au Moyen-Orient, et donc notre cadre d'analyse n'est pas fermé sur lui-même mais ouvre sur une multitude de perspectives théoriques, tant dans les interprétations du peuple ailleurs, que sur les Pères Fondateurs (*Founding Fathers*) de l'indépendance. Ce serait la strate des idées politiques des révolutions modernes. De plus, notre univers d'analyse s'étend à une troisième strate, c'est-à-dire au contexte (parfois presque insurrectionnel) qui a cours à notre époque, de mouvements sociaux et de manifestations du peuple, face aux gouvernements *démocratiques* ou aux autres pouvoirs.

Commençons notre étude en posant les bases théoriques de l'histoire conceptuelle, qui nous permettront subséquemment l'étude des événements qui ont forgé le concept de peuple lors de la révolution américaine.

## CHAPITRE I

### PRÉMISSES ÉPISTÉMOLOGIQUES

*La croyance forte ne  
prouve que sa force, non la  
vérité de ce que l'on croit.*

Nietzsche

#### 1.1 Reinhart Koselleck et l'histoire des concepts

Reinhart Koselleck (1923-2006) fut un éminent historien allemand et le père de l'*histoire conceptuelle* (dite aussi histoire linguistique ou langagière) s'inscrivant dans le courant de l'histoire sociale. Koselleck a voulu analyser l'histoire de la fluctuation du contenu signifiant de concepts-clés tout au long du temps historique afin d'en dégager une logique de changement social. Il pose d'ailleurs l'histoire conceptuelle comme outil préalable essentiel de toute histoire en faisant remarquer que : « L'étude des concepts et de leur histoire langagière est une condition minimale de la connaissance historique, tout autant que la définition de l'histoire comme étant liée aux sociétés humaines<sup>9</sup>. » Koselleck ajoute à cette idée fondamentale que :

---

<sup>9</sup> Koselleck, *op. cit.*, p. 101.

Du fait de leur autojustification théorique, [l'histoire sociale et l'histoire des concepts] prétendent à une généralité qui peut s'étendre et s'appliquer à toutes les histoires spécialisées.

Car il n'est pas d'histoire qui ne soit, d'une manière ou d'une autre, liée à des rapports humains, à des formes quelconques d'association, ou à des stratifications sociales ; si bien que la caractérisation de l'histoire comme « histoire sociale » exprime une prétention permanente, irréfragable – en quelque sorte anthropologique – qui se cache derrière toute forme d'historiographie. Et il n'est pas d'histoire qui ne doive être conçue en tant que telle avant de se matérialiser en histoire <sup>10</sup>.

Cet énoncé fort illustre l'aspect premier de la théorie de Koselleck, qui fait valoir que l'histoire conceptuelle est le chemin préalable de toute pratique de l'histoire. Ainsi, Koselleck ne ferait en sa théorie que codifier, que typifier, un passage obligé logiquement déjà emprunté par les chercheurs en histoire. C'est d'ailleurs l'idée que souligne l'auteur dans le passage suivant, où il explique que le principe de l'histoire des concepts fut toujours pris en compte de façon plus ou moins consciente :

Tout maniement actuel d'un objet d'étude passé implique une histoire des concepts, et Rudolf Eucken dans son *Histoire de la terminologie philosophique*, en a montré le caractère méthodologiquement incontournable pour toutes les sciences humaines et sociales. Dans la pratique de la recherche, on trouve d'ailleurs toute sorte de renvois réciproques conciliant, en particulier, des analyses d'histoire sociale et constitutionnelles avec des questions d'histoire des concepts. Leur interdépendance a toujours été prise en compte, de manière plus ou moins réfléchie, par les études antiques et médiévales ; car on ne peut connaître un état de faits – surtout lorsque les sources sont rares – sans connaître la manière dont il fut conceptualisé autrefois et dont il est aujourd'hui <sup>11</sup>.

Lorsqu'il s'agit de manière générale de comprendre l'histoire, Koselleck ajoutait dans la même lignée :

Aucune activité sociale, aucune lutte politique, aucun accord économique ne sont possibles sans un discours et une réponse, sans une discussion préparatoire, sans des débats publics ou des tractations secrètes, sans un ordre – et son exécution –, sans le consentement des intéressés ou une dissension ouverte entre partis antagonistes <sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> *Ibidem*.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 105.

Ainsi, tout ce qui constitue un document historique dépend de l'information conceptualisée à l'époque de l'événement historique qui a produit le document historique, ou encore, dans un document d'historiographie dans lequel sont analysés des documents historiques. Ce fait devient de la plus haute importance lorsqu'il s'agit de l'autodésignation langagière des acteurs sociaux, c'est-à-dire lorsqu'ils utilisent eux-mêmes les concepts, tel que Koselleck l'indique :

Il s'agit [pour l'histoire des concepts] de mettre en évidence les structures durables de l'édifice social et leurs mutations – toujours sur le long terme –, en thématissant particulièrement l'auto-désignation langagière des différents groupes, associations et couches sociales, ainsi que l'histoire de son interprétation <sup>13</sup>.

L'importance de l'autodésignation des concepts par les acteurs réside dans l'idée qu'elle seule peut nous indiquer la définition du concept la plus rapprochée de la réalité à ce moment donné de l'histoire, et ce, afin de comprendre comment le sens changeant du concept est lui-même vecteur d'événements historiques d'action, d'un point de vue *diachronique* comme on le verra dans la prochaine section.

#### 1.1.1 Discours conceptuels et événements : dialectique diachronique et synchronie

Dans sa méthode, Koselleck identifie *deux temps* particuliers (ou temps différenciés, soit la dimension diachronique) : le temps du discours (l'affinement du concept) et le temps de l'événement en soi (l'action à proprement parler). L'auteur spécialiste de l'histoire des concepts entre en cette matière soulignant que :

Un fait a beau être unique et nouveau, il n'est jamais si neuf qu'il n'ait été rendu possible par des déterminations sociales présumées à plus long terme. Un nouveau concept a beau être forgé, qui fait entrer dans le langage des expériences ou des attentes jamais vues auparavant, il ne peut jamais être si neuf qu'il n'ait été virtuellement constitué dans la langue déjà donnée et ne tire son sens d'un contexte linguistique hérité du passé <sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 112.

Ce passage illustre tout à fait le mouvement dialectique entre un discours qui se forge par une action, puis une action qui se forge à partir d'un discours, et ce, dans le contexte de la longue durée, ou du *temps long*. Koselleck ajoute au sujet de ce mouvement dialectique qu'il décrit en tant qu'alternance : « L'alternance du discours et de l'action, dans laquelle s'accomplit l'événement, est donc élargie par nos deux orientations de recherche à ses dimensions diachroniques – diversement définissables –, sans lesquelles l'histoire n'est ni possible ni concevable <sup>15</sup>. » La diachronie est ainsi ce processus dialectique transhistorique qui relie deux temporalités, l'une où le concept s'articule, l'autre où le concept devient moteur et active l'événement historique. Koselleck distingue par ailleurs la diachronie de la synchronie.

La synchronie, ou le temps synchrone ou synchronisé, est l'idée d'une contemporanéité des acteurs historiques avec le concept lui-même. Tel que Koselleck l'explique :

La somme des cas concrets advenus et observés dans la synchronie est elle-même muette, et ne peut pas « documenter » des structures à long ou à moyen terme, bref, diachroniques. Pour extraire des données permanentes de l'histoire passée, seuls un travail théorique préliminaire et le maniement d'une terminologie spécialisée sont capables de détecter des corrélations et des interactions *dont les êtres concernés pouvaient ne pas encore être le moins du monde conscients* <sup>16</sup>.

On peut donc comprendre la synchronie comme l'époque des faits que les acteurs tentent de comprendre eux-mêmes, toutefois trop rapprochés de l'événement pour en déceler précisément les structures à long ou moyen terme dans leur signification historique. Tel que Koselleck le réaffirme, il s'agit d'identifier un temps celui-là plus éloigné (le deuxième temps de la diachronie) afin d'être capable de détecter des interactions de sens quant à une évolution conceptuelle.

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 114.

Afin de rendre les idées de diachronie et synchronie plus évidentes, reprenons l'exemple des mariages en Prusse, que Koselleck lui-même utilise :

La théologie et la religion, le droit, l'usage et la coutume posent à chaque mariage concret des conditions générales qui préexistent diachroniquement au cas individuel et qui, d'ordinaire, lui survivent. Il s'agit au total de règles et de modèles d'interprétation institutionnalisés, qui fondent et délimitent l'espace de vie d'un mariage<sup>17</sup>.

L'exemple ci-dessus exposé commence par l'énonciation des concepts tels que la théologie, la religion, le droit, l'usage et la coutume diachroniquement présents depuis un temps indéterminé mais qu'on suppose de moyen à long, avant un événement, une action : par exemple le cas d'un mariage. Koselleck poursuit :

Il faut donc examiner, selon leur classification sociale, les divers supports textuels au moyen desquels les mariages ont été définis conceptuellement. [...] Et lorsque des mutations se profilent, c'est forcément que le mariage a été redéfini conceptuellement. [...] Les choses changèrent sous l'influence de l'*Aufklärung*<sup>18</sup>, qui, dans le Code civil prussien (*Allgemeines Landrecht*), donna au mariage un nouveau fondement contractuel. Les conditions économiques furent assouplies et la liberté individuelle des époux fut étendue jusqu'à admettre le divorce, pourtant proscrit par la théologie. Le Code n'a certes pas aboli les dispositions théologiques et féodales, mais – et seule l'histoire des concepts est en mesure de le montrer – il a décisivement infléchi le concept de mariage dans le sens d'une plus grande « liberté » [c'est nous qui mettons entre guillemets] et d'une plus grande autonomie des partenaires<sup>19</sup>.

L'exemple arrive ici à ce moment dialectique dont nous parlions précédemment, c'est-à-dire qu'il y a présence d'une situation évoluant en quatre temps. Dans un premier temps, le concept de mariage est lié à la théologie, n'admet pas le divorce et obéit à certaines conditions économiques précises. Dans un deuxième temps, la première diachronie amène le moment événementiel du cas du mariage dont nous parlions plus haut, un mariage en l'occurrence que l'on pourrait nommer

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>18</sup> Le mot allemand *Aufklärung* signifie *Illumination* en français (*Enlightenment* en anglais). Il renvoie à ce que l'on appelle généralement « Le Siècle des Lumières ».

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 116.

« traditionnel » selon nos typologies actuelles. En troisième temps, il y a rénovation du concept de mariage, et donc assouplissement des règles économiques liées au contrat ainsi que possibilité de divorce. Dans un quatrième temps, la seconde diachronie advient avec un nouvel événement historique, c'est-à-dire un mariage de type nouveau. Koselleck termine l'exemple en expliquant que :

La conséquence qu'on peut en tirer dans la différenciation entre histoire sociale et histoire des concepts, c'est qu'elles ont besoin l'une de l'autre et qu'elles renvoient l'une à l'autre sans jamais être totalement superposables. Car ce qui a agi et s'est modifié « réellement » sur le long terme ne peut pas être déduit directement de sources écrites. Il faut pour cela un travail théorique et terminologique préalable. Et d'autre part, ce que met au jour l'histoire des concepts – à partir du patrimoine écrit – nous renvoie certes à l'espace d'expérience circonscrit par la langue et témoigne des avancées innovatrices qui ont pu enregistrer ou promouvoir de nouvelles expériences<sup>20</sup>.

Pour Koselleck, il existe donc deux trames parallèles « désynchronisées » : la trame de l'histoire des concepts, puis celle de l'histoire sociale, comme deux lignes du temps se chevauchant, toujours l'une ou l'autre ayant un temps de retard ou d'avance.

### 1.1.2 L'histoire sociale

L'histoire sociale, telle qu'on l'a vue dans l'exemple précédent, est précisément ce champ de la recherche historique qui renvoie à une factualité précise des événements historiques. Par exemple, l'étude d'un cas de mariage, un mois de juillet, en Prusse, dont on a les traces dans des documents historiques. Sur un autre plan, il y a l'histoire des concepts eux-mêmes, quant à elle sortie des événements dans laquelle la recherche se concentre sur l'histoire de l'évolution du contenu signifiant des concepts dans la longue durée. À ce sujet, Reinhart Koselleck note que :

---

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 117.

Ce qu'on appelle la « longue durée » n'est historiquement agissant que parce que la temporalité unique des événements cache en elle des structures reproductibles, dont l'évolution suit d'autres rythmes que les événements eux-mêmes. Dans cette interdépendance, que les termes de « synchronie » et de « diachronie » ne rendent qu'imparfaitement, se trouve contenue la thématique de toute histoire sociale. [...]

L'histoire sociale et l'histoire des concepts évoluent selon des rythmes différents et sont fondées sur des structures répétitives distinctes. C'est pourquoi la terminologie scientifique de l'histoire sociale a toujours besoin de l'histoire des concepts pour vérifier l'expérience mise en mémoire par la langue. Et c'est aussi pourquoi l'histoire des concepts a besoin des résultats de l'histoire sociale pour garder à l'esprit l'écart irréductible qui subsiste toujours entre la réalité disparue et ses témoignages langagiers<sup>21</sup>.

Voici l'un des grands objectifs de l'histoire des concepts, que de vérifier l'expérience mise en mémoire par la langue. En outre, on entend bien que l'on se distancie des événements eux-mêmes et de leur trame chronologique, ou de leur linéarité dans le temps.

Afin de bien clarifier ce qu'est l'idée générale de l'*histoire sociale*, rappelons qu'elle est un champ de la recherche historique trouvant son origine dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, tel que Noulin et Wagniar l'indiquent :

À la suite des fondateurs de [l'école des] Annales et des travaux d'Ernest Labrousse, l'histoire sociale s'affirme, dès l'entre-deux-guerres, comme le lieu par excellence d'expérimentation d'une stimulante « histoire-problème ». Pour trente à quarante ans, elle affiche sa volonté de saisir chaque groupe ou classe sous tous ses aspects et d'accéder à la compréhension du mouvement de la société<sup>22</sup>.

L'histoire sociale est ainsi un courant de la recherche historique qui s'est développé principalement des années 1920-30 jusqu'à son apogée vers les années 1960-70, à la même époque où Reinhart Koselleck a développé sa théorie de l'histoire des concepts.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>22</sup> Frank Noulin et Jean-François Wagniar (2014), « La place de l'histoire sociale : de la recherche à l'enseignement », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne, PDF], mis en ligne le 1<sup>er</sup> janvier 2014, consulté le 27 novembre 2015. URL : <http://chrhc.revues.org/3386>, p. 2.

Noulin et Wagniar poursuivent en rappelant que :

Selon Michel Pigenet, « le “paradigme labroussien” aurait fixé à l’histoire sociale le triple soin de reconnaître et de hiérarchiser les groupes sociaux “objectifs”, définis par des critères socio-économiques [...], de ne considérer les événements que dans la stricte mesure où ils éclairent une mutation structurelle, de ne pas s’écarter d’un modèle explicatif fondé sur la subordination, quoiqu’au travers de temporalités spécifiques, du “mental” – incluant le politique, le culturel et l’idéologique – au “social” et de celui-ci à “l’économique”, sphère décisive de l’évolution historique ». Cette histoire se veut donc globalisante, cohérente, synthétique et scientifique grâce à d’innombrables tableaux statistiques et graphiques <sup>23</sup>.

L’histoire sociale est ainsi une méthode historique qui peut interroger les événements historiques du social, souvent de façon qui viserait à comprendre la société étudiée dans sa globalité, ou encore en s’intéressant à certains groupes sociaux objectifs (ou catégories) du social, tels que justement le mariage dans l’exemple que l’on a abordé précédemment. De cette manière, par exemple, on pourrait faire l’histoire sociale des événements maritaux d’une séquence historique. Disons aussi que l’histoire sociale est un courant où il a beaucoup été question de techniciser et mathématiser la recherche historique, avec « d’innombrables tableaux statistiques », tel que le disent Noulin et Wagniar.

Cette clarification des idées d’histoire sociale et d’histoire des concepts fut nécessaire parce que comme nous l’annonçons en introduction, nous n’entrerons pas dans une chronologie très détaillée des événements historiques, ni dans une histoire sociale à proprement parler. Par exemple, les événements de la chronologie de la révolution américaine comme le Massacre de Boston, les batailles de Lexington et Concord, Bunker Hill ou encore le thé jeté à la mer à Boston, ne seront pas notre premier souci dans cet exercice. Nous nous concentrerons plutôt spécifiquement sur une analyse sociologique d’une histoire conceptuelle.

---

<sup>23</sup> *Ibidem.*

## 1.2 Épistémologie de l'histoire héritée de l'histoire des concepts

Le développement théorique de Reinhart Koselleck couvre aussi des préoccupations du domaine de la linguistique (théorie du langage), puis d'une philosophie de la connaissance historique, ou autrement dit d'épistémologie de l'histoire. L'épistémologie de l'histoire renvoie au questionnement général qui pourrait se résumer ainsi : « Quels moyens intellectuels utiliser pour valider et sans cesse revalider l'exactitude et, même, la vérité de la théorie de la connaissance historique que nous sommes en train de développer et que, jusqu'à contradiction, nous considérons exacte comme telle ? » Koselleck, se questionnant sur cette notion d'épistémologie de l'histoire conceptuelle, affirme :

Même s'il a pu – par moments – n'être qu'un facteur secondaire dans l'accomplissement des choses faites et subies, le langage, sitôt qu'un événement appartient au passé, redevient le facteur principal sans lequel aucun souvenir ni aucune transposition scientifique de ce souvenir ne sont possibles. Le primat anthropologique du langage dans la représentation de l'histoire passée acquiert ainsi un statut épistémologique. Car c'est par le langage qu'il faut déterminer ce qui, dans l'histoire passée, a été conditionné par le langage et ce qui ne l'a pas été. [...]

Il est vrai que ce qui s'est « réellement » produit ne peut être établi, par delà toutes les hypothèses, qu'à l'aide de traditions orales et écrites, c'est-à-dire de témoignages langagiers. Seules les sources langagières permettent de départager ce qui, dans le passé, est à considérer comme fait « langagier » et ce qui est à considérer comme fait « réel »<sup>24</sup>.

Dans sa recherche épistémologique de validation de sa connaissance historique, Koselleck confirme la dichotomie de l'« histoire des concepts », qu'il nomme ici « fait langagier », et de l'« histoire sociale », qu'il nomme ici « fait réel ». Il note cependant qu'à un certain degré de recherche historique, seul reste le langage pour renseigner les historiens de l'influence même du langage de l'époque, ou de la non-influence de ce langage, sur la trame des événements. Koselleck toutefois, plus pragmatique, avertit que selon sa méthode d'analyse historique : « Il est vrai que tout

---

<sup>24</sup> Koselleck, *op. cit.*, pp. 108-109.

énoncé justifié en théorie doit se soumettre au contrôle méthodique des sources pour pouvoir affirmer une factualité passée<sup>25</sup>. » Ainsi, même l'histoire conceptuelle, très théorique, doit demeurer solidement arrimée dans la factualité décrite par les documents historiques garantissant cette factualité et reconnus comme tels. Ce contrôle méthodique des sources peut prendre plusieurs formes, dont par exemple l'authentification de lieux historiques directement, artéfacts, livres anciens, journaux de l'époque, lettres, étude et critique de textes, etc.

### 1.3 Nature d'un conflit d'interprétation et d'un débat historiographique

Nous terminerons ces prolégomènes avec la présentation de la nature même du conflit d'interprétation et du débat historiographique, tels que Koselleck et Gary B. Nash le conçoivent. À propos de la formation d'écoles d'interprétation historiographique, Koselleck affirme dans un premier temps l'idée suivante :

Ce qui formait un tout *in eventu* ne peut plus être transmis, *post eventum*, que par des témoignages langagiers et, selon la manière dont ils manient cette transmission langagière, cette tradition orale ou écrite, les genres les plus dissemblables se rejoignent et d'autres divergent. C'est ici l'identification de divers courants historiographiques, selon les genres, les corpus qui forment les interprétations divergentes<sup>26</sup>.

Cette courte réflexion fait appel surtout à une idée de contingence à laquelle tout historien se voit confronté lorsqu'il puise dans les sources analysées, dans leur ampleur, les sources choisies elles-mêmes ainsi que « selon la manière dont ils manient cette transmission langagière », donc les sources écrites ou orales. Dans un deuxième temps, à partir de l'inférence précédente, Koselleck va plus loin en ajoutant :

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 109.

Si l'on accepte la distinction sémantique entre, d'un côté, les *pragmata*, les *res gestae*, les événements et, de l'autre, les historiens ou, si l'on veut, la science historique, il serait possible – d'un point de vue purement théorique – d'esquisser à partir de chacun de ces deux domaines l'action réciproque qu'ils exercent l'un sur l'autre. Il nous serait alors possible de procéder à l'analyse des mutations d'expériences et des changements de méthodes, tout en insistant sur leur autonomie respective et en nous situant dans une perspective temporelle. De façon générale, l'historien aura tendance à donner la priorité à la mutation de l'expérience et à ne se définir que comme un narrateur ou un analyste se contentant seulement d'enregistrer les faits. Mais il ne fait aucun doute qu'une expérience de l'histoire méthodiquement circonscrite acquiert elle-même un statut de facteur autonome dont les conséquences sont considérables <sup>27</sup>.

L'historien aura tendance [...] à ne se définir que comme un narrateur ou un analyste se contentant seulement d'enregistrer les faits. Mais il ne fait aucun doute qu'une expérience de l'histoire méthodiquement circonscrite acquiert elle-même un statut de facteur autonome dont les conséquences sont considérables <sup>28</sup>.

L'expérience de l'histoire dont on parle ici est celle de la pratique de la recherche historique, décrite comme un « facteur autonome » orientant le domaine des « *pragmata, res gestae, événements* », ou du contenu de l'histoire elle-même et de ce que l'on peut en tirer comme signification. Au sujet de la tension normative (donc aussi de tension autour de la neutralité axiologique <sup>29</sup>), le passage suivant de Gary B. Nash recoupe celui de Koselleck :

*We make no claim to being nonpartisan academic observers of the history war. Modern historiography has taught us that historians can never fully detach their scholarly work from their own education, attitudes, ideological dispositions, and culture. For us to claim otherwise would be disingenuous* <sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>28</sup> *Ibidem.*

<sup>29</sup> La neutralité axiologique est l'objectivité de l'individu chercheur. C'est l'état théorique où l'individu se débarrasse de ses *a priori*, ses préjugés, et aborde une question de façon tout à fait neutre, juste et équitable.

<sup>30</sup> Nash, *op. cit.*, p. xiii. Notre traduction : « Nous ne nous posons pas en tant qu'observateurs académiques non-partisans face à cette "guerre de l'histoire". L'historiographie moderne nous a appris que les historiens ne peuvent jamais se détacher totalement de leur éducation personnelle, de leurs attitudes, de leurs positions idéologiques, ou encore de leur culture dans leurs travaux académiques. Affirmer le contraire serait de notre part fallacieux, voire malhonnête. »

En somme, nous avons présenté certaines des raisons qui alimentent le débat historiographique ; d'ordre académique, mais également liées à des considérations de neutralité axiologique. En effet, au-delà de l'idée que les chercheurs font partie d'un courant historiographique tel que l'indique Nash, certains facteurs comme l'éducation, les attitudes, les positions idéologiques, la culture dans laquelle ils évoluent et dont ils sont partie intégrante demeurent déterminants. Il est ainsi question d'analyser la nature de ces facteurs déterminant la façon même de faire l'histoire au sein d'un courant historiographique, donc ici une sociologie des intérêts pratiques, des intérêts économiques, politiques et autres. Il va sans dire que le débat historiographique pourrait traduire un rapport de forces dans la société, rapport dont nous reparlerons au chapitre sur les usages politiques. Avant de revenir à ces considérations analytiques, entrons maintenant dans l'étude des historiographies.

## CHAPITRE II

### LA RÉVOLUTION ANGLAISE COMME PRÉCURSEUR

L'historiographie de la révolution américaine commence dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques années après la séquence historique des événements révolutionnaires américains, soit peu après ce que Koselleck appelle les moments mythique et historique :

Immerman distingue trois stades dans un événement historique : le premier, dit « mythique », est celui de sa naissance; le deuxième, celui de l'événement lui-même, il l'appelle « historique » ; le troisième, enfin, est dit historiographique. « C'en est fini de l'histoire proprement dite, on est entré dans le stade de la recherche historique <sup>31</sup>. »

On situe habituellement les événements historiques de la révolution américaine à partir de 1763-1765, 1765 étant l'année du Stamp Act et du refus qui en découle formulé par les treize colonies d'être taxées sans être représentées à Londres, jusqu'à la signature du Traité de Paris en l'an 1783, traité dans lequel le gouvernement britannique reconnaît officiellement la nouvelle entité indépendante et souveraine nommée « États-Unis d'Amérique » (*United States of America*), signant aussi l'arrêt de la guerre. La période suivante, dite « historiographique », donc de l'interprétation et l'analyse des événements historiques s'exprime en plusieurs grands courants s'étendant du XIX<sup>e</sup> à nos jours.

---

<sup>31</sup> Koselleck, *op. cit.*, p. 84.

Le milieu de la recherche historique académique identifie de grandes tendances, ou grandes écoles dans cette période historiographique qui s'étend des années 1780 à aujourd'hui. Bien que nous ne fassions pas le recensement des interprétations particulières de toutes les écoles, voici un tableau qui permette de situer dans le temps chaque grande tendance.

**Tableau 2.1** : Courants historiographiques de 1780 à aujourd'hui

<i>Courants historiographiques de la Révolution américaine</i>	
<b>1780-1820</b>	Interprétation révolutionnaire Interprétation loyaliste (ou impériale)
<b>1820-1880</b>	Interprétation <i>Whig</i> (libérale)
<b>1900-1940</b>	Interprétation progressiste
<b>1940-1960</b>	Interprétation du consensus
<b>1950-1980</b>	Interprétation <i>Neo-Whig</i> (libérale nouvelle vague) (Histoire sociale)
<b>1970-...</b>	Interprétation <i>New-Left</i> Interprétation néo-progressiste « <i>Founders Chic</i> »

Sources : *Journal of American Revolution* <sup>32</sup> et *The British Library* <sup>33</sup>

<sup>32</sup> Michael D. Hattem (2013), « The Historiography of the American Revolution », *Journal of the American Revolution (Online Magazine)*, site Internet, <http://allthingsliberty.com/2013/08/historiography-of-american-revolution/>, consulté en ligne le 21 novembre 2015.

<sup>33</sup> Ouvrage collectif (2000s), *The American Revolution: a historiographical introduction*, London, The British Library, site Internet, <http://www.bl.uk/onlinegallery/features/americanrevolution/The%20American%20Revolution%20his%20toriography.pdf>, consulté le 20 novembre 2015.

Nous analyserons dans ce chapitre l'interprétation historiographique libérale dite « *Neo-Whig* <sup>34</sup> » dans les milieux académiques américains, prolifique à partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle. C'est l'un des courants marquants de l'historiographie traitant des événements de la révolution américaine, porté ici par l'historien Edmund S. Morgan (1916-2013), lui-même ayant été l'une des grandes figures des historiens *Neo-Whigs* de la révolution américaine. Les sections de ce chapitre couvriront chacune un moment de la pensée de Morgan qui a trait à l'histoire des concepts de peuple et de souveraineté populaire, moments conceptuels souvent rattachés à une histoire sociale décalée telle que l'a théorisée Koselleck.

Par exemple, dans une posture d'histoire conceptuelle, Morgan étudie premièrement l'époque de grand foisonnement des concepts politiques qu'a été le début du XVII<sup>e</sup> siècle en Angleterre. C'est à cette époque que survient pour Morgan un glissement progressif du concept d'une monarchie puissante à une monarchie constitutionnelle, cédant peu à peu une place de plus en plus importante au Parlement et à des représentants de ce qui allait progressivement devenir la souveraineté populaire.

Notons qu'à la même époque sur le continent américain, les Pères pèlerins (*the Pilgrim Fathers*, ou *the Pilgrims*) fondaient en 1620 la ville de New Plymouth parfois orthographié *Plimoth* (de nos jours simplement *Plymouth*) et célébraient la première fête de *Thanksgiving*. New Plymouth, deuxième colonie britannique connaissant le succès après Jamestown dans la colonie de Virginia fondée en 1607, fut rattachée en 1691 à la Colonie de la Baie de Massachussetts fondée elle-même en 1630. Les Pèlerins écrivirent à bord du vaisseau *Mayflower* ce qui deviendra l'un des documents fondateurs de l'histoire des Etats-Unis lors de leur voyage entre Plymouth

---

<sup>34</sup> En politique et en histoire avant le XX<sup>e</sup> siècle, notons que le mot « *Whig* » correspond à « *Liberals* », tout comme « *Tory* » (ou « *Tories* » au pluriel) correspond à « *Conservatives* ». Ces termes sont d'ailleurs parfois encore utilisés.

(Angleterre) et le Nouveau Monde : le *Mayflower Compact* (Pacte du Mayflower). Ce pacte est l'un des écrits précurseurs qui fondent les bases de la démocratie américaine. Au Nouveau Monde, les historiens estiment qu'il advient déjà en 1620 un phénomène que l'on peut assimiler à une amorce de redéfinition conceptuelle (au sens de l'histoire des concepts) :

*Having undertaken, [in] honor of our King and Country, a voyage to plant the first colony in the northern parts of Virginia, [...] by these presents solemnly and mutually, in the presence of God, and one of another, covenant and combine our selves together into a civil body politic, [...] by virtue hereof to enact, constitute, and frame such just and equal laws, ordinances, acts, constitutions and offices, from time to time, as shall be thought most meet and convenient for the general good of the Colony, unto which we promise all due submission and obedience. In witness whereof we have hereunder subscribed our names at Cape Cod, November 11st [o.s.] [...].*<sup>35</sup>

Ce passage du Pacte du Mayflower est considéré dans l'histoire américaine comme un précurseur de la révolution elle-même, en ce qu'il annonce déjà une volonté, encore enveloppée d'obéissance au roi à l'époque, de constituer une autorité législative coloniale à l'allure démocratique selon les mots « *civil body politic* », tel qu'on le devine en lisant aussi « *mutually, in the presence [...] and one of another* ». Si les colonies britanniques d'Amérique du Nord pouvaient déjà aspirer à une forme d'autonomie, celles-ci demeureraient informées des actualités de la métropole et c'est véritablement en Angleterre que la redéfinition conceptuelle s'effectuait avec une ardeur de plus en plus déterminée tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>35</sup> Pères Pelerins (1620), « *Text of Mayflower Compact* », *America's Museum of Pilgrim Possession*, Plymouth, site Internet, [http://www.pilgrimhallmuseum.org/mayflower\\_compact\\_text.htm](http://www.pilgrimhallmuseum.org/mayflower_compact_text.htm), consulté en ligne le 27 novembre 2015. Notre traduction : « Ayant entrepris, en l'honneur de notre Roi et notre Patrie, un voyage en vue d'établir la première colonie au Nord de la Virginie, en la présente solonnellement et mutuellement, face à Dieu et chacun d'entre nous, un pacte et nous associons en une entité politique civile, en la vertu d'établir, constituer, et encadrer une loi juste et équitable, ordonnances et actes, constitutions et institutions, créée ou modifiée selon les besoins de la Colonie, en laquelle nous promettons entière soumission et obéissance. En foi de quoi, nous avons apposé nos signatures à Cape Cod en ce 11 novembre 1620 [du calendrier julien, donc le 21 novembre 1620 du calendrier grégorien]. »

Avant d'aller plus loin et bien que Morgan n'en fasse pas clairement mention, il faut rappeler pour des raisons de rigueur que l'agitation révolutionnaire anglaise de 1689 ne fut pas la première en Europe. Déjà dès le siècle précédent, la « *Dutch Revolt* » initiée en 1566-1568 scellait le commencement de la République des Sept Provinces-Unies des Pays-Bas et de la Guerre de Quatre-Vingt Ans subséquente, trouvant son issue en 1648 dans le traité de Münster (lui-même étant une partie du traité de Westphalie). Bien que cette « république » n'ait pas été parlementaire, elle avait soutenu l'idée d'électorat ; un électorat de princes-électeurs composé de sept régents (des sept provinces), rois ou seigneurs, ducs ou comtes, ainsi que des représentants d'organisations de cités. La République des Provinces-Unies a influencé conceptuellement la révolution américaine tel que l'un des Pères Fondateurs des États-Unis, James Madison, le dit lui-même le 11 décembre 1787 dans le *Federalist* : « *The United Netherlands are a confederacy of republics, or rather of aristocracies of a very remarkable texture, yet confirming all the lessons derived from those which we have already reviewed* <sup>36</sup>. » Cet épisode de l'histoire, fondateur des Provinces-Unies des Pays-Bas, a donc tout comme la révolution anglaise servi de cas d'école déterminant pour les Pères Fondateurs américains, et donc pour la conceptualisation de la démocratie moderne.

## 2.1 À chaque époque correspond une fiction politique

Une conception traverse toute la pensée de Morgan, celle qu'il appelle *les fictions politiques*. Morgan pose l'idée que chaque époque est organisée sous un ordre qui tire sa légitimité d'une fiction pure. Par exemple, le type de régime ayant précédé la naissance de ce que nous appelons aujourd'hui *les démocraties modernes*

---

<sup>36</sup> James Madison (1787), « The Insufficiency of the Present Confederation to Preserve the Union (continued) », *The Federalist Papers no. 20, New York Packet*, New York, site Internet, <http://www.constitution.org/fed/federa20.htm>, consulté en ligne le 27 mai 2016. Notre traduction : « Les Provinces-Unies sont une confédération de républiques, ou plutôt d'aristocraties de consistance remarquable, confirmant toutes les leçons que nous avons nous-mêmes pu en tirer. »

occidentales, à la suite du *momentum* révolutionnaire dont on a encore assez récemment célébré les bicentennaires, est la fiction politique des monarchies de droit divin (*The Divine Right of Kings*).

Morgan s'intéresse à reconstituer l'histoire du concept de *peuple* en amorçant sa démonstration avec l'époque monarchique. L'historien démontre avec cet exemple qu'à chaque époque, la quasi-totalité des acteurs sociaux (ici les individus composant le peuple) adhèrent à une conception du monde qu'ils perçoivent, au temps de la synchronie, comme une vérité banale qui va de soi mais qui, une fois que l'époque a changé, se révèle avoir été une fiction. C'est toutefois seulement à cet instant second qu'elle est perçue comme telle, ainsi que le fait remarquer Morgan :

*The divine right of kings had never been more than a fiction, and as used by the Commons it led toward the fiction that replaced it, the sovereignty of the people. Although the two may seem to lie at opposite poles, they were more closely linked than at first it would seem. By accepting the king's divine right, by insisting that his authority was pure and indivisible, the Commons had come a good way toward making that authority unworkable except on the terms they dictated. By elevating the king they prepared his destruction ; and by humbling mighty subjects they made way for the rise of the humble, made way, indeed, for the new fictions of a world where all men are created equal and governments derive their powers from those they govern<sup>37</sup>.*

Il est important de rappeler que même si Morgan utilise un ton dépréciatif lorsqu'il fait référence à la période de l'ancienne fiction, peut-être par convictions personnelles, on ne pourrait sûrement pas en penser moins à propos de la fiction politique qui l'a remplacée.

---

<sup>37</sup> Morgan, *op. cit.*, p. 37. Notre traduction : « Le droit divin des rois n'a été qu'une fiction, et utilisé par les Communes pour aboutir à la fiction qui l'a remplacé : la souveraineté populaire. Même si les deux fictions semblent tout à fait opposées, elles sont plus intriquées qu'on le pourrait d'abord imaginer. En acceptant le droit divin royal, en insistant que cette autorité fût pure et indivisible, les Communes arrivaient à rendre cette autorité impraticable [inaccessible] sauf selon leurs termes à eux. En élevant ainsi la royauté ils préparaient sa destruction ; et en banalisant de puissants personnages ils firent place à l'ascension des humbles, et ainsi, pavèrent la voie vers la nouvelle fiction d'un monde où tous les hommes sont créés égaux, puis que les gouvernements tirent leur pouvoir de ceux qu'ils gouvernent. »

C'est-à-dire que, du droit divin de la monarchie ou de la souveraineté populaire, l'idée sous-jacente de Morgan est qu'une fiction politique demeure fondée sur des prémisses nécessairement absurdes : « *The ratiocination necessary to sustain these absurdities was as complex as that required to explain the existence of evil in a world created by a beneficent and omnipotent God* <sup>38</sup>. » Cette idée est remarquablement en accord avec ce que dit Carl Becker, cité par Nash : « *In the history of history a myth is a once valid but now discarded version of the human story, as our now valid versions will in due course be relegated to the category of discarded myths* <sup>39</sup>. » Ce serait ici l'expérience vécue directement par les acteurs historiques de ce que Koselleck appellerait l'évolution de la signification du concept large d'*ordre politique* mais prise au moment synchrone.

## 2.2 De la fiction de la monarchie de droit divin à la fiction de la souveraineté populaire

La transition d'une époque traditionnelle d'absolutisme monarchique à une époque de nouvelle fiction politique de souveraineté populaire (*The Sovereign People*) est la dernière transition à ce jour selon Morgan :

*The fiction that replaced the divine right of kings is our fiction, and it accordingly seems less fictional to us. [...] In England and in America at least, it has worked for three centuries, providing the few with justification for their government of the many and reconciling the many to that government* <sup>40</sup>.

<sup>38</sup> *Idem.*, p. 17. Notre traduction : « La ratiocination [raisonnement pédant] nécessaire au maintien de telles absurdités fut aussi complexe que tenter d'expliquer l'existence du mal dans un monde créé par un Dieu bon et omnipotent. »

<sup>39</sup> Nash, *op. cit.*, p. 11. Notre traduction : « Dans l'histoire de l'histoire, un mythe est ce qui a déjà été considéré vrai mais qui ne l'est plus, tout comme ce que nous considérons vrai aujourd'hui sera un jour relégué à cette même catégorie des mythes. »

<sup>40</sup> Morgan, *op. cit.*, p. 38. Notre traduction : « La fiction qui a remplacé la monarchie de droit divin est notre fiction actuelle, et ainsi cette dernière nous semble donc moins fictive. En Angleterre et aux Etats-Unis au moins, cela a fonctionné pendant trois siècles, en permettant aux "peu nombreux" d'obtenir la légitimité de leur "gouvernement de la multitude", réconciliant ainsi la multitude à ce gouvernement. »

Absurde à sa racine, fondée en partie sur des éléments ne pouvant être démontrés, d'où son statut fictif, la fiction politique tire sa puissance de sa capacité de légitimation dans la longue durée (validée pendant près de trois siècles). Morgan indique néanmoins qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, la fiction politique de la souveraineté populaire est un système qui permet à *certain*s, ou *au petit nombre* (« *few* ») de gouverner le *grand nombre*, ou *la multitude* (« *the many* ») en réconciliant *la multitude* à ce gouvernement des *quelques-uns* (« *few* »).

Le processus évolutif qui a consisté à reforger lentement le concept de peuple, à forger le concept de souveraineté populaire et qui a permis la naissance d'une nouvelle fiction politique est lent et s'inscrit dans de longues chronologies. Dans ses travaux, Morgan identifie le commencement de ce processus en Angleterre peu après l'an mille.

### 2.2.1 Jalons décisifs de l'Angleterre politique du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1649

Si la fiction politique du *Divine Right of Kings* connaît une période de stabilité générale du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, les concepts politiques sont fortement érodés en Angleterre au courant du XVII<sup>e</sup> siècle dans le sillon de la *English Civil War* (la guerre civile en Angleterre de 1642 à 1651) et l'opposition marquée entre les *Parliamentists* et les *Royalists* lors de ces événements politiques. Le roi d'Angleterre Charles 1<sup>er</sup> est exécuté en 1649 après qu'il fut jugé pour haute trahison « envers le Peuple », idée reprise des monarchomaques<sup>41</sup>, qui avaient alors semé leur influence idéologique de France jusqu'en Angleterre, idéologie dont le principal se résumait à : « si le roi impose une tyrannie, il est légitime d'en appeler jusqu'au *tyrannicide*. » Toutefois sujette à discussion, cette idée a au moins un point faible qui réside en la définition

---

<sup>41</sup> Cf. note 91. L'étymologie de *monarchomaque* est la contraction de deux mots de grec ancien : *μόναρχος* (« *monarchos* » – « monarque ») et *μάχομαι* (« *makhomai* » – combattre), ce qui signifie : « ceux qui combattent le monarque », courant d'idées en France chez les protestants huguenots naissant en réaction à la Saint-Barthélémy en 1572.

même d'un régent tyrannique, car comme l'avait écrit Molière en 1672 dans les *Femmes savantes* : « Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage. » Par conséquent, qui voudrait se débarrasser du monarque n'aura qu'à l'accuser de tyrannie, ou d'« absolutisme <sup>42</sup> ».

L'important est que, dès cette époque, la fiction politique de la monarchie de droit divin est fragilisée et le concept même de peuple se transforme dans son acception politique, d'où se précise la forme du concept de *souveraineté populaire*, qui petit à petit, deviendra la fiction politique dominante des siècles suivants. Morgan affirme en ce sens que : « *Representation in England began before representative government of the sovereignty of the people were thought of. It began in the thirteenth century as a mode of insuring or facilitating, and eventually of obtaining, consent to the king's government* <sup>43</sup>. »

Morgan fait ici référence à la Grande Charte (la *Magna Carta*) de 1215 du roi Jean Sans Terre. Par conséquent, nous laisserons un moment la révolution anglaise pour revenir à quelques marqueurs historiques importants, plus anciens. Cette Grande Charte de 1215 est issue de la Guerre des Barons instituant le Grand Conseil du roi (le *Magnum Concilium*, conseil successeur du Conseil Privé dans le cadre de la *Curia Regis* <sup>44</sup> et qui avait été institué au XII<sup>e</sup> siècle par le roi normand envahisseur Guillaume le Conquérant, *William I*). Guillaume I<sup>er</sup> s'était entouré d'un conseil privé

---

<sup>42</sup> Notons que certains historiens affirment que les monarques ayant été considérés absolutistes exerçaient, dans les faits, un gouvernement très similaire à celui des monarques qui ne furent pas considérés comme tel. L'historien britannique Roger Mettam, spécialiste de la période du roi de France Louis XIV, doute même de la réalité effective d'un tel concept.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 39. Notre traduction : « La représentation en Angleterre a commencé avant même que ne soit pensé le gouvernement représentatif de la souveraineté du peuple. Cela remonte au treizième siècle en tant que façon de faciliter, et obtenir éventuellement, le consentement dans le gouvernement monarchique. »

<sup>44</sup> *Curia Regis*, en latin, signifie « Conseil du Roi ». Notons que la *Curia Regis* a remplacé le *Witenagemot*, institution d'avant la conquête normande, qui était essentiellement un conseil des sages. Le *Witenagemot* est à rapprocher conceptuellement du *Thing* et de l'*Althing*, institutions similaires de pays scandinaves tels que l'Islande.

afin de l'éclairer dans son gouvernement royal et effectivement, l'on connaît formellement en cet épisode de l'histoire d'Angleterre un premier équilibre des pouvoirs entre le pouvoir monarchique et un rudiment de pouvoir « parlementaire », dénué celui-là de quelque caractère souverain. C'était une esquisse de Chambre des Lords qui voulait imposer que le Roi demandât son aval avant de prendre des décisions.

Quatre-vingt années après, en 1295, le roi Édouard I crée le *Model Parliament*, première véritable session parlementaire d'Angleterre dans lequel le roi convoque la *gentry*, chevaliers et bourgeois n'étant pas des nobles, n'étant pas des « *peers* ». Cet appel de la *gentry* était désigné en tant que « convocation des Communes » (les communautés du Royaume), créant de ce fait la Chambre des Communes (*House of Commons*). Cette idée que le pouvoir royal devait obtenir consentement pour se maintenir allait se perpétuer dans les siècles suivants et le Parlement, dès lors, ne ferait que gagner en importance et allait éventuellement obtenir préséance sur le monarque.

Le Parlement était à l'époque convoqué par le roi et avait le rôle de conseiller. Il n'avait pas de mandat autonome et il n'était écrit nulle part que celui-ci devait reprendre à date fixe pendant une période fixe (une session parlementaire par exemple). Le Parlement était un conseil, une assemblée, qui conseillait le seul détenteur de toute souveraineté – le monarque de droit divin – et ce, lorsqu'il l'exigeait. C'est par conséquent ce concept qui a mal supporté le passage du temps. Gardons à l'esprit ces événements du XIII<sup>e</sup> siècle et revenons à la guerre civile anglaise dans les années 1640.

Ainsi, justement, les préoccupations politiques majeures en Angleterre de 1640 à 1660 s'articulaient autour de la remise en question de la place qu'avait occupée le Parlement jusqu'alors. Cette séquence événementielle de remise en question

s'échelonne selon une chronologie serrée : le Long Parlement (de 1640 à 1653), la *English Civil War* de 1641 à 1649, le Long Parlement devenant dès 1648 le *Rump Parliament* (en français nommé le « Parlement croupion » car considéré illégitime) de 1648 à 1653, et entretemps l'exécution du roi Charles 1<sup>er</sup> en 1649.

### 2.2.2 L'effervescence politique de 1650 à 1689

Il est souvent fait référence à la période suivant le régicide de 1649 en parlant de l'*interregnum* de 1650 à 1660, avec le Protectorat d'Oliver Cromwell dès 1653, s'achevant avec le « retour du roi » lors de la Restauration de Charles II, fils de Charles 1<sup>er</sup>. Ces événements se sont enchaînés à une vitesse étonnante entre 1643 et 1660 et sont concomitants les uns des autres. Ils sont le fruit de tensions entre courants d'idées opposés ou parallèles. On parle essentiellement de courants d'idées religieuses et politiques. Il y a à cette époque principalement deux grands courants opposés : les *Royalists* (aussi appelés à l'époque les *Cavaliers*) et les *Parliamentists* (aussi appelés à l'époque les *Roundheads*).

C'est précisément à ce moment transitoire de révolution anglaise que se produit définitivement la fragilisation conceptuelle de la fiction politique du *Divine Right of Kings*. En effet, il s'agissait d'une fiction politique au sein de laquelle l'idée même de souveraineté populaire ne pouvait être pensable parce qu'il n'y avait pas encore les prémisses philosophiques conceptuelles pour ce faire. Morgan fait remarquer à ce sujet que les *Royalists*, défenseurs de la fiction du droit divin, argumentaient que :

*“How the [Parliament] magistrate could get such a power [of sovereignty]? God [...] could give it to him [...] but divine right would have to be proved: “If he have his commission from God let him show it.” It went without saying that no one could show a commission signed and sealed by the Almighty. Divinity was departing from government<sup>45</sup>.*

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 71. Notre traduction : « Comment le Parlement pourrait-il avoir un tel pouvoir de souveraineté ? Dieu seul pourrait le lui donner mais, alors, le droit divin devrait être prouvé : “S’il a

Puis les *Royalists* ajoutaient : « *All mortal men that anyone had ever seen were born in subjection to authority. If they were born subjects, they could scarcely confer on others a power or authority they did not themselves possess* <sup>46</sup>. » *Tous les hommes naissent sujets*. Voilà ainsi l'un des grands fondements philosophiques du *Divine Right of Kings*. Dans cette fiction, s'il y eut un concept de peuple, il impliquait que celui-ci fut, en sa multitude, *sujet*. Il n'était pas de ce fait composé de citoyens nés libres, mais assujettis à une structure d'un pouvoir temporel liée à une hiérarchie spirituelle. Après la Restauration royale de 1660, selon Morgan, le clergé *Royalist* réitérait en affirmant que :

*The people [...] had nothing to do with starting government on anyone, because they had no such powers themselves. [...] Men were not born free [...] and never had been since Adam's time. [...] The laws drafted by the people's representatives in Parliament derived their only authority from the monarch who endorsed them. The king alone possessed sovereignty, "which the House of Commons share as little in as they which sent them; which is not at all"* <sup>47</sup>.

C'est précisément du fait que cette base idéologique ait été remise en question que s'ensuivit la fragilisation de la fiction politique. On verra que cette transition ne s'est pas produite seulement que par des gens s'affirmant *Parliamentists*, comme le démontrera l'exemple suivant.

Thomas Hobbes (1588-1679) fut l'un des personnages historiques contemporains marquants des événements de la révolution anglaise et l'un des précurseurs idéologiques qui inspira les Pères Fondateurs de la révolution américaine. Dans la

---

reçu son mandat de Dieu, laissez-le en faire la démonstration." Il allait de soi qu'aucun ne pouvait démontrer quelque droit divin signé et marqué du sceau du Tout-Puissant. Ainsi, la divinité s'en allait du gouvernement. »

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 61. Notre traduction : « Tous les hommes qui vécurent furent sujets à l'autorité. Ils pourraient difficilement conférer à autrui un pouvoir ou une autorité qu'ils n'ont jamais possédée au départ. »

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 95. Notre traduction : « Le peuple n'avait rien à voir avec l'idée de fonder un gouvernement sur quiconque, parce qu'il n'a pas ce pouvoir lui-même. Les hommes ne sont pas nés libres et ne le furent jamais depuis les temps adamiques. Les lois esquissées par les représentants du peuple au Parlement n'ont eu d'autorité que parce que le monarque leur donnait son assentiment. Seul le roi possédait la souveraineté, souveraineté que la Chambre des Communes ne partageait pas. »

foulée de ces événements en 1651, Hobbes terminait son *opus magnum*, *Léviathan*, lequel s'inscrit dans le courant des idées contractualistes de l'époque (que reprendra de façon critique Jean-Jacques Rousseau dans *Du Contrat Social* en 1762), d'état de nature et de droit naturel. Bien que Hobbes n'inventa pas ces idées, il est considéré comme l'un des grands philosophes des Lumières (*an Enlightenment thinker*), et est considéré avoir influencé les mouvements historiques vers la souveraineté populaire. Ironiquement, il fut défenseur du pouvoir du roi Charles 1<sup>er</sup> et le professeur de mathématiques du fils du roi, le futur roi Charles II (ce dernier retournant sur le trône lors de la Restauration de 1660, tué à son tour en 1685<sup>48</sup>). En somme, Hobbes défendait des idées que le clergé ainsi que les universitaires d'Oxford de l'époque trouvaient scandaleuses.

Si l'époque est marquée par de grands hommes tels que Hobbes, il y a aussi un foisonnement de groupes plus circonscrits comme les *Levellers* (les « Niveleurs » en français), groupe idéologique d'agitateurs politiques mené par John Lilburne (1614-1657), celui qui après avoir fait un voyage en Hollande avait avant sa trentaine pris le nom de *Freeborn John*, et avait adopté l'idée que tous les hommes naissent libres (« *all men are born free*<sup>49</sup> »), entrant en contradiction directe avec l'idée des *Royalists* exposée plus haut qui disait « *all men are born subjects [as it] always has been since Adam's time*<sup>50</sup>. » Les *Levellers* étaient opposés aux *Parliamentists* et ainsi s'allièrent presque aux *Royalists*, comme l'indique Morgan :

---

<sup>48</sup> À ce sujet, le père de Charles 1<sup>er</sup> était Jacques 1<sup>er</sup> (*James I*, à qui l'on doit d'ailleurs la version *King James* de la Bible), qui faillit être assassiné dans le complot des poudres du 5 novembre 1605. Les conspirateurs dont Guy Fawkes, très réactualisé dans le film *V pour Vendetta* de 2005 et le récent mouvement « hacktiviste » *Anonymous* portant l'emblématique masque blanc, accusaient le roi de tyrannie.

<sup>49</sup> Voir notes 52 et 53.

<sup>50</sup> Voir notes 46 et 47.

*Like the Royalists, with whom at some points they nearly joined forces, they became increasingly discontent with the existing Parliament, [which forced them] to think more seriously about the meaning of popular sovereignty than the members of Parliament were willing to do*<sup>51</sup>.

L'historienne britannique Pauline Gregg a écrit à propos de *Freeborn John* : « *It was Lilburne who spelt out to the English over three centuries ago the true meaning of democracy*<sup>52</sup> », puis a également affirmé que Lilburne eut un rôle de premier plan dans l'imagination du concept des *freeborn rights*<sup>53</sup>. Les *Levellers*, dont Lilburne, avaient imaginé un *Agreement of the People* (une « Entente du Peuple »), un texte qu'il voulait soumettre directement à la population afin de définir les limites et modalités du pouvoir du Parlement. Mis aux fers à la Tour de Londres en 1646, il écrivit la troisième version de ce texte après la mort du roi Charles 1<sup>er</sup>, cette version qu'il aurait voulu qu'elle soit le texte constitutionnel du *Commonwealth of England*. Les choses ne tournèrent pas en ce sens et Lilburne mourut en 1657, un an avant Oliver Cromwell. Pourtant, l'*Agreement of the People* (« Entente du Peuple ») est parfois cité<sup>54</sup> comme l'un des documents ayant influencé la Constitution des États-Unis parce que celui-ci se réfère directement à ce que Morgan appelle l'*actual people* (le peuple véritable).

Cette Entente du Peuple avait cela de particulier, et résolument démocratique, qu'elle défendait l'idée d'une intervention directe de la souveraineté populaire dans sa création et son approbation. Morgan affirme toutefois : « *Lilburne issued an appeal for popular action to [...] overthrow the existing Parliament and establish the*

---

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 67. Notre traduction : « Comme les Royalistes, avec qui ils avaient presque uni leurs forces, [les Niveleurs] étaient mécontents du Parlement, ce qui les a forcés à penser plus sérieusement la signification de "souveraineté populaire", plus encore que le Parlement lui-même ne voudrait bien le faire. »

<sup>52</sup> Pauline Gregg, 1961, *Free-born John : a biography of John Lilburne*, Londres, Phoenix Press, 2000 Ed., En quatrième de couverture.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>54</sup> Barreau du Missouri (*Law Bar*), 2006, *Prelude to Liberty*, site Internet, URL : <http://web.archive.org/web/20080310190416/http://members.mobar.org/civics/Prelude%20to%20Liberty.htm>, consulté en ligne le 17 novembre 2015.

*principles of the Agreement. [...] The feebleness of the response made clear that the Levellers cause was dead*<sup>55</sup>. » On pourrait ici se demander pourquoi le peuple de l'époque avait répondu et réagi si faiblement à l'appel des Niveleurs. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question de la participation du peuple plus loin dans notre démonstration.

Les Niveleurs avaient bien compris que déjà le Parlement se comportait comme un petit nombre agissant sur la multitude et avaient imaginé des mécanismes institutionnels en vue de protéger le peuple d'un Parlement que l'on dirait devenu autocratique, régime dans lequel il exercerait un pouvoir absolu. Morgan affirme à ce sujet :

*The idea [...] of the people acting apart from their government, to create and limit government, lay at the heart of popular sovereignty. After the demise of the Agreement, a number of persons continued to think about it, about giving the people a controlling voice outside the structure of government*<sup>56</sup>.

Ainsi les Niveleurs souhaitaient que la voix du peuple soit entendue au Parlement mais, advenant des irrégularités en cette chambre, qu'il ait été prévu que la *vox populi* pourrait s'exprimer directement en outrepassant l'autorité du Parlement voire en le révoquant, ajoute Morgan : « *[The Levellers] wanted not only to give more people a hand in electing Parliament but also to give the people a way of exercising their sovereignty outside Parliament and with a necessary superiority to Parliament*<sup>57</sup>. » Cette supériorité du peuple au-dessus de toute forme institutionnelle dérivait

---

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 77. Notre traduction : « Lilburne avait lancé un appel à l'action populaire afin de renverser le Parlement pour établir les principes de l'Entente du Peuple (*Agreement of the People*). La faiblesse de la réaction populaire confirmait que la cause des Niveleurs était peine perdue. »

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 87. Notre traduction : « L'idée que le peuple agisse indépendamment de son gouvernement, en créant et en limitant celui-ci, réside au cœur de la souveraineté populaire. Après la défaite de l'Entente du Peuple (*Agreement of the People des Levellers*), certains ont continué à réfléchir à l'idée de donner au peuple une façon d'exprimer sa voix en-dehors de la structure du gouvernement. »

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 68. Notre traduction : « Les Niveleurs ne voulaient pas seulement donner la possibilité à plus de gens de participer à l'élection du Parlement, mais voulaient aussi donner au peuple les moyens d'exercer sa souveraineté en-dehors du Parlement, dans une nécessaire supériorité en rapport au Parlement. »

positivement de l'idée même de l'état de nature, qui siégeait au cœur de la pensée de Lilburne et les Niveleurs :

*The people in their "original state of liberty" (what would later be called a state of nature), had first to come together and form a "community". That community would then enjoy "real" majesty or sovereignty, which was the power to create a "commonwealth" with a government of whatever form the community might designate<sup>58</sup>.*

Le gouvernement étant l'émanation directe de la volonté de la communauté formée par la communion de chaque individu, en son état de liberté originel, devait se dissoudre lorsque celui-ci n'avait plus rien à voir avec l'entente qui liait cette prime communauté que, pour rappel, d'autres appelèrent le « contrat social ». Ainsi, clairvoyants et précautionneux, les Niveleurs avaient en leur temps prôné la décentralisation du pouvoir, tel que le rapporte Morgan : « *The Levellers' proposal had included a reduction in the power of the central government and a magnification of local administrative powers, a suggestion that was echoed by later reformers<sup>59</sup>.* » Pour contrebalancer un pouvoir qu'ils considéraient trop central et arbitraire, les Niveleurs avaient imaginé des mécanismes de démocratie populaire ainsi qu'un transfert des prérogatives du pouvoir vers les administrations régionales. Celles-ci tempèreraient les ambitions du Parlement, conjointement à l'*Agreement of the People* qui limiterait, à la manière de la *Magna Carta*, les pouvoirs gouvernementaux en garantissant sans ambages certains droits au peuple.

D'autres mouvements existèrent à l'époque dont les *Diggers* (traduit avec les mots Bêcheurs, Bêcheux ou Piocheurs en français, qui étaient aussi parfois appelés les

---

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 87. Notre traduction : « Le peuple en son état de liberté originel (ce qui allait être appelé "état de nature"), devait premièrement se rassembler pour faire communauté. Cette communauté devait alors jouir d'une souveraineté réelle, qui était le pouvoir de créer un "commonwealth" (communauté) avec un gouvernement dont la forme devrait être précisée par la communauté elle-même. »

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 88. Notre traduction : « La proposition des Niveleurs avait inclu une réduction du pouvoir du gouvernement central et une augmentation du pouvoir des administrations locales, une suggestion qui trouva son écho dans la réflexion des réformateurs plus récents. »

*True Levelers*, ou Vrais niveleurs) qui vers 1649 en Angleterre, souhaitent aller très loin dans la redéfinition de la fiction politique, selon Morgan : « *The Diggers decided to abandon virtually all the relationships and institutions that had hitherto bound them to other men. [They] called for an end of private property and social distinctions* <sup>60</sup>. » Ainsi, les *Diggers* appelaient à une société égalitaire, débarrassée de la monarchie, de la noblesse et des autres privilèges. Ils allaient beaucoup plus loin que les Niveleurs en ce sens, faisant preuve d'intransigeance de principes.

Par ailleurs, il y eut d'autres agitateurs politiques non affiliés, dont un pamphlétaire de 1649 qui appelait à plafonner les revenus de chacun à une limite maximale de £100 par année tel que le rapporte Morgan : « [...] *A few isolated pamphleteers of the time, who denounced the voters for electing to Parliament "the noblest and richest in the County," arguing that "It is they that oppress you, insomuch that your slavery is their liberty, your poverty is their prosperity"* <sup>61</sup>. » En lisant ces revendications maintenant centenaires, ce qui étonne est l'idée que près de 400 ans passés, elles sont encore aujourd'hui des propositions d'actualité, souvent formulées par des gens qui croient profondément avoir une idée neuve lorsqu'ils lancent : « Et si on imposait un plafond sur la fortune ? » En effet, cette idée avait été proposée en 1649 et il est fort à parier qu'elle avait même surgi dans l'esprit des antiques.

Dans la période de grande effervescence politique entourant la *English Civil War*, la censure religieuse tomba alors que le Charles 1<sup>er</sup>, assassiné en 1649, allait passer à la postérité en tant que représentant la dernière lignée de rois catholiques régnant sur l'Angleterre. Surtout dans la foulée du régicide, des courants religieux discrets se

---

<sup>60</sup> Morgan, *op. cit.*, p. 66. Notre traduction : « Les bêcheurs avaient décidé d'abandonner toutes les anciennes manières de s'associer ou anciennes institutions qui les liaient entre eux jusqu'alors. Ils avaient appelé à la fin de la propriété privée et à la fin des distinctions sociales. »

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 68. Notre traduction : « Des pamphlétaires indépendants désapprouvaient que les électeurs élisent au Parlement les plus nobles et plus riches du Pays, affirmant que "ce sont eux qui vous oppriment, car votre esclavage est leur liberté, et votre pauvreté est leur prospérité". »

réaffirmèrent alors au sein du *Commonwealth of England*, le nouveau régime dirigé par Oliver Cromwell.

C'est notamment le cas des *Fifth Monarchists*, millénaristes et apocalyptiques qui voyaient dans les événements d'actualité politique les conditions des Écritures réunies pour le retour du Christ sur la Terre. Il y eut aussi les Juifs qui tentèrent auprès de Oliver Cromwell d'effectuer un retour officiel en Angleterre après qu'ils en furent expulsés en 1290 par le roi Édouard 1<sup>er</sup> (cinq ans donc avant le *Model Parliament*). Ce fut le rabbin Menasseh Ben Israel, originaire d'Amsterdam des Provinces-Unies, qui en formula la demande. Cette demande a donné lieu en 1655 à une permission, mais les aspects guerrier et tendu de ces années en rendaient son effectivité incertaine. Il y avait déjà toutefois une petite communauté crypto-juive maranne <sup>62</sup> (des familles d'Amsterdam comme da Costa, Abudiente, Salvador, Lopez, Fonseca, et Seixas) vivant très discrètement à Londres car elle en était interdite depuis l'Édit de 1290, et n'a que grandi à partir de ce moment-là en Angleterre, de moins en moins discrète. De fil en aiguille, la communauté a pu acheter officiellement une terre pour y installer un cimetière juif en 1657, donc deux ans plus tard.

C'est ainsi à partir de cette époque que s'installe tranquillement la liberté de culte en Angleterre, même s'il y eût par la suite des velléités de répression des catholiques (parfois avec passage à l'acte, cette période de persécutions s'achevant légalement avec le *Roman Catholic Relief Act* de 1829), des Juifs et parfois de sectes protestantes.

On peut certainement établir des liens entre ces fluctuations religieuses et les bouleversements politiques entre *Royalists* et *Parliamentists* parce que les religieux

---

<sup>62</sup> Les marannes se présentent officiellement comme des chrétiens, mais demeurent dans la religion juive en secret, d'où le préfixe crypto- du grec κρυπτός (*kruptos*) : caché.

zélés dont parle Morgan en sont partie prenante, tel qu'il le propose : « [*The actual people was*] *without the religious zeal that animated the contest with the king and the contests that followed among the victors, without even the ability to read the tracts in which they debated with one another* <sup>63</sup>. » À la lumière de cette idée selon laquelle les *Parliamentists* étaient épris d'un zèle religieux, une question s'impose d'elle-même : s'il est admis que la majorité du clergé fut *Royalist*, quels groupes autrement religieusement zélés avaient pu être les *Parliamentists* qui se revendiquaient être *the people*, en opposition avec l'*actual people* ?

L'*Agreement of the People* des *Levellers* ne fut somme toute pas entériné en 1653 mais un autre document nommé l'*Instrument of Government* d'Oliver Cromwell fut quant à lui adopté, faisant figure de première Constitution dans le monde anglo-saxon. Les *Parliamentists* s'étaient débarrassés du roi et tentaient d'établir la souveraineté populaire sans toutefois l'assentiment du peuple véritable (l'*actual people*). Tel que l'explique Morgan : « *Perhaps no government without a king could have made good its claim, for it was widely agreed at the time that the people, if able to speak for themselves, would have repudiated any other government* <sup>64</sup>. » Il s'agissait donc d'un cas où l'on dit régner *au nom du peuple* sans que le peuple lui-même, la population, en formule explicitement le souhait, étant entendu que ce que le *peuple véritable* aurait voulu à ce moment-là fut son monarque. Morgan poursuit :

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 92. Notre traduction : « Le peuple véritable [la multitude] n'était pas épris du zèle religieux qui animait les contestataires de la monarchie et les contestations entre ceux qui l'emportèrent sur le roi eux-mêmes. Il n'avait même pas la capacité de lire les tracts dans lesquels ces derniers argumentaient les uns avec les autres. »

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 91. Notre traduction : « Il est fort probable qu'aucun gouvernement sans roi n'aurait pu rendre légitime ses volontés de gouverner, car il est admis qu'à l'époque, le peuple s'il avait pu donner son propre avis aurait répudié tout autre gouvernement que celui du roi. »

*If the mass of the people preferred a government by king, Lords, and Commons to a Protector who acknowledged no effective superior, perhaps that was what popular sovereignty demanded in seventeenth-century England as the most effective way of maintaining the will of the people in fundamental law. [...] Seen in this light, the Restoration was not a repudiation, but a triumph, of popular sovereignty, the new fiction settling into a viable relation with fact*<sup>65</sup>.

Cet argument aurait surtout permis au Roi qu'il puisse garder son pouvoir pérenne en même temps qu'il eût pu convaincre le peuple que celui-ci eût joui d'une souveraineté populaire. Toutefois, si la souveraineté du peuple consiste en ce que le peuple délègue l'entièreté de la capacité à exercer son pouvoir que cette même souveraineté lui confère sans possibilité de le reprendre, alors que lui reste-t-il de cette souveraineté ? Ce serait là une façade de « souveraineté » ; un jeu de dupes. Cela n'importait que peu au « Peuple du Parlement » (*the people*) que le « Peuple véritable » (*the actual people*) ait voulu son monarque, en ce que :

*It was widely acknowledged that the people could not speak for themselves—there were too many of them. [...] Until and unless it could be worked out, the sovereignty of the people would pose graver threats not only to the wishes but also to the rights and liberties of actual people, than the divine right of kings had ever done*<sup>66</sup>.

En ce sens, le Parlement avait conscience d'outrepasser les limites du pouvoir d'avant, autant que ses adversaires et l'*actual people* lui-même. Le Parlement était à ce moment en crise de légitimité parce que la nouvelle fiction politique de « souveraineté populaire » mise de l'avant par les *Parliamentists* était en grande tension avec la réalité. Ils professaient un discours qui n'était presque plus du tout en

---

<sup>65</sup> *Ibid.*, pp. 92-93. Notre traduction : « Si la masse du peuple préfère un gouvernement par le roi, les Lords et les Communes à un Protecteur qui ne rendait compte à aucun supérieur effectif, peut-être que c'était justement ce que la souveraineté populaire demandait dans l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle en tant que façon la plus efficace de maintenir la volonté du peuple en tant que loi fondamentale. Vue selon cet angle, la Restauration n'était pas une répudiation mais un triomphe de la souveraineté populaire, la nouvelle fiction politique s'harmonisant en une relation viable avec les faits. »

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 82. Notre traduction : « Il était généralement admis que le peuple ne pouvait pas parler pour lui-même car il était composé d'un trop grand nombre d'individus. Jusqu'à ce que soit résolu ce détail technique et seulement si cela fut possible, la souveraineté populaire menacerait non seulement les aspirations mais également les droits et libertés du peuple véritable, bien davantage que le cadre de la monarchie de droit divin ne l'avait jamais fait. »

adéquation avec la factualité du réel, celle-ci étant d'une grande importance car comme le disait Lénine : « Les faits sont têtus » et ainsi donc trop s'en éloigner révélerait la tartuferie du discours.

Morgan affirme en rapport à ce sujet que :

*The very tenuousness of [the Long Parliament's] claim to represent the people, combined with its long duration and increasing remoteness from its constituents, invited challenges that went beyond the Royalist one, challenges in which the relationship of popular sovereignty to actual people was explored as searchingly as it ever has been*<sup>67</sup>. [...] "A Parliament claiming omnipotent authority from the people could not afford to admit the possibility of the people being embodied anywhere outside the walls of Westminster"<sup>68</sup>.

En effet, le Parlement affirmait représenter le peuple et *être* le peuple, mais les droits et protections du peuple s'étaient estompés, tel que le constatait Thomas Reeve (1594–1672) en 1661 :

*Were we not enchanted into a Free-state, till there were nothing but chains to be seen? And into Keepers of liberties till there was not one priviledge of the Subjects remaining? And into a Committee of Safety till no man was safe, but every man stood in fear of his life? And into the purity of the Gospel, till our Orthodox faith was even taken away*<sup>69</sup>?

À la manière de plusieurs auteurs de son époque, Reeve reprochait à la nouvelle fiction de la souveraineté populaire la responsabilité de la violente et tumultueuse

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 66. Notre traduction : « Le caractère ténu de l'affirmation du Long Parlement de représenter le peuple, combiné avec la longue durée de ce dernier et l'éloignement croissant de ses constituants, poussait le défi de la crédibilité qui dépassait celui des Royalistes, un défi dans lequel la relation entre l'idée de souveraineté populaire et de peuple véritable ne fut jamais autant cherchée [car on ne l'y trouvait pas du tout]. »

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 73. Notre traduction : « Un Parlement revendiquant une autorité omnipotente du peuple ne pouvait pas se permettre de consentir à la possibilité que le peuple soit incarné au-delà des murs du Parlement de Westminster. »

<sup>69</sup> Thomas Reeve, 1661, *The Man of Valour*, London, p. 111, cité in Morgan, p. 96. Notre traduction : « N'étions-nous pas réjouis d'un État-libre, jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des chaînes ? Et des Gardiens des libertés, jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus aucun des privilèges des Sujets ? Et dans un Comité de la Sécurité [ou de l'ordre et de la paix civile], jusqu'à ce qu'aucun homme ne soit plus en sécurité et que chaque homme craigne pour sa vie ? Et dans la pureté de l'Évangile, jusqu'à ce que notre foi orthodoxe nous soit dérobée ? »

débâcle politique des vingt années qui s'étaient écoulées rudement, et donc en première instance le Parlement et les *Parliamentists* qui étaient ceux qui tenaient le flambeau.

Comme le disait un autre commentateur et acteur de l'époque, dans une formule encore parfois retenue aujourd'hui, Lucius Cary (1610-1643), l'un des *Royalists* qui défendait le pouvoir du monarque Charles 1<sup>er</sup> contre les idées de « souveraineté populaire » des *Parliamentists* et leurs conséquences qu'il jugeait funestes : « *When it is not necessary to change, it is necessary not to change* <sup>70</sup>. » Ainsi disait-il que lorsqu'il n'est pas nécessaire de changer, il est nécessaire de ne pas changer, en parlant bien sûr de ce que Morgan appelle la transition entre les fictions politiques.

L'arbitraire du Parlement ayant pris place au début de l'*interregnum* est décrit très précisément par Morgan lorsqu'il affirme :

*In place of an Agreement of the People that would limit the government [...] the Rump Parliament and its military masters [were offered] a blank check to govern as they pleased, unhampered even by the traditional restrictions that had hedged in the older royal government* <sup>71</sup>.

*The old fictions had [...] been clear in distinguishing God's lieutenant from his subjects and in giving his subjects rights and privileges which he could not violate without endangering his claim to divinity and thus to authority. [...] The new fiction lacked these distinctions. When Parliament or the army claimed to be the people, it left no room for any higher expression of their will. [...] It was apparent that the new fiction, [...] in the absence of any higher expression of popular will, could endow any existing government with absolute and arbitrary powers beyond anything that England's kings had ever exercised* <sup>72</sup>.

<sup>70</sup> Dans Lucius Cary (1641), *A speech concerning Episcopacy*.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 78. Notre traduction : « À la place d'une Entente du Peuple qui limiterait le gouvernement, le Parlement croupion [le *Rump*] et ses maîtres de la guerre reçurent un chèque en blanc pour gouverner comme il le leur plaisait, dégagés même des restrictions traditionnelles qui avaient limité l'ancien gouvernement royal. »

<sup>72</sup> *Ibid.*, pp. 82-83. Notre traduction : « Les anciennes fictions marquaient distinctement la différence entre le lieutenant de Dieu (le roi) de ses sujets en ce que le roi devait garantir et respecter les droits et privilèges de ses sujets, droits qu'il ne pouvait violer sans mettre en danger la légitimité de son émanation divine et donc de son autorité royale. Ces distinctions faisaient cruellement défaut dans la

*With the fictional people suddenly supreme, actual people, as embodied in local communities, found their traditional rights and liberties in jeopardy from a representative body that recognized only a fictional superior. [...] When the Parliament, or more especially the House of Commons, itself became the government, who was left to protect actual people from its arbitrary actions <sup>73</sup>?*

Il est à noter qu'en cette période de l'*interregnum* (1650-1660), les royalistes étaient aussi emportés par la nouvelle fiction, selon Morgan : « *[The appeal of the Royalists for consent] to people became appeals to the people <sup>74</sup>.* » Il ajoutait en ce sens :

*Most of these changes were made in the name of the sovereign people. Although many of the Royalists who welcomed the return of the king were ready to reaffirm his divine right, others perceived that divine right was no longer necessary to monarchy. [...] It had become apparent that popular sovereignty did not necessarily dictate one form of government rather than another <sup>75</sup>.*

Ainsi les royalistes en étaient-ils aussi arrivés à se réclamer du Peuple afin de consolider la légitimité du pouvoir régalien, délaissant peu à peu l'ancien concept du *Divine Right of Kings*. Les *Royalists* et *Parliamentists* en appelaient maintenant à « *The People* », mais qu'en était-il dans les faits ?

---

nouvelle fiction. Quand le Parlement ou l'armée a revendiqué être le peuple, cela n'a plus laissé de place pour une expression plus haute de la volonté du peuple. Il était manifeste que la nouvelle fiction, en l'absence d'une plus haute expression de la volonté populaire, pourrait se doter de n'importe quel gouvernement possédant un pouvoir absolu et arbitraire, et ce, au-delà de tout ce que les rois d'Angleterre n'avaient encore jamais imposé en fait d'arbitraire. »

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 53. Notre traduction : « Avec la fiction du peuple devenant soudainement prégnante, les droits traditionnels du peuple réel incarné dans des communautés locales furent compromis par un corps représentatif qui ne reconnaissait qu'un supérieur fictif. [...] Quand le Parlement, ou plus précisément la Chambre des Communes elle-même est devenue le gouvernement, qui restait-il encore pour protéger le peuple véritable de l'arbitraire de ladite Chambre ? »

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 60. Notre traduction : « L'appel des Royalistes au consentement des gens est devenu l'appel au *Peuple*. »

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 81. Notre traduction : « La plupart de ces changements s'effectuèrent au nom du peuple souverain. Même si plusieurs Royalistes qui avaient salué le retour du roi étaient prêts à réaffirmer son droit divin, les autres pensaient que le droit divin n'était plus nécessaire à la monarchie. Il était ainsi devenu manifeste que la souveraineté populaire ne dictait pas une forme de gouvernement plus qu'une autre. »

Tel qu'exposé dans le développement précédent, les historiens s'entendent pour dire que s'il y avait eu suffrage universel à l'époque, le peuple aurait spontanément jeté son dévolu sur son monarque en votant pour lui <sup>76</sup>.

Ceux qui affirmaient être les représentants du peuple, les *Parliamentists*, ne l'entendaient toutefois pas ainsi. L'*actual people*, tel que nous l'avons indiqué plus haut <sup>77</sup>, était considéré trop nombreux pour pouvoir parler par et pour soi-même. Également selon Morgan, il était souvent admis vers 1650 que le concept de *actual people* (peuple véritable), en son immense majorité, renvoyait à l'idée de « *rabble who cannot read, and they were all too ready to follow [...] the "sensual gang" among their betters, rather than the saints* <sup>78</sup> ». Le concept de *peuple véritable* recouvrait donc les idées d'une multitude analphabète primaire, obéissant aux passions sociologiques de la foule <sup>79</sup> qu'elle demeure irrémédiablement, prête à s'abandonner à ses *optimates* charismatiques.

Par ailleurs, Morgan décrivant l'efficacité politique du peuple tout en affinant son contenu conceptuel affirme :

*"The people, in grosse, being a monster, an unwieldy, rude bulke of no use." [...] They were the "giddy multitude," who would destroy themselves if given a chance. It was "not vox populi, but salus populi" that must determine; "major reason" must prevail over "major voice" <sup>80</sup>.*

---

<sup>76</sup> Voir note 65.

<sup>77</sup> Voir note 67.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 92. Notre traduction : « Population analphabète qui était plus que prête à suivre le "*sensual gang*" [groupe sensuel, paillard] de ses meilleurs, bien plus qu'à suivre les saints. »

<sup>79</sup> Voir à cet égard l'ouvrage de Gustave le Bon s'intitulant *La psychologie des foules*, paru en 1895.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 76. Notre traduction : « "Le Peuple, *grosso modo*, étant un monstre, difficile à manier, une masse brute sans utilité". Ils sont la "multitude étourdie", qui s'auto-détruirait si la chance leur en était donnée. Ce "n'est pas la voix du peuple, mais le salut du peuple" qui doit prévaloir ; la *Raison* doit l'emporter sur la voix de la majorité. »

*The "self-opinionated Multitude" would have elected "the lowest of the People" who like some of their Roman predecessors would have occupied themselves with "Milking and Gelding the Purses of the Rich," an outcome that would have proved "the ready Road to all licentiousness, mischief, mere Anarchy and Confusion"<sup>81</sup>.*

Ces passages concis indiquent une attitude, une considération particulière, quoi qu'elle ait pu s'avérer concordante à la factualité de l'époque. Cependant, le second passage n'a jamais pu être vérifié, simplement parce qu'il ne fut jamais expérimenté. Il s'est alors agi d'émettre des suppositions quant à une issue *forcément* dramatique, « anarchique, confuse, d'auto-destruction » à une situation « authentiquement et directement démocratique » qu'on ne laisserait de toute façon pas exister, ne serait-ce que pour au moins la tester afin d'en goûter les fruits, bons ou mauvais. Cela nous renvoie à l'idée du gouvernement des quelques-uns (*the few*) sur la multitude (*the many*).

Ainsi cette situation politique qui consistait à ce que le Parlement, ancien contre-pouvoir, ait brisé les équilibres en se proclamant « le premier pouvoir » et démantelant dans la foulée son propre contre-pouvoir, inquiétait. Nombreux furent ceux qui échaffaudèrent des avenues conceptuelles au rétablissement d'un contre-pouvoir, qu'il fût royal, directement populaire, ou constitutionnel.

En 1651, Pennington Jr. affirmait un principe d'une haute importance : « *They who are to govern by Laws should have little or no hand in making the Laws they are to govern by. [...] Parliament, like the people themselves, was "of a great bulk"*<sup>82</sup>. »

À force de la cogiter, cette maxime s'impose spontanément à l'esprit. En effet, si ceux qui doivent s'astreindre à un code, code qui leur impose des limites salutaires au

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 79. Notre traduction : « La "multitude entêtée" aurait élu "le plus bas du Peuple" qui aurait, comme les prédecesseurs romains, "vidé les bourses des riches", une situation qui aurait "pavé la route de toutes les licences" [dérèglements des mœurs, dénaturation de "liberté morale"], du mal, de l'anarchie et la confusion. »

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 84. Notre traduction : « Ceux qui gouvernent en vertu des Lois ne devraient avoir que peu ou pas d'emprise sur la création de ces Lois qui leur permettent de gouverner. Le Parlement, comme le peuple lui-même, est très grossier [très brouillon]. »

sein desquelles exercer leur pouvoir et en dehors desquelles ce même pouvoir pourrait se corrompre dans l'arbitraire ou la tyrannie, si ceux-là peuvent facilement modifier ce code lui-même, alors cela revient à contourner ce code puisqu'en le modifiant à volonté, ceux qui devraient se soumettre à ce code finalement le contrôlent et n'y sont donc pas soumis. Sur cette question, Morgan notait :

*Most of those who grappled with the problem recognized the need to establish or restore a set of fundamental laws or "fundamental constitutions" that would embody the will of the people in some enduring way, superior to the changing needs and ambitions of the persons who might be designated to conduct day-to-day operations of government*<sup>83</sup>.

Y ayant longuement réfléchi, Pennington Jr. affirmait en ce sens que :

*[...] The members of Parliament ought themselves to keep the character of subjects. They should not attempt to administer the government; they should be what the name of the House of Commons implied, ordinary people; and they should return as rapidly as possible to being mere subjects, so as to feel the effects of the measures they passed as representatives*<sup>84</sup>.

On remarque déjà dans les années 1650 que certains se faisaient les apologistes du courant d'idées qui voudrait interdire ce qu'il est convenu à notre époque de nommer « les politiciens professionnels » ou la « carrière politique ». Il fallait non seulement trouver une manière d'imposer un contre-pouvoir afin d'empêcher l'arbitraire du pouvoir par une codification de limites, mais aussi en empêchant le schisme du peuple d'avec ses représentants, donc d'un schisme des « Peuple du Parlement » et

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 83. Notre traduction : « La majorité de ceux qui étaient aux prises avec ces questions admettaient la nécessité d'établir ou rétablir un ensemble de lois fondamentales ou de "constitutions fondamentales" qui incarneraient la volonté du peuple de façon durable, supérieure aux impératifs changeants et des ambitions de personnages (ministres, présidents, politiques, etc.) qui serait désignés dans la conduite des affaires courantes du gouvernement. »

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 84. Notre traduction : « Les députés doivent impérativement garder le caractère de sujets. Ils ne devraient pas tenter d'administrer le gouvernement; ils ne devraient jamais oublier le nom de la Chambre des Communes et ce qu'il implique, des gens ordinaires; et ils devraient retourner le plus rapidement possible à la vie civile de simples citoyens, afin de ressentir en tant que citoyens les effets des mesures qu'ils ont autorisées en tant que représentants [députés]. »

« Peuple véritable » qu'il ne fallait pas laisser se trahir ou se séparer l'un l'autre ; eût-il même fallu que cette distinction n'ait quelque prégnance.

Si les *Levellers* et les *Parliamentists* avaient voulu un code, donc un ensemble de lois fondamentales rassemblées dans une Constitution, certains réfléchissaient aux moyens d'y parvenir, tel que l'explique Morgan :

*George Lawson, [a moderate clergyman,] suggested that « If the Government be dissolved, and the Communitie yet remains united, the People may make use of such an Assembly as a Parliament, to alter the former Government and constitute a new; but this they cannot do as a Parliament, but considered under another Notion, as an immediate Representative of a Communitie, not of a common-wealth. » In other words, if Parliament called itself a convention or by any name other than its old one, it might safely proceed to erect whatever government it chose*<sup>85</sup>.

*[A convention] was fictional, for it ascribed to one set of elected representatives meeting in convention a more popular character, and consequently a greater authority, than every subsequent set of representatives meeting as a legislature. [...] It never came into use in England, but it was reinvented in the American Revolution*<sup>86</sup>.

L'un des Niveleurs, Henry Vane, avait quant à lui plutôt affirmé :

*Convention is not properly to exercise the Legislative Power, but onely to debate freely, and agree upon the particulars that, by way of fundamental Constitutions, shall be laid and inviolably observed, as the conditions upon which the whole Body so represented, doth consent to cast it selfe into a Civil and Politique Incorporation, and under the visible form of Government therein declared*<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 89. Notre traduction : « George Lawson, qui était un clerc modéré, suggérait que si le gouvernement peut être dissout et que la communauté reste unie, le Peuple devrait pouvoir faire usage d'une assemblée parlementaire, afin de modifier le gouvernement précédent et en constituer un nouveau ; il ne peut pas faire cela en tant que Parlement, mais considéré sous une autre Notion, en tant que représentant immédiat d'une Communauté, pas d'un "common-wealth". En d'autres mots, si le Parlement s'appelait lui-même une convention ou quelque autre nom que son ancien nom ("Parlement"), il ne serait pas risqué d'ériger quelque gouvernement qu'il choisirait. »

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 91. Notre traduction : « La convention demeurerait une fiction, elle semblait revêtir un caractère davantage populaire car elle assermentait un corps de représentants élus se rencontrant librement et non pas dans le cadre d'une législature. La Notion ne fut jamais utilisée en Angleterre, mais fut réinventée lors de la révolution américaine. »

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 90. Notre traduction : « La Convention n'est pas à proprement parler l'exercice du pouvoir législatif, mais sert plutôt à débattre librement et s'entendre sur les fondements particuliers qui, par

Des divergences de pensée s'esquissaient quant à la teneur réelle du futur concept de convention alors en composition. Certains insistaient surtout sur l'aspect nominaliste et d'autres exigeaient que le concept ait plus de substance. Vane, au contraire de Lawson, n'aurait pu se contenter d'un Parlement qui changerait soudainement d'étiquette pour s'appeler Convention, le temps qu'il fallait pour ratifier une nouvelle Loi des lois.

On remarquera donc la diachronie entre le temps de l'histoire des concepts vers 1650, époque où l'on théorise abondamment autour du concept de la convention, puis le temps de l'histoire sociale vers 1689, moment où le concept s'imprègne dans la réalité des actions et des événements, notamment lorsqu'on appellera un Parlement du nom de Parlement de Convention (*the Convention Parliament*), puis encore plus tard en 1787 avec la vraie Convention de Philadelphie aux nouveaux États-Unis d'Amérique.

### 2.2.3 L'Angleterre révolutionnaire en 1689

Dès 1689, lors de la « révolution anglaise » (*the Glorious Revolution*) le *Convention Parliament* instaurait une *monarchie constitutionnelle* (ou monarchie parlementaire) en lieu et place du roi Jacques II (*James II*), ultime roi catholique du Royaume-Uni et de la dynastie des Stuart, qui connut un règne succinct de 1685 à 1688, chassé par les protestants Guillaume d'Orange et sa femme Mary (souvent appelés *William and Mary*)<sup>88</sup>, Mary qui fut également la fille de Jacques II. Ce dernier, échappant à une mort semblable à celle que son père le roi Charles 1<sup>er</sup> avait connue en 1649, préféra

---

voie de Constitutions, devraient être posés et observés sans faille en tant que conditions sur lesquelles se base en entier le corps politique ainsi représenté, ainsi consentant à se projeter en une incorporation civile et politique, et sous une forme visible de Gouvernement déclarée de cette manière. »

<sup>88</sup> C'est d'ailleurs en l'honneur de Guillaume d'Orange (*William III* couronné roi du Royaume-Uni en 1689) qu'a vu le jour le mouvement orangiste en 1795, hostile au « papisme » (catholicisme), et présent notamment au Canada à partir de 1830.

fuir et mettre le cap vers la France où il demeurera, renforçant ainsi avec le temps la légitimité du nouveau monarque d'Orange, tel que le décrit Morgan :

*[James] was a political imbecile. [Abandoning his Tory Parliament], the net result was to unite Whigs and Tories in common cause against [him] who seemed bent on fulfilling every prediction made by those who had sought his exclusion. Unfortunately for James, the Earl of Danby [...] had arranged the marriage of James's daughter Mary to William of Orange, the champion of the Protestant cause*<sup>89</sup>.

D'abord soutenu par les *Tories*, Jacques II par le fruit des circonstances et des mauvais calculs avait été déserté de ceux-là à la suite des autres parlementaires, précipitant sa chute qu'il n'avait pas su obvier. Des tractations avaient arrangé le rapprochement du protestant Guillaume d'Orange, ressortissant des Provinces-Unies afin de sauver le royaume car rappelons, à la suite de Morgan, que bon nombre d'agitateurs politiques faisaient état de zèle religieux :

*Religious zeal [...] or bigotry had been a moving force in the rise of popular sovereignty. The monarchomachs of the sixteenth century had called up the power of the people for the express purpose of dethroning or killing rulers with whose religious views they disagreed [...] in support of the Protestant cause abroad*<sup>90</sup>.

De plus, Jacques II avait accédé au trône lors de la mort de son frère Charles II en 1685, qui s'était au crépuscule de ses jours converti au catholicisme tel que l'indique Morgan : « *Charles had already made a secret treaty with France in which he had agreed to declare his conversion to Catholicism*<sup>91</sup>. » Jacques II était sur le point d'en

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 107. Notre traduction : « Jacques II était un imbécile politique. En abandonnant son Parlement Tory, il obtint l'unité des Whigs et des Tories contre lui, que l'on aurait dit qu'il fut obligé d'obéir à toutes les prédictions de ceux qui avaient voulu sa perte. Malheureusement pour Jacques, le Comte de Danby avait arrangé le mariage de sa propre fille Mary avec Guillaume d'Orange, le champion de la cause protestante. »

<sup>90</sup> *Ibid.*, pp. 98-99. Notre traduction : « Le zèle religieux ou la bigoterie avaient été une force motrice de la montée de la souveraineté populaire. Les monarchomaques du XVI<sup>e</sup> siècle avaient invoqué le pouvoir du peuple avec pour finalité la volonté de détrôner ou tuer les souverains qui portaient des opinions religieuses avec lesquelles ils n'étaient pas d'accord, en regard de la cause protestante. »

<sup>91</sup> *Ibid.*, pp. 99. Notre traduction : « Charles avait fait un traité secret avec la France stipulant qu'il avait accepté de déclarer sa conversion au Catholicisme. »

faire de même, et c'est ainsi que d'un point de vue anticatholique, le royaume était en péril. Morgan indique à ce sujet :

*[William] issued a declaration detailing the king's many violations of English law. [This was] an ultimatum [and] by the end of the year James had fled to France, and a meeting of former members of Parliament had asked William to assume the administration of government temporarily. [...] The use of the word "Convention" rather than Parliament was [...] a recognition that James was still officially king. [...] A convention newly elected by the people, with no king to veto its acts, might be England's opportunity to establish its constitution through the kind of original contract that spokesmen for popular sovereignty had been talking about since the 1640s<sup>92</sup>.*

Toujours officiellement roi, Jacques II qui avait fui en France avait ainsi laissé le champ libre à ses adversaires du Parlement leur permettant de réfléchir davantage aux concepts déterminants des réflexions traversant le siècle. Ils avaient cherché à affirmer le pouvoir du Parlement ainsi que celui d'un éventuel texte constitutionnel avec pour but un équilibre des pouvoirs et une garantie des *droits naturels* des citoyens, selon la nouvelle fiction politique de la souveraineté populaire et, selon Morgan, toujours selon l'idée d'un pouvoir efficient des peu nombreux (*few*) sur la multitude (*the many*). Morgan ajoute en ce sens :

*The important thing was for the Convention to recognize that it had the authorization of the whole people, already bound together in a community, to contract with whatever rulers they bound together in a community. The Convention had "the Golden Opportunity to bring a Crown in one hand, with their Terms or Conditions in the other"<sup>93</sup>.*

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 107. Notre traduction : « Guillaume d'Orange avait formulé la déclaration qui faisait état de divers manquements du roi au regard de la loi anglaise. Cela constituait un ultimatum et avant la fin de l'année Jacques II avait fui vers la France, et une réunion des anciens membres du Parlement avait demandé à Guillaume d'assumer l'administration temporaire du gouvernement. L'utilisation du mot "Convention" plutôt que celle de "Parlement" marquait encore la reconnaissance de Jacques comme le dépositaire légitime de la couronne, qu'il fut ainsi encore le roi. Une convention nouvellement élue par le peuple, sans roi qui appliquerait sa sanction royale, pourrait être l'opportunité de l'Angleterre d'établir une constitution telle que les prosélytes de la souveraineté populaire l'avaient pensée depuis les années 1640. »

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 108. Notre traduction : « La Convention trouvait qu'il fut important de reconnaître qu'elle eût l'autorisation du peuple entier, déjà lié en une communauté, de contracter avec quelques

*They could [end the rectoral contract with the King], for they were not Subjects in that Contract, nor their Kings Sovereigns, but by and after that Contract*<sup>94</sup>.

Par conséquent, selon la logique de cette astuce, le Parlement de la Convention avait somme toute trouvé la légitimité de se débarrasser du statut de Jacques II et d'installer un autre roi sur le trône, étant donné qu'il s'en référait dorénavant à la nouvelle fiction politique, qui appuyait tout contrat social sur le droit naturel des peuples, qui pouvaient créer et dissoudre les gouvernements selon la volonté de la communauté populaire (cela rejoint en partie ce que l'on a appelé plus tard au XX<sup>e</sup> siècle *l'autodétermination des peuples*). Non seulement Guillaume d'Orange était acquis à la cause protestante du Parlement, mais tel que le révèle Morgan, il en était en quelque sorte redevable :

*In England William owed his title as king largely, if not wholly, to a representative assembly; and it was understood, at first tacitly and later explicitly, that henceforth that assembly would be the major and essential branch, indeed the center, of England's government*<sup>95</sup>.

La « *House of Commons* » (Chambre des Communes) du Parlement prit à partir de ce moment-là de plus en plus d'importance dans la balance des pouvoirs dans la métropole anglaise bien qu'une monarchie subsistait, et d'ailleurs subsiste aujourd'hui encore. Rappelons que c'est dans la continuité de ces événements de 1689 que le *Bill of Rights*, la Charte des droits, est ratifié. C'est ce document de nature constitutionnelle qui, à la suite de la Grande Charte de 1215, dès lors limiterait le pouvoir du Parlement ainsi que son potentiel d'arbitraire.

---

gouverneurs qu'ils désigneraient en communauté. La Convention avait l'opportunité rêvée de fournir d'une main la Couronne, de l'autre ses conditions générales. »

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 109. Notre traduction : « Ils pouvaient abroger le contrat rectoral avec le Roi en ce qu'en ce Contrat ils n'étaient plus Sujets, ni le Roi le Souverain, mais par et à la suite de ce Contrat. »

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 132. Notre traduction : « Guillaume devait son titre de roi principalement, sinon entièrement, à une assemblée représentative. Il était entendu, d'abord tacitement et ensuite explicitement, que de ce fait l'assemblée serait la branche majeure et essentielle, enfin certainement, l'élément central du gouvernement d'Angleterre. »

En somme, selon le modèle de la théorie de Koselleck, l'historiographie de Morgan fait état de changements conceptuels liés à des événements de l'histoire sociale éloignés dans la diachronie. On retient souvent l'année 1689 en tant que pivot définitif vers un régime démocratique moderne en Angleterre. Néanmoins, on a bien saisi l'importance de ce qui s'est progressivement échaffaudé pendant près d'un siècle auparavant, pierre par pierre, qui s'appuyait sur des réalités historiques qui découlaient de changements conceptuels ayant eu lieu dès le XIII<sup>e</sup> siècle. Enfin, à titre de rappel autour des événements de 1689, Morgan souligne un fait important :

*In 1689 the men who engineered England's Glorious Revolution were not taking any chances on summoning the people, whoever they might be, to action, [...] after it became clear that the social order had survived intact. [...] The English people never, even fictionally, exercised their constituent power outside Parliament*<sup>96</sup>.

En effet, Morgan marque le trait en expliquant que malgré les appels des *Levellers* et des *Diggers*, l'ordre hiérarchique ancien avait survécu en grande majorité et le peuple anglais n'avait pas exercé, ni n'exercerait jusqu'à aujourd'hui, son pouvoir constituant en-dehors des murs du Parlement. Ainsi, qu'en serait-il donc du futur peuple américain ?

---

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 256. Notre traduction : « En 1689, les hommes qui étaient derrière la Glorieuse révolution anglaise n'avaient pas pris le risque de convoquer le peuple, qui qu'il fût, à l'action, après qu'il devint clair que l'ordre social était demeuré intact. Les Anglais n'avaient jamais, même dans la fiction, exercé leur pouvoir constituant en-dehors du Parlement. »

## CHAPITRE III

### CONCEPTS DE L'ÉPOQUE COLONIALE PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRE

*Seul un peuple bien éduqué peut être un  
peuple libre de façon permanente.*

James Madison, Père fondateur et 4<sup>e</sup> Président des États-Unis

Les colonies américaines de l'Angleterre avaient ressenti les métamorphoses politiques de la métropole et s'approprièrent également les débats autour de la souveraineté populaire. Le concept de peuple, tel qu'on le verra dans les prochaines sections, avait déjà en Amérique acquis depuis plusieurs décennies une connotation différente de celle qu'il avait en Angleterre. Le contexte de gouvernement colonial et les contraintes physiques inhérentes expliquent pour beaucoup ce phénomène de différenciation.

#### 3.1 Éléments conceptuels du contexte colonial d'avant 1776

Depuis les premières tentatives de peuplement, notamment la fondation de la colonie de Jamestown (Virginie) en 1607, la monarchie puis davantage le Parlement à partir de 1689, installèrent des gouverneurs coloniaux représentant la monarchie qui était géographiquement éloignée. Tel que Morgan le fait remarquer : « *The Virginia Company of London, after a decade of trial and error, recognized that orders generated in England might produce confusion and disaster in a colony whose needs*

*and changing circumstance could never be fully understood in London*<sup>97</sup>. » La technologie de l'époque ne permettait pas une communication efficace et rapide entre Londres et les colonies, ce qui eut pour effet le développement d'un mode de gouvernement déjà beaucoup plus populaire qu'il ne l'était à la même époque en Angleterre. Morgan ajoute en ce sens : « *Like so many schemes concocted by bureaucrats unfamiliar with the people affected by them, this one ignored political realities. In other words, it ignored the opinions on which government had hitherto rested in New England*<sup>98</sup>. » Ainsi, si dès même avant les bouleversements de 1649 et 1689 en Angleterre les colonies américaines avaient expérimenté la notion de représentation populaire, le concept de *Divine Right of Kings* laissait de toute façon déjà de plus en plus de place à la souveraineté populaire, dit Morgan :

*The voters—one is tempted to say the people [...] in the colonies, probably a large majority of adult males in all the colonies and a large majority in most, constituted a much greater proportion of the population than in England. The fiction of representation was therefore somewhat closer to fact and public opinion the more influential*<sup>99</sup>.

*The size of electorate in the colonies, it now appears, included the great majority of free adult males. In England it amounted to a quarter or perhaps even a third of the adult males in the early seventeenth century and perhaps no fewer in the eighteenth century*<sup>100</sup>.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 124. Notre traduction : « La Compagnie londonienne de Virginie, après une décennie d'essais et erreurs, a accepté que les ordres de l'Angleterre pourraient mener à la confusion et à des désastres dans une colonie dont les besoins et circonstances changeantes ne pouvaient pas être tout à fait entendues à Londres. »

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 132. Notre traduction : « Comme un bon nombre de plans concoctés par des bureaucrates peu familiers avec le peuple affecté par eux, ce plan-ci ne tenait pas compte des réalités politiques. Autrement dit, le plan faisait fi des opinions sur lesquelles le gouvernement tirait en Nouvelle-Angleterre sa légitimité. »

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 137. Notre traduction : « Les électeurs – on serait tenté de dire le peuple – dans les colonies, probablement une large majorité d'hommes adultes dans les colonies, constituaient une plus grande proportion qu'en Angleterre. La fiction de la représentation était ainsi en quelque sorte plus proche de la réalité et l'opinion publique avait une plus grande influence. »

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 175. Notre traduction : « L'électorat dans les colonies incluait une grande majorité des hommes adultes, libres. En Angleterre, l'électorat représentait seulement un quart, voire peut-être un tiers des hommes adultes au XVII<sup>e</sup> siècle et probablement pas davantage au XVIII<sup>e</sup> siècle. »

L'élection dans les colonies américaines impliquait davantage d'électeurs et ainsi la fiction de la souveraineté du peuple, et non d'un petit nombre, était plus plausible et ce du début des colonies jusqu'à la révolution américaine. Le Parlement de 1689 avait continué, dans la foulée des monarques, à exercer un pouvoir centralisateur à Londres qui, néanmoins, s'appuyait désormais sur la représentation populaire. Morgan affirme à ce sujet : « *Although the campaign to strengthen and centralize English rule over the colonies continued after 1689, it was understood that the governors appointed to exercise control would have to do it within the framework of representative government* <sup>101</sup>. » C'était précisément cette situation qui allait être le cœur du problème de la représentation dans les colonies américaines, et celui le plus tenace, tel que l'explique Morgan :

*The most enduring source of conflict lay in the powers claimed by the representatives of the people in the lower houses of the assemblies. The lower houses saw themselves, not without reason, as the analogue of the House of Commons in England, and they claimed for themselves the powers and privileges that the Commons had won in the course of the seventeenth century. The most crucial of these was the power to tax, that is the exclusive power to originate all bills that proposed a tax and to bar the upper house from amending them. [...] In England the power to tax had been the lever by which the House of Commons after the Restoration and the Revolution elevated themselves above the Lords and above the king. By withholding taxes, [the colonial representatives] could secure a governor's consent to measures he was instructed to veto. [...] By the middle of the eighteenth century, if they were not dominant over royal governors, they were clearly dominant over governors' councils* <sup>102</sup>.

---

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 133. Notre traduction : « Bien que la campagne pour centraliser et renforcer le pouvoir anglais sur les colonies ait continué après 1689, il était entendu que les gouverneurs désignés dans les colonies devraient dorénavant travailler dans un cadre de gouvernement représentatif. »

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 140. Notre traduction : « La source la plus tenace de conflit résidait dans les pouvoirs revendiqués par les représentants du peuple dans les chambres basses des assemblées. Les chambres basses se considéraient elles-mêmes les homologues de la Chambre des Communes en Angleterre, et revendiquaient les pouvoirs et privilèges que les Communes avaient captés au XVII<sup>e</sup> siècle. Le pouvoir le plus crucial était celui de taxer, c'est-à-dire d'être à l'origine de toutes les lois qui avaient pour objet une taxation, ainsi que de barrer le chemin à la chambre haute de tout amendement de ces lois. En Angleterre, le pouvoir de taxation avait été le levier qui avait permis à la Chambre des Communes de se hisser au-dessus des Seigneurs et du Roi après la Restauration et la Révolution de 1689. Les représentants coloniaux, en retenant les taxes, pouvaient s'attirer le consentement d'un

Ainsi chaque colonie américaine était elle-même politiquement composée d'une assemblée du même type que la Chambre des Communes ; des chambres basses. Or, ces assemblées coloniales de représentation populaire se heurtaient au pouvoir centralisé du Parlement, lui-même s'autoproclamant organe de la représentation populaire, d'où le paradoxe qui s'élargissait davantage en tenant compte des questions et problèmes de représentation égale des colonies à Londres. Morgan explique ce paradoxe en insistant sur l'idée du « Tous Anglais » :

*Colonial representatives justified their claims to power by generalizing from the powers that the House of Commons already claimed in England, citing precedent rather than political theory. The colonists, they insisted, were Englishmen, with all the rights of Englishmen that the Constitution embodied in the House of Commons*<sup>103</sup>.

Ainsi, bien qu'ils fussent outre-Atlantique, les *Englishmen* de la métropole et des colonies devaient en principe avoir accès à la même représentation, s'équivalant en qualité les uns les autres. Les colonies n'étaient pas dupes et redoutaient que malgré des apparences de représentation populaire, on leur ôte leurs droits subrepticement. Morgan soutient à cet égard que :

*The commonwealth-men emphasized the dangers of the sovereignty of the people from ambitious executives: the people must be ever watchful against abuses of power but especially of executive power. Colonial assemblies were therefore suspicious to the point of paranoia of every move a governor made, and their suspicions were heightened by the fact that royal commissions and instructions seemed to convey to governors more authority than any governor was able in practice to exercise*<sup>104</sup>.

---

gouverneur qui les aurait menacé d'un *veto*. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'ils ne dominaient pas les gouverneurs royaux, ils dominaient les conseils de ces gouverneurs. »

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 141. Notre traduction : « Les représentants des colonies avaient justifié leurs revendications en faisant une généralisation des pouvoirs que la Chambre des Communes avait déjà revendiqués en Angleterre, en s'appuyant sur ce précédent plutôt que sur quelque théorie politique. Les colons, insistaient-ils, étaient des Anglais (*Englishmen*), avec tous les droits des Anglais prévus dans la Constitution incorporée dans la Chambre des Communes. »

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 144. Notre traduction : « Les "*commonwealthmen*" soulignaient les dangers de la souveraineté populaire, dangers d'ambitions du pouvoir exécutif : que le peuple devrait rester incessamment vigilant vis-à-vis des abus de pouvoir, particulièrement du pouvoir exécutif. Les assemblées coloniales étaient donc méfiantes devant chacun des gestes posés par quelque

Les colonies avaient ainsi adopté une posture de méfiance face au Parlement qui avait, comme on le disait précédemment, fait preuve d'une conduite arbitraire dès l'instant où il s'était débarrassé de son contre-pouvoir monarchique. Pourtant, déjà du temps du *Convention Parliament* de 1689 jusqu'à l'enclenchement du processus d'indépendance des États-Unis vers 1760, le Parlement de Londres avait pu connaître plusieurs maux qui avaient confirmé une distance entre la Chambre des Communes et le peuple, tel que l'indique Morgan :

*Most of the evils which the commonwealthmen denounced did not exist in the colonies; most of the remedies they proposed were already in practice there*<sup>105</sup>. *As the commonwealthmen saw it, representation in England had grown into a travesty of the original. Archaic customs, venal voters, the rise of the new towns and decline of others, combined with usurpations of power and influence both by monarchs and by other magnates, had produced a House of Commons remote from the people*<sup>106</sup>.

Le phénomène, que l'on appellerait de nos jours « une déconnexion des élites », était ainsi advenu à Londres laissant toutefois presque indemnes les assemblées coloniales, malgré que certaines logiques similaires y furent déjà à l'œuvre :

*The men whom the people elected to represent them in their assemblies, especially in the colonies to the south of New England, were generally those whose birth and wealth placed them a little or even a lot above their neighbors. [...] Such men, while identifying themselves with the people, had no more desire to subvert the social order than did the governors with whom they contended. Appeals to the people, in the colonies as in England, came from the top down*<sup>107</sup>.

---

gouverneur, et leur méfiance s'en trouvait exaltée du fait que les commissions et les instructions royales semblaient accorder plus d'autorité au gouverneur que ce qu'il était capable d'exercer en pratique. »

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 147. Notre traduction : « La plupart des maux que les *commonwealthmen* dénonçaient n'existaient pas dans les colonies; la plupart des remèdes qu'ils proposaient y étaient en fait déjà appliqués. »

<sup>106</sup> *Ibid.*, pp. 145-146. Notre traduction : « Les *commonwealthmen* considéraient que la représentation en Angleterre avait été altérée de ce qu'elle avait été à l'origine. Des douanes et autres administrations archaïques, des électeurs vénaux et corrompus, l'ascension de villes nouvelles et le déclin d'autres, cela combiné à une usurpation de pouvoir et d'influence autant par les monarques que par des magnats, a révélé une Chambre des Communes très éloignée du peuple. »

<sup>107</sup> *Ibid.*, pp. 147-148. Notre traduction : « Les hommes élus par le peuple ayant le mandat de représentation dans les assemblées, et ce en particulier dans les colonies du sud de la Nouvelle-

Bien qu'il y avait une différenciation de même nature, donc entre un petit nombre et une multitude, le petit nombre colonial demeurait fortement identifié à la multitude et n'avait pas de volonté de subversion de l'ordre social. Ce système colonial a perduré aussi longtemps que l'étreinte centralisatrice de Londres avait semblance d'équité, et que la situation ainsi semblait avantageuse pour la métropole et pour les colonies, tel que le décrit Morgan :

*Under [the economic system between England and its American colonies] the colonists prospered. Except for the slaves among them they enjoyed a higher standard of living than most of the rest of the world, higher too than they were to enjoy for some time after they became independent [in the 1776 transition period]. Under this system too, Britain prospered equally or even more and grew to be the world's greatest power*<sup>108</sup>.

*As long as mother country and colonies agreed on fundamentals and argued only about specific details, it was easy to assume that they were one people*<sup>109</sup>.

Ainsi, d'un contrat social commun, les citoyens métropolitains et les citoyens coloniaux se reconnaissaient appartenant à un seul et même peuple, sujets d'un seul et même monarque, représentés au sein d'un seul Parlement. C'est bien lorsque les fondamentaux de ce contrat social furent érodés que, pour Morgan, la question "*We, the people*<sup>110</sup>?" surgirait, dans laquelle le « nous » serait le mot le plus mystérieux.

---

Angleterre, étaient règle générale ceux dont la naissance et la richesse les avaient placés un peu, parfois beaucoup, au-dessus de leurs voisins. De tels hommes, même s'ils s'identifiaient au peuple, ne désiraient pas subvertir l'ordre social à la manière des gouverneurs qu'ils affrontaient. Les appels au peuple, dans les colonies tout comme en Angleterre, provenaient du haut vers le bas. »

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 145. Notre traduction : « Les colons prospéraient dans le cadre du système économique de l'Angleterre avec ses colonies américaines. Exception faite des esclaves qui vivaient parmi eux, ils jouissaient d'un style de vie matériellement plus confortable que le reste du monde, supérieur même à celui qu'ils connurent pendant les quelques années suivant leur indépendance en 1776. Sous ce régime, les Britanniques ont également prospéré et même encore plus jusqu'à en devenir la plus grande puissance mondiale. »

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 145. Notre traduction : « Tant que la métropole britannique et les colonies s'entendaient sur les fondamentaux et argumentaient seulement de points de détail, il allait de soi de considérer qu'ensemble ils formaient un seul et même peuple. »

<sup>110</sup> En français : « Nous, le peuple ? »

Les *Yeomen*, ce que l'on pourrait traduire en français par : alleutiers (de franc-alleu en droit féodal), villageois, mais surtout « paysans libres et propriétaires de leur terre », étaient l'un des corps importants du peuple en Angleterre et dans les colonies américaines, dont l'existence n'était pas anodine pour la pensée politique et qui en fut durablement influencée. Tel que Morgan le décrit :

*[The yeoman was a] man who owned his own land, made his living from it, and stood ready to defend it and his country by force of arms. The notion existed at least as early as Aristotle, but it reappeared with new vigor in England and America during the seventeenth and eighteenth centuries. The germs of the idea, as it came to prevail in England, can be found [in the works of] Sir John Fortescue in the fifteenth century and Niccolò Machiavelli in the sixteenth<sup>111</sup>.*

Avant d'être un corps du peuple anglais puis des peuples coloniaux américains, le *yeoman* était un concept qui avait probablement aussi existé dans la Florence des Médicis du XVI<sup>e</sup> siècle. Le *yeoman* était ainsi particulièrement important en ce qu'il n'était membre ni du *peerage* (noblesse) ni de la *gentry*, mais n'était pas non plus ce que l'on imagine du paysan, appartenant à quelque seigneur propriétaire à la façon du serf effectuant son servage et sa corvée (et parfois disait-on qu'il était « corvéable à merci »). Au contraire, le *yeoman* portait en quelque sorte la lointaine rumeur d'une « classe moyenne » à venir.

Ainsi, ce qui marquait conceptuellement le *yeoman* fut : qu'il était propriétaire de sa terre et n'était fondamentalement pas assujéti, puis qu'il avait les capacités de se défendre et défendre son pays le cas échéant. James Harrington, l'un des penseurs remarquables du XVII<sup>e</sup> siècle qui avait publié son ouvrage *Oceana* lors de

---

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 154. Notre traduction : « Était *yeoman* celui qui était propriétaire de sa propre terre, en vivait, et était prêt à défendre son pays par la force des armes. Cette notion avait été développée déjà au temps d'Aristote puis est réapparue avec une vigueur nouvelle en Angleterre et dans les colonies américaines au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Son origine, telle que la notion a prévalu en Angleterre, peut être retracée dans les œuvres de Sir John Fortescue au XV<sup>e</sup> siècle et dans celle de Niccolò Machiavel au XVI<sup>e</sup> siècle. »

l'*interregnum* anglais, avait réfléchi au sujet de la distribution de la propriété terrienne, tel que le rapporte Morgan :

*Harrington was convinced that the distribution of political power in any stable government must depend on the distribution of land. In England both land and power had once been in the hands of the king and nobility, but during the preceding century land had become much more widely distributed among the gentry and yeomanry. The Civil Wars, he argued, were the product of the resulting imbalance [...] Harrington wished in effect to freeze the situation by forbidding the accumulation of more than a certain amount of land by a single person and by keeping the government continuously attuned the resulting structure of society*<sup>112</sup>.

Harrington avait identifié un lien entre la distribution de la propriété terrienne et la grande stabilité des monarchies s'inscrivant dans la fiction politique dite *Divine Right of Kings*. La diversification des origines sociales des détenteurs de titres de propriété avait été un facteur concomitant à une évolution vers la sortie de cette fiction politique, bien que le roi Henry VII au XVI<sup>e</sup> siècle ait bien compris l'importance de la *yeomanry* :

*Henry VII perpetuated and increased the strength of the English yeomanry and prevented land-grabbing nobility and gentry from debasing them. By strengthening the yeomanry Henry made England strong. [...] The strength of the king, it was argued, came from the strength of his people, and the strength of the people came from the security of their property*<sup>113</sup>.

Ainsi plus d'un siècle avant les événements de la révolution anglaise, Henry VII avait compris les mêmes logiques que Machiavel, en ce qu'un peuple aimant son roi est l'une des garanties les plus solides de la *conservation de son pouvoir*. Dans le cas où

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 86. Notre traduction : « Harrington était convaincu que la distribution du pouvoir politique au sein de tout gouvernement stable dépendait de la distribution de la terre. En Angleterre, les terres et le pouvoir furent traditionnellement détenues par le roi et les nobles, mais durant le siècle précédent ces terres furent davantage distribuées à la *gentry* et la *yeomanry*. Les guerres civiles résultaient selon lui de ce déséquilibre. Harrington souhaitait en effet geler cette situation en interdisant l'accumulation de trop de propriété terrienne par une seule personne, et en s'assurant que le gouvernement demeure vigilant à la structure sociale qui résulterait d'une telle situation. »

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 156. Notre traduction : « Henry VII avait perpétué et renforcé les *yeomen* anglais, et ainsi empêché les nobles et gentilhommes de s'accaparer les terres et rabaisser les *yeomen*. En renforçant les *yeomen*, Henri VII avait renforcé l'Angleterre. L'idée était que la force du roi tirait son origine de la force de son peuple, et la force du peuple provenait de la sécurité de sa propriété. »

le roi est juste et bon avec ses sujets, ce serait par conséquent aussi la conservation d'un régime qui apporte une vie bonne et agréable au peuple. Revenons sur certaines idées présentées dans *Oceana* de Harrington, tel que les rapporte Morgan, au sujet des conditions *nécessaires* à la souveraineté populaire :

*The tradition that began with Machiavelli and Fortescue, or perhaps earlier, flourished in England and America in Harrington's version [of his major work Oceana]. In that form it contained three or four propositions:*

- 1) *That the freedom characteristic of popular governments depends on the independence of the voting population and their representatives, and that their independence in turn rests on the secure possession of sufficient property in land to support them and thus render them free of coercion by employers or landlords, a coercion to which landless men must yield or else lose their livelihood. The vulnerability of the landless made them unfit to be given the suffrage. The ability to vote independently made the yeomanry the political guardians of the internal freedom of a popular government.*
- 2) *That these independent yeomen, armed and embodied in a militia, are also a popular government's best protection against its enemies, whether they be aggressive foreign monarchs or scheming demagogues within the nation itself.*
- 3) *As a corollary to the second proposition, that standing armies of professional soldiers are an internal threat to freedom and that popular governments must avoid them at all costs. A militia is the only safe form of military power that a popular government can employ; and because it is composed of the armed yeomanry, it will prevail over the mercenary professionals who man the armies of neighboring monarchs. The superiority of Englishmen to Frenchmen has become in Harrington the superiority of a militia to a professional army.*
- 4) *An additional proposition stressed by Aristotle was not so conspicuous in Harrington, but appealed strongly to Americans. The proposition was that farmers are somehow more virtuous than other people and the success of popular government must rest in part on their virtue as well as on their arms and property*<sup>114</sup>.

---

<sup>114</sup> *Ibid.*, pp. 156-157. Notre traduction : « La tradition qui avait commencé avec Machiavel et Fortescue, ou peut-être même avant, s'est épanouie en Angleterre et dans les colonies américaines selon la version de Harrington dans son oeuvre majeure *Oceana*. Dans ce cadre, cette tradition se fondait sur trois ou quatre propositions : 1) Que la nature de liberté des gouvernements populaires repose sur l'indépendance des électeurs et de leurs représentants, et que cette indépendance soit à son

Harrington insistait sur l'idée d'indépendance inhérente au *yeoman* nécessaire à l'existence de la démocratie, espace politique dans lequel les électeurs et représentants doivent agir et choisir en toute indépendance, sans quoi il n'est plus question de démocratie mais d'autre chose. Tel que le comte de Shaftesbury l'avait pensé dans la révolution anglaise, les « gens de peu de fortune en ce monde » étaient, selon lui, plus facilement corruptibles :

*The Earl of Shaftesbury, [a peer who led the Whigs during the 1689 events], would have confined both voting and officeholding to "the optimacy", that is, to substantial propertyholders. The existing electorate contained too many persons "of a mean and abject Fortune in the World." Such men were too easily "Corrupted and Seduced by the inveiglements of a little Money for a Pot of Ale: whilst those whose Circumstances are more enlarged, have their thoughts so likewise, being thereby raised beyond such low allurements"<sup>115</sup>.*

Évidemment, il faut impérativement différencier l'attraction pour le luxe et l'indépendance vis-à-vis de tout employeur ou propriétaire qui exerce

---

tour assurée par la possession sûre et assurée de propriété de taille suffisante afin de leur assurer une base stable et les libérer de toute contrainte exercée par employeurs ou propriétaires, une contrainte face à laquelle les sans terre doivent céder ou alors perdre leur moyen de subsister. La vulnérabilité des sans terre les rendait inadaptés aux qualités d'électeur. La capacité de voter indépendamment a fait des *yeomen* les gardiens politiques de la liberté intrinsèque d'un gouvernement populaire. 2) Que ces *yeomen* indépendants, armés et regroupés en une milice, sont également la meilleure protection d'un gouvernement populaire contre ses ennemis, que ces ennemis soient des monarques étrangers belliqueux ou des démagogues comploteurs au sein de la nation elle-même. 3) Comme corollaire à la seconde proposition, que les armées permanentes de soldats professionnels sont une menace interne à la liberté et un gouvernement populaire doit les éviter coûte que coûte. La milice est le seul type sûr de pouvoir militaire dans le cadre d'un gouvernement populaire, et parce qu'elle est formée des *yeomen*, elle prévaudra sur les mercenaires professionnels qui composent les armées des monarques voisins. La supériorité des Anglais face aux Français est devenue, pour Harrington, la supériorité des *yeomen* face aux armées professionnelles. 4) Une autre proposition soulignée par Aristote avait été quelque peu laissée de côté par Harrington, quoi que fortement reprise par les Américains. Cette proposition fut que les fermiers [*yeomen* donc entre autres] sont en quelque sorte plus vertueux que le restant du peuple et que le succès du gouvernement populaire doit dépendre en partie sur cette vertu autant que sur leurs armes et leur propriété. »

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 104. Notre traduction : « Le Comte de Shaftesbury, un noble qui menait les Whigs en 1689, aurait confié les capacités de voter et d'occuper une place dans les hautes fonctions à l'optimatie, c'est-à-dire, aux grands propriétaires. L'électorat existant était formé de trop de personnes de médiocre et abjecte fortune en ce monde. De tels hommes étaient trop facilement corrompus et séduits par la séduction d'un peu d'argent pour une pinte de bière, alors que ceux dont les circonstances plus favorables, plus étendues, en voyaient leur pensée influencée dans le même sens, étant ainsi au-dessus de désirs de si peu de hauteur. »

*structurellement* une contrainte dans un cadre qui soumet un individu à un autre, dans une logique d'obéissance directe ou indirecte par des contrats de travail ou des contrats ou devoirs envers le propriétaire. Cette logique, donc, ayant pour conséquence de dépouiller *de facto* l'électeur de toute indépendance, invalidant toute véritable souveraineté populaire. L'attrance pour le luxe est une source de corruption considérable qui atteint ainsi même « les plus fortunés en ce monde ». C'est bien en ce sens que l'« invincible *yeoman* », tel que le décrit Morgan, est une figure archétypale du citoyen indépendant, du citoyen libre, du citoyen qui peut se défendre lui-même et défendre son peuple.

Encore au sujet des *yeomen* et cette fois-ci de leur indépendance au sein de la société, Morgan ajoutait un point tout à fait intéressant :

*Yeomen did not declare their own independence. Their lordly neighbors declared it, in an appeal for support against those other few whom they feared and distrusted as enemies to liberty and to the security of property—against irresponsible kings, against courtiers and bankers, stockjobbers and speculators—and against that unsafe portion of the many whom they also feared and distrusted for the same reason: paupers and laborers who held no land*<sup>116</sup>.

*Landed gentlemen, those who touted themselves as “the country” against “the court,” proclaimed the yeoman’s independence—and claimed his vote as the proper exercise of that independence. They were the “natural” superiors the yeoman would defer to, if his independence were not subverted by the wiles of courtiers and court politicians*<sup>117</sup>.

---

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 169. Notre traduction : « Les *yeomen* n'ont pas déclaré leur propre indépendance. Leurs voisins seigneuriaux le firent à leur place, dans un appel au support contre ceux dont ils avaient peur, en qui nulle confiance n'était possible, et compris comme ennemis de la liberté et de la sécurité de la propriété—contre les rois irresponsables, contre les courtiers et les banquiers, courtiers en bourse et spéculateurs, et contre cette partie dangereuse de la multitude dont ils avaient également peur et en qui ils n'avaient pas confiance : les pauvres et les travailleurs sans terre. »

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 169. Notre traduction : « Les gentilhommes propriétaires terriens, ceux qui se targuaient d'être “le Pays” contre “la Cour”, proclamèrent l'indépendance des *yeomen*, et clamèrent leur vote comme l'exercice légitime de cette indépendance. Ils étaient les supérieurs “naturels” envers qui les *yeomen* devaient déférence, si l'indépendance de ces derniers n'était pas subvertie par les ruses des courtiers et des politiciens de court. »

Cette idée est la même que celle de Henri VII, qui consistait à renforcer la liberté dans le peuple afin de s'en trouver renforcé soi-même. Les Lords avaient donc pris sous leurs ailes les *yeomen* afin de faire front commun devant « les ennemis de la liberté et de la sécurité de la propriété » : rois irresponsables, courtiers banquiers, courtiers en bourse et spéculateurs, puis enfin aussi pauvres et sans terres. Ainsi un plan de clivage se fracturait ainsi : ceux-ci, le « pays réel » composé d'une « aristocratie naturelle » contre « la cour » plutôt composée d'une « aristocratie non naturelle », idée qu'il nous sera donné de développer plus tard dans le texte.

Les *yeomen* sont un ancien corps du peuple et ce n'est que beaucoup plus tard que fut ordonnée une armée permanente, tel que le dit Morgan :

*Until the 1690s, when England created a permanent professional army, England mounted no formidable land force against France or any other country* <sup>118</sup>. [...]

*In 1775, when [the colonists] challenged the professionals [of the British army] who had so recently defeated the French, their initial successes at Concord and Bunker Hill gave new support to the notion of the invincibility of amateurs and impeded the creation of a professional American army* <sup>119</sup>.

C'est ainsi véritablement au carrefour de la Glorieuse Révolution de 1689 sous William et Mary que fut créée l'armée de professionnels. Or, l'idée des soldats professionnels, remplaçant en quelque sorte les milices du pays, ne coulait pas de source aux débuts de son institutionnalisation et plusieurs y étaient très hostiles. Morgan affirme à ce sujet :

---

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 160. Notre traduction : « Jusqu'aux années 1690, quand l'Angleterre a créé une armée professionnelle, l'Angleterre n'avait pas monté de force colossale d'infanterie contre la France ou d'autres États. »

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 161. Notre traduction : « En 1775, quand les colons défièrent les soldats professionnels de l'Armée britannique qui avaient récemment vaincu les Français, leurs premiers succès à Concord et Bunker Hill renouvela la croyance en l'invincibilité des amateurs et a reporté à plus tard la création d'une armée américaine professionnelle. »

*Popular hostility to a standing army grew not only out of the danger it posed to republican government but also out of contempt for the persons who would subject themselves to the tyranny of military discipline. "Can a friend to liberty," asked one pamphleteer, "entertain a tender regard for men, who without any motive but a dislike to labour, have relinquished voluntarily the blessings of freedom, for a state in which they are arbitrarily beaten like slaves?" [Regular soldiers] were "the dregs of the people" and what made them "fit instruments of tyranny and oppression" was "the severity of discipline" by which they were themselves reduced "to a degree of slavery"<sup>120</sup>.*

On observe que dans l'histoire conceptuelle du peuple, il était à l'époque admis que l'« armée de professionnels » fut la lie de tout le corps social, ou du *peuple* nommément. Il est très important de noter que lorsque les pamphlétaires parlent de *labour*, ils ne font pas référence au « travail », donc la signification que l'on donne aujourd'hui à ce mot, mais plutôt directement au labour de la terre, au labourage, ou au labeur. C'est ainsi que l'on comprend que les soldats étaient prêts à troquer leur liberté ; la liberté, c'est-à-dire concrètement la chance et la possibilité de jouir de leur propre terre et d'en cultiver les fruits directement et sans contrainte, afin de tantôt s'en nourrir, tantôt de s'en découper des planches pour la construction ou l'artisanat, tantôt pour les emballer et les vendre sur la place du marché public du village.

Les soldats troquaient donc cette liberté qui consistait en la vie autonome de celui qui librement ne se levait qu'à son heure, ne se faisait pas ordonner ou organiser<sup>121</sup>, la

---

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 162. Notre traduction : « L'hostilité du peuple face à l'idée d'armée permanente s'expliquait non seulement par la crainte du danger qu'un tel groupe pourrait poser au gouvernement républicain mais aussi face aux personnes qui s'assujettiraient à la tyrannie de la discipline militaire. Est-ce qu'un ami de la liberté, demandait un pamphlétaire, peut entretenir quelque regard bienveillant en direction d'hommes qui, sans autre raison qu'une aversion du travail, aient renoncé aux grâces de la liberté, pour un état dans lequel ils sont arbitrairement battus comme des esclaves ? Les soldats réguliers étaient la lie du peuple et ce qui les rendaient d'aptés instruments de tyrannie et d'oppression était la sévérité de la discipline, qui elle-même les réduisait à un certain degré d'esclavage. »

<sup>121</sup> Dans ce contexte, le mot « organiser » pourrait faire penser à la phrase notamment attribuée à Michel Chartrand : « s'organiser au lieu de se faire organiser » ou encore de Paul Piché dans sa chanson de 1977 *Chu pas mal mal parti* : « Y a peut-être du monde qui vont comprendre, qui vont s'tanner, s'rendre compte qu'un jour y faut s'entendre, si on veut pas *s'faire organiser*. » On comprend ici que se faire organiser renvoie à une absence voire une faillite de la souveraineté populaire, d'une

vie de discussions et d'entente à l'amiable entre membres d'une même famille, d'un même village ou en tout cas s'estimant et se respectant, à une vie soumise à un ordre hautement hiérarchisé, vie d'*esclave* tel que le dirent les pamphlétaires, sous une férule tyrannique, astreints à une discipline sévère et austère où il ne serait pas question de choisir librement quoi que ce soit mais plutôt obéir à des ordres venus d'une hiérarchie qui se perd dans les méandres de l'indéterminé, en échange d'une pitance et d'une solde. Ainsi l'origine de l'hostilité envers l'armée de professionnels venait surtout de ce qu'elle instituait, dans l'un des corps du peuple, un mode de vie, un *formatage mental*, une mentalité, ou même un *habitus*, au dangereux potentiel pour l'esprit de la liberté, aussi en ce que cette mentalité pourrait menacer un jour de se répandre dans tout le peuple.

Aussi, des rapprochements furent attestés entre l'adhésion aux troupes, le paupérisme et le non-accès à la propriété terrienne <sup>122</sup>, tel que l'indique Morgan : « *Statistical studies do confirm the fact that [the men of the Continental army] were generally drawn from the lowest ranks of society, from the poor and landless* <sup>123</sup>. »

Le *paupérisme* <sup>124</sup> était aussi mal considéré, et ce, pour à peu près les mêmes raisons que l'armée professionnelle. Tel que l'indique Morgan dans le prochain segment, il s'agissait surtout d'une hostilité de *yeomen* et d'autres corps du peuple jouissant de la liberté, qui redoutaient que s'insinue une menace à cette liberté, par ce qui pourrait s'apparenter à des *classes dangereuses* :

---

apparence factice de possibilité de choisir et ainsi pouvoir s'organiser soi-même selon son propre gré en tant que peuple.

<sup>122</sup> Morgan a indiqué spécifiquement que la question de la motivation des soldats fut discutée en profondeur dans l'œuvre *Why Men Fought in the American Revolution*, de R. Middlekauff.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 162. Notre traduction : « Des études statistiques confirment l'idée que les hommes de l'Armée continentale provenaient généralement des rangs les plus bas de la société, c'est-à-dire des pauvres et sans terre. »

<sup>124</sup> *Paupérisme* est simplement l'un des synonymes du mot « pauvreté ».

*Englishmen and Americans in the eighteenth century regarded slaves, paupers, and destitute laborers as an ever-present danger to liberty as well as property. From the poor an ambitious monarch or executive might forge an army and impose a tyranny. And they were also the material out of which the new capitalists would recruit workers for their factories. If they were able to vote, their employers might march them to the polls to vote down the independent yeomen* <sup>125</sup>.

Esclaves, paupérisés, sans terres, donc ainsi tous les sujets ayant perdu, ou n'ayant pas les moyens de leur liberté, devenaient une classe dangereuse pour la liberté, en ce qu'ils pouvaient se vendre au plus offrant, être stipendiés, en échange de moyens de subsister sans être libres car étant prosternés devant la volonté d'un « monarque ou exécutant ambitieux », de leurs agissements et leurs opinions électorales. À notre époque dans le registre de langue familier, on pourrait nommer un être dépourvu de sa volonté propre un robot, ou encore un *zombie*, qui était aussi en quelque sorte la réalité de ces classes considérées dangereuses pour la liberté. Aussi, dans un registre plus marxiste, on parlerait d'êtres *aliénés*.

Enfin, Morgan explique au sujet de la différence entre la milice de *yeomen* et l'armée professionnelle :

*Militia did sometimes seem to support liberty by joining a popular protest they had been called out to suppress. The people, as so often stated, would not be likely to oppress themselves. The very independence that made militia unreliable in battle would lead them to refuse the orders of a government that wished to use them against their fellow citizens* <sup>126</sup>.

---

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 168. Notre traduction : « Les Anglais et Américains du XVIII<sup>e</sup> siècle considéraient les esclaves, les pauvres, et les travailleurs déclassés comme un éternel danger à la liberté et à la propriété. Des pauvres, un monarque ambitieux ou exécutif pourrait monter une armée et imposer une tyrannie. Ils étaient aussi le matériel à partir duquel les nouveaux capitalistes allaient recruter des travailleurs pour leurs usines. S'ils étaient habilités au vote, leurs employeurs les feraient peut-être marcher jusqu'au bureau de vote afin de voter contre le *yeoman* indépendant. »

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 163. Notre traduction : « La milice a parfois semblé soutenir la liberté en se ralliant à des revendications populaires qu'elle avait eu la mission de disperser. Le peuple, comme cela a souvent été dit, ne s'opprimerait pas lui-même volontiers. L'indépendance même qui rendait la milice peu fiable dans la bataille pourrait l'amener à refuser les ordres d'un gouvernement qui souhaiterait l'utiliser contre ses concitoyens. »

On remarque ici que la différence essentielle entre la milice de *yeomen* et l'armée professionnelle selon Morgan est que d'un côté, il y a identification directe au peuple et à la souveraineté populaire, alors que de l'autre, avec l'armée, il y a différenciation et cessation d'identité. Le passage ci-haut nous apparaît d'importance en ce qu'il résume ce que devrait être un corps de sauvegarde et de défense de l'intégrité du peuple et du contrat social qui le lie et lui garantit la liberté. Ainsi un corps d'armée ou de police ne devrait-il jamais oublier de veiller à ce que le gouvernement n'outrepasse pas les limites de ses fonctions en subvertissant la constitution, pierre angulaire du contrat social.

Notons avant d'aller plus loin qu'en ce qui a trait aux notions du contexte colonial pré-révolutionnaire, nous poursuivons en abordant : les notions philosophiques de droit naturel qui engendrent l'idée de contrat social, le fervent contexte religieux des colonies américaines, le déroulement d'une élection coloniale, le carnaval et l'élection, les instructions, l'opinion publique et les pétitions.

### 3.1.1 Réflexions de l'époque sur les fondements du droit naturel, constitutionnel et de la souveraineté populaire

Dans la foulée des idées de droit naturel portées par les *Levellers* dont Freeborn John, plusieurs penseurs Anglais métropolitains et des colonies ont affiné les réflexions des années 1650, notamment autour du contrat social, condition préliminaire aux étapes d'approbation de textes constitutionnels et de formation de gouvernements. Morgan rapporte certaines idées fondamentales aux principes du droit naturel, notamment celle de Winthrop : « *Winthrop held that the origin of any body politic lay in "The consent of a certaine companie of people, to cohabite together, under one government for their mutual safety and welfare* <sup>127</sup>. » »

---

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 126. Notre traduction : « Winthrop pensait que l'origine de tout corps politique est le consentement d'une certaine compagnie de gens, de cohabiter ensemble, sous un gouvernement en vue de leur sécurité mutuelle et leur bien-être. »

Suivant cette logique, Morgan ajoute citant Samuel von Pufendorf :

*Samuel von Pufendorf's De Jure Naturæ et Gentium distinguished three successive covenants that transformed a group of individuals into a society and subjected them to government. First, they must agree with one another to be bound by majority rule, then the majority must agree on a form of government, and finally "those on whom Sovereignty is conferred" must agree to guard "the Common Peace and Welfare. And the Subjects on the other hand, to yield them faithful Obedience" <sup>128</sup>.*

Bien sûr, les développements théoriques de Pufendorf sont des propositions, mais ils sont le prolongement de l'idée notamment portée par Winthrop : tout commence par le consentement, l'acceptation de faire partie de la communauté, de la société, en question, malgré tout. Pufendorf implique la loi de la majorité, alors qu'il y a aussi, théoriquement, l'idée de la possibilité d'une entente consensuelle, au moins sur les grandes lignes, celles qui doivent se retrouver dans un texte de fondements tel qu'une constitution. C'est l'entente, par voie de majorité ou de consensus, qui formerait un gouvernement, et celui-ci devrait obéir à sa raison d'être : être le garant de la paix commune et du bien-être, non seulement du groupe, mais bien de *chaque* individu en ce groupe. Chaque individu devrait s'ébaudir devant le gouvernement ainsi formé et s'en remettre à lui, en demeurant toutefois toujours aux aguets, car comme l'ajoute Morgan :

*Dissolution of the government could occur whenever those in charge of it grossly misused the powers entrusted to them and the society, remaining intact, reassigned the government "by the change of Persons, or Form, or both as they shall find it most for their safety and good". [Locke] described the dissolution of government [...] as destroying "the Bonds of the Society," whereby "the People become a confused Multitude, without Order or Connexion" <sup>129</sup>.*

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 142. Notre traduction : « Samuel von Pufendorf, dans son ouvrage *De Jure Naturæ et Gentium*, a distingué trois engagements successifs qui transformeraient un groupe d'individus en une société dans laquelle ils seraient sujets à une forme de gouvernement. Premièrement, ils doivent ensemble accepter la loi de la majorité, ensuite la majorité doit s'entendre sur une forme de gouvernement, et finalement ceux sur qui repose le poids de la souveraineté doivent accepter de sauvegarder la paix commune et le bien-être. Les "sujets", en échange, leur doivent obéissance. »

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 120. Notre traduction : « La dissolution du gouvernement pouvait advenir dès le moment où ceux qui étaient en charge faisaient un mauvais usage des pouvoirs leur étant conférés et la

Une dissolution immédiate du gouvernement devait nécessairement advenir lorsque celui-ci se détournait des engagements initiaux qu'il avait pris en regard même du contrat social étant aux racines de sa fondation. Cette dissolution devait passer par le bannissement de personnes ou de formes et structures institutionnelles défaillantes, en les remplaçant par un nouveau contrat social auquel chaque individu souhaiterait adhérer librement. Wise allait dans le même sens : « *Wise was unequivocal in affirming that the powers of government conferred by the people could be withdrawn by them "when a Government so settled shall throw its self from its Foundations... or shall subvert or confound the Constitution* <sup>130</sup>. » Dans le même esprit, il doit y avoir dissolution de la communauté elle-même, et donc des outils institutionnels (gouvernementaux) dont elle est dépositaire, du moment que cette communauté ne se compose plus de personnes qui se reconnaissent en elle, selon Morgan :

*The interests of a part can seldom be identified with those of the whole, but a people must cease to exist if the persons in whose minds it has its being, cease to consider themselves as belonging to it. And where the people dissolves so must the sovereignty exercised in their name* <sup>131</sup>.

La notion centrale des deux formes de dissolution est le contrat social, lui-même reposant sur le libre choix et le libre consentement, de l'idée de la naissance libre : « *freeborn* ».

---

société, demeurant intacte, réassignerait un gouvernement par un changement de personnes, de forme, ou des deux, en ce que les citoyens devraient trouver une situation optimale en vue de leur sécurité et leur bien-être. Locke décrivait une dissolution du gouvernement comme une destruction des liens de la société, situation où le Peuple deviendrait une multitude confuse, sans ordre ou connexion. »

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 142. Notre traduction : « Wise était univoque en affirmant que les pouvoirs de gouvernement accordés par le peuple pouvaient être annulés par le peuple "quand un Gouvernement ainsi institué sortirait de ses fondations... ou renverser ou détourner la Constitution". »

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 237. Notre traduction : « Les intérêts d'une partie peuvent rarement faire identité avec ceux de l'ensemble, mais un peuple doit cesser de s'appeler comme tel si les gens qui le composent ne se sentent plus eux-mêmes en leur esprit y appartenir. Où le peuple se dissout, donc, doit par conséquent se dissoudre la souveraineté exercée en son nom. »

En somme, Morgan résume le principe théorique du nouveau droit naturel et donc de la nouvelle souveraineté populaire ainsi :

*The sovereignty of the people is a much more complicated [...] fiction than the divine right of kings. [The people is] never visible as such. [...] We have to imagine that there is such a thing, something we personify as though it were a single body, capable of thinking, of acting, of making decisions and carrying them out, something quite apart from government, superior to government, and able to alter or remove a government at will, a collective entity more powerful and less fallible than a king or than any individual within it or than any group of individuals it singles out to govern it*<sup>132</sup>.

### 3.1.2 “The Great Awakening”

Un phénomène religieux s’était produit spécifiquement au sein des colonies américaines dans les années 1730 avec notamment l’arrivée de grands leaders religieux tels que Jonathan Edwards ou George Whitefield, orateurs charismatiques qui avaient redéfini la pratique religieuse et la façon même de sermonner les ouailles. Les ministres du culte protestant – les pasteurs – jusqu’alors provenant de la « *better sort* » (les classes favorisées), avaient été érudits et rationnels. Morgan indique surtout qu’une nouvelle ferveur religieuse s’était répandue au sein des colonies, en cela plus dramatiquement qu’ailleurs :

*What happened in New England was only more dramatic than in the other colonies. In most of them the multiplication of denominations had proceeded, not by heresies and divisions within a single church, but by immigration of peoples with varying ethnic and religious backgrounds: Scots-Irish Presbyterians, German Lutherans and Mennonites, Dutch Reformed, English Catholics, Anglicans, and Methodists*<sup>133</sup>.

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 153. Notre traduction : « La souveraineté du peuple est une fiction compliquée plus encore que celle du droit divin monarchique, en ce que le peuple n’est jamais visible comme tel. Nous devons ainsi nous imaginer qu’une telle chose existe, quelque chose que l’on personnifie comme si c’était un seul corps, capable de penser, d’agir, de prendre des décisions et les appliquer, quelque chose étant distinct du gouvernement, supérieur au gouvernement, et capable d’altérer ou se débarrasser d’un gouvernement à volonté, une entité collective plus puissante et moins faillible qu’un roi ou que tout individu le composant, ou que tout groupe d’individus sortant du lot afin de le gouverner. »

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 299. Notre traduction : « Ce qui s’est passé en Nouvelle-Angleterre était seulement plus dramatique que dans les autres colonies. La plupart d’entre elles avaient connu la multiplication des

La ferveur religieuse des années 1730 avait redéfini, entre la *Old Light*, donc l'ancienne façon de faire et la *New Light*, la façon de sermonner s'était éloignée de l'érudition. Morgan ajoute à ce sujet : « *[Some] religious leaders [...] were distinguished mainly by their personal charisma, by their ability to win the passionate adulation of large numbers of people* <sup>134</sup>. » Alors que les ministres du culte de la *Old Light* étaient érudits et pondérés, les ministres de la *New Light* tels que Edwards et Whitefield étaient passionnés et inéduqués, redéfinissant ainsi les critères de déférence et de crédibilité des pasteurs.

Cet éveil avait eu lieu dans toutes les colonies de la Nouvelle-Angleterre, fortifiant ainsi un sentiment unitaire, rapprochant les diverses communautés politiques au sein des colonies et, le plus souvent, religieuses.

### 3.1.3 Déroulement d'élections métropolitaines et coloniales au XVIII<sup>e</sup> siècle

Pour comprendre l'histoire conceptuelle du *peuple*, il semble important de s'intéresser à des fragments d'histoire sociale afin de constater quel genre de démocratie l'on pouvait déjà vivre dans les colonies américaines avant l'indépendance et, à la même époque aussi en Angleterre. En fait d'histoire sociale, rappelons que les femmes des colonies américaines pouvaient jouer et jouaient effectivement un rôle non négligeable en politique, selon Morgan : « *Women were publicly and openly active at the foundation level of politics in managing interests and in the electioneering that such management required* <sup>135</sup>. »

---

déominations religieuses, non pas par hérésies et divisions au sein d'une seule église, mais par l'immigration de gens avec des origines ethniques et religieuses variées : Écossais-Irlandais presbytériens, luthériens germaniques et mennonites, néerlandophones réformés, anglais catholiques, anglicans, et méthodistes. »

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 298. Notre traduction : « Certains leaders religieux ne se distinguaient que par leur charisme, par leur aptitude à s'attirer l'adulation fougueuse d'un grand nombre de gens. »

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 190. Notre traduction : « Les femmes étaient actives aux fondements du processus politique, notamment en gérant des intérêts et les campagnes électorales. »

Cette donnée est inattendue lorsque l'on pense que le suffrage des femmes aux États-Unis fut légalisé en 1920. Par ailleurs, on constate que certaines formes de corruption de la souveraineté populaire, plus précisément ce que l'on appelle *copinage* à notre époque, se sont développées de manière assez rapide dans les colonies américaines. Morgan explique : « *[Colonial] governorships were political plums awarded to deserving friends or relatives of persons who had enough influence to get them named* <sup>136</sup>. » Plus loin dans le texte, Morgan ajoutait dans la même veine :

*Candidates also restored to more direct forms of bribery, common in England too, by treating the voters to dinners and drink in staggering quantities* <sup>137</sup>.

*Persuasion commonly took the form of bribery. It might consist simply in treating the voters to food and drink in heroic quantities, but it could involve more solid rewards, individually or collectively, to the constituents* <sup>138</sup>.

Ainsi, les nominations aux postes de gouverneur dans les colonies impliquaient du réseautage et les candidats soudoyaient l'électorat avec des pots-de-vins. Poursuivant avec les exemples de corruption, Morgan discute d'un degré de corruption encore d'un cran supérieur :

*Sir Patrick Crauford was [...] called in [and told voters] that if they would honour him with their suffrages he would return the favour with a present of thirty guineas to each voter* <sup>139</sup>.

---

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 136. Notre traduction : « Les postes de gouverneurs étaient des positions hautement convoitées et étaient accordés à des amis méritants ou à des connaissances de personnages qui détenaient assez d'influence pour les faire nommer. »

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 160. Notre traduction : « Certains candidats avaient aussi utilisé certaines méthodes douteuses de persuasion, communes en Angleterre, en invitant les autres électeurs à de grands repas et beuveries gargantuesques. »

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 177. Notre traduction : « La persuasion prenait souvent la forme de la corruption. Il suffisait souvent seulement de nourriture et boissons en quantités faramineuses, mais il pouvait également être question de récompenses plus substantielles, individuelles ou collectives faites aux constituants. »

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 178. Notre traduction : « Sir Patrick Crauford avait demandé aux électeurs s'ils lui feraient l'honneur de voter pour lui, en précisant qu'il offrirait à quiconque votant pour lui un cadeau de trente guinées. »

*Candidates bought their way into government by payments to the governed and then rewarded themselves from public funds extracted from—among other—the people to whom they had paid their bribes. The poorer inhabitants of parliamentary boroughs were not interested in doing away with a system that brought them periodic outpouring of food, drink, and money. [...] The total redistribution of wealth at an election could thus be substantial* <sup>140</sup>.

Le dernier segment décrit assez clairement un système de corruption généralisée, au sein duquel la corruption devient un cercle vicieux : le candidat donne des pots-de-vin en sachant qu'il se remboursera dans la caisse publique qui proviendra d'une partie de ces mêmes pots-de-vin, permettant au passage aux habitants les moins riches de se voir offrir une aumône, souhaitant de ce fait que ce système perdure. Or, la question fondamentale demeure la suivante : les électeurs auront-ils voté pour le candidat à leur représentation qui défendra des idées ou auront-ils voté pour le candidat qui les aura achetés <sup>141</sup> ? Morgan tempère toutefois en indiquant que : « *In England's American colonies the pattern of interests and of large-scale bribery was much less developed* <sup>142</sup>. » Ainsi, si le mal de la corruption s'insinuait en Amérique, les pratiques véreuses étaient encore plutôt du côté de la métropole. S'il y avait bien sûr la subversion par copinage ou népotisme <sup>143</sup>, par les pots-de-vin ou les rétributions financières, il y avait aussi la violence physique directe, tel que l'illustre cet exemple :

---

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 177. Notre traduction : « Les candidats achetaient leur entrée au gouvernement par des paiements aux gouvernés et se servaient à même les fonds publics qui eux-mêmes étaient ponctionnés des gouvernés qui avaient reçu l'argent des candidats. Les habitants plus pauvres des villes parlementaires ne souhaitaient pas se défaire d'un système qui leur prodiguaient périodiquement quelques nourritures, boissons, argent. La redistribution totale de richesse lors d'une élection pouvait ainsi être substantielle et non-négligeable. »

<sup>141</sup> Cette situation n'est pas sans rappeler des référendums sur la souveraineté au Québec et à l'argument fédéraliste des « pensions de retraite fédérales », où l'on s'accroche à un régime non pas pour des idées, en toute indépendance personnelle de citoyen libre, mais souvent que pour presque une obole.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 180. Notre traduction : « Dans les colonies américaines, les jeux d'intérêts et la corruption de masse était beaucoup moins développée qu'en Angleterre. »

<sup>143</sup> Le *népotisme* est le régime où le pouvoir nomme arbitrairement les membres de sa famille, ou proches, aux hautes fonctions.

*In Caroline County in 1736 Jonathan Gibson got elected by having twenty-six of his friends beat up anyone who proposed to vote for his opponent* <sup>144</sup>.

*[A] committee found: that some of them threatened to beat any person who should vote in favour of the petitioner; that one of the soldiers struck and knocked down a magistrate who was attending at the said election; that three soldiers stood at the door of the court-house, and refused to admit a voter because he declared he would vote for the petitioner; that many of the country people were dissatisfied with the conduct of the soldiers and the country people, the former being generally for the sitting member, and the latter for the petitioner, and terminated in a violent affray between them after the poll closed* <sup>145</sup>.

De tels agissements sont aujourd'hui pour nous extraordinaires, mais il est important de rappeler cette histoire sociale afin de bien saisir les changements qui eurent lieu entre cet état de réalité et le nôtre, c'est-à-dire l'évolution des normes sociales qui nous permet de considérer ce genre de comportements comme inappropriés. Pourtant, si cela peut nous sembler extraordinaire, d'autres comportements tels que ceux liés à la corruption, plus indirects et bien que tus, soient encore assez souvent rencontrés aujourd'hui. Au sujet de la violence et de l'intimidation, Morgan ajoutait :

*From all the evidence it seems clear that brawling, violence, and intimidation were an accepted and expected part of an election and that it was understood they would end when the election ended* <sup>146</sup>.

---

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 185. Notre traduction : « Dans le Caroline County en 1736, Jonathan Gibson fut élu avec l'aide de 26 de ses amis qui battaient quiconque souhaitait voter pour son opposant politique. »

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 187. Notre traduction : « Un comité fit le constat que certains individus menaçaient de battre quiconque souhaiterait voter en faveur de pétitionnaires ; qu'un des soldats attaqua un magistrat qui assistait à la dite élection; que trois soldats étaient postés devant la porte du tribunal et refusaient de laisser passer un électeur si celui-ci déclarait vouloir voter pour le pétitionnaire ; que plusieurs paysans n'étaient pas satisfaits de la conduite des soldats et des paysans, puis que ces dits soldats furent généralement en faveur du candidat en exercice, les paysans plutôt pour les pétitionnaires, ce qui se terminait dans de violents affrontements entre les deux groupes à la fermeture des bureaux de scrutin. »

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 202. Notre traduction : « De toute évidence il semble limpide que la bagarre, la violence et l'intimidation étaient acceptées et même attendues en tant que segment d'une élection, et il était également entendu qu'elles allaient cesser avec la fin de l'élection. »

*The charges that each side flung at the other in an election were expected to be extravagant. Things were said and done that would not be permitted at another time, and it was bad form to take serious offense at them, though occasionally someone did*<sup>147</sup>.

Ainsi, on constate que si la violence physique n'est plus du tout tolérée, la démagogie la plus fruste, béotienne et scabreuse, les attaques *ad hominem* et la mauvaise foi se sont elles perpétuées dans le temps. Néanmoins, il était convenu à l'époque que cela ne dure que le temps de l'élection.

Au sujet des plate-formes électorales et des idées des représentants, Morgan explique :

*More often one candidate's views of what would be good for the country or the county looked much like the other's. Indeed in many cases the candidates scarcely made their views known, if they had any. An election became a test of influence, of the ability of one person to affect another*<sup>148</sup>.

Une élection était déjà donc surtout un concours de charisme plutôt qu'une consultation se voulant plus rationnelle, réfléchie et d'argumentaires intellectualisés, d'idées philosophiques ou de plate-formes idéologiques. Il n'était donc pas question d'une agora citoyenne de débats entre personnages de même statut ayant atteint une certaine maîtrise des sujets de la Cité, mais plutôt d'une grande occasion, d'un grand événement où l'on verrait quel joueur de l'arène l'emporte, et si l'on avait misé sur le bon coq de combat, « bon » référant ici à celui qui gagnait le combat et n'étant donc pas toujours lié au « bon » dans le sens de bien moral.

Morgan confirmait cette idée en affirmant que :

---

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 200. Notre traduction : « Les accusations que chaque côté s'assénait lors d'une élection étaient extravagantes et chacun s'y attendait. Certaines choses dites et faites lors d'une campagne électorale interdites aux autres moments, étaient permises. Il était même mal vu de s'en offenser, même si certains le furent occasionnellement. »

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 189. Notre traduction : « Le plus souvent, la vision politique des candidats aux élections étaient du pareil au même. Dans plusieurs cas, les candidats ne laissaient pas tellement transparaître leurs idées, s'ils en avaient d'ailleurs. Une élection était devenue un test d'influence, de la capacité d'une personne d'exercer son influence sur autrui. »

*An election was a time when ordinary men found themselves the center of attention. The frantic solicitation of their votes elevated them to a position of importance they could not dream of at other times and it broke up the patterns of social deference that normally bound them*<sup>149</sup>.

*David Hartley, an experienced campaigner, observed in 1784 that during an election the populace "must be at least treated as equals—and pro hac vice as superiors. The hearty shake and the familiar bit of conversation must be attended to"*<sup>150</sup>.

Rappelons que bien que le suffrage universel n'ait pas encore été adopté, une plus large proportion des hommes adultes avait reçu le droit de participer au scrutin dans les colonies américaines, ce qui élargissait le spectre des conditions sociales de l'électorat. Ainsi lors d'une élection, la validation de la fiction politique de la souveraineté populaire était réactualisée le temps de la campagne électorale : le commun des mortels était l'égal de quiconque. Morgan ajoute en ce sens :

*The question arises whether something more than the actual exercise of choice was at work in an election, something in the political process that would sustain the fiction in ways that may not be immediately apparent*<sup>151</sup>.

---

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 197. Notre traduction : « Une élection était le moment pendant lequel les gens ordinaires étaient mis au premier rang. La sollicitation frénétique de leur vote les élevait à une position d'importance dont ils ne pouvaient habituellement même pas rêver, et cela brisait les normes sociales de déférence qui les liaient aux autres. »

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 199. Notre traduction : « David Hartley, un expert des campagnes électorales, constatait en 1784 que durant l'élection la populace doit être traitée au moins comme égale, et pour cette occasion (*pro hac vice*) même en tant que supérieure. La poignée de main bien sentie ainsi que le ton familier dans la conversation doit être au rendez-vous. »

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 181. Notre traduction : « La question se pose quant à l'idée que quelque chose de plus que l'exercice du choix était fut à l'oeuvre dans une élection, quelque chose dans le processus politique qui renforcerait la fiction de manières qui n'étaient pas apparentes aux premiers abords. »

*When we look closely at some elections, whether in our own times or earlier, we find ourselves in the midst of transactions that seem to have little to do with the will of the people, transactions where popular choice becomes a charade and issues are reduced to triviality. Such elections, we might reasonably presume, would weaken the belief in popular sovereignty instead of supporting it; and yet these travesties may generate more popular participation and enthusiasm than elections where the choice appears to be genuine and the fiction visibly gains credibility. It would almost seem that the activities of the campaign preceding some elections may matter more than the outcome, may satisfy some deeper need than the designation of one person or another to be governor or legislator <sup>152</sup>.*

Il est tout à fait intéressant de constater que ces périodes de course à la chefferie, de primaires, de campagnes électorales, sont autant d'« exercices démocratiques » qui finalement ressemblent à ces rixes électorales ou combats des chefs charismatiques, après lesquels chacun rentre chez soi comme sustenté. Le rapprochement est ainsi inévitable ; le carnaval semblait remplir sociologiquement les mêmes fonctions d'interactions sociales que l'élection.

#### 3.1.4 Similitudes inouïes entre l'élection et le carnaval

Si la campagne électorale était le lieu de comportements déplorables, il en était de même pour le carnaval selon Morgan :

---

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 174. Notre traduction : « Lorsque l'on observe sérieusement une élection, à notre époque ou avant, nous nous retrouvons au milieu de transactions qui n'ont que peu à voir semble-t-il avec la volonté populaire, des transactions où le choix du peuple devient une mascarade hypocrite et les grands problèmes en sont réduits à des trivialités. De telles élections, nous pourrions légitimement nous interroger, pourraient-elles affaiblir la croyance en la souveraineté populaire plutôt que la supporter ? Ces travestissements, en fait, génèrent une plus grande participation populaire et un enthousiasme que les élections où le choix apparaît comme authentique et la fiction devient plus crédible. Il apparaîtrait presque que les activités de campagne précédant certaines élections soit plus importante que le résultat final, devrait satisfaire des besoins plus fondamentaux que la nomination d'une personne ou d'une autre en tant que gouverneur ou législateur. »

*Carnaval behaviour equalled or exceeded the worst libels concocted in election campaigns. [...] The poor demanded and received tribute from those who exploited them during the rest of the year. Children spanked their parents. Everything had to be the reverse of what it usually was, and the more outrageous the inversion the more fun it was. Every town and village had its own special ways of doing it, of mocking the order that everyone would return to a week later* <sup>153</sup>.

*Fifty years ago Robert Briffault, in describing festivities of the carnival type, noted that "The temporary obliteration of class distinctions ... the transitory illusion of affluence and luxury afforded by largess to the populace, the relaxation of rigid sexual codes, all operate as powerful elements in the appeal of chartered festivities and serve at the same time as safety valves against the dangerous effects of continuous restraint* <sup>154</sup>.

L'inversion de la réalité était ainsi une clé, l'autre étant que cette même inversion vécue pendant une certaine période agissait comme une soupape de sûreté en ce qu'elle permettait un relâchement de la tension que l'ordre hiérarchique rigide entraînait, voire pouvait rendre invivable. Morgan ajoute :

*By turning the world obviously and deliberately upside down for a time, the carnival gave everybody the opportunity to recognize and accept what was rightside up when the festivities were over. [...] It renewed the commitment of men to God and of subjects to rulers* <sup>155</sup>.

---

<sup>153</sup> *Ibid.*, p. 204. Notre traduction : « Le comportement du carnaval égalait ou excédait les pires diffamations tenues lors des campagnes électorales. Les pauvres demandaient et recevaient des hommages de ceux qui les exploitaient le restant de l'année. Les enfants donnaient une fessée à leurs parents. Tout devait être inversé par rapport à ce qui était habituel, et l'inversion en était d'autant plus drôle qu'elle était plus outrancière et scandaleuse. Chaque ville et village avait sa propre façon de fêter le carnaval, et ainsi de se moquer de l'ordre établi, auquel chacun reviendrait la semaine suivante. »

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 204. Notre traduction : « Cinquante ans plus tard que Hartley, Robert Briffault notait en décrivant le carnaval que l'oblitération temporaire des distinctions de classe et l'illusion transitoire de l'affluence du luxe prodiguée copieusement à la populace, avec le relâchement d'une morale sexuelle rigide, opéraient ensemble un puissant élément à l'ordre et servait de valve de sûreté contre les effets dangereux d'une contrainte perpétuelle. »

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 205. Notre traduction : « En inversant la réalité de façon évidente et délibérée pendant quelque temps, le carnaval donnait à chacun la chance de reconnaître et accepter la réalité une fois que les festivités prenaient fin. Cela avait pour effet de renouveler la fidélité des hommes envers Dieu et des sujets envers leurs souverains. »

*An election too was a safety valve, an interlude when the humble could feel a power otherwise denied them, a power that was only half illusory. And it was also a legitimizing ritual, a rite by which the populace renewed their consent to an oligarchical power structure*<sup>156</sup>.

En somme, tout comme le carnaval fut en son temps une manière de lâcher du lest, l'élection était un cran de sûreté destiné à légitimer une structure et surtout à en assurer la survivance. Sans ce cran, la machine sociale aurait pu imploser parce que devenue purement invivable, et le plus important était que ce « relâchement » et renouvellement de légitimation soit largement *ressenti* comme tel. L'élection était un rituel par lequel repassait le consentement (aucunement éclairé) de chacun à poursuivre son adhésion au contrat social, perpétuant la forme gouvernementale en vigueur. Nous reviendrons sur cette idée plus loin dans notre analyse.

### 3.1.5 Structures de la souveraineté populaire : les instructions

Bien que la structure de la souveraineté populaire la plus connue, même bien souvent dans le cas de plusieurs la seule connue, soit le vote de représentants à l'élection, d'autres structures de la souveraineté populaire ont été imaginées et mises en pratique dans la débutante et précoce démocratie anglaise des colonies et de la métropole. Les « instructions » étaient l'une de ces structures démocratiques courantes, reconnues, et tout à fait légitimes. Au sujet de celles-ci, Morgan explique :

*As elections contributed an infusion of reality to popular sovereignty, so did the instruction of representatives by their constituents. [The use of instructions] was apparently common from an early period for constituents to instruct their representatives at the time of their election*<sup>157</sup>.

---

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 206. Notre traduction : « Une élection était aussi une valve de sûreté, un interlude au sein duquel les humbles pouvaient ressentir un pouvoir qui leur était autrement refusé, un pouvoir qui était seulement à moitié illusoire. C'était aussi un rituel qui légitimait, un rite par lequel le peuple renouvelait son consentement à une structure de pouvoir oligarchique. »

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 211. Notre traduction : « Les élections contribuaient à instiller du réalisme dans la souveraineté populaire, tout comme les instructions données aux représentants par leurs constituants. Les instructions données par les constituants à leurs candidats étaient chose courante lors des investitures. »

*State constitutions encouraged the practice [of instructions in the manner that:] “The people have a right, in an orderly and peaceable manner, to assemble to consult upon the common good” and to “give instructions to their representatives”<sup>158</sup>.*

Une fois les candidats à la représentation élus lors du scrutin, ceux-ci étaient régulièrement sommés par les citoyens qu'ils représentaient d'agir conformément à leurs délibérations en assemblées citoyennes, et ce, pendant ou après les élections. La connexion qui liait le représentant aux représentés était donc continue pendant toute la durée du mandat, et ce mécanisme permettait d'éviter la déconnexion justement, cas où l'on verrait un représentant n'en faire arbitrairement qu'à son bon vouloir. Ainsi nous indique Morgan, cette structure de la souveraineté populaire rencontrait une opposition pondérée de personnages de l'époque :

*Sir Thomas Littleton warned them that instructions were “uncertain things” and “of dangerous consequences,” and Sir Francis Winnington, while affirming the desirability of consulting constituents “upon any weighty affair,” felt obliged to add, “I am not subjected to what my country [i.e., county] does propose. I have my Trust to serve them here as well as I can.” In 1734, John Willes, the attorney general, was more direct: “After we are chosen, and have our seats in this House,” he said, “we have no longer any dependence on our electors so far as regards our behaviour here. Their whole power is then devolved upon us, to regard only the public good in general...<sup>159</sup>” [...]*

---

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 213. Notre traduction : « Les constitutions des États encourageaient les instructions, en ce sens que le peuple a le droit, d'une manière ordonnée et pacifique, de faire assemblée consultative pour le bien commun et donner des instructions à ses représentants. »

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 215. Notre traduction : « Sir Thomas Littleton a mis en garde contre les instructions qui selon lui étaient choses incertaines et aux conséquences possiblement dangereuses. Sir Francis Winnington, tout en affirmant qu'il fut souhaitable de consulter les constituants dans chaque affaire importante, ajoutait qu'un représentant n'était pas l'obligé des instructions de ses électeurs constituants, en faisant remarquer qu'il avait la confiance de ceux-ci de les servir du mieux qu'il le pouvait. En 1734, John Willes, le procureur général, affirmait directement qu'après avoir été élu et avoir obtenu leurs bancs en Chambre, les représentants n'étaient plus redevables à leurs électeurs quant à leur comportement céans. Il ajoutait qu'ainsi le plein pouvoir des électeurs était délégué aux représentants, seulement dans le sens du bien public en général. »

*Parliament is a deliberative assembly of one nation, with one interest, that of the whole... You choose a member, indeed; but when you have chosen him, he is not a member of Bristol, but he is a member of Parliament* <sup>160</sup>.

Déjà à cette époque donc, l'histoire sociale indique que les instructions étaient une source de contrariété pour certains. Dans le même ordre d'idées, Morgan ajoute :

*Not so very different, that, from what Edmund Burke told the electors of Bristol twenty years later. "Certainly, Gentlemen," said Burke, "it ought to be the happiness and glory of a representative to live in the strictest union, the closest correspondence, and the most unreserved communication with his constituents. Their wishes ought to have a great weight with him; their opinions high respect; their business unremitting attention... But his unbiased opinion, his mature judgment, his enlightened conscience, he ought not to sacrifice to you, to any man, or to any set of men living* <sup>161</sup> ... »

Malgré ce que Burke avait affirmé, les instructions étaient un mécanisme important dont l'enjeu en était un notamment de connexion, de proximité et d'identification mutuelle, entre représentants et représentés. D'autres structures de la souveraineté populaire telles que l'idée d'opinion publique s'étaient développées avec les instructions.

### 3.1.6 Structures de la souveraineté populaire : l'opinion publique

L'opinion publique est une notion qui fait aujourd'hui partie du quotidien. À l'époque pourtant, l'opinion publique naissante était très liée aux instructions, mais liée toutefois d'une façon dévoyée comme on le verra. Morgan explique à ce sujet :

---

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 216. Notre traduction : « Le Parlement est l'assemblée de délibérations d'une nation, avec un intérêt, celui du tout... Les membres sont choisis, bien sûr ; mais lorsqu'un membre est choisi, celui-ci n'est pas un membre de Bristol, mais bien un membre du Parlement. »

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 218. Notre traduction : « Edmund Burke affirma de façon similaire aux électeurs de Bristol vingt ans plus tard qu'il était évident que cela devait être la joie et la gloire d'un représentant que de vivre une union stricte, d'entretenir une correspondance assidue et maintenir une communication sans réserve avec ses constituants. Aussi, que leurs souhaits devraient avoir grand poids en ses préoccupations ; leurs opinions hautement respectées ; leurs activités économiques une attention continuelle... Mais son opinion objective, son jugement mature, sa conscience ouverte, ne doivent pas être sacrifiés ni à aucun homme, ni à aucune organisation d'hommes. »

*Because any collection of people in a constituency could hold a meeting and send instructions to the representative, the possibility of organizing such meetings as a means of influencing, rather than simply expressing, public opinion presented itself at an early date. With the development of popular sovereignty in the 1640s, various members of Parliament opened communications with constituents to gain popular support for Parliamentary measures directed against the king* <sup>162</sup>.

On retient ici que le dévoiement arrive précisément là où des représentants parlementaires ont commencé à instrumentaliser les instructions à leur avantage plutôt qu'à recevoir celles-ci des citoyens de façon indépendante. Morgan clarifie cette idée en affirmant :

*When the opposition replied that instructions, however originated, were still the voice of the people, the ministry answered, "that tho' the Voice be Isaac's the Hands are Esau's. It is the People that speak but the Malecontents dictate. A gross piece of State Mummery, wherein A instructs B how B shall instruct A"* <sup>163</sup>.

*Why did representatives think it worthwhile to make it seem that their constituents had spontaneously instructed them to do what they apparently wanted to do anyhow? The very fact that they did think it worthwhile testifies to the importance they attached to public opinion* <sup>164</sup>.

Cette pratique que l'on pourrait assimiler à de la manipulation a ainsi donné, du moins aux débuts, l'opinion publique, qui était en fait une façon de communiquer certaines informations en provenance du Parlement à destination de la population, afin d'induire des réactions qui se traduiraient par des instructions prévues par le Parlement. Tout lecteur de Machiavel pourrait reconnaître l'aura du penseur dans une

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 220. Notre traduction : « Parce que tout regroupement citoyen d'une circonscription pouvait tenir une assemblée et envoyer des instructions à son représentant, la possibilité d'organiser de telles assemblées comme un moyen d'influence plutôt que d'expression, l'opinion publique est apparue très tôt dans l'histoire de la souveraineté populaire moderne. Avec le développement de la souveraineté populaire dans les années 1640, plusieurs membres du Parlement ouvrirent leurs communications avec leurs constituants afin d'obtenir le support populaire au sujet de mesures parlementaires dirigées à l'encontre du roi. »

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 221. Notre traduction : « Lorsque l'opposition répondit que les instructions, de quelque origine furent-elles, demeuraient la voix du peuple, le ministre répondit que bien que la Voix fut celle d'Isaac les Mains furent à Ésaü. C'est le Peuple qui parle mais les mécontents qui dictent. Une vaste tartufferie d'État, au sein de laquelle A commandait à B comment B devait commander à A. »

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 223. Notre traduction : « Pourquoi ainsi les représentants avaient-ils cru louable de faire croire que leurs constituants les avaient, d'eux-mêmes, sommés d'instructions qui leur aurait fait faire ce qu'ils voulaient de toute façon déjà faire ? »

telle mécanique de l'esprit. D'autres plutôt pourraient employer le terme « hypocrisie », plus commun. Quoi qu'il en soit, il s'agissait bel et bien d'instrumentalisation, de faux-semblant, tel que Morgan le conclut uniment :

*[...] Instructions organized from above became themselves a mode of shaping public opinion in favor of measures that a faction or party within the government favored* <sup>165</sup>.

*Instructions thus embody the same ambiguities as the election of representatives and of representation itself. They looked like dictates from the sovereign people to their designated governors, and in some measure they were. But they could be as much a way for governors to shape the will of the people as for the people to shape the policies of government* <sup>166</sup>.

Autrement que les instructions, un autre mécanisme similaire commençait à exister au sein du peuple : les pétitions.

### 3.1.7 Structures de la souveraineté populaire : les pétitions

Les pétitions avaient une importance considérable aux premiers temps de la souveraineté populaire anglaise. Elles devaient cette importance dans la vie démocratique à leurs premières origines monarchiques, au sujet desquelles Morgan souligne que :

*A petition is a request, a prayer, a supplication from an inferior to a superior. But by the end of the seventeenth century the shift from divine right to popular sovereignty had endowed the word with new connotations, implications, and ambiguities* <sup>167</sup>.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 223. Notre traduction : « Simultanément, les instructions venues d'en-haut étaient devenues une façon de modeler l'opinion publique en faveur de mesures que favorisait une faction ou un parti au sein du gouvernement. »

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 223. Notre traduction : « Les instructions incarnaient les mêmes ambiguïtés que l'élection de représentants et la représentation elle-même. Elles ressemblaient à des diktats du peuple souverain à ses gouverneurs désignés, ce qui d'ailleurs en quelque mesure le cas. Mais elles pouvaient autant être une façon des gouverneurs de modeler la volonté populaire qu'un outil du peuple pour modeler les politiques gouvernementales. »

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 223. Notre traduction : « Une pétition est une demande, une prière, une supplication d'un inférieur à un supérieur. Au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle, la transition du droit divin à la souveraineté populaire avait doté le mot de nouvelles connotations, implications et ambiguïtés. »

*Petitions were public or private "bills", for the word "bill" in the legal language of the day (Law French) was synonymous with petition. A bill or petition was a "supplicatory address," which might be discussed and approved by Parliament before it was presented to the king for approval or rejection*<sup>168</sup>.

D'abord une imploration, la signification de la pétition s'était trouvée changée en une requête non supplicative, revêtant un caractère plus égalitaire et surtout d'une grande légitimité dans les processus démocratiques. Dans ce glissement sémantique, la pétition de grâce gardait le sens d'antan alors que la pétition de droit était une déclaration de législation tel que l'indique Morgan :

*They distinguished between petitions of grace, sought as favors, and petitions of right, which, without enacting laws, declared what the law was*<sup>169</sup>.

*Petitioners were in a sense rivals of representatives, claiming to speak the voice of the people but unrestricted by the qualifications placed on voting and uninhibited by the responsibilities of being part of the government*<sup>170</sup>.

La pétition était devenue au fil du temps, de la même façon que l'instruction, une manière d'appliquer la souveraineté populaire plus directement que par la représentation parlementaire, en cela hors des murs du Parlement. Elle pouvait être l'initiatrice de projets qui seraient adoptés et deviendraient des lois, et en cela la pétition fut d'une certaine manière directement démocratique. Un exemple de l'histoire sociale, la Pennsylvanie du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous renseigne sur l'importance qu'avait pu prendre cette structure de la souveraineté populaire, affirme Morgan : « *A study of petitioning in eighteenth-century Pennsylvania finds that fifty-two percent [52%] of the acts passed between 1717 and 1775 originated in petitions, and these*

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 224. Notre traduction : « Les pétitions étaient des bills publics et privés, le mot « bill » à l'époque emprunté au français juridique étant synonyme de pétition. Un bill ou une pétition était une supplication, qui pouvait être discutée et approuvée par le Parlement avant d'être soumise à l'accord ou au désaccord du roi. »

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 224. Notre traduction : « Il y avait une distinction entre les pétitions de grâce, perçues comme des faveurs et les pétitions de droit, qui sans promulguer de loi, déclarait ce qu'était la loi. »

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 226. Notre traduction : « Les pétitionnaires étaient d'une certaine façon les rivaux des représentants, revendiquant être la voix du peuple sans être restreinte par les qualifications électorales et les inhibitions accompagnant les responsabilités qui incombent aux membres du gouvernement. »

*included a substantial number of petitions of province-wide interest* <sup>171</sup>. » Très tôt pourtant dès 1693, la Chambre des Communes de Londres s'était gardée l'exclusivité du domaine de la taxation, qu'elle ne voulait pas voir sujette à pétitions selon Morgan :

*In the rule, [the House of Commons] apparently adopted around 1693 of refusing to hear any petitions having to do with current taxation. The original function of representatives had been closely tied to taxation. Representatives were there to consent for the people to whatever taxes they thought their constituents could bear. They carried full power, plena potestas, and they did not want advice from petitioners* <sup>172</sup>.

En ce sens, le caractère direct de la souveraineté populaire cédait sa place à l'autre caractère de celle-ci, l'indirect, celui de la représentation en Chambre. Si l'on a vu que les pétitions étaient l'instrument d'une citoyenneté directe, elles pouvaient également être détournées comme les instructions. Dès la crise de l'exclusion du roi Charles II en 1689, l'idée de pétition fut usitée de telle façon par les parlementaires de la Chambre des Communes tel que le rappelle Morgan : « *When the Exclusion Crisis divided the House of Commons into Whigs and Tories, the Whigs, led by Shaftesbury, organized the deluge of petitions that asked the king to summon his prorogued Parliament* <sup>173</sup>. » L'exemple précédent recense un moment de l'histoire sociale où les pétitions furent l'instrument du Parlement afin d'influencer les

---

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 229. Notre traduction : « Une étude de la pratique des pétitions au XVIII<sup>e</sup> siècle en Pennsylvanie a conclut que 52 % des lois passées entre 1717 et 1775 tiraient leur origine d'une pétition, et que celles-ci provenaient en nombre substantiel de pétitions s'étendant sur tout le territoire d'une province. »

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 226. Notre traduction : « Vers 1693, la Chambre des communes a adopté le refus de l'audition de quelque pétition ayant à faire avec les taxes en vigueur. La fonction qui était à l'origine de la représentation avait été étroitement liée au pouvoir de taxation. Les représentants existaient afin de consentir pour le peuple aux taxes qu'ils croyaient que leurs constituants pouvaient assumer correctement. Ils détenaient les pleins pouvoirs, *plena potestas*, et ne voulaient recevoir de conseils de pétitionnaires. »

<sup>173</sup> *Ibid.*, p. 227. Notre traduction : « Lorsque la crise de l'exclusion divisa la Chambre des communes en deux factions soient les Whigs et les Tories, les Whigs dirigés par Shaftesbury organisèrent un déluge de pétitions qui demandaient au roi de rassembler son Parlement prorogué. »

citoyens, et non de citoyens souhaitant directement infléchir une décision des représentants parlementaires.

Morgan rapporte un autre exemple édifiant des manières de voir les pétitions en tant qu'instrument à double tranchant, notamment celle de Samuel Johnson qui précisément expliquait le fonctionnement du mécanisme de la pétition à l'époque :

*Samuel Johnson supplied more details: "The progress of a petition is well known. An ejected placeman goes down to his county or his borough, tells his friends of his inability to serve them, and his constituents of the corruption of the government. His friends readily understand that he who can get nothing, will have nothing to give. They agree to proclaim a meeting; meat and drink are plentifully provided; a crowd is easily brought together, and those who think that they know the reason of their meeting undertake to tell those who know it not. Ale and clamour unite their powers; the crowd, condensed and heated, begins to ferment with the leaven of sedition. All see a thousand evils, though they know not what. A speech is then made by the Cicero of the day; he says much, and suppresses more, and credit is equally given to what he tells and what he conceals. The petition is read and universally approved. Those who are sober enough to write, add their names, and the rest would sign it if they could. The petition is then handed from town to town, and from house to house, and wherever it comes the inhabitants flock together that they may see that which must be sent to the King. Names are easily collected. One man signs because he hates the papists; another because he has vowed destruction to the turnpikes; one because it will vex the parson; another because he owes his landlord nothing; one because he is rich; another because he is poor; one to show that he is not afraid; and another to show that he can write <sup>174</sup>."*

---

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 229. Notre traduction : « Samuel Johnson avait détaillé le fonctionnement de la pétition ainsi : « Le processus d'une pétition est bien connu. Un politique exclu retourne en son comté ou son bourg, informe ses amis de son incapacité de les servir eux et ses constituants, la corruption du gouvernement l'empêchant. Ses amis entendent volontiers que celui qui ne peut rien obtenir, n'aura rien à donner. Ils arrangent donc un rassemblement ; nourriture et breuvage distribués abondamment; une foule prenait rapidement vie, et ceux qui pensaient connaître la raison du rassemblement s'affairaient à informer ceux qui ne la connaissaient pas. La bière et la clameur étaient unies en puissance ; la foule, compacte et de plus en plus passionnée, soudainement faisait sien un caractère séditieux. Chacun protestait contre mille et un malheurs, bien qu'ils ne surent pas lesquels. Un discours était alors prononcé par le Cicéron du jour ; disant beaucoup, supprimant davantage, et le crédit était donné à part égale à ce qu'il disait et ce qu'il ne disait pas. S'ensuivait la lecture de la pétition pour être ensuite approuvée à l'unanimité. Ceux qui étaient encore assez sobres pour écrire ajoutaient leur nom, et les autres la signeraient s'ils en étaient capables. La pétition circulait ensuite de villages en villages, maisons en maisons, et chaque fois qu'il y avait attroupement d'habitants, qu'ils puissent bien voir ce qui devrait être envoyé au Roi. Les noms s'accumulaient avec facilité. L'un signait parce qu'il haïssait les papistes, l'un parce qu'il souhaitait l'abolition des péages ; l'un

Johnson décrit ici un cas où le peuple semble plutôt influençable et obéissant, ne faisant que peu de cas du fond de l'affaire. L'exemple veut que l'on imagine un rassemblement dans quelque endroit comme une taverne bruyante pleine de gens avinés et où il n'y a pas vraiment d'échange argumenté. C'est ce que Johnson indique en disant que la pétition était lue et unanimement approuvée, sans moment d'échange ni de sobre réflexion. Évidemment, cet exemple met à mal la validité démocratique d'un tel procédé. Ainsi les pétitions pouvaient provenir du Parlement lui-même, et elle pouvaient aussi provenir de groupes citoyens – sobres ou ivres. La pétition pouvait donc être une vaste facétie, puis elle pouvait autrement avoir une grande valeur démocratique car menée très sérieusement. D'un autre côté, certains organisateurs professionnels de pétitions, sycophantes manipulateurs, ne voulaient pas que la populace apprenne leurs tours de passe-passe, indique Morgan :

*[John] Beckley thought it advantageous to keep his petitioning campaign a secret [because] a petition that seemed to be spontaneous would carry more weight as an expression of public opinion than one which was known to have been generated in the body to which it was addressed* <sup>175</sup>.

Beckley souhaitait ainsi, en occultant le caractère planifié de ses pétitions, miser sur le faux-semblant de spontanéité populaire afin de donner plus de valeur à ses manigances, même s'il n'y demeurait finalement *rien* qui provint vraiment du peuple.

### 3.2 Le crépuscule du modèle colonial

Le *Stamp Act* de 1765, initiative du Parlement anglais qui consistait à imposer un timbre fiscal sur bon nombre de transactions dans les colonies, avait suscité une contestation et une riposte coloniale citoyenne organisée prenant la forme de pétitions

---

pour vexer les clercs, l'un parce qu'il fut riche, l'autre parce qu'il fut pauvre, l'un pour montrer qu'il n'avait pas peur, et un autre pour montrer qu'il pouvait écrire". »

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 230. Notre traduction : « John Beckley pensait qu'il valait mieux que ses campagnes de pétitions restent secrètes parce qu'une pétition qui semblait spontanée pèserait davantage en tant qu'expression de l'opinion publique, qu'une qui prendrait naissance dans le corps même à qui elle fut adressée, [le corps parlementaire]. »

et d'instructions envoyées à Londres. Il y était notamment question déjà en 1765 d'une des phrases les plus connues de l'histoire américaine : « *No taxation without representation* <sup>176</sup> », étant donné que le cœur du problème de 1776 était déjà en gestation. Morgan dit à ce sujet : « *At least forty-nine Massachusetts towns instructed their representatives to oppose the execution of the Stamp Act, to let the world know, as John Adams put it, that "we never can be slaves"* <sup>177</sup>. » Les colons américains avaient dû faire face à la rigidité du Parlement, avant que celui-ci finalement n'abroge la loi *Stamp Act 1765*.

Les colonies s'étaient trouvées en tension avec la métropole et leurs institutions démocratiques les avaient servies en temps opportun, étant aménageables face aux aléas qu'offre fréquemment l'histoire. Morgan explique à propos de ces éléments précurseurs de la révolution :

*When Parliament undertook in the 1760s and 1770s to bind the colonists with legislation contrary to their wishes, the colonists had ready-made representative bodies to challenge the credentials of an English House of Commons to speak for them. And when England dissolved the colonial assemblies, it was easy enough to resurrect them as popular congresses or conventions. Those congresses could then do what the Levellers had wanted to do and what the Convention of 1689 had not dared to: they exercised the "real majesty" of the people by creating fundamental constitutions for new governments* <sup>178</sup>.

---

<sup>176</sup> En français : « Pas de taxes si l'on n'est pas représentés. »

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 213. Notre traduction : « Au moins quarante-neuf villes du Massachusetts ont donné des instructions à leurs représentants afin qu'il s'oppose à l'adoption du Stamp Act, afin de dire au monde, tel que John Adams le disait, qu'ils ne seraient jamais esclaves. »

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 231. Notre traduction : « Dans les années 1760 et 1770, lorsque le Parlement entrepris d'obliger les colons à accepter des législations contraires à leur volonté, les colons avaient depuis longtemps organisé des institutions représentatives en Amérique qui pouvaient défier la crédibilité et la légitimité d'une Chambre des communes de prendre la parole en leur nom. Lorsque l'Angleterre pris la décision de dissoudre les assemblées des colonies, il fut facile de les ressusciter en congrès populaires ou conventions. Ces congrès n'avaient plus qu'à faire ce que les Niveleurs avaient voulu faire et ce que la Convention de 1689 n'avait pas osé faire : ils exerçaient la majesté réelle du peuple en créant les constitutions fondamentales pour un nouveau gouvernement. »

*The ambiguities of popular sovereignty, its paradoxes and contradictions, especially as embodied in the mystery of representation, could be manipulated to shape fact in more ways than one*<sup>179</sup>.

On remarque encore une fois que les bases conceptuelles précèdent l'avènement du fait historique, en ce sens que déjà les acteurs sociaux étaient conceptuellement conscients de la possibilité ainsi que des modalités d'un potentiel changement de régime. Il faut dire que le Parlement à Londres, en plus du Stamp Act de 1765, avait de surcroît passé ce que les colonies américaines avaient appelé les *Coercive Acts* ou *Intolerable Acts*, à la suite notamment du *Tea Act* de 1773. C'est cette législation qui donna lieu à la réponse coloniale du Boston Tea Party de la même année 1773. L'escalade des ripostes continua avec les *Intolerable Acts* en 1774 : les *Boston Port Act*, *Massachusetts Government Act*, *Administration of Justice Act*, *Quebec Act*<sup>180</sup>.

La réponse coloniale fut la réunion du premier Congrès continental à Philadelphie le 5 septembre 1774 et la création de l'Association continentale, entité qui déclarerait l'indépendance des colonies du Royaume-Uni, le 4 juillet 1776.

Pour bien comprendre la nature de la mésentente qui régnait entre le Parlement et les colonies américaines, il fallait s'intéresser au sentiment de rupture effective entre les deux entités politiques, qui avait principalement trait à une question de véritable représentation, selon Morgan :

---

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 233. Notre traduction : « Les ambiguïtés de la souveraineté populaire, ses paradoxes et contradictions, particulièrement lorsqu'incarnée dans le mystère de la représentation, pouvait être manipulée et ainsi permettre de remodeler les faits de maintes façons. »

<sup>180</sup> L'Acte de Québec de 1774, qui permit aux Canadiens de pratiquer la religion catholique, de conserver le code civil français et leur langue française, en plus d'élargir le territoire de la nouvellement conquise et britannique *Province of Quebec* s'étendant désormais jusqu'à la rivière Ohio, fut perçu par les colonies américaines comme un affront du Parlement anglais. D'ailleurs, fin décembre 1775, la Bataille de Québec fut l'un des premiers faits d'arme de la guerre d'indépendance américaine, les colonies tentant de rallier avec elles les Canadiens pour éventuellement faire du Québec le quatorzième État de l'Union. Cette expédition échoua. Cf. Denis Vaugois, Lacoursière et Provencher (2015), *Québec – Canada NE*, Québec, Septentrion, 616 p.

*When [the British House of Commons] passed the Stamp Act they did it, they said, as "part of the Supreme unlimited power of the Nation." When they repealed it, they accompanied the repeal with a Declaratory Act affirming their power to legislate for the colonies in all cases whatsoever. [...]*

*The member elected from Maidstone or Kent, from London or Westminster, became, in the magic of representative government, a legislator for Great Britain. Did he also become a legislator for America? That was what the colonists denied. [...] They argued at first only that the representatives of British constituencies had no right to tax the colonies. But from here, as Parliament continued to assert its authority in all cases whatsoever, they were led inexorably to the conclusion that British representatives had no authority over them in any case whatsoever. The farsighted had reached such a conclusion by the late 1760s. By 1774 it became the official position of a Continental Congress <sup>181</sup>.*

Ce segment met en lumière le sentiment croissant de divergence, d'incompréhension et de perte de légitimité au sein des colonies. Les nouvelles législations s'enchaînant ne semblaient que décrédibiliser le Parlement un peu plus, nourrissant à chaque fois ce sentiment. Des réparties londoniennes alimentant cette inimitié grandissante, Morgan ajoute :

*A secretary in the British Treasury office, argued that Parliament could tax the colonists because they were represented there; and he invented a term for his argument that has been with us ever since, "virtual Representation": the colonists might not vote for representatives in the Commons but neither did most Englishmen <sup>182</sup>.*

---

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 242. Notre traduction : « Lorsque la Chambre des communes britannique passa le Stamp Act, elle disa de lui qu'il était une partie du pouvoir illimité et Suprême de la Nation. Lorsqu'ils l'abrogèrent, les parlementaires de cette même chambre accompagnèrent l'abrogation d'un acte de dérogation affirmant leur pouvoir de légiférer pour les colonies dans tous les cas. [...] Le membre élu de Maidstone ou du Kent, de Londres ou de Westminster, devenait, par la magie du gouvernement représentatif, un législateur de la Grande Bretagne. Devenait-il donc législateur pour l'Amérique ? C'est ce que les colonies refusaient particulièrement. Au début, ceux-ci affirmaient uniquement que les représentants des constituants britanniques n'avaient pas le droit de taxer les colonies. De cet état de choses, le Parlement continuait à afficher une position d'intransigeance et d'autorité quoi qu'il arrive, ce faisant amenant les colonies à conclure que le Parlement n'avait plus autorité sur eux en aucun cas. L'observateur clairvoyant déjà était arrivé à cette conclusion vers la fin des années 1760. Au tournant de 1774, cette idée devint la position officielle du Congrès Continental. »

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 240. Notre traduction : « Un secrétaire du bureau du Trésor britannique affirmait que le Parlement pouvait taxer les colons parce qu'ils y étaient représentés, il inventa un terme afin de légitimer son argument, terme encore usité de nos jours : "représentation virtuelle". Les colons ne

Si les colonies n'étaient pas représentées du tout, de toute façon la majorité des hommes en Angleterre n'avaient pas le droit de vote, donc que cela aurait-il changé que des élus en métropole soient les législateurs exclusifs des colonies et de toute la nation ? Certains commentateurs de l'époque, dit Morgan, répondaient à cela :

*As William Pitt the elder put it, "Taxation is no part of the governing or legislative power. The taxes are a voluntarily gift and grant of the Commons alone." By 1764 this may have appeared to most Englishmen as simply one of those forms from the past which had been emptied of meaning. But it was a respected form and one into which the old meaning could easily be poured back* <sup>183</sup>.

Ainsi fallait-il comprendre qu'effectivement, les taxes et autres impôts devaient être librement consentis par le peuple qu'ils visaient, et ce par une représentation réelle de ce peuple, directe ou indirecte, qui rendait ce consentement possible.

### 3.2.1 Ce qui fait d'un représentant, un représentant

Cette représentation réelle et non virtuelle, pour reprendre le passage traitant de cette idée, devait se manifester selon certains critères, au sujet desquels Morgan poursuit :

*The implication was that a representative ought not only to be directly chosen by his constituents but ought to be one of them, ought to live among them and share their local circumstances. And a representative assembly ought accordingly to be, as John Adams later put it, a portrait in miniature of the people at large: "It should think, feel, reason, and act like them." [...]*

*There had been it was said, a "personal knowledge and intercourse" between the member and his constituents: "Both representatives and electors were, like jurors, from the vicinage." If this geographical bond had ceased to exist in England, it ought not to have* <sup>184</sup>.

---

votaient pas pour des représentants aux Communes, mais cet état de fait était également celui de nombreux Anglais en métropole. »

<sup>183</sup> *Ibid.*, p. 239. Notre traduction : « Comme William Pitt Sr. le disait, "La taxation ne fait pas partie du pouvoir de gouvernement ou de législation. Les taxes sont un cadeau volontaire consenti par les Communes seulement". En 1764, cette phrase aurait probablement été mal comprise par la plupart des Anglais, comme une locution du passé vidée de sa signification. C'était toutefois une idée respectée et en laquelle il fut si nécessaire facile de réinsuffler son sens originel. »

<sup>184</sup> *Ibid.*, p. 241. Notre traduction : « Un représentant ne devait pas seulement être choisi directement par ses constituants mais devait lui-même être l'un des constituants, vivre dans les mêmes quartiers

Comme le représentant devait être de même origine sociale et géographique que ses constituants ou « représentés », il était dès lors improbable que de tels représentants puissent officier à Londres alors que leurs constituants fussent outre-Atlantique. Morgan ajoute à ce propos : « *Distance would defeat the purpose and meaning of representation. An American sent to Parliament would be too out of touch with his constituents. He would lose "that fellow-feeling which forms the firmest barrier of liberty"* <sup>185</sup>. » Ce sentiment d'appartenance, d'identité, essentiel à la représentation donc était crucial pour l'authenticité de la représentation, du moins cela était le sentiment des colonies. Ce sentiment avait été mis à l'épreuve durant de nombreuses années et avait prospéré, poussant presque malgré eux les « Américains » à l'inéluctabilité, tel que l'affirme Morgan :

*In the course of the dozen years of resisting those measures the colonists insisted, again and again, that a representative derived his only legitimacy, his only authenticity, his only being from his attachment to and identification with his particular constituents* <sup>186</sup>.

*[The colonists] were Englishmen and equal to the king's subjects in England. What they objected to was that they were not being treated as equals* <sup>187</sup>.

---

qu'eux et partager les mêmes circonstances locales. Une assemblée représentative devrait dès lors être, tel que l'indique John Adams, un portrait miniature du peuple en général : elle devrait penser, ressentir, raisonner, et agir comme eux. [...] Il était dit qu'il y avait une relation et une connaissance personnelles entre le membre et ses constituants : les représentants et les électeurs étaient, comme les jurés, du voisinage et alentours. Si ce lien géographique avait disparu en Angleterre, il n'aurait pas dû, étant donné son importance. »

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 242. Notre traduction : « La distance rendrait caduque le sens même de la représentation. Un Américain envoyé au Parlement serait dès lors trop déconnecté de ses constituants. Il perdrait ce sentiment d'appartenance qui est un rempart essentiel au maintien de la liberté. »

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 244. Notre traduction : « Pendant les douze années de résistance à ces mesures, les colonies avaient réitéré le fait que le représentant ne tirait son unique légitimité, sa seule authenticité, de son attachement et son identification à ses propres constituants. »

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 290. Notre traduction : « Les colonies étaient peuplées d'Anglais qui furent égaux aux sujets du roi en Angleterre. Ils s'opposaient toutefois à ce qu'ils ressentiaient comme un traitement inégal. »

*[The Americans] insisted to the end on their constitutional subjection to a king who unfortunately had been led captive by a venal ministry and a corrupted House of Commons, a House of Commons which had assumed powers not properly belonging to subjects* <sup>188</sup>.

Ainsi, le Parlement corrompu s'était arrogé des pouvoirs illégitimes, contraignant la monarchie et ne représentant qu'elle-même, ou du moins, n'étant plus digne qu'on lui reconnaisse quelque autorité démocratique. Cela fixait le sort du contrat social qui avait été connu jusqu'à cette époque. Pour Morgan, l'indépendance des États-Unis est conséquemment le fruit, la résultante d'une mécontente qui avait été grandissante et apparemment insurmontable, donnant lieu à une époque de redéfinition conceptuelle foisonnante et chronologiquement très rapprochée.

---

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 244. Notre traduction : « Les Américains avaient insisté sur la fin de leur sujétion constitutionnelle à un roi qui avait malheureusement été fait captif par un ministre vénal et une Chambre des communes corrompue, une Chambre des communes qui avait assumé des pouvoirs n'appartenant pas aux sujets. »

## CHAPITRE IV

### LE PEUPLE DES NOUVEAUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Le prix de la liberté est la  
vigilance constante.*

Thomas Paine

L'indépendance des États-Unis, suite à la Déclaration signée le 4 juillet 1776, fut l'œuvre du Second Congrès continental et en son sein d'un comité de représentants mandatés aux fins de la composition de ladite Déclaration de l'indépendance des treize colonies de tout lien et appartenance au pouvoir britannique, énonçant les raisons de la désunion. Ce processus avait engagé nombre de questions dont celle de la réactualisation du concept de peuple parmi les anciennes colonies. En effet, si les idées de peuple et de souveraineté populaire s'étaient diffusées lors de la période coloniale des nouvellement baptisés États-Unis, il n'en était pas moins vrai que les colonies étaient attachées à leur monarque et cette déclaration d'indépendance avait eu du même coup pour conséquence la dissolution définitive de la fiction politique du *Divine Right of Kings*, coupant le lien avec le Parlement à Londres mais aussi avec la monarchie. Ainsi dans cette période de transition, plusieurs documents de première importance furent ébauchés, peaufinés puis ratifiés en seulement vingt ans, soit d'environ 1770 à 1790. À des fins de référence et de clarté, voici en page suivante un tableau recensant ces documents historiques.

Tableau 4.1 : Documents charnières de la Constitution des Etats-Unis d'Amérique<sup>189</sup>

<i>Documents par ordre chronologique</i>			
Créé	Ratifié	Nom du document	Groupe ou institution
1620	1620	<i>Mayflower Compact</i>	Pèlerins du Mayflower
1774	1774	<i>Continental Association</i>	1 <sup>er</sup> Congrès continental
1776	1776	Déclaration d'indépendance des États-Unis	2 <sup>e</sup> Congrès continental
1777	1781	<i>Articles of Confederation and Perpetual Union</i> (une première ébauche de texte constitutionnel)	2 <sup>e</sup> Congrès continental
1787	1788	Constitution des États-Unis ( <i>We, The People</i> ) <sup>190</sup>	<i>Philadelphia Convention</i>
1789	1791	Déclaration des droits ou <i>Bill of Rights</i> (10 premiers amendements <sup>191</sup> )	<i>House of Representatives</i>

#### 4.1 L'Indépendance : "Inventing the American People"

Maintenant que l'indépendance avait été déclarée, le peuple des colonies se trouvait face à plusieurs questions primordiales, selon Morgan :

*What people were the people of England's American colonies? [...] Were they several peoples? [...] Could one people govern another? Or could a single people convey power to more than one government*<sup>192</sup>?

<sup>189</sup> Tiré de notre lecture des chapitres de Morgan.

<sup>190</sup> Les grandes institutions fédérales des États-Unis d'Amérique sont presque toutes fondées dans ce document, cette Constitution que l'on appelle parfois la « Loi suprême des États-Unis ».

<sup>191</sup> La Charte des droits légifère notamment sur les libertés de presse, d'expression, de religion, de réunion et d'association, le droit de porter des armes dans le second amendement, et le droit de propriété.

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 237. Notre traduction : « Quel peuple était le peuple des colonies américaines de l'Angleterre ? Étaient-ils plusieurs peuples ? Un peuple pouvait-il en gouverner un autre ? Un seul peuple pouvait-il octroyer le pouvoir à plus d'un gouvernement à la fois ? »

*The problem [of representation] was, as it had always been, to get spokesmen of particular communities, without losing their local identities and local attachments, to act wisely and well for the people of a whole state* <sup>193</sup>.

Ainsi donc s'énonçait l'une des questions fondamentales de l'époque : Qui était désormais le peuple américain, n'étant plus le peuple britannique ? Était-il un seul peuple ou plusieurs peuples ? Était-il treize peuples dans treize États ? Était-il encore lié de quelque façon à l'Angleterre malgré tout ? Tant de questions qui consistaient en des enjeux considérables pour les « Pères fondateurs de la Nation » tels que James Madison. Madison, dit Morgan, tentait de réunir toutes les colonies sous l'égide d'un concept d'unicité, c'est-à-dire qu'il ambitionnait d'inventer un seul peuple américain :

*Madison recognized that [a republican government] could achieve the objectives he had in mind for it only by appealing to a popular sovereignty not hitherto fully recognized, to the people of the United States as a whole* <sup>194</sup>.

*It was an accepted maxim of political thought at the time that republican government was confined by its very nature to small states. Montesquieu, who had expressed this view most influentially, had based it on the experience of the city states of antiquity, which had not made use of representation* <sup>195</sup>.

Selon certaines visées continentalistes que Madison ainsi que d'autres projetaient pour l'avenir, et comme Montesquieu l'avait soutenu, une certaine idée de la centralisation semblait nécessaire à la pérennité et la stabilité de la forme politique qu'ils souhaitaient mettre au monde. Tel que l'ajoute Morgan :

<sup>193</sup> *Ibid.*, p. 245. Notre traduction : « Le problème fut, cela avait toujours été ainsi, de trouver des porte-paroles de communautés particulières [ou de *villages*], et sans qu'ils perdent leur identité locale et leur attachement, qu'ils agissent avec sagesse et pour le bien du peuple d'un État dans son entièreté. »

<sup>194</sup> *Ibid.*, p. 267. Notre traduction : « Madison acceptait qu'il ne pourrait pas atteindre les objectifs qu'il imaginait sans en appeler à la souveraineté du peuple qui n'était jusqu'alors pas encore totalement reconnue, du moins celle du peuple américain en tant qu'entité à part entière et unique. »

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 266. Notre traduction : « Une maxime du temps au sujet de la pensée politique voulait que le gouvernement républicain n'était, en sa nature même, possible qu'en de petits États. Montesquieu qui fut influent, exprima cette idée qu'il fondait sur l'expérience des cités-États de l'Antiquité qui elles n'avaient pas eu recours à la représentation. »

*As the English House of Commons in the 1640s had invented a sovereign people to overcome a sovereign king, Madison was inventing a sovereign American people to overcome the sovereign states. It was not one of those inventions for which the world was unprepared, but an invention crying out for realization. The Revolution had created a fund of national feeling, a whole class of men who had committed their lives and fortunes to a common cause that seemed to be dissolving in victory. To create a national government resting on the whole people of the nation was perhaps the obvious solution [...] <sup>196</sup>.*

Il y avait ainsi en cela création d'une forme d'opposition, dès lors, aux législatures des treize États qui existaient déjà. Ce sentiment national et cette idée de créer un seul et même nouveau peuple des anciennes colonies ferait naître le mouvement des fédéralistes contre celui des antifédéralistes, justement à l'époque des réflexions et débats qui convergeraient en la Constitution américaine.

## 4.2 Constitution et fédéralisme

### 4.2.1 Des congrès au Congrès

Né de la réaction aux *Intolerable Acts*, le Congrès continental de 1774 était l'institution dite « de convention » plutôt que « parlementaire » qui devait devenir la pierre d'assise de l'actuel Congrès des États-Unis d'Amérique, instance fédérale législative du pays où siègent la chambre basse, la Chambre des représentants, et la chambre haute, le Sénat. L'élaboration du Congrès, cette structure politique centrale, fut néanmoins l'objet de profonds débats – voire de rixes – entre les fédéralistes et antifédéralistes, qui ne s'entendaient pas sur le mandat qu'il faudrait accorder au Congrès après que, par lui, on eût déclaré l'indépendance. Fallait-il le dissoudre ?

---

<sup>196</sup> *Ibid.*, pp. 267-268. Notre traduction : « Comme la Chambre des communes anglaise avait dans les années 1640 inventé la souveraineté populaire pour dépasser le règne d'un roi souverain, Madison avait inventé le Peuple américain souverain afin de dépasser les États souverains. Ce n'était pas là l'une des inventions face auxquelles le monde n'était pas préparé bien plutôt au contraire, une invention qu'on attendait avec hâte. La Révolution avait créé un fond de sentiment national, une classe entière d'hommes qui avaient dédié leur vie et leur fortune à une cause commune qui semblait se dissoudre dans la victoire. Créer gouvernement national reposant sur le tout le peuple de la nation était peut-être la solution évidente. »

Sinon, quels pouvoirs devrait-il contenir ? Au sujet de la place du congrès dès ses débuts, Morgan explique : « *By the time the second Continental Congress declared that "these United Colonies are, and of right ought to be Free and Independent States" the Congress was itself acting like the government of a single free and independent state* <sup>197</sup>. »

Ainsi de par son importance déjà dans les années qui suivirent la déclaration d'indépendance et la création du premier congrès continental, ce dernier était vivement critiqué par certains des plus éminents Pères fondateurs, tel que l'affirme Morgan :

*[Madison and Jefferson among others] were men who thought, as Alexander Hamilton put it, continentally. As they cast about for ways to curb their short-sighted state legislatures, they thought not only about the peril posed to republican principles by these bodies but also about the increasing "imbecility," that is, the impotence, of the Congress and the impending collapse of the union over which it presided. [The Union] embodied some of the revolutionary hopes of a future in which hereditary monarchy and aristocracy would give way throughout the world to republican liberty, to government where the people were sovereign. But it was the people's representatives who now threatened to destroy the union and to disgrace the whole idea of popular sovereignty* <sup>198</sup>.

Le Congrès naissant s'opposait désormais manifestement aux représentants populaires des chambres de représentants des treize États, en ce que la vision unitaire, continentale et débarrassée de la monarchie n'était pas forcément celle des législatures

---

<sup>197</sup> *Ibid.*, p. 263. Notre traduction : « À l'époque où le second Congrès continental avait déclaré que "les Colonies Unies sont, et de droit doivent être Libres et États Indépendants", le Congrès lui-même avait commencé à agir comme le gouvernement d'un État unique, libre et indépendant. »

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 254. Notre traduction : « Madison et Jefferson pensaient continentalement, comme le disait Alexander Hamilton. Ils réfléchissaient aux moyens qui pourraient contribuer à faire infléchir la courte vue des législatures d'États, ils ne tentaient pas seulement d'évaluer le péril posé aux principes républicains émanant de ces corps mais réfléchissaient aussi à l'imbécilité montante, c'est-à-dire à l'impotence du Congrès et l'effondrement imminent de l'union que ce dernier présidait. L'Union incarnait certains espoirs révolutionnaires d'un futur où la monarchie héréditaire et l'aristocratie céderaient leurs places de par le monde à la liberté républicaine, au gouvernement de la souveraineté du peuple. C'était ainsi les représentants du peuple qui étaient devenus une menace pour le maintien de l'union et déshonoraient toute l'idée de la souveraineté populaire. »

locales. Tout restait donc à définir dans cet épisode succédant à 1776, et l'ambiguïté primant autour des prérogatives du Congrès allait en ce sens selon Morgan :

*The status of the Congress and its relationship to the sovereignty of the people had been ambiguous from the beginning, and the ambiguity had remained in the Articles of Confederation of 1781 which defined the union. Although independence had determined that Americans were not part of the people of Great Britain, it had not determined whether they were one people or many*<sup>199</sup>.

Notons que Morgan pense que cette question du nombre de peuples ne fut définitivement réglée qu'en 1864, c'est-à-dire à la fin de la guerre civile américaine.

Ainsi, l'ambiguïté autour de la fonction du Congrès devait se résoudre dans les années qui suivirent la Déclaration de 1776, où serait déterminé si le Congrès devait être une instance de médiation entre treize États souverains, et treize peuples ou encore davantage si l'on comptait les nations amérindiennes, ou un pouvoir central fédéraliste qui dépouillerait les législatures d'États de bon nombre de prérogatives et qui unirait les populations sous un seul sentiment national. Le document qui statuerait sur cet État à venir devait être la loi fondamentale, la Constitution, et celle-ci serait plutôt antifédéraliste, ou plutôt fédéraliste. Qu'idéologiquement elle penche d'un de ces côtés ou de l'autre, toute la structure étatique codifiée dans ce texte constitutionnel devait, selon Morgan, être préalablement approuvée par le peuple : « *A constitution ought to bear some sort of direct popular authorization that would place it beyond the power of government to change. But in the face of wartime crises it seemed unwise to press the objection*<sup>200</sup>. » S'il était impératif que le peuple puisse

---

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 262. Notre traduction : « Le statut du Congrès et ses liens avec la souveraineté populaire furent ambigus dès le début, et l'ambiguïté avait demeuré dans les Articles de Confédération de 1781 qui avaient défini l'union. Bien que l'indépendance avait confirmé l'idée que les Américains ne furent pas une partie du peuple de la Grande-Bretagne, elle n'avait pas dit s'ils étaient un peuple ou plusieurs peuples. »

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 257. Notre traduction : « Une constitution doit impérativement porter en elle une forme directe d'autorisation populaire, qui la placerait au-delà des prérogatives gouvernementales, qu'il ne pourrait donc pas modifier à sa guise. Mais circonstanciellement, dans le cours des événements de

exprimer sa volonté quant à la forme et au contenu du texte fondamental, il n'y avait pas le temps qu'il fallait à cause de l'état de crise et l'état de guerre. Cette « formalité » avait donc été expédiée rapidement à l'époque ; peut-être trop rapidement. Pourtant, plusieurs Pères fondateurs qui étaient au sein des conventions s'opposaient catégoriquement à un État fédéral impérieux, d'autant plus que les treize colonies s'étaient élevées contre un joug colonial par volonté de plus de souveraineté populaire.

#### 4.2.2 Une volonté de plus de souveraineté populaire

Le joug colonial britannique avait été tel selon Morgan pour des raisons de corruption du rôle même des groupes au sein du Parlement : « *What had supposedly gone wrong and precipitated the American revolt was the dominance, through corruption, of the executive branch over the legislative branch* <sup>201</sup>. » La branche exécutive s'était arrogée des pouvoirs qu'elle ne devrait jamais toucher, ce qui avait fait subir aux Américains une situation d'injustice qu'ils avaient dans les faits très mal vécue. L'idée de faire *tabula rasa* <sup>202</sup> et recommencer avec un État neuf, idée qui notamment avait été portée par les *Diggers* aux temps de Charles 1<sup>er</sup>, impliquait donc l'invention de mécanismes de sécurité qui prévaudraient en cas de glissement vers quelque corruption ou arbitraire que ce soit, dans une volonté de garantir la souveraineté populaire sans que bien sûr tous soient tout à fait d'accord. Certaines idées remarquables furent énoncées en ce sens, selon Morgan :

---

temps de guerre d'indépendance, cela aurait pu paraître manquer de sagesse que de faire une telle objection. »

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 261. Notre traduction : « Ce qui avait mal tourné et précipité la révolte américaine fut la domination, passant par la corruption, du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif. »

<sup>202</sup> Latin de « faire table rase ».

*[The] officers of government [...] were to be viewed always as the servants of those who employed them. In the years that followed, [...] constitutional conventions became the accepted way of placing the people above their government* <sup>203</sup>.

*In spite of the recent denunciations of virtual representation, a number of towns argued for a provision that representatives be paid by the state rather than by their constituents, "because they are Representatives not merely of this or that particular Town (which would suppose them to have the interest of that Town only to provide for) But of the whole Body of the People... and we would have them, by the mode of support and Payment as well as other things, divest themselves of Party and Prejudice and seek and pursue the grand interest of the whole* <sup>204</sup>.

Il fallait ainsi que les représentants et les constituants soient épris de la profonde conviction que les représentants ne devaient être qu'au service de leurs représentés et de la nation en général. On avait même voulu extraire les représentants des soucis de toutes contraintes matérielles afin de garantir leur probité et leur incorruptibilité. Il y avait pourtant débat autour de ces idées, indique Morgan ; Noah Webster et d'autres acteurs à l'époque s'objectaient :

*[For] Noah Webster, [the people] could not be superior to their representatives, because the people could act by themselves only in small local groups. They could not run a government. The most they could do was to elect representatives and submit to them. [...] But that, ultimately, was the point of the fiction, to prevent representatives from doing whatever pleased them or their constituents at the moment* <sup>205</sup>.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p. 261. Notre traduction : « Les représentants officiels du gouvernement étaient perçus comme astreints au service public de ceux qui les avaient employés. Dans les années qui suivirent, les conventions constituantes devinrent la manière acceptée de placer le peuple au-dessus du gouvernement. »

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 259. Notre traduction : « Dans la foulée des dénonciations récentes de la représentation virtuelle, nombre de villages ont demandé que les représentants soient payés par l'État plutôt que par leurs constituants, parce qu'ils sont les représentants non pas que de ce village, mais de tout le corps populaire, et qu'en les supportant en paiements de cette façon, l'on parviendrait à les détourner des partis et préjudices afin qu'ils se concentrent au grand intérêt de toute la population de l'État. »

<sup>205</sup> *Ibid.*, p. 261. Notre traduction : « Pour Noah Webster, le peuple ne pouvait pas être supérieur à ses représentants, parce que le peuple pouvait uniquement agir par lui-même qu'en petits groupes locaux. Ils ne pouvaient pas faire fonctionner le gouvernement. Le plus qu'ils pouvaient faire était d'élire des représentants et se soumettre à ces derniers. Mais c'était là tout le point de la fiction, c'est-à-dire empêcher les représentants de faire tout ce qu'eux ou leurs électeurs voulaient sur le moment. »

Certains comme Webster souhaitaient que l'électorat se soumette totalement à un organe de représentation d'une élection à l'autre, puis d'autres considéraient que le Congrès n'avait même pas de légitimité de représentation, selon Morgan : « *By the standards Americans had insisted on in objecting to British taxation, the members of Congress were not truly representatives at all but envoys of the several state governments* <sup>206</sup>. »

Enfin selon Morgan, le général Washington avait quant à lui affirmé lors des débats sur la position que devait occuper le Congrès :

*[George Washington said] : "For Heavens sake who are Congress? Are they not the Creatures of the People, amenable to them for their conduct, and dependent from day to day on their breath? Where then can be the danger of giving them such Powers as are adequate to the great ends of government..."* <sup>207</sup>?

Ainsi, n'y avait-il pas de dangers de donner des pouvoirs colossaux aux représentants du Congrès, en ce que ceux-ci seraient de toute façon les représentants du peuple et qu'avait-il à craindre alors puisqu'ils représentaient le peuple ? Si cette idée pouvait se défendre, les opposants auraient pu en référer justement aux débordements des représentants du peuple qui siégeaient au Parlement de Londres et qui avaient été selon les Américains les responsables d'une infamie inique.

#### 4.2.3 La législature « nationale » doit être vaste

Pour plusieurs raisons, l'idée des grands ensembles et de grandes institutions persistait chez les Pères fondateurs tels que Madison, selon Morgan. Il explique que

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 264. Notre traduction : « Des standards autour desquels les Américains avaient bien insisté en s'opposant à la taxation britannique, les membres du Congrès n'étaient pas réellement représentants mais plutôt des envoyés des nombreux gouvernements d'États. »

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 265. Notre traduction : « George Washington dit : "Pour l'amour du Ciel, qui sont-ils ceux du Congrès ? Ne sont-ils pas les créatures du Peuple, répondant de leur conduite devant le peuple, et lui étant dépendants jour après jour ? Que donc peut-il être le danger de leur accorder ces Pouvoirs adéquats aux fins de gouvernement ?" »

l'idée qu'il fallait des corps institutionnels de taille impressionnante était bien considérée à l'époque :

*It is well known that Madison had been reading David Hume's "Idea of a Perfect Commonwealth," Hume's attempt to improve on Harrington's Oceana. Hume's scheme of government was almost as bewildering as Harrington's, with a pyramidal succession of governing bodies. [...] Hume maintained [that] a large republic was preferable to a small, because in it "there is compass and room enough to refine the democracy, from the lower people, who may be admitted into the first elections or first concoction of the commonwealth, to the higher magistrates, who direct all the movements" <sup>208</sup>.*

Il s'agissait d'éloigner les extrémités du peuple les unes des autres, c'est-à-dire les plus basses (*lower sort*), de la haute magistrature considérée comme la meilleure (*better sort*). Morgan poursuit en ce sens :

*In a government extending over the whole United States, tyrannies of the majority would be much less likely, because majorities would not be so easily put together. The multiplicity and diversity of interests in so large a territory would protect minorities, just as the multiplicity of religious sects in many states already prevented any one sect from gaining the majority needed to oppress the others. Size was the key <sup>209</sup>.*

---

<sup>208</sup> *Ibid.*, p. 268. Notre traduction : « Il était bien connu que Madison avait lu *L'Idée d'une République Parfaite* de David Hume, tentative de Hume d'améliorer l'ouvrage *Oceana* de Harrington. La conception de gouvernement de Hume était presque aussi époustouflante que celle de Harrington, avec une succession pyramidale de corps gouvernants. Hume avait maintenu qu'une république de grande taille était préférable à une petite république parce qu'il y aurait assez de place pour renouveler la démocratie, des classes les plus basses du peuple, qui pourraient être admises dans les premières élections ou première concoction du Commonwealth, aux grands magistrats, qui dirigent tous les mouvements. »

<sup>209</sup> *Ibid.*, p. 269. Notre traduction : « Dans un gouvernement s'étendant sur tous les Etats-Unis, la tyrannie de la majorité serait plus improbable, parce que les majorités ne seraient pas si facilement assemblées. La multiplicité et la diversité des intérêts sur un territoire si vaste serait un gage de protection pour les minorités, tout comme la multiplicité des sectes religieuses dans plusieurs États avait déjà pu empêcher qu'une secte en particulier s'arrogue la majorité requise à exercer une oppression sur les autres. La taille était ainsi la clé. »

*“There is no danger,” Wilson insisted, “of improper elections if made by large districts. Bad elections proceed from the smallness of the districts which give an opportunity to bad men to intrigue themselves into office”<sup>210</sup>.*

*Thus Wilson said, “He was for raising the federal pyramid to a considerable altitude, and for that reason wished to give it as broad a basis as possible”<sup>211</sup>.*

L’immensité des circonscriptions aurait dans l’optique de Madison et Wilson tôt fait d’effacer les tendances hégémoniques communautaristes de sectes ou autres groupes de la société, simultanément avec l’idée d’éloigner les extrémités de la société, ce qui par ailleurs pourrait sembler contradictoire et donner une certaine allure aristocratique à la législature nationale du Congrès.

#### 4.2.4 Un congrès d’allure aristocratique

L’allure aristocratique d’un Congrès pourrait se mesurer au nombre de sièges occupés par les gens « ordinaires » au sein des institutions, ainsi que la façon dont ses membres sont portés à leur siège. Au sujet du Congrès continental, Morgan annonce que : *« The Continental Congress had not been a house of representatives, and it is a little surprising that no one in the convention raised the alarm over so small a representative body. [...] It produced a government that looked decidedly aristocratic »<sup>212</sup>.*

Ainsi alors que les premiers congrès allaient servir de modèle au Congrès définitif, on y remarquait une tentative de centralisation autour d’une chambre aux vastes circonscriptions, où il n’y avait pas de représentants dûment assumés par des

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 273. Notre traduction : « Wilson insistait qu’il n’y avait pas de danger d’élections irrégulières si elles avaient lieu sur de grands districts. Les mauvaises élections étaient le fruit de petits districts, qui donnaient une opportunité aux mauvais de se hisser au pouvoir. »

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 272. Notre traduction : « Wilson affirma qu’il était pour l’idée de bâtir la pyramide fédérale à une altitude considérable, et c’est pour cette raison qu’il souhaitait lui donner la base la plus étendue possible. »

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 275. Notre traduction : « Le Congrès continental ne fut pas encore une chambre des représentants, et il est tout de même surprenant qu’aucun membre présent à la convention n’eût alarmé les autres du fait que la dite convention soit si petite, pour un corps représentatif. Cela produit un gouvernement d’allure décidément aristocratique. »

électeurs représentés. Madison était l'un de ceux qui, selon Morgan, souhaitait donner un caractère de représentation réelle au Congrès :

*Where [Madison] had originally proposed indirect election of senate and executive, he shifted to favoring direct popular election here too, and he carried the most ardent nationalists in the convention with him* <sup>213</sup>.

*If [Madison] had succeeded in gaining popular election for the executive and senate, some of the aristocratic appearance might have been eliminated, for much of the initial popular criticism focussed on these branches. But it could not escape notice that the representative branch too would be aristocratic by virtue of the size of its constituencies. That, of course, was the beauty of national representation, as Madison and his friends saw it; the large constituencies would guarantee the election of the right kind of people. But the right kind for Madison was the wrong kind for those who saw representation as the means by which the local feelings and circumstances of ordinary people found expression in government* <sup>214</sup>.

Si Madison avait, quoi que fussent ses intentions, souhaité donner une représentativité directe au Congrès, certains avaient redouté une telle entreprise, tel que l'explique Morgan :

*Various members [of the convention] uttered their now famous remarks about the dangers of democracy. They feared that direct elections would produce a national house of representatives with the same defects as the state assemblies. Roger Sherman of Connecticut averred that "The people... (immediately) should have as little to do as may be about the Government. They want information and are constantly liable to be misled. [...] Though [Madison] did not say so, [popular election of this branch] was essential to placing the national government above the states. [...]"*

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 273. Notre traduction : « Madison avait suggéré premièrement des élections du Sénat et de l'exécutif, puis avait par la suite accepté l'idée d'élections directes, en ralliant les plus fervents nationalistes avec lui. »

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 277. Notre traduction : « Si Madison avait réussi à faire que l'élection de l'exécutif et du Sénat fut populaire, quelques apparences aristocratiques auraient peut-être été éliminées, comme la majorité des critiques populaires reposaient sur ces questions en particulier. Il n'échappait pas à l'analyse que la branche représentative serait aussi aristocratique, en vertu de la taille des circonscriptions. Ceci était évidemment la beauté de la représentation nationale, tel que Madison et ses amis le voyait ; de vastes circonscriptions garantiraient l'élection du bon type de personnages. Mais le bon type pour Madison était le mauvais type pour ceux qui voyaient la représentation comme le moyen par lequel pouvaient s'exprimer les sentiments locaux et les préoccupations du peuple ordinaire au sein du gouvernement. »

*Madison [...] grasped the fact that a national government with sufficient authority to challenge the state governments had to be visibly a representative government* <sup>215</sup>.

Ainsi, il est intéressant de constater que l'idée de rendre le Congrès ostensiblement représentatif ne garantirait en rien une représentation nécessairement véritable. En ce sens, Morgan poursuit :

*At the same time the size of the constituencies guaranteed, if Madison's reasoning was correct, that the national legislature would be far less subject to the local limitations of representation than that of any previous republican government. [...] There must be at least thirty thousand constituents per representative* <sup>216</sup>.

*It would be impossible [...] to have a national house of representatives with small enough constituencies to fit the description. To do so would result in a house so large that it "would be too expensive and unwieldy". It was in the very nature of the national government that it could not be truly representative, and it was therefore dangerous to assign such large powers to it as the Constitution proposed* <sup>217</sup>.

Le problème de l'authenticité de la représentation de la législature nationale résidait non pas tellement dans le fait d'une élection directe, mais plutôt dans les capacités de rassembler une assemblée aussi importante que celle qui devrait exister sur un territoire de l'immensité des États-Unis. Au sein des débats tenus lors de la

---

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 271. Notre traduction : « Plusieurs membres de la convention avaient prononcé leurs remarques maintenant célèbres sur les dangers de la démocratie. Ils craignaient que des élections directes produiraient le même genre de dysfonctionnements que connaissaient déjà les assemblées d'États. Roger Sherman du Connecticut affirmait que le peuple ne devrait pas immédiatement avoir à faire avec le Gouvernement. Les gens veulent de l'information et sont continuellement sujets à se faire tromper et désinformer. Bien que Madison ne l'ait pas dit en ces mots, les élections populaires étaient essentielles à hisser le gouvernement national au-dessus des États. Madison avait compris le fait qu'un gouvernement national ayant suffisamment d'autorité pour rivaliser avec les gouvernements des États devrait être un gouvernement représentatif, du moins, visiblement. »

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 274. Notre traduction : « Si la logique de Madison était exacte, la taille des circonscriptions garantirait que la législature nationale serait moins sujette aux limitations rattachées aux représentations locales, et ce, que n'importe quel gouvernement républicain jusqu'alors. Il devrait y avoir au moins 30 000 électeurs par représentant. »

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 279. Notre traduction : « Il serait impossible d'avoir une chambre des représentants avec des circonscriptions assez petites, car à ce moment le résultat serait une chambre des représentants tellement grande qu'elle serait trop dispendieuse et complexe. C'était dans la nature intrinsèque du gouvernement national qu'il ne pouvait pas vraiment être représentatif, et il était de ce fait alors dangereux de lui assigner d'aussi grands pouvoirs tel que la Constitution le proposait. »

Convention, certains plénipotentiaires y allaient de moins de formalités que Madison, analyse Morgan :

*When William Paterson of New Jersey had brought forward his alternative plan of giving real powers to the existing Congress, Mason again explained why any such scheme must be unacceptable. The people had already shown their unwillingness to give real power to the Congress, and rightly so because the existing Congress was not truly representative. The people would endow a national legislature with authority only if it contained their own representatives* <sup>218</sup>.

*The senate was appropriately intended to represent the natural aristocracy of the country, but that the size of the house of representatives made inevitable that it too would represent only the natural aristocracy* <sup>219</sup>.

Il était donc ici notoire qu'en ce *momentum* favorisant la souveraineté populaire et l'éloignement du Royaume-Uni, la volonté populaire était à la représentation réelle. Le problème était que déjà on craignait qu'il se formât une structure aristocratique en lieu et place du Congrès. Les antifédéralistes de la Convention avaient été très critiques par rapport au caractère ambigu du Congrès, selon Morgan :

*William Heath [...] tried to explain what the Antifederalists did not want from a representative [...] : It is a novel idea, that representatives should be chosen for a considerable time, in order that they may learn their duty. The representative is one who appears in behalf of, and acts for, others: he ought, therefore, to be fully acquainted with the feelings, circumstances, and interests of the persons whom he represents: and this is learnt among them, not at a distant court* <sup>220</sup>.

---

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 272. Notre traduction : « Lorsque William Paterson du New Jersey avait soumis son plan alternatif dans lequel il consistait de donner de vrais pouvoirs au Congrès déjà existant, Mason avait expliqué pourquoi une telle combine était inacceptable. Le peuple avait déjà manifesté sa réticence d'accorder de réels pouvoirs au Congrès, et cela fut légitime car le Congrès n'était pas vraiment et sincèrement représentatif. Le peuple donnerait à une législature nationale une capacité d'exercer une autorité seulement si cette dernière était composée de représentants nommés par le peuple. »

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 277. Notre traduction : « Le Sénat était à juste titre pensé pour offrir une représentation à l'aristocratie naturelle du pays, mais la taille de la chambre des représentants rendait inévitable que celle-la aussi représente l'aristocratie naturelle. »

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 278. Notre traduction : « William Heath avait voulu expliquer ce que les Antifédéralistes ne voulaient pas d'un représentant. Il affirmait que cela était une idée nouvelle que les représentants devraient être choisis pour un temps considérable, afin qu'ils puissent apprendre les subtilités de leur fonction. Le représentant est celui qui se présente au nom des autres et agit pour ceux-ci. Il doit donc

Mason complétait l'idée de Heath, dit Morgan, en y ajoutant : « *If Congress had the power to tax without reference to the state assemblies, Mason argued, "the taxes will be laid by those who have no fellow-feeling or acquaintance with the people* <sup>221</sup>. » » Ainsi la diatribe de Heath sur la nécessaire identification des représentants avec leurs électeurs n'était pas nouvelle, et elle était une fois encore l'une des conditions nécessaires à la réalisation de la souveraineté populaire. Il s'agissait aussi de se prémunir contre la formation d'une aristocratie, notamment de politiciens professionnels coupés des gens ordinaires. Smith ajoutait un point de première importance sur les dits gens ordinaires, indique Morgan :

*Smith conceded that [the representatives] should include persons of extensive education and information, but they should also include ordinary persons, especially farmers, middling people, the substantial yeomanry of the country, who "are more temperate, of better morals, and less ambition than the great." Such people, he believed, would never find their way into the house of representatives as proposed. [...] The members would live in a style that ordinary people could not support* <sup>222</sup>.

De ce fait, non seulement la législature nationale ne pourrait pas garantir une représentation valable ni ne pourrait remplir son rôle étant donné la trop vaste étendue géographique qu'elle avait l'ambition de conduire et malgré tout, Madison persistait à souhaiter la réussite de la formation de cette législature nationale, souhaitant lui octroyer les pouvoirs que plusieurs lui refusaient car illégitime, explique Morgan :

---

lui-même être en harmonie avec les sentiments, situations et intérêts des personnes qu'il représente, et tout cet apprentissage s'effectue au sein de ces personnes, non pas au sein d'une cour lointaine. »

<sup>221</sup> *Ibid.*, p. 280. Notre traduction : « Si le Congrès avait le pouvoir de taxation sans en référer aux assemblées d'États, Mason affirmait que les taxes seraient levées par ceux qui n'auraient pas de sentiment d'appartenance ou d'accointance avec le peuple. »

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 278. Notre traduction : « Smith concédait que les représentants devaient inclure en leur nombre des érudits et des gens considérablement informés, mais devaient aussi inclure des gens ordinaires, en particulier des fermiers, des *yeomen* du pays, plus pondérés, de meilleur sens moral, et de moindre ambition que les grands. De telles personnes, croyait Smith, ne trouveraient jamais leur chemin vers la chambre des représentants, tel que proposé. Les membres de la chambre vivraient selon un mode de vie inabordable que les gens ordinaires ne pourraient pas supporter car trop onéreux. »

« Madison [...] was insistent that without a veto over state legislation a national government could not succeed <sup>223</sup>. »

Enfin, en fait d'allure aristocratique, Morgan ajoute qu'une autre tendance aristocratique, concurrente et illégitime, s'érigait face à la première dans les institutions nationales :

*In the attack on Hamilton's program he and his friend Jefferson focussed on its aristocratic tendencies, the tendencies that Antifederalists had predicted in the extension of representative government over so large a territory as the United States. [...] Hamilton's program seemed designed not to secure consent to this natural aristocracy but to create a new and unnatural one, an aristocracy of speculators and financiers. [...] Was there an unnamed national aristocracy as there had been unnamed local aristocracies <sup>224</sup>?*

Cette aristocratie non naturelle était, en fait, *la plus grande* des menaces à la souveraineté populaire, selon la lecture qu'en fait Morgan :

*In England the greatest threat still came from the court, but backed now by the rise of a money power, a commercial and financial class against which large and small landowners must stand together. The villains in England were the corrupt ministry surrounding the king and the stockjobbers and financiers, who were hand-in-glove with the ministry in schemes for getting rich out of the pockets of both yeomen and gentlemen by means of financial manipulations. We may recall that Trenchard and Gordon's famous Cato's Letters began in 1720 in the London Journal as an attack on the South Sea bubble as well as on the ministry that permitted stockjobbers to fleece the public [...].*

<sup>223</sup> *Ibid.*, p. 269. Notre traduction : « Madison avait insisté que sans un *veto* au-dessus des législations d'États, un gouvernement national ne pourrait pas réussir. »

<sup>224</sup> *Ibid.*, pp. 286-287. Notre traduction : « Dans leur attaque contre le programme de Hamilton, Madison et Jefferson avaient concentré leurs efforts sur les tendances aristocratiques, tendances que les Antifédéralistes avaient prédites dans l'extension du gouvernement représentatif sur un territoire si vaste que celui des États-Unis. Le programme de Hamilton ne semblait pas élaboré pour consolider le consentement autour de cette aristocratie mais plutôt en créer une nouvelle, artificielle, de spéculateurs et financiers. Y avait-il une aristocratie nationale que l'on ne nommait pas, comme il y avait eu des aristocraties locales que l'on n'avait pas nommées ? »

*The colonists in America, avid readers of Trenchard and Gordon, feared the spread of ministerial schemes across the water and after establishing independence in the Revolution remained alert for any similar danger in their new nation. They found it in the programs of Alexander Hamilton* <sup>225</sup>.

L'aristocratie non naturelle à laquelle Morgan fait référence en parlant de l'implication de Alexander Hamilton était donc une classe d'argent, montante. Les projets du New Yorkais Hamilton impliquaient la création d'une banque centrale, ce qui donna lieu dès les premières années de l'Union à une chaude lutte entre les partisans de Hamilton et ses adversaires. Il perdit la vie lors d'un duel au fusil l'opposant à Aaron Burr au New Jersey en 1804.

#### 4.2.5 Bills of Rights : Les garde-fous essentiels

Dans le contexte de la formation et de la validation d'une nouvelle instance nationale, Morgan explique qu'une forme similaire à ce que l'on avait pu connaître entre le monarque et les sujets ressurgissait des limbes :

*In the interests of sanity and self-preservation the people who submitted to a government of their own supposed creation had to remember that government is always something other than the actual people who are governed by it, that governors and governed cannot be in fact identical. The many should therefore take safeguards against the few who wield the powers of government in their name* <sup>226</sup>.

---

<sup>225</sup> *Ibid.*, p. 167. Notre traduction : « En Angleterre, la plus grande menace émanait de la court, mais maintenant soutenue par la montée d'un pouvoir d'argent, une classe commerciale et financière contre laquelle les petits et les grands propriétaires terriens devaient s'allier. Les coquins en Angleterre étaient les ministres corrompus entourant le roi, les courtiers et les financiers, qui marchaient main dans la main avec le ministère dans des complots pour devenir riches en escroquant les yeomen et les gentlemen par des manipulations financières. Rappelons-nous que la célèbre lettre de Cato par Trenchard et Gordon fut écrite en 1720 dans le London Journal en lieu d'une attaque au sujet de la bulle financière de la Mer du Sud (*South Sea*), tout autant que du ministre qui a permis aux courtiers de dépouiller le public. [...] Les colons américains, lecteurs avides de Trenchard et Gordon, redoutaient la propagation de complots ministériels outre-Atlantique et après avoir établi l'indépendance avec la révolution, demeurèrent alertes de tout danger similaire en leur nouvelle nation. Ils trouvèrent ces dangers dans le programme d'Alexander Hamilton. »

<sup>226</sup> *Ibid.*, p. 282. Notre traduction : « Dans l'intérêt du bon sens et de l'autoconservation du peuple qui s'est assujéti à un gouvernement de sa supposée propre création, celui-ci devait se souvenir que le gouvernement est toujours quelque chose d'autre que le peuple véritable qui est gouverné par celui-la, et que les gouverneurs et les gouvernés ne peuvent pas en fait être identiques. Le grand nombre

Morgan rappelle à juste titre que les représentants ne peuvent pas rigoureusement être les représentés dans un système de représentation où il y a des milliers de citoyens, et donc il est impératif en ce sens de faire preuve de précaution et rester aux aguets quant aux nombreuses variétés de corruption. Il fallait ainsi poser des garde-fous à l'administration du pouvoir, en l'espèce des chartes telles que la *Magna Carta* dont on a déjà fait mention, comme le dit Morgan :

*Magna Carta, the Petition of Right of 1628, and even the Bill of Rights of 1689 had been wrung from reluctant monarchs who may have regarded them as concessions. But the men who drafted them regarded them as statements of right, with the implication that the king who violated them ceased, in doing so, to be God's lieutenant, or that he broke some sort of contract with his subjects. With the advent of popular sovereignty, as the Federalists argued the case, neither concession nor contract was possible because people and government were one and the same. But the evil consequences of so literal an application of the fiction had become clear long before 1787* <sup>227</sup>.

Rares ainsi sont ceux qui furent dupés par ceux qui voulaient convaincre qu'il y avait une égalité pure entre « le gouvernement » et « le peuple », et plusieurs chartes des droits virent le jour au sein des assemblées d'États, toujours afin de poser des limites aux dérapages de l'éventuel arbitraire du gouvernement. Morgan dit en ce sens que :

---

devrait ainsi prendre des précautions et protections contre le petit nombre qui manie les pouvoirs de gouvernement en leur nom. »

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 283. Notre traduction : « La Grande Charte, la Pétition de Droit de 1628 et même la Charte des Droits de 1689 avaient toutes été forcées de monarches réticents qui avaient pu les concevoir comme des concessions. Toutefois, les hommes qui les avaient écrites les voyaient comme des déclarations de droit, qui impliquaient que le roi qui les enfreindrait cesserait de ce fait d'être le lieutenant de Dieu, ou qu'il brisait un contrat le liant à ses sujets. Avec l'avènement de la souveraineté populaire, tel que le disaient les Fédéralistes, ni concession ni contrat n'était possible étant entendu que le peuple et le gouvernement étaient une seule et même chose. Mais les conséquences néfastes d'une application si littérale de la fiction étaient devenue évidentes bien avant 1787. »

*Most of the state constitutions had recognized the fictional quality of popular sovereignty by Bills of Rights, in which the people barred their governments from impinging on various rights reserved to themselves. In the new federal Constitution such a reserve was conspicuously missing. [...] By the time the subject was brought up [at the Philadelphia convention], everyone was impatient to go home* <sup>228</sup>.

Si l'idée de la nécessité d'une Charte des droits se confirmait, les tergiversations qu'imposait la lenteur du protocole de la Convention firent que la première Constitution fut dépourvue de Charte des droits de 1787 à 1791. S'il n'y avait pas eu la ratification de ce que l'on appelle communément « Les Amendements » (le *Bill of Rights* de 1791 étant composé des dix premiers amendements), la législature nationale des États-Unis n'aurait été astreinte d'aucune façon, explique Morgan :

*Unless it included specific prohibitions to protect reserved or inalienable rights, there would be no way either for individuals or for the community to hold the governing body to respect them. " 'You have exceeded the powers of your office, you have oppressed us' will be the language of the suffering citizens. The answer of the government will be short: 'We have not exceeded our power; you have no test by which you can prove it* <sup>229</sup> ' »

En somme, c'est avec une Charte des droits que l'on peut évaluer qu'un gouvernement a outrepassé ses prérogatives et promptement entamer des mesures de révocation à son encontre.

---

<sup>228</sup> *Ibid.*, p. 282. Notre traduction : « La majorité des constitutions d'États avaient reconnu le caractère fictif de la souveraineté populaire avec les Chartes des droits, dans lesquels le peuple interdisait à ses gouvernements d'empiéter sur de nombreux droits qu'il se réservait. Dans la nouvelle Constitution fédérale, une telle réserve était manifestement absente. Lorsqu'il fut enfin le temps d'aborder ce sujet à la Convention de Philadelphie, tous étaient impatients de rentrer chez eux. »

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 284. Notre traduction : « Sauf dans le cas où il y aurait des limites spécifiques afin d'assurer la protection de droits inaliénables ou réservés, il ne serait pas possible tant pour les individus que pour la communauté de tenir en respect le corps gouvernemental. Les citoyens souffrants tiendraient ce langage au gouvernement : "Vous avez outrepassé les pouvoirs qui vous avaient été accordés en vos fonctions, vous nous avez opprimés." La réponse du gouvernement serait courte : "Nous n'avons pas outrepassé notre pouvoir; vous n'avez aucun test qui pourrait le prouver." »

#### 4.2.6 Massachussetts : un cas de ratification « démocratique »

À la suite de la Déclaration d'indépendance de 1776 vint le temps de rédiger les Constitutions des États et, pour chacun d'eux, les assemblées d'États s'exécutèrent. Il a semblé utile et révélateur à Morgan d'exposer succinctement le cas du Massachussetts :

*Massachusetts was the first to take the step. The state had proceeded under a provisional government based on its old royal charter until 1777, when the General Court, after seeking specific authorization from the voters, drafted a constitution and submitted it to the towns for a vote by all adult males. The result was an overwhelming rejection. A number of towns had already objected in principle to a constitution drafted by a governing body, and others repeated the objection in rejecting the proposed constitution. In 1779 accordingly there was held, for the first time in independent America and perhaps in the world, a convention popularly elected for the exclusive purpose of drafting a constitution to be submitted to the people for ratification, with a provision that a two-thirds majority of the whole people (not simply a majority of towns) would be required to put it in effect. [...] Although there was no two-thirds majority of the whole people for many provisions, the convention, which reconvened to count the returns, ignored the suggestions, interpreted revisions as acceptances, and declared the constitution adopted<sup>230</sup>.*

On constate dans l'exemple de la ratification de la Constitution du Massachussetts qu'en pratique, la convention chargée de la bonne marche de l'institution démocratique a pu parfois agir de façon expéditive.

---

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 258. Notre traduction : « Le Massachussetts fut le premier État à prendre l'initiative. L'État avait fonctionné sous un gouvernement provisoire fondé sur la vieille charte royale jusqu'en 1777 lorsque la *General Court* (c'est-à-dire la législature d'État du Massachussetts), après avoir demandé l'autorisation spécifique des électeurs, avait ébauché une constitution et l'avait soumise aux villes afin d'y faire voter tous les hommes adultes. Le résultat fut qu'une écrasante majorité rejeta la proposition. Un certain nombre de villages s'étaient déjà par principe opposées à une constitution ébauchée par un corps gouvernemental, et les autres avaient renouvelé l'objection quant à l'adoption de la constitution. En 1779, en conséquence, il s'était tenu pour la première fois en Amérique indépendante et peut-être même dans le monde, une convention élue par voix populaire avec comme finalité exclusive la rédaction d'une constitution qui serait soumise à la ratification du peuple, à la condition que les deux-tiers de l'électorat entier (et pas simplement une majorité de villes) serait nécessaire à son adoption. Or, même s'il n'y eût pas l'approbation des deux-tiers du peuple au sujet de nombreux points du texte soumis à sa ratification, la convention, qui avait convenu de compter les retours, avait ignoré les suggestions et avait interprété les révisions comme des approbations, et déclaré la constitution adoptée. »

#### 4.2.7 Les systèmes du Connecticut et du Rhode Island : une autre approche du Sénat

De chaque État, jadis l'une des treize colonies, ayant son histoire propre et son système propre, le Connecticut est particulièrement intéressant quant à son interprétation du Sénat et de sa méthode d'élection. Morgan présente ce système en expliquant :

*Only Connecticut and Rhode Island, operating under their old royal charters, elected an upper house from the whole state at large. [...] The Connecticut system, on the other hand, offered what was in many ways the least unhappy solution to the whole problem of representation. At a primary election held annually in September, the freemen of each Connecticut town assembled and named twenty persons as candidates for the upper house, which consisted of twelve persons. Any freeman could nominate or be nominated. The town votes were then sorted out, and the twenty persons with the highest totals through the state were placed in nomination. From them the freemen, again assembled in town meetings the following month, voted for twelve. Under this procedure it was rare for a man not to be renominated and reelected every year as long as he chose to serve, but it was easy to eliminate the unworthy and to recognize new talent and achievement <sup>231</sup>.*

Les Connecticutais avaient codifié une structure qui était en un sens plus démocratique qu'ailleurs aux États-Unis, étant donné qu'elle permettait sommairement au peuple de récompenser les actes de vaillance et réprouver les actes de couardise, et ce, directement. Morgan poursuit en expliquant que :

---

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 251. Notre traduction : « Le Connecticut et le Rhode Island étaient les seuls qui, toujours en vertu de leurs anciennes chartes royales, élisaient leur chambre haute depuis toutes les contrées de l'État. Le système du Connecticut offrait pour sa part ce qui était à plusieurs égards la solution la moins détestable au problème de la représentation. À une élection primaire tenue annuellement chaque mois de septembre, les électeurs de chaque village du Connecticut tenaient des assemblées et nominaient vingt candidats à la chambre haute, qui elle consistait de douze personnes. Chaque électeur pouvait nommer ou être nommé. Les votes des villageois étaient alors départagés et les vingt candidats ayant obtenu le plus de votes dans tout l'État étaient mis en nomination. De ces vingt, les électeurs votaient pour douze d'entre eux le mois suivant. Cette procédure faisait qu'il était rare qu'un homme ne soit pas nommé ni réélu de nouveau chaque année, tant qu'il choisissait de servir, mais il était facile d'exclure ceux qui étaient indignes et il était facile de reconnaître les nouveaux talents et les accomplissements. »

*The Connecticut system thus achieved something of the effect that Harrington had sought. It did so by sacrificing the local, subject character of representatives in the upper house, but still derived the upper house from popular choice: there was nothing to prevent all freemen from participating in the choice if they wished to. The Maryland system too produced an upper house confined to natural aristocrats, though it removed them much farther from popular choice* <sup>232</sup>.

La particularité du système sénatorial du Connecticut résidait en un sage équilibre qui faisait que le Sénat <sup>233</sup>, tout en ne concentrant pas en son sein des individus aux préoccupations trop locales, dépendait néanmoins de l'assentiment direct du peuple pour être reconduit à tous les ans. Morgan note enfin que pour ce qui est des Sénats ordinaires, cet équilibre n'était pas atteint et le Sénat ressemblait trop aux chambres basses : « *But [...] in general the state senates were too much like the lower houses to serve the purposes intended for them. The members were too narrow in outlook, too attached to local interests, too subject to corrupt or partisan influences* <sup>234</sup>. »

Morgan rappelle ce que devrait être le Sénat ; de quoi devrait-il être composé et quelles devraient être ses prérogatives afin de ne pas perdre de vue l'essence profonde de cette institution qui, dit l'historien, tendait à être mal comprise hier et aujourd'hui encore :

---

<sup>232</sup> *Ibid.*, pp. 251-252. Notre traduction : « Le système du Connecticut achevait ainsi quelque chose de l'effet qu'Harrington avait recherché. Le système permettait d'y parvenir en sacrifiant le caractère subjectif local des représentants dans la chambre haute, mais c'était le choix populaire des électeurs qui élisait la chambre haute : il n'y avait rien qui empêchait les électeurs de participer à ce choix s'ils en exprimaient le souhait. Le système du Maryland produisait aussi une chambre haute confinée aux aristocrates naturels, bien qu'il les éloignaient bien davantage de la sanction populaire. »

<sup>233</sup> Notons étymologiquement, au passage, que *Sénat* provient du latin *senatus*, qui est la même racine que pour Senior, donc « ancien ». On comprendrait ainsi que le sens premier de Sénat serait « conseil des anciens », ou « conseil des vieux sages ».

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 252. Notre traduction : « En général, les Sénats d'États ressemblaient trop aux chambres basses pour accomplir ce pourquoi ils existaient. Leurs membres faisaient preuve d'étroitesse de vues, trop attachés aux préoccupations locales et sujets à la corruption ou aux influences partisanses. »

*A representative assembly might be allowed (contrary to Harrington) to formulate laws, but let there be another, smaller body, composed of men with larger vision and cooler heads. Let it be endowed with coordinate powers, an upper house that could revise or reject what the lower house of representatives proposed and that could also initiate legislation to be revised, rejected, or accepted by the lower house. [...] All but two (Pennsylvania and Georgia) of the thirteen states took [John Adams] advice and provided for a bicameral legislature, in which the upper house was supposed to embody a greater degree of wisdom [...] than the lower house* <sup>235</sup>.

Ainsi, tel que nous le soutenions précédemment, le Sénat aurait dû être et devrait être le conseil des sages du peuple. Enfin, le Sénat est l'institution remplaçant et équivalant la Chambre des Lords anglaise.

#### 4.3 « *The American Way* »

Une multitude de modes de vie s'était développée depuis le tout début des colonies et plusieurs codes moraux pratiqués par une multitude de sectes religieuses (souvenons-nous du *Great Awakening*), mais la nouvelle législature nationale avait commencé à imposer des lois qui deviendraient des us et coutumes nationales, qui avaient une portée décidément totalisante. Ainsi, c'est par les assemblées législatives de souveraineté populaire que l'on a à cette époque commencé à façonner un nouveau peuple, et qu'est apparue la « façon américaine » de faire.

##### 4.3.1 Pas de titres de noblesse, plutôt des titres militaires

La fiction de la souveraineté populaire, égalitariste, qui prenait ses racines dans le droit naturel notamment théorisé dans l'histoire conceptuelle des événements de la

---

<sup>235</sup> *Ibid.*, p. 248. Notre traduction : « Une assemblée représentative pouvait se voir allouée (contrairement à ce qu'en disait Harrington) la formulation de lois, mais il semblait sage qu'il y ait une autre institution, plus petite celle-là, composée d'hommes qui avaient une vision des choses plus englobante et la tête froide. Aussi, qu'elle soit pourvue de pouvoirs coordonnés, une chambre haute qui pourrait réviser ou rejeter ce que la chambre basse des représentants proposait et pouvait également initier un processus de révision, rejet ou approbation d'une loi. Tous les États sauf la Pennsylvanie et la Géorgie optèrent pour ce conseil de John Adams et se dotèrent de deux de législatures bicamérales dans lesquelles la chambre haute était supposée incarner une plus grande sagesse que la chambre basse. »

révolution anglaise, avait été un motif de suppression des titres nobiliaires aux États-Unis. Ainsi cette *réforme* américaine avait été l'une des premières marques d'« américanité », selon Morgan :

*The first great reformation was the separation of political pre-eminence from social status* <sup>236</sup>.

*[Since the titles of honor] were formally forbidden by both the Articles of Confederation and the Constitution, military titles were the most important designation of social status in America, and they were seldom attained except by large landholders, who also held the lion's share of political offices* <sup>237</sup>.

Si les titres avaient été interdits, on voyait déjà s'échaffauder un nouveau système, moins officiel et plus officieux, où la hiérarchie comptait toujours, mais qui reconnaissait qu'officiellement, tout citoyen était l'égal d'autrui.

C'est ainsi que Morgan fait référence à la milice, notamment composée de *yeomen*, qui permettait de réconcilier réellement l'idée d'une hiérarchie en grades et celle de souveraineté populaire :

*The militia's most valuable service during the seventeenth and eighteenth centuries was in reconciling the incongruity of popular sovereignty with a hierarchical society* <sup>238</sup>.

*In the early years of the republic the militia thus continued to function as a prop for deferential politics, and the politicians in Congress and the state governments thwarted every effort to turn it into an effective military organization* <sup>239</sup>.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 292. Notre traduction : « La première grande réforme fut la séparation de la prééminence politique du statut social. »

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 170. Notre traduction : « Étant entendu que les titres de noblesse étaient formellement interdits par les Articles de Confédération et la Constitution, les titres militaires étaient l'appellation la plus importante pour le statut social aux États-Unis. Il était rare que de tels titres soient décernés, excepté aux grands propriétaires terriens qui se taillaient aussi la part du lion en politique. »

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 170. Notre traduction : « Le plus grand service que la milice a rendu aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles fut de réconcilier l'idée de souveraineté populaire avec l'idée d'une société hiérarchique. »

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 173. Notre traduction : « Aux premiers temps de la république américaine la milice a continué de fonctionner en tant que soutien aux politiques de déférence hiérarchique, et les politiciens du Congrès et les gouvernements des États avaient contrecarré les efforts afin de la transformer en organisation militaire efficace. »

Ainsi qu'on le comprend, le concept d'aristocratie ne pouvait pas directement s'allier aux États-Unis à la souveraineté populaire, et s'il fallait le faire survivre, il fallait que cela passât par des critères tantôt semi-officiels, tantôt tout à fait occultes. Parmi les façons de catégoriser les origines sociales, il y avait donc les types, ou les sortes (*the sorts*).

#### 4.3.2 Des « sortes », sans noblesse

Morgan indique que ce passage conceptuel de critères de démarcation officiels vers des critères moins affirmés s'était amorcé dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle :

*From the beginning the egalitarian implications of the doctrine had rested uneasily beneath the deference that the better sort expected from the rest of the population, a deference that was supposed to place the better sort "naturally" in positions of authority in the church and the armed forces as well as in the state. Political deference died a slow death [...]. By the end of the eighteenth century in America and somewhat later in England, something that we call "leadership" was taking its place in the ordering of society. [...] The decline of deference and the emergence of leadership signalled the beginnings not only of a new rhetoric but of a new mode of social relations and a new way of determining who should stand among the few to govern the many*<sup>240</sup>.

Ainsi, de la vieille déférence était-on passés à une façon égalisante de concevoir les hiérarchies et d'interagir dans de nouvelles formalités<sup>241</sup>. Le nouveau *leadership* reléguait au passé les titres pour les sortes, elles pourtant bien catégorisantes. On distinguait habituellement au sein de la nouvelle société américaine trois grandes

---

<sup>240</sup> *Ibid.*, p. 305. Notre traduction : « Dès le début, les implications égalitaires de la doctrine s'étaient faites discrètes devant la déférence que la meilleure sorte attendait du reste de la population, une déférence qui était supposée placer naturellement la meilleure sorte en positions d'autorité dans l'église, dans les forces armées puis l'État. La déférence politique s'est estompée graduellement, et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en Amérique et un peu plus tard en Angleterre, ce que l'on appelle "leadership" remplaçait la déférence dans l'ordre social de la société. Le déclin de la déférence et l'émergence du leadership signalait le commencement d'une nouvelle rhétorique, mais aussi d'un nouveau mode de relations sociales et une nouvelle façon de déterminer qui devrait faire partie du petit nombre qui gouvernerait le grand nombre. »

<sup>241</sup> Il est intéressant de noter qu'une photo assez célèbre de Barack Obama, président des États-Unis (*President of the United States*, le « POTUS ») en poste pendant l'écriture de ce mémoire, le représente faisant un *fist-bump* (un « coup de poing à poing amical »), dans une attitude se voulant égalitaire, avec un concitoyen exerçant la profession d'entretien ménager.

*sortes* : la meilleure sorte, la sorte moyenne ou intermédiaire, et la basse sorte, tel que l'indique Morgan :

*The colonists, of course, had no titled aristocracy to make up a house of lords; and as the revolutionary enthusiasm for equality developed, Americans were sure that they did not want one. [...] Americans liked to think of themselves as a society without rank. Yet they had always distinguished the "better sort" among them from the "middling sort" and from the "poorer sort" <sup>242</sup>.*

Pourtant cela fut parfois, du moins pendant les premières années de l'Union, un travail laborieux que d'identifier tout à fait qui était quoi, tel que le rappelle Morgan au sujet de l'éthique protestante qui effaçait les lignes visibles des clivages sociaux :

*The social distance separating the "better sort" from the "lower sort" in America had always seemed less than their respective economic circumstances would have suggested because of the prevalence of a Protestant ethic that frowned on conspicuous consumption and paid homage to the dignity of work. The rich and the poor tended to look and act more alike than they did in England <sup>243</sup>.*

Évidemment, la richesse n'était pas le seul critère départageant la meilleure *sorte* des deux autres et pourtant, Morgan ajoute que c'était le critère qui était devenu le plus déterminant : « *Wealth remained a prime qualification for entry into the better sort, and the time lag between its acquisition and the arrival of the prestige that adhered to it was probably shortened [in America] <sup>244</sup>.* »

---

<sup>242</sup> *Ibid.*, pp. 248-249. Notre traduction : « Les colonies n'avait pas de système de titres de noblesse pour faire une Chambre des Lords et l'enthousiasme révolutionnaire pour l'égalité se répandant, les Américains étaient certains qu'ils n'en voulaient pas. Les Américains aimaient croire qu'ils étaient une société sans rangs, toutefois même s'ils avaient toujours distingué les meilleurs d'entre eux, des moyens, puis de ceux de plus pauvre engeance. »

<sup>243</sup> *Ibid.*, p. 293. Notre traduction : « L'écart social qui séparait la meilleure sorte de la basse sorte dans les colonies américaines avait toujours semblé moindre que les situations économiques respectives l'aurait suggéré, cela s'expliquant par la prévalence de l'éthique protestante qui désapprouvait la consommation ostentatoire et rendait hommage à la dignité du travail. Le riche et le pauvre se ressemblaient davantage et agissaient de façon plus similaire qu'ils le faisaient en Angleterre. »

<sup>244</sup> *Ibid.*, p. 295. Notre traduction : « La richesse demeurait un critère de premier ordre pour être admis dans la meilleure sorte, et le décalage entre l'acquisition et l'arrivée du prestige qui y adhéraient était probablement de plus courte durée en Amérique. »

L'on comprend ici que la société américaine avait misé sur l'argent plus encore, en faisant de ce critère le plus déterminant, en abandonnant presque l'examen d'autres critères comme la probité, la sagesse, la bravoure ou le mérite. Morgan poursuit :

*In a society where official ranks did not exist and large economic opportunities did exist, it was mainly property that commanded respect and deference, as a sign of ability and energy if for no other reason. [...] They had no trouble identifying themselves as the natural aristocracy of the country*<sup>245</sup>.

*The voters [...] would have to be content with men who stood out from the crowd. And what made a man stand out from the crowd. And what made a man stand out most conspicuously was wealth*<sup>246</sup>.

Les sortes avaient donc cela d'une aristocratie qui ne disait pas son nom, très déterminée par la captation monétaire, ce qui avait moins déterminé l'ancienne aristocratie (la noblesse européenne). On peut le constater lorsqu'on parle des marqueurs de l'histoire tels que la *Curia Regis*, de la première acception du Parlement avant 1689 lorsque l'aristocratie noble, au départ surtout composée de *bellatores* (la noblesse d'épée, ou d'extraction) qui agissaient en tant que conseillers, administrateurs, et vassaux du monarque, était souvent choisie selon des critères de « preuves de noblesse » ; d'allégeance, de droiture et de fidélité. Ainsi, le critère de l'argent ne pouvait pas à *lui seul* être garant de droiture ni de quelque allégeance que ce soit.

#### 4.3.3 *Cosmopolitans et Localists*

Si les grades militaires et les sortes permettaient dorénavant de catégoriser le peuple par origines sociales aux États-Unis, il y avait aussi deux grandes tendances

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 249. Notre traduction : « Dans une société où les grades officiels n'existaient pas et les opportunités économiques, elles, existaient, c'était principalement la propriété qui commandait au respect et à la déférence, comme le signe d'une abilité et d'une énergie. Ils n'avaient pas de problème à s'identifier en tant que l'aristocratie naturelle du pays. »

<sup>246</sup> *Ibid.*, p. 249. Notre traduction : « Les électeurs devaient se contenter des hommes qui sortaient de la foule. Et de ce qui faisait qu'un homme sortait de la foule. Ce qui faisait qu'un homme sortait de la foule, le plus considérablement, était la richesse, l'argent. »

idéologiques qui semblaient se dégager, deux grands antagonismes qui départageaient les représentants aux Conventions et au sein des assemblées : le courant *cosmopolitan* et le courant *localist*. Soulignons que cette dichotomie avait existé depuis le tout début des pourparlers débouchant sur l'indépendance et la formation des États-Unis.

*In both houses of the new state legislatures the members split into opposing parties or factions which Main has designated significantly as "cosmopolitan" and "localist". The cosmopolitans were distinguished not only by a broader out-look—what at the time was generally called "liberal"—but also by greater wealth, by residence on the coast or on a navigable river, and by commercial connections. [...] The localists, on the other hand, tended to come from interior regions engaged in subsistence farming and to be considerably less well off. If the cosmopolitans had all found their way to the upper houses and the localists to the lower, the legislatures might have functioned as intended. But scattered through the two houses they were frequently overpowered by the localists* <sup>247</sup>.

*The difficulty of reconciling the two perspectives [local and continental] was compounded by the union the colonies had already achieved before they declared independence, a union which required that representatives think in terms of a whole continent* <sup>248</sup>.

Il semble ici que cela serait une faute que de lier nécessairement certains concepts ensemble, d'amalgamer par exemple localisme avec étroitesse d'esprit, ou cosmopolitisme avec ouverture sur le monde. Néanmoins, on remarque de façon générale que dans le cas de chaque perspective, il est possible de dresser un univers lexical tel que compilé dans le tableau suivant.

---

<sup>247</sup> *Ibid.*, p. 252. Notre traduction : « Dans les deux chambres des nouvelles législatures d'État, les membres se divisaient en partis s'opposant, ou factions, que Main désigna de manière significative les Cosmopolitains et les Localistes. Les cosmopolitains se distinguaient par une vision des choses plus large, ce qu'on nommait généralement à l'époque "libéral", mais aussi une richesse plus importante, par le fait d'habitations sur la côte ou une voie navigable, et des relations commerciales. Les localistes provenaient plutôt de régions intérieures, investis dans l'économie de subsistance sur des fermes et à une richesse de considérablement moindre importance. Si les cosmopolitains avaient majoritairement occupé la chambre haute et les localistes majoritairement la chambre basse, les législatures auraient peut-être fonctionné tel que prévu. Or, les deux chambres comptaient le plus souvent une majorité de localistes. »

<sup>248</sup> *Ibid.*, pp. 245-246. Notre traduction : « La difficulté de réconcilier les deux perspectives était composée par l'union que les colonies avaient déjà accomplie avant qu'elles déclarent leur indépendance, une union qui demandait que les représentants pensent selon une échelle continentale. »

**Tableau 4.2 : L'opposition idéologique des *Cosmopolistes* et des *Localistes*<sup>249</sup>**

<i>Proxémie lexicale des concepts dichotomiques Cosmopolitistes et Localistes</i>	
<b>Cosmopolitistes</b>	<b>Localistes</b>
Plus riches	Moins riches
« Libéralisme »	« Conservatisme »
Continentalisme	Localisme
Propriétaires riverains	Propriétaires de l'arrière-pays
Marchands, Commerçants	<i>Yeomen</i> , Paysans
Souvent fédéralistes	Souvent antifédéralistes

Cette divergence idéologique incarnée par deux grandes masses de personnes avaient mené à la formation de factions, autrement dit, de partis politiques à une échelle qui fut nationale, ou, fédérale.

#### 4.3.4 Des factions en formation : naissance de partis

L'une des grandes motivations qui sous-tendaient l'enfantement de l'Union, du moins de pères fondateurs tels que Madison, avait été de s'assurer que la structure politique en cours d'élaboration devrait préserver des faiblesses et dysfonctionnements qui avaient été celles des législatures d'États, tel que l'indique Morgan :

<sup>249</sup> Tiré de notre lecture de Morgan.

*Those interested views [of] that party spirit, and zeal for rivalry, which too often takes place in towns on such [political] occasions, will be hereby in a great measure destroyed; and the people will be under a necessity of acting upon higher and better principles* <sup>250</sup>.

Ainsi Madison avait-il calculé son affaire. Néanmoins, il avait déjà remarqué que le modèle se corrompait dès 1787, ajoute Morgan :

*When Madison and his colleagues at Philadelphia in 1787 invented an American people and gave them a government, it was with a view to overcoming the factions and the politicians in the state governments. [...] Neither he nor anyone else at the time anticipated that the national government would be operated by national political parties. Nor did he anticipate that he himself would take the lead in organizing the first one. Madison, of course, did not think of his Republicans as a party in the old sense: they were public-spirited citizens of the better sort—organized to save the national government from the machinations of factious politicians who had somehow taken possession of it, contrary to his expectations* <sup>251</sup>.

Morgan enchaîne dans la même veine, marquant bien l'idée que l'on avait pu se faire de la faction, c'est-à-dire le « parti politique » :

*That possibility [of factions or political parties], lurking in popular sovereignty from the beginning, had been the nightmare of the social and political elite who invented the doctrine and used it to advantage in their contests with the king and with one another. Hence the continual eighteenth-century denunciations of faction, as an organization designed to capture votes and power for its members* <sup>252</sup>.

---

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 247. Notre traduction : « Ces avis intéressés, cet esprit de parti et de partisanerie, ce zèle pour la rivalité qui trop souvent prenait place dans les villages, seraient ici en grande partie caduques; et le peuple se pousserait ainsi, par nécessité, à agir selon des principes meilleurs et de plus de hauteur. »

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 305. Notre traduction : « Lorsqu'en 1787 à Philadelphie, Madison et ses collègues inventèrent un Peuple américain et lui donnèrent un gouvernement, c'était avec la vision de surmonter les factions et les politiciens des gouvernements d'États. Ni Madison ni aucun autre n'avait à l'époque anticipé que le gouvernement national serait mené par des partis politiques nationaux. Il n'aurait pas non plus imaginé qu'il jouerait un rôle prépondérant dans l'organisation du premier. Madison ne conceptualisait pas ses Républicains en tant que parti selon la vieille définition : ils étaient des citoyens de la meilleure sorte, engagés pour la communauté afin de sauver le gouvernement national des machinations de politiciens corrompus qui en avaient pris possession en quelque sorte, allant au contraire de ses attentes. »

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 304. Notre traduction : « Les partis politiques, cette possibilité en dormance dans la souveraineté populaire depuis le début, avait été le cauchemar des élites politique et sociale qui avaient inventé la doctrine et l'avaient utilisée dans leur contentieux avec le monarque et les uns avec

*Faction was a political candidate's word for what his opponents were doing, and it implied not only a devotion to private rather than public interests but also an overuse of political art. It implied, indeed, that one's opponents were politicians, with the pejorative connotations that the word has always carried. They were not members of the better sort preparing to serve the public interest in a kind of noblesse oblige. Rather they were practitioners of political skill divorced from the dedication to public interest that the better sort – and only the better sort – were supposed and expected to exhibit* <sup>253</sup>.

*Social prestige, service to the community, religion, race, sex, and a host of unnamed attributes affected a candidate's appeal, as they still do* <sup>254</sup>.

La faction était pour Madison un retournement, une dégradation de l'idée même de souveraineté populaire, en ce que dès lors qu'il y a faction, il y a intérêts éventuellement divergents des intérêts du peuple de manière générale. Déjà à la fondation de la fédération il avait ainsi été possible de constater des jeux d'intérêts et de pouvoirs au sein des institutions politiques du peuple. Les partis politiques s'organisaient autour d'un *leader* charismatique muni d'un prestige, d'une aura de bienfaiteur, d'une appartenance religieuse, d'une appartenance ethnique, afin de capter l'approbation de l'électorat. Ainsi déjà, un glissement de l'« être au paraître » arrivait, et l'on commençait à s'occuper plus de l'homme, ses histoires personnelles et du parti en question, que d'idées, de débats et de réflexions à mener rondement afin d'honorer le contrat social du peuple, par le peuple et surtout pour le peuple dans son ensemble. Morgan ajoutait encore, au sujet des « politiciens professionnels » : « *The word politician has continued to designate someone who manipulates the political*

---

les autres. Cela explique la dénonciation continuelle des factions tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, en tant qu'organisation montée pour capter des votes et du pouvoir pour ses membres. »

<sup>253</sup> *Ibid.*, p. 304. Notre traduction : « Faction était un mot utilisé par les candidats pour désigner ce que leurs opposants faisaient, et cela impliquait non seulement une dévotion à des intérêts privés plutôt que publics mais également une surabondance d'art et stratégie politique. Cela impliquait tout à fait que les opposants étaient des politiciens, avec la connotation péjorative que ce mot avait toujours porté. Ils n'étaient pas des membres de la meilleure sorte préparés à servir l'intérêt public "noblesse oblige". Ils étaient plutôt des praticiens de stratégie politique en rupture avec l'engagement pour l'intérêt public que la meilleure sorte – et seulement celle-la – était supposée et dont on attendait d'elle qu'elle manifeste. »

<sup>254</sup> *Ibid.*, p. 304. Notre traduction : « Le prestige social, service à la communauté, religion, race, sexe, et autres attributs jouaient sur l'attrance qu'exerçait un candidat, tout comme aujourd'hui. »

*process in a way that members of the better sort, however defined, are not supposed to* <sup>255</sup>. » Cette définition conceptuelle était donc déjà tout à fait clairement établie à l'époque révolutionnaire, et allait former une dichotomie avec l'autre conception de la politique. C'est ce que certains appellent à notre époque la dichotomie entre « *le* politique et *la* politique », où *le* politique renvoie au pouvoir politique constituant, porteur d'idées et fondateur de la collectivité citoyenne, contre *la* politique, jeu d'intérêts pathétique qui entraîne rapidement le désintéressement et le cynisme des citoyens, à force de stratégies, de machinations et de promesses trahies.

Enfin, Morgan établit un lien direct entre les politiciens professionnels organisateurs de factions, et cette aristocratie non naturelle montante déjà mentionnée :

*In the 1790s when Madison and Jefferson sought to organize the yeoman farmers of America in what became the Republican Party, they worked against the money power, against the unnatural aristocracy created and nurtured by Hamilton—not against America's natural aristocracy, not against men like themselves who had traditionally, since the beginning of settlement, furnished the country with leaders. [...] What the voters, indeed the whole country, needed protection from was the sinister and hidden influence of the "paper aristocracy" that Hamilton seemed to be fabricating* <sup>256</sup>.

En somme, Hamilton et son aristocratie non naturelle, financière, bureaucratique et argentine, s'opposait à Madison, Jefferson, aux *yeomen* et aux *gentlemen* de l'aristocratie naturelle et de la meilleure sorte. La première penchait vers le cosmopolitisme, la seconde vers le localisme, pour reprendre la dichotomie décrite précédemment. Ces concepts étaient le terreau initial duquel allait surgir l'histoire à venir des États-Unis, pour Morgan, du moins sur le plan politique, car un autre

<sup>255</sup> *Ibid.*, p. 305. Notre traduction : « Le mot *politicien* a continué de signifier quelqu'un qui manipule le processus politique de telle sorte que les membres de la meilleure sorte ne devraient pas le faire. »

<sup>256</sup> *Ibid.*, p. 169. Notre traduction : « Dans les années 1790, quand Madison et Jefferson ont voulu organiser les *yeomen* d'Amérique dans ce qui a pris le nom du Parti républicain, ils travaillèrent contre le pouvoir d'argent, contre l'aristocratie non-naturelle créée et nourrie par Hamilton, non pas contre l'aristocratie naturelle de l'Amérique, ni contre des hommes comme eux qui avaient traditionnellement depuis le début de la colonie donné des meneurs. Les électeurs, en fait le pays tout entier, devait se protéger contre la sinistre et l'influence cachée de l'aristocratie de papier que Hamilton voulait fabriquer. »

élément de première importance façonnait particulièrement les Etats-Unis : les dénominations religieuses.

#### 4.3.5 Retour sur la *fiction* de la souveraineté populaire

L'interprétation historiographique de Morgan est instructive, concise, et opère une jonction entre histoire sociale et histoire conceptuelle tout à fait cohérente et lucide. L'amorce de la réflexion de l'invention du peuple américain devait se faire aussi loin que la ratification de la *Magna Carta* en 1215, étant entendu que c'est à travers ce jalon de l'histoire que Morgan estime que la relation entre monarque et Parlement commence à évoluer conceptuellement, et d'où le concept même de peuple entendu comme tel à notre époque tient son origine. Pour Morgan, il fallait tout à fait passer par les « fictions politiques » de *Divine Right of Kings* et celle de la souveraineté populaire pour cerner ce glissement éminemment progressif d'une fiction vers l'autre, chaque acteur idéologique de l'époque appelant de ses vœux l'accomplissement de ses ambitions accompli dans des redéfinitions conceptuelles. Sur ce point, Morgan affirme :

*From its inception in the England of the 1640s the sovereignty of the people had been filled with surprises for those who invoked it. It was a more dynamic fiction than the one it replaced, more capable of serving as a goal to be sought, never attainable, always receding, but approachable and worth approaching. It has continually challenged the governing few to reform the facts of political and social existence to fit the aspirations it fosters. The presumption that social rank should convey a title to political authority was only the first casualty in its reformations, and we have not yet seen the last. The fiction endures. The challenge persists*<sup>257</sup>.

---

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 306. Notre traduction : « Depuis son origine en Angleterre dans les années 1640, la souveraineté populaire réserva maintes surprises à qui l'avait invoquée. C'était une fiction plus dynamique que celle qui l'avait précédée, davantage capable de servir les buts que l'on voulait atteindre par elle, jamais complètement accessible et toujours rébarbative, mais pouvant être approchée et que cela en valu l'effort. Elle a constamment mis au défi le petit nombre de trouver des façons de réformer les réalités de l'existence politique et sociale afin de répondre aux aspirations qu'elle génère. Par exemple, la présomption que le statut social [par les titres de noblesse notamment] devrait mener à une position d'autorité politique fut la première victime de ces réformes, bien que d'autres réformes soient encore à venir. La fiction persiste. Le défi persiste. »

À l'heure du bilan, Morgan rappelle l'idée qui traverse l'analyse qu'il fait de l'invention du peuple et de la souveraineté populaire ; une invention du petit nombre par rapport à la multitude. Ainsi une fiction mouvante dès ses débuts, porteuse d'idéaux, donnant une place de plus en plus importante à la citoyenneté et à l'égalité découlant du droit naturel surtout conceptualisé dès le XVII<sup>e</sup> siècle en Angleterre. Dans son analyse historiographique *neo-whig*, Morgan a identifié le processus dialectique de genèse du peuple américain, notamment en soulignant l'importance de ce genre de ballet diachronique entre l'histoire du concept lui-même et l'histoire sociale des conséquences de cette histoire conceptuelle. Cette posture analytique, on l'a constaté, regorge de richesses, de témoignages d'acteurs de l'époque, de concepts et réflexions, qui nous permettent d'approcher une réalité, qui nous est *autre*, celle d'un passé. Nous aurons l'occasion de poursuivre notre analyse de ces idées développées par Morgan, notamment des nombreuses façons de voir le Parlement et le Sénat, entre autres, et également l'idée d'une souveraineté populaire qui serait d'abord une fiction.

La finalité de ce chapitre était l'étude de la posture de Edmund Morgan face au concept de peuple à l'époque révolutionnaire, donc à l'époque de la création des institutions du gouvernement des États-Unis. Avant de le conclure, Morgan rappelle ce qu'il croit important en regard de cette période historique de foisonnement conceptuel, notamment au sujet du caractère fictif de la souveraineté populaire :

*I [...] hope that readers [of this book] will recognize that the fictional qualities of popular sovereignty sustain rather than threaten the human values associated with it*<sup>258</sup>. *[The fiction of popular sovereignty] provided the leverage for political and social changes that have brought our institutions into closer proximity to its propositions*<sup>259</sup>. *Sovereignty of the people, however fictional, has worked*<sup>260</sup>.

Pour bien marquer la nature fictive de la souveraineté populaire, en ce que même si elle permet de s'approcher davantage des concepts hérités du droit naturel elle demeure l'instrument d'un petit nombre, Morgan s'interroge en nous rappelant à la réflexion de Hume : « *Hume [was pondering] the ease with which the few were able to govern the many, which he traced the force of opinion*<sup>261</sup>. [...] *My purpose [was] to explore the wonder [...] that most of us submit willingly to be governed by a few of us*<sup>262</sup>. » Nous reviendrons sur ce mystère qui est, du point de vue de Morgan, ancré au cœur de la question de la souveraineté populaire et du peuple lui-même. Avant de ce faire, nous étudierons dans les prochains chapitres la posture historiographique de Meiksins Wood et celle de Nash, toutes deux à la lumière de celle de Morgan.

---

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 15. Notre traduction : « J'espère que les lecteurs de l'ouvrage *Inventing the People* reconnaîtront que la nature fictive de la souveraineté populaire la soutient plutôt qu'elle ne menace les valeurs humaines qui y sont associées. »

<sup>259</sup> *Ibid.*, p. 38. Notre traduction : « La fiction de la souveraineté populaire a fourni l'effet de levier nécessaire au changement politique et social qui a permis à nos institutions de se rapprocher des propositions de cette dite souveraineté populaire. »

<sup>260</sup> *Ibid.*, p. 38. Notre traduction : « La souveraineté du peuple, même en n'étant qu'une fiction, a fonctionné. »

<sup>261</sup> *Ibid.*, p. 218. Notre traduction : « Hume réfléchissait à cette idée de la facilité avec laquelle le petit nombre fut capable de mener le grand nombre, phénomène qu'il attribua à la force de l'opinion. »

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 15. Notre traduction : « Mon objectif est d'explorer le mystère qui consiste en ce que la majorité d'entre nous se soumet volontairement au gouvernement d'un petit nombre. »

## CHAPITRE V

### LE PARLEMENT CONTRE LE PEUPLE

Le présent chapitre sera l'occasion de concentrer la réflexion sur le concept de peuple vu sous un autre angle, ce dernier revêtant une signification fondamentale en philosophie politique et dans la légitimité des institutions américaines, et de surcroît, occidentales. Il sera ici fait état de différentes positions sur les concepts de souveraineté populaire et de peuple dans la révolution américaine, discordantes avec les positions développées chez Morgan. Bien entendu, le travail se concentrant pour l'essentiel sur Morgan en tant que tel, l'étude des positions de Meiksins Wood sera plus succincte et il sera ici véritablement question d'une identification des points de divergence dans les angles d'approche des deux historiens.

#### 5.1 Une lecture comparative entre anciens et modernes

Soulignons dès à présent que le courant historiographique auquel est surtout identifiée Meiksins Wood est un certain *Political Marxism*. À la différence de Morgan, Meiksins Wood remonte jusqu'à la démocratie athénienne (vers 750 av. J.-C.) afin de constater l'écart conceptuel du modèle démocratique antique avec le modèle des modernes, hérité des idées de la révolution anglaise notamment. Étant critique par rapport à la posture de Morgan entre autres, Meiksins Wood revient sur les jalons que ce dernier identifie comme fondements en indiquant :

*The ancient concept of democracy grew out of a historical experience which had conferred a unique civic status on subordinate classes, creating [...] the peasant citizen. The modern concept belongs to a different historical trajectory, most vividly exemplified in the Anglo-American tradition, [originating] in European feudalism and culminating in liberal capitalism, the major milestones, like Magna Carta and 1688, mark the ascent of the propertied classes. In this case, it is not a question of peasants liberating themselves from the political domination of their overlords but lords themselves asserting their independent powers against the claims of monarchy* <sup>263</sup>.

Meiksins Wood, d'emblée, se différencie de Morgan en ce que son angle d'approche n'identifie pas les mêmes origines de la démocratie actuelle, mais à sa suite, elle identifie une dynamique orchestrée par un petit nombre par rapport à un grand nombre ou une multitude, petit nombre qu'elle nomme les *lords*, ou maîtres (*masters*). À ce propos, elle poursuit :

*The Athenian citizen claimed to be masterless, a servant to no mortal man. [...] Magna Carta, in contrast, was a charter not of a masterless demos but of masters themselves, asserting feudal privileges and the freedom of lordship against both Crown and popular multitude, just as the liberty of 1688 represented the privilege of propertied gentlemen, their freedom to dispose of their property and servants at will. [In] the modern conception of democracy [...] the 'people' in question was not the demos but a privileged stratum constituting an exclusive political nation situated in a public realm between the monarch and the multitude* <sup>264</sup>.

---

<sup>263</sup> Ellen Meiksins Wood (1995), *Democracy Against Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 204. Notre traduction : « L'ancien concept de démocratie était né d'une expérience historique qui conférait un statut civique unique aux classes subordonnées, créant le citoyen paysan. Le concept moderne tire son origine d'une trajectoire historique différente, cela étant notamment fortement illustré dans la tradition anglo-américaine, provenant du féodalisme européen et culminant dans le capitalisme libéral, les grands marqueurs historiques comme la Grande Charte et 1688 marquant l'ascension des classes propriétaires. Dans ce cas, il n'était pas question de paysans s'émancipant d'une domination politique de seigneurs, mais plutôt de seigneurs s'arrogeant des pouvoirs indépendants de la monarchie. »

<sup>264</sup> *Ibid.*, pp. 204-205. Notre traduction : « Le citoyen athénien déclarait n'avoir aucun maître, serviteur d'aucun homme mortel. La Grande Charte, par contre, était une charte non pas d'un *demos* sans maître mais de maîtres eux-mêmes, affirmant des pouvoirs féodaux et seigneuriaux contre la Couronne et la multitude, tout comme la liberté de 1688 représentait le privilège des propriétaires, leur liberté de disposer de leur propriété et de leurs serviteurs à volonté. Dans la conception moderne de la démocratie, le "peuple" en question n'était pas le *demos* mais une strate privilégiée constituée d'une nation politique exclusive située dans un domaine public entre le monarque et la multitude. »

C'est ainsi que dans la foulée de la *Glorious Revolution* anglaise de 1688, l'auteure identifie ce qu'elle conceptualise en tant que « nation politique », cette nation politique qui se nomme elle-même « peuple », en porte-à-faux avec la monarchie et la multitude. Pour Meiksins Wood, la *Magna Carta* n'est donc pas l'embryon d'un pouvoir de la multitude.

L'historienne insiste également sur l'idée que les Athéniens n'étaient les serviteurs d'aucun maître, notamment en ajoutant encore que :

*Something [in the Athenian democracy] is completely absent from, and even antithetical to, the later European concept of liberty. It is the freedom of the demos from masters, not the freedom of the masters themselves. It is not the oligarch's eleutheria, in which freedom from labour is the ideal qualification for citizenship, but the eleutheria of the labouring demos and the freedom of labour* <sup>265</sup>.

Meiksins Wood marque ainsi d'emblée la différence conceptuelle entre la démocratie athénienne et la démocratie moderne, l'idée qu'il n'y avait pas ces « peu nombreux » chez les Athéniens, sans pourtant qu'on y fut tous pauvres. En effet, si les Athéniens riches existaient, ils ne concentraient pas le pouvoir politique en leur classe. À la suite de Moses Finley, Meiksins Wood reprend la phrase d'Aristote à cet égard :

*Aristotle's classic definition of democracy [is] a constitution in which 'the free-born and poor control the government – being at the same time a majority' (Politics 1290b), as distinct from oligarchy, in which 'the rich and better-born control the government – being at the same time a minority'. [...] Aristotle emphasizes that the true difference between democracy and oligarchy is the difference between poverty and wealth (1279b) [...] Pericles may not, like Aristotle, have defined democracy as rule by the poor; but it was rule by the many including the poor* <sup>266</sup>.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 236. Notre traduction : « Un élément central de la démocratie athénienne est complètement absent de la conception proprement européenne de la liberté, et en serait même une antithèse. C'est la liberté du *demos* de quelque maître que ce soit, et non la liberté de maîtres pour eux-mêmes. Ce n'est pas l'*eleutheria* d'oligarques, dans laquelle être exempté de travailler est la qualification idéale de la citoyenneté, mais bien l'*eleutheria* du *demos* travaillant, et de la liberté du travail. »

<sup>266</sup> *Ibid.*, p. 220. Notre traduction : « Pour Aristote, la définition classique de la démocratie était une constitution au sein de laquelle "les nés-libres et pauvres contrôlent le gouvernement – étant simultanément la majorité" (Politiques 1290b), se distinguant de la définition de l'oligarchie, dans laquelle "le riche et le mieux-né contrôle le gouvernement – en même temps la minorité". Aristote

Aristote et Périclès donnent ainsi un critère de différenciation fort simple et utile pour distinguer démocratie et oligarchie, en somme, qu'il y ait des pauvres-libres majoritaires au pouvoir (ou tels que Meiksins Wood les appelle, les citoyens-paysans) est le fondement du régime réellement démocratique.

Une autre caractéristique typique de l'ancienne Athènes fut le lieu où s'exerça la démocratie ; dans les villages directement. Meiksins Wood dit à cet effet : « [...] *Athenian democracy represents a radically unique exception. Only here was the barrier between state and village breached, as the village effectively became the constitutive unit of the state, and peasants became citizens* <sup>267</sup>. » Cette idée n'est pas sans rappeler celle des premiers *soviets* <sup>268</sup> en Union soviétique sous Lénine, des unités villageoises (bien souvent les mairies), réputées avoir porté la volonté d'exercer une démocratie plus directe.

Meiksins Wood voit, autrement que des points de divergence, des points de similitude entre les anciens et modernes, notamment dans la distinction entre le statut politique (l'identité civique) et le statut socio-économique :

*Modern liberal democracy has in common with ancient Greek democracy a dissociation of civic identity from socio-economic status which permits the coexistence of formal political equality with class inequality. [...] At the same time, unlike workers in capitalism, [Athenians were] not subject to the purely 'economic' compulsions of propertylessness* <sup>269</sup>.

---

met l'accent sur l'idée que la vraie différence entre démocratie et oligarchie est la différence entre la pauvreté et la richesse. (1279b) Périclès n'a peut-être pas, comme Aristote, défini la démocratie en tant que règne des pauvres, mais comme un règne de la multitude en cela incluant les pauvres. »

<sup>267</sup> *Ibid.*, p. 209. Notre traduction : « La démocratie athénienne représente une exception radicalement différente, car c'est seulement là que la barrière entre État et village fut rompue, et que le village devint l'unité constitutive de l'État, et les paysans devinrent les citoyens. »

<sup>268</sup> Le mot russe *soviet* (совет) signifie « conseil de délégués du peuple ».

<sup>269</sup> *Ibid.*, p. 212. Notre traduction : « La démocratie libérale moderne a en commun avec l'ancienne démocratie grecque l'idée d'une dissociation de l'identité civique d'avec le statut socio-économique, ce qui permet la coexistence d'une égalité politique formelle avec une inégalité de classes. Toutefois, contrairement aux travailleurs dans le capitalisme, les Athéniens n'étaient pas sujets aux compulsions purement "économiques" de la situation de celui qui n'a pas de propriété. »

La dissociation des statuts ne s'accompagne pas ainsi de leur coexistence heureuse dans les deux cas, tel que Meiksins Wood le souligne en ce qui a trait aux compulsions économiques de la personne qui vit sans propriété dans un monde où de plus en plus d'éléments de ce monde relève de cette institution. Une autre institution athénienne aurait les apparences lointaines de l'un des fondements de la démocratie moderne, l'*isegoria* :

*[A passage in] Plato's Protagoras [...] gives expression to the democratic principle of isegoria, not just freedom but equality of speech, neatly identifies the essence of Athenian democracy* <sup>270</sup>.

*Anyone who has something useful to say has the right to speak before the public – that is, where there is isegoria* <sup>271</sup>.

L'un des principes fondamentaux de la démocratie athénienne était donc que celui qui avait quelque chose à dire avait la liberté totale de le dire, mais avait aussi, selon l'égalité d'expression, la même portée que les autres discours au sein de la Cité. C'est-à-dire que chaque idée devait être médiatisée à intensité égale, selon le même traitement médiatique. Meiksins Wood ajoute à ce sujet : « *The concept of isegoria is arguably the most distinctive concept associated with Athenian democracy, the one most distant from any analog in modern liberal democracy – including its closest approximation, the modern concept of free speech* <sup>272</sup> ».

Le concept d'*isegoria*, c'est-à-dire d'égalité totale d'expression libre, est si important pour la démocratie athénienne parce que c'est par un dialogue, un débat, sans tabou ni crainte de voir ses idées censurées, déformées ou travesties, que peuvent advenir des

<sup>270</sup> *Ibid.*, p. 215. Notre traduction : « Un passage du Protagoras de Platon donne l'expression du principe démocratique de l'*isegoria*, qui n'est pas seulement la liberté mais aussi l'égalité d'expression, proprement identifiable avec l'essence de la démocratie athénienne. »

<sup>271</sup> *Ibid.*, p. 236. Notre traduction : « Quiconque a à dire quelque chose d'utile a le droit de le dire à la face du public – ceci est l'*isegoria*. »

<sup>272</sup> *Ibid.*, p. 215. Notre traduction : « L'*isegoria* est vraisemblablement le concept distinctif le plus associé à la démocratie athénienne, et aussi le plus lointain de quelque concept analogue dans la démocratie libérale moderne – cela incluant aussi son approximation la plus proche, le concept moderne de la "liberté d'expression". »

ententes authentiques autour de règles justes, que les Athéniens accepteraient de bonne foi, car rappelons que les Athéniens ne connaissaient pas de maîtres et étaient libres d'accepter ou ne pas accepter la ratification d'une nouvelle législation. Ainsi était-il important qu'ils aient les avis de tous leurs concitoyens, quels qu'ils soient. Pourtant, même si le concept d'*isegoria* rappelle spontanément la *liberté d'expression* moderne, il n'en est rien selon Meiksins Wood. Selon l'auteure, la liberté d'expression moderne ne peut devenir l'*égalité totale d'expression libre (isegoria)* dans un contexte de démocratie représentative :

*[...] Representation is not a way of implementing but of avoiding or at least partially circumventing democracy. Hamilton [...] makes certain assumptions about representation according to which the labouring multitude, [...], must find its political voice in its social superiors. [...] The effect of representation to represented is 'to refine and enlarge the public views, by passing them through the medium of a chosen body of citizens'. [...] Representation, in other words, is intended to act as a filter. In these respects, the Federalist conception of representation – and especially Hamilton's – is the very antithesis of isegoria* <sup>273</sup>.

Pour Meiksins Wood, la représentation du fait qu'elle permettrait la concentration d'une certaine classe, un corps sélectionné de citoyens, aurait pour effet de filtrer l'expression citoyenne en « raffinant et élargissant le regard du public » par cette vision partagée par ce corps sélectionné. Cette surreprésentation d'opinion aurait ainsi un impact négatif sur l'égalité d'expression, ce qui fait qu'on entendrait certains discours plus fort et plus souvent que d'autres discours. Ainsi, dans le cas de la liberté d'expression moderne, il est possible de tout dire théoriquement, mais avec la garantie que lorsque certains citoyens s'expriment (les plus éloignés de ce corps sélectionné à la représentation), on les entende si peu que cela serait presque comme

---

<sup>273</sup> *Ibid.*, p. 216. Notre traduction : « La représentation n'est pas une façon de mettre la démocratie en œuvre, mais plutôt de l'éviter ou au moins de la contourner partiellement. Hamilton formule certaines présomptions autour de la représentation, à l'effet que la multitude travaillante devrait en politique trouver sa voix en ses supérieurs sociaux. L'effet de la représentation sur les "représentés" est de "raffiner et élargir le regard du public, en le faisant passer par l'intermédiaire d'un corps social citoyen sélectionné". La représentation, en d'autres mots, est pensée et projetée afin qu'elle agisse comme un filtre. Par conséquent, la conception fédéraliste de la représentation – et celle de Hamilton en particulier – est véritablement l'antithèse de l'*isegoria*. »

s'ils n'avaient rien dit. De ce fait, Meiksins Wood en assimilant l'*isegoria* à la démocratie, développe la réflexion que la *liberté d'expression* est en fait un ersatz véritablement anti-démocratique, qu'il faudrait remodeler en s'inspirant de l'*isegoria*.

## 5.2 Le Parlement contre le Peuple

Meiksins Wood s'intéresse comme Morgan aux événements fondateurs de la démocratie moderne, notamment la révolution de 1689 qu'elle appelle simplement « 1688 ». Sa grille de lecture marxiste, du moins au commencement, ne diffère pas tellement de la grille *neo-whig* libérale de Morgan et ce à plusieurs égards, lorsqu'elle affirme :

*The doctrine of parliamentary supremacy was to operate against popular power even when the political nation was no longer restricted to a relatively small community of property holders and when the 'people' was extended to include the 'popular multitude'. [...] Parliament may be ultimately accountable to its electorate, but the 'people' are not truly sovereign. [...] There is no politics – or at least no legitimate politics – outside Parliament. Indeed, the more inclusive the 'people' has become, the more the dominant political ideologies – from Conservative to mainstream Labour – have insisted on depoliticizing the world outside Parliament and delegitimizing 'extra-parliamentary' politics*<sup>274</sup>.

Meiksins Wood indique qu'à mesure que la multitude entrait dans l'électorat représenté au Parlement, le pouvoir politique hors du Parlement se raréfiait et était délégitimisé. On pourrait conclure logiquement que plus le Parlement devenait inclusif, plus il semblait normal que les anciens exclus du Parlement se déferaient dès lors de ces politiques extra-parlementaires. Nous verrons toutefois que ce

---

<sup>274</sup> *Ibid.*, p. 206. Notre traduction : « La doctrine de la suprématie parlementaire opérait contre le pouvoir populaire même lorsque la nation politique n'était plus composée que d'une petite communauté de propriétaires et lorsque le "peuple" avait été élargi jusqu'à contenir la "multitude populaire". Le Parlement doit en dernière instance rendre des comptes à son électorat, mais le "peuple" n'était pas vraiment souverain. Il n'y a pas de politique, ou du moins, pas de politique légitime, hors du Parlement. En effet, plus le "peuple" devenait inclusif, plus les idéologies politiques dominantes – des Conservateurs aux Travaillistes – avaient insisté de dépolitiser le monde en-dehors du Parlement et délégitimiser la politique "extra-parlementaire". »

raisonnement doit tenir compte d'un changement important qui allait advenir et diminuer les pouvoirs de chaque citoyen au Parlement, et que donc s'il y avait plus de représentés, leur pouvoir s'était amenuisé. Ce changement majeur allait, à peu près deux siècles plus tard, prendre le nom de *capitalisme*.

### 5.2.1 Naissance du capitalisme en Angleterre

1688, avec William et Mary, marque un tournant très important et ce à plusieurs titres dans la redéfinition conceptuelle et, également, légale du fonctionnement des institutions anglaises qui, ne l'oublions pas, étaient encore à l'époque les institutions qui géraient la vie politique des colonies américaines. Ainsi de façon concomitante, la « monarchie constitutionnelle » naissait en Angleterre, et les idéaux démocratiques du XVII<sup>e</sup> siècle avaient été cristallisés dans une institution ambiguë, le Parlement, et notamment sa Chambre des Communes. Pour Meiksins Wood, une « oligarchie » prend à cette époque le pouvoir :

*The oligarchs of 1688 [replaced lordship] not only by a centralized state but by a new form of private property, in which purely economic power was separated out from juridical status and privilege. Lordship and extra-economic modes of exploitation had, in other words, been replaced by capitalist property* <sup>275</sup>.

*1688 Settlement [...] especially in the eighteenth century, embarked on a spree of self-interested legislation, multiplying the number of capital crimes to protect private property, undertaking a series of Parliamentary enclosures [...]. 1688 represented a regression of democratic power, not only relative to the more radical period of the English Civil War, but in some respects even in comparison to the restored monarchy* <sup>276</sup>.

---

<sup>275</sup> *Ibid.*, p. 233. Notre traduction : « Les oligarques de 1688 remplacèrent non seulement la seigneurie par un État centralisé, mais aussi par une nouvelle forme de propriété, laquelle était composée d'un pouvoir purement économique séparé de toute forme de statut juridique et des privilèges. La seigneurie et les modes d'exploitation extra-économiques furent, en d'autres mots, remplacés par la propriété capitaliste. »

<sup>276</sup> *Ibid.*, p. 232. Notre traduction : « L'accord de 1688 a donné lieu, plus spécialement au XVIII<sup>e</sup> siècle, à toute une série de législations intéressées notamment en multipliant le nombre de crimes capitaux, protégeant la propriété privée, entreprenant d'établir une série de remparts parlementaires. 1688 avait représenté une régression du pouvoir démocratique, non seulement par rapport à la période plus

Meiksins Wood indique que le régime légal a changé, d'un régime seigneurial à un régime purement économique, dégagé de privilèges et de statut juridique particulier. Ceux qui ont initié ce mouvement, « les oligarques de 1688 », ont rapidement multiplié les lois favorables à la propriété privée – à *leur* propriété privée. Ainsi, ajoute Meiksins Wood :

*The individual and his property were detached from the community, as production increasingly fell outside communal regulation, whether by manorial courts or village community (the most obvious example of this process is the replacement of the English open-field system by enclosure); customary tenures became economic leaseholds subject to the impersonal competitive pressures of the market. [...] Individuals become interchangeable units of labour abstracted from any specific personal or social identity* <sup>277</sup>.

Le nouveau régime, supplantant l'ancien, a déraciné l'« individu » et sa propriété, favorisant la concentration de la propriété dans des mains de moins en moins nombreuses, captant ce que l'on a commencé à appeler de façon indifférenciée des « capitaux ». Meiksins Wood décrit précisément le cauchemar de la vision de Harrington dans *Oceana*, c'est-à-dire la concentration trop importante de propriété dans les mains de « grands » propriétaires. C'est ceux-là qui furent appelés les capitalistes. Les déracinés, ou encore ceux qui avaient été dépossédés de leurs terres parce qu'on les avait, sous la contrainte des nouvelles lois de 1688, évincés de leurs fiefs ancestraux, laissés dorénavant aux pulsions purement économiques qu'entraîne la condition de celui qui n'a plus rien. À partir du moment où une partie de la population s'est mise à tout posséder et l'autre rien, celle qui possédait, *en échange*

---

radicale de la guerre civile anglaise (vers les années 1650), mais aussi à certains égards même en comparaison de la restauration de la monarchie (après l'*interregnum*). »

<sup>277</sup> *Ibid.*, p. 210. Notre traduction : « L'individu et sa propriété étaient détachés de la communauté, alors que la production sortait progressivement de sous l'autorité de la régulation communale, que ce soit la court seigneuriale ou la communauté du village (l'exemple le plus probant de ce processus est le remplacement du système anglais des champs ouverts par l'enclosure. [*Enclosure*, c'est-à-dire la limitation des champs par des clôtures], en faisant de ces terres de la propriété privée plutôt que des terres communales). Les tenures coutumières devinrent des baux économiques sujets aux pressions de la compétition impersonnelle du marché. Les individus sont devenus des unités de travail extraites de quelque identité personnelle ou sociale. »

*d'argent*, s'est affairée à « employer » ceux qui n'avaient plus rien. C'est ainsi qu'une « masse » de « travailleurs salariés » a commencé à exister, et que l'argent a très progressivement commencé à occuper une place de premier plan, de plus en plus *existentielle*, dans la vie des dépossédés. Masquant une nouvelle inégalité épouvantable, une nouvelle égalité prenait du même coup son essor, explique Meiksins Wood :

*Capitalism, by shifting the locus of power from lordship to property, made civic status less salient, as the benefits of political privilege gave way to purely 'economic' advantage. [...] Capitalist or liberal democracy would permit the extension of citizenship by restricting its powers [...] <sup>278</sup>.*

*[...] The historical process which gave rise to capitalism, and to the modern 'free and equal' wage labourer who would eventually join the body of citizens, was the same process in which the peasant was dispossessed and deracinated, detached from both his property and his community, together with its common and customary rights <sup>279</sup>.*

Le processus historique dont parle ici l'auteure culmine dans l'événement de la *Glorious Revolution* de 1688-1689, qui accouche du capitalisme. Ainsi selon le marxisme politique de Meiksins Wood, quiconque se dit révolutionnaire et glorifie l'ère des révolutions doit impérativement se souvenir de cet état de fait. L'auteure ajoute encore que :

*The devaluation of citizenship entailed by capitalist social relations is an essential attribute of modern democracy <sup>280</sup>.*

<sup>278</sup> *Ibid.*, p. 208. Notre traduction : « Le capitalisme, en changeant le lieu du pouvoir de « la seigneurie » à « la propriété » a rendu le statut civique moins saillant (important), comme les bénéfices des privilèges politiques cédèrent leur place aux avantages purement « économiques ». Le capitalisme ou la démocratie libérale permettrait l'extension de la citoyenneté tout en restreignant ses pouvoirs. »

<sup>279</sup> *Ibid.*, p. 209. Notre traduction : « Le processus historique qui permit l'essor du capitalisme et du *travailleur salarié* moderne « libre et égal » qui rejoindrait éventuellement le corps des citoyens, était le même processus par lequel le paysan avait été dépossédé et déraciné, détaché de sa propriété et de sa communauté, avec son droit commun et son droit coutumier. »

<sup>280</sup> *Ibid.*, p. 211. Notre traduction : « La dévaluation de la citoyenneté par les relations sociales capitalistes est un élément essentiel de la démocratie moderne. »

*It is capitalism that makes possible a form of democracy in which formal equality of political rights has a minimal effect on inequalities or relations of domination and exploitation in other spheres* <sup>281</sup>.

*Capitalism, then, made it possible to conceive of 'formal democracy', a form of civic equality which could coexist with social inequality and leave economic relations between 'elite' and 'labouring multitude' in place* <sup>282</sup>.

Meiksins Wood insiste à plusieurs reprises : la démocratie moderne est un couplage discret avec le capitalisme, qui permet la coexistence d'une situation d'égalité *formelle* et d'une situation d'inégalité *vécue*. Bien entendu, cette histoire conceptuelle évolue lentement, et la diachronie qui existe entre celle-ci et l'histoire sociale fait qu'on en ressent les effets véritables au compte-goutte, dit l'historienne :

*[We cannot] assess the ideological effects of the modern relation between individual citizen and civic community of nation, without considering the degree to which that 'imagined community' is a fiction [...] in conflict with the experience of the citizen's daily life* <sup>283</sup>.

Tel qu'on l'expliquait, d'abord ressenti comme une fiction, une idéologie lointaine mise en œuvre par le Parlement, les « individus citoyens » ne voyaient pas spontanément de changement à leur existence, du moins pour ce qui est de leur liberté démocratique. Sur le nouvel angle économique, les évictions des paysans eurent un effet très marquant et n'ayant rien d'une fiction. Enfin, le caractère fictif résidait sûrement dans le passage d'une théorie politique à une autre, soit d'une monarchie à un nouveau régime nommé monarchie constitutionnelle, qui fut démocratique selon

<sup>281</sup> *Ibid.*, p. 224. Notre traduction : « C'est le capitalisme qui rend possible une forme de démocratie dans laquelle l'égalité formelle des droits politiques a un effet minimal sur les inégalités ou les relations de domination et d'exploitation dans d'autres sphères. »

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 213. Notre traduction : « Le capitalisme a permis de concevoir une "démocratie formelle", une forme d'égalité civique qui pourrait coexister avec l'inégalité sociale en laissant intactes les relations économiques entre l'"élite" et la "multitude travaillante". »

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 211. Notre traduction : « Il faut souligner les effets idéologiques de la relation moderne entre l'individu citoyen et la communauté civique de la nation, en considérant le degré de fiction de cette même "communauté imaginée", en conflit avec l'expérience de la vie quotidienne des citoyens. »

certains. Nous reviendrons toutefois plus tard sur l'idée de la « communauté imaginée de la nation ».

### 5.2.2 Naissance de la *démocratie représentative* en Amérique

Nous avons avec Morgan largement abordé le contexte colonial américain, de Jamestown aux *Intolerable Acts* de 1774. Meiksins Wood tient compte du contexte colonial qui avait, à certains égards, eu certaines allures de démocratie directe. L'historienne étudie précisément l'époque révolutionnaire et notamment les fédéralistes qu'elle qualifie de gagnants : « *In the struggle to determine the shape of the new republic, it was the anti-democrats who won [...]. The Federalists might have wished, had it been possible, to create an exclusive political nation, an aristocracy of propertied citizens [...]* »<sup>284</sup>. Meiksins Wood développe l'idée que le régime fédéral aux allures démocratiques était ce que les fédéralistes anti-démocrates aient pu s'offrir de mieux comme *nation politique exclusive*, étant donné que les raisons qui avaient poussé les colonies à la sécession de l'Angleterre étaient des raisons d'abus de pouvoir (« *no taxation without representation* »). Meiksins Wood indique à ce propos :

*The Federalists, whatever their inclinations, no longer had the option available to ruling classes elsewhere, of defining the 'people' narrowly, as synonymous with an exclusive political nation. The political experience of the colonies and the Revolution precluded it (though, of course, women and slaves were by definition excluded from the political nation)*<sup>285</sup>.

<sup>284</sup> *Ibid.*, p. 213. Notre traduction : « Les vainqueurs des débats qui allaient déterminer la forme que prendrait la nouvelle république étaient les antidémocrates. Les fédéralistes auraient souhaité, si cela avait été possible, créer une nation politique exclusive, une aristocratie de citoyens propriétaires. »

<sup>285</sup> *Ibid.*, p. 223. Notre traduction : « Les fédéralistes, peu importe leurs penchants, n'avaient pas les possibilités des classes dirigeantes d'ailleurs de définir le "peuple" de façon étroite, en tant que synonyme d'une nation politique exclusive. L'expérience politique des colonies et la révolution les en avait empêchés (néanmoins, bien sûr, les femmes et les esclaves étaient par définition exclus de la nation politique). »

*The framers of the US Constitution, while still obliged to accommodate themselves to the ancient definition, took a significant step away from it and towards oligarchic constitutionalism, seeking to appropriate the name of democracy for something not so very distant from Cromwell's anti-democratic republicanism*<sup>286</sup>.

Si les révolutionnaires de 1689 n'avaient pas pu fonder une démocratie mais une monarchie constitutionnelle, les Américains de 1776 allaient se débarrasser de toute référence à la monarchie ou la noblesse. Meiksins Wood ajoute cependant, plus que Morgan, que les Américains à la suite des Anglais inventèrent la forme inédite de la démocratie moderne, lorsqu'elle affirme : « *The Americans, then, though they did not invent representation, can be credited with establishing an essential constitutive idea of modern democracy : its identification with the alienation of power*<sup>287</sup>. » C'est en comparant la démocratie athénienne à la démocratie américaine que Meiksins Wood remarque la distanciation du *demos* du pouvoir politique. L'historienne explique en ce sens que :

*'Representative democracy' [was] the antithesis of democratic self-government, [...] transfer of political power to others, its alienation. The alienation of political power was so foreign to the Greek conception of democracy that even election could be regarded as an oligarchic practice, [...] which did not belong to the essence of democratic constitution. Thus Aristotle [...] suggests the inclusion of election [...] was oligarchic because it tended to favour the gnomimoi, the notables, the rich and well born who were less likely to be sympathetic to democracy. [Democracy was] that all citizens could be assumed to possess the kind of civic wisdom required for general political functions*<sup>288</sup>.

<sup>286</sup> *Ibid.*, p. 231. Notre traduction : « Les pères fondateurs de la Constitution américaine, bien que tenus de s'accommoder à l'ancienne démocratie, s'en distancèrent vers un constitutionalisme oligarchique, cherchant à s'approprier le nom de "démocratie" pour nommer quelque chose qui ne serait pas si différent du républicanisme anti-démocratique de Cromwell. »

<sup>287</sup> *Ibid.*, p. 217. Notre traduction : « Bien qu'ils n'aient pas inventé la représentation, les Américains peuvent être considérés comme ceux qui ont établi une idée constitutive essentielle de la démocratie moderne : son identification avec l'aliénation du pouvoir. »

<sup>288</sup> *Ibid.*, pp. 216-217. Notre traduction : « La démocratie représentative était l'antithèse de l'auto-gouvernement démocratique, le transfert du pouvoir politique à d'autres, l'aliénation de ce pouvoir. L'aliénation du pouvoir politique était une idée si étrangère à la conception grecque de la démocratie que même l'élection pouvait être perçue comme une pratique oligarchique, qui n'appartenait pas à l'essence de la constitution démocratique. Ainsi Aristote suggère que l'inclusion d'élections était oligarchique parce qu'une élection avait tendance à favoriser les *gnorimoi*, c'est-à-dire les notables,

Plusieurs idées de première importance sont contenues dans cette explication : celle que le concept même des élections est oligarchique car il favorise ce que Morgan avait identifié comme la *better sort* dans le cas américain, puis l'idée que dans un cadre démocratique, tout citoyen doit pouvoir assumer les fonctions politiques générales, et donc pour qu'on assume que chaque citoyen possède les connaissances civiques suffisantes à occuper des fonctions politiques, il doit y exister une culture et une éducation efficaces en ce sens. Certainement, Aristote et Meiksins Wood identifiaient à deux époques différentes des écueils anti-démocratiques qui seraient éventuellement empruntés, et surtout consolidés dans l'élection de représentants particuliers, tels qu'un père fondateur fédéraliste éminent dont Morgan avait beaucoup parlé aussi, Alexander Hamilton, en faisait l'éloge. Meiksins Wood cite Hamilton qui affirmait : « *We must [...] consider merchants as the natural representatives of all [...] classes of the community* <sup>289</sup>. » Nous retrouvons ici, formulée autrement, la réflexion de Morgan sur les volontés de Hamilton, lui qui avait plutôt utilisé les mots « aristocratie non naturelle ». Meiksins Wood poursuit en consolidant l'idée que les fédéralistes n'en avaient que pour l'essor d'une oligarchie parée d'un vernis démocratique :

*[The Federalists] practical task was to sustain a propertied oligarchy with the electoral support of a popular multitude. It was the anti-democratic victors in the USA who gave the modern world its definition of democracy, a definition in which the dilution of popular power is an essential ingredient. [...] The American experiment has nonetheless left this universal legacy* <sup>290</sup>.

---

les riches et les bien nés, qui souvent étaient moins sujets à éprouver quelque sympathie à l'égard de la démocratie. En fait, la démocratie impliquait que l'on pouvait considérer tous les citoyens détenteurs d'assez de sagesse et connaissance civique requises afin d'occuper des fonctions politiques générales. »

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 215. Notre traduction : « Il faut considérer les marchands en tant que les représentants naturels de toutes les classes de la communauté. »

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 214. Notre traduction : « Concrètement, les fédéralistes pactisaient en vue d'installer une oligarchie propriétaire avec l'assentiment électoral de la multitude populaire. Ce fut les vainqueurs antidémocrates qui aux Etats-Unis donnèrent au monde moderne sa définition de la démocratie, une définition dans laquelle il fut essentiel que le pouvoir populaire soit considérablement dilué. L'expérience américaine a sans aucun doute laissé cet héritage universel. »

L'historienne met ici l'accent sur l'idée des États-Unis en tant que première démocratie du monde, en importance et aussi par ordre d'apparition, mais surtout sur l'idée que c'est celle que toutes les autres imitent dans le monde, y compris au Québec, ainsi d'où l'importance fondamentale de travailler sur une telle question.

Les adversaires des fédéralistes à l'époque révolutionnaire critiquaient les ambitions des fédéralistes, et comme Morgan l'indiquait, de la prégnance du Congrès. Meiksins Wood se concentre à ce sujet autour de la formule introductive de la Constitution américaine (ratifiée en 1789 par la Convention de Philadelphie) en soulignant que :

*'We, the People...' [...] seemed to its critics as [...] a recipe for despotism, for an extensive empire ruled at the centre by an unrepresentative and tyrannical state. For these critics, the more democratic formula, closing the distance between the people and the realm of politics, would have been 'We, the States...'<sup>291</sup>.*

Meiksins Wood rejoint en ce sens Morgan, tous les deux ayant expliqué que la période coloniale avait vu s'épanouir des institutions démocratiques dans chaque État vis-à-vis desquelles chaque population avait sa voix, le plus souvent dans des systèmes bicaméraux. Ainsi, chaque État représentait un peuple en lui-même, ce qui fait qu'avoir dit « Nous les États » revenait en quelque sorte à dire « Nous *les* Peuples (des États) ». Par conséquent, dire « Nous le Peuple », tel que le soulignait Morgan, c'était nier cette multiplicité et mettre au monde, inventer, *le* peuple américain, avec cette nouvelle institution fédérale éloignée des villages, et qui surtout faisait une concurrence aux institutions étatiques déjà existantes. Au sujet de cette abstraction de l'État des centres de vie citoyenne, Meiksins Wood ajoute :

---

<sup>291</sup> *Ibid.*, p. 219. Notre traduction : « “Nous, le Peuple” ressemblait pour ses critiques à une recette pour le despotisme, pour un empire étendu régnant en son centre un État tyrannique et non-représentatif. Pour ces mêmes critiques, la formule plus démocratique, qui aurait fait disparaître la distance entre le peuple et le domaine de la politique, aurait été “Nous, les États”. »

*The Americans [were] to displace democracy to a purely political sphere, distinct and separate from 'civil society' or the 'economy'. In Athens, there was no such clear division between 'state' and 'civil society', no distinct and autonomous 'economy', not even a conception of the state as distinct from the community of citizens – no state of 'Athens' or 'Attica', only 'the Athenians' <sup>292</sup>.*

Ce contraste entre anciens Athéniens et Américains modernes est absolument intéressant quant à la vie politique et la vie des institutions, en ce qui a trait à la nature de l'État. Effectivement, l'État dans la démocratie athénienne, c'est les Athéniens eux-mêmes, alors qu'aux États-Unis, l'État devenait une institution impersonnelle, lointaine et ainsi l'abstraction, l'émondage du concept le rendait difficile à comprendre. Cette centralisation abstraite dans une ville fédérale telle que Philadelphie d'abord et Washington ensuite pouvait rappeler la grandeur de Rome, et Meiksins Wood souligne le fait que les pères fondateurs s'étaient largement inspiré de l'ancienne république, et ce, même probablement davantage que d'Athènes :

*[There was an] appeal to Roman symbols – the Roman pseudonyms adopted by the Federalists, the name of the Senate, [...] the Roman eagle as an American icon. Not Athens but Rome. Not Pericles but Cicero as role model. Not the rule of the demos but SPQR, the 'mixed constitution' of the Senate and the Roman people, the populus or demos with rights of citizenship but governed by an aristocracy <sup>293</sup>.*

Le Sénat, l'aigle, mais aussi l'État central, puis les « peu nombreux » indiquant la marche, la voie de l'avenir, précédant le peuple à leur suite. La démocratie représentative était donc ce genre de constitution mixte, ce paravent ou cette

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 224. Notre traduction : « Les Américains déplaceraient la démocratie dans une sphère conceptuelle purement politique, distincte de la "société civile" ou de l'"économie". À Athènes, il n'y avait pas une division claire entre l'"État" et la "société civile" ni une "économie" distincte et autonome, ni même une conception de l'État distincte de la communauté des citoyens – pas d'État nommé Athènes ou Attica, il y avait seulement la formule "Les Athéniens". »

<sup>293</sup> *Ibid.*, p. 225. Notre traduction : « On faisait appel aux symboles romains – les pseudonymes romains adoptés par les fédéralistes, le nom du Sénat, l'aigle romain comme symbole américain. Non pas Athènes mais Rome. Non pas Périclès mais Cicéron comme modèle. Non pas le règne du δῆμος (*demos*) mais le SENATVS POPVLVSQVE ROMANVS (S.P.Q.R.), la "constitution mixte" du Sénat et du peuple romain, ainsi le *populus* ou *demos* avec droits de citoyenneté, toutefois gouverné par une aristocratie. »

apparence démocratique, qui était d'ailleurs selon Meiksins Wood devenue importante à tel point que chacun se revendiquait démocrate :

*When all good political things are 'democratic' and everything we dislike in politics is undemocratic: everyone had to claim to be a democrat. The problem then was to construct a conception of democracy which would, by definition, exclude the ancient model* <sup>294</sup>.

On comprend dès lors qu'antidémocrate ou démocrate, chacun se revendiquait démocrate et peu importait le fond réel des convictions et des espérances. La pression sociale existait déjà : il devenait impensable, voire inadmissible, fou, de n'avoir pas été démocrate. En lien avec cette idée, l'historien Eric Hobsbawm apporte le point suivant : « *The age of democratization thus turned into the era of public political hypocrisy, or rather duplicity, and hence also into that of political satire* <sup>295</sup>. » S'il y avait une multiplication des démocrates, il y avait une multiplication de l'hypocrisie en ce sens que bon nombre d'entre eux le proclamaient mais n'avaient aucune intention de faire quoi que ce soit qui fut vraiment démocratique. À ce propos, Meiksins Wood complète :

*In earlier times, democracy had meant what it said, yet its critics showed no hesitation in denouncing the stupidity, ignorance, and unreliability of the 'common herd'. Adam Ferguson [said] : How can he who has confined his views to his own subsistence or preservation, be intrusted with the conduct of nations ? Such men, when admitted to deliberate on matters of state, bring to its councils confusion and tumult, or servility and corruption ; and seldom suffer it to repose from ruinous factions, or the effects of resolutions ill formed and ill conducted* <sup>296</sup>.

<sup>294</sup> *Ibid.*, p. 225. Notre traduction : « Lorsque toute bonne chose politique est dite démocratique et tout ce qui est détestable en politique est dit antidémocratique : tous doivent clamer qu'ils sont démocrates. L'enjeu devenait dès lors de construire une conception de la démocratie qui, par définition, excluerait l'ancien modèle démocratique. »

<sup>295</sup> Eric Hobsbawm, 1987, *The Age of Empire : 1875-1914*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, p. 227. Notre traduction : « L'âge de la démocratisation est ainsi devenue l'ère de l'hypocrisie politique publique, ou même de la duplicité, et ainsi l'ère de la satire politique. »

<sup>296</sup> Meiksins Wood, 1995, *op. cit.*, p. 227. Notre traduction : « À d'autres époques, le mot démocratie signifiait ce que cela voulait dire, et ses critiques n'hésitaient pas à dénoncer la stupidité, l'ignorance ainsi que le manque de fiabilité de la populace [“common herd” aussi : plèbe, roturiers, troupeau]. Adam Ferguson avait dit : “Comment est-ce que celui qui a confiné (limité) ses réflexions à sa propre

Si donc auparavant on parlait de démocratie en pensant à la définition d'Aristote (des pauvres majoritaires au pouvoir), on acceptait aussi de parler franchement des possibles faiblesses ou limites d'un tel genre de régime. L'*hypocrisie* qui s'est installé autour de la démocratie en tant que mot galvaudé, intouchable, mis sur un piédestal, a progressivement empêché de travailler le concept intellectuellement et froidement, ses forces et ses limites. Meiksins Wood confirme cette idée de Hobsbawm : « *The reconceptualization of democracy belongs [...] to the new climate of political hypocrisy and duplicity* <sup>297</sup>. »

En somme, Meiksins Wood explique la stabilisation du mot démocratie :

*In an age of mass mobilization, then, the concept of democracy was subjected to new ideological pressures from dominant classes, demanding [...] a clear dissociation of 'democracy' from the 'demos' - or at least a decisive shift away from popular power as the principal criterion of democratic values [...] The effect was to shift the focus of 'democracy' away from the active exercise of popular power to the passive enjoyment of constitutional and procedural safeguards and rights, and away from the collective power of subordinate classes to the privacy and isolation of the individual citizen. More and more, the concept of 'democracy' came to be identified with liberalism* <sup>298</sup>.

La démocratie avait ainsi été éloignée du pouvoir des classes « subordonnées », et s'était logée dans une expérience passive de jouissance de droits et protections

---

subsistance ou préservation, soit dépositaire de la conduite des nations ? De tels hommes, lorsqu'ils étaient admis aux délibérations en matière d'État amenaient avec eux confusion et tumulte, ou servilité et corruption ; de factions ruineuses ou de l'effet de résolutions maladroitement formulées et conduites". »

<sup>297</sup> *Ibid.*, p. 227. Notre traduction : « La reconceptualisation de "démocratie" fait partie intégrante de ce nouveau climat politique d'hypocrisie et de duplicité. »

<sup>298</sup> *Ibid.*, p. 227. Notre traduction : « À l'âge de la mobilisation de masse, le concept de démocratie était la cible de nouvelles pressions idéologiques en provenance des classes dominantes, demandant une dissociation claire de la "démocratie" du "demos" - ou au moins une distanciation décisive du pouvoir populaire en tant que principal critère des valeurs démocratiques. Cela eut pour effet de transformer la démocratie d'un exercice actif du pouvoir populaire à la jouissance passive de sauvegardes et droits constitutionnels et procéduraux, et l'éloignant ainsi du pouvoir collectif des classes subordonnées à la confidentialité et l'isolation de chaque citoyen individuel. De plus en plus, le concept de "démocratie" a été assimilé au concept de "libéralisme". »

constitutionnels bureaucratiques et juridiques, et bien qu'identifiée au libéralisme, elle n'en était qu'à cela pas moins réductible.

### 5.3 Du libéralisme vers la démocratie libérale

L'idée centrale du libéralisme est de garantir un cadre de droits et libertés, tel qu'on l'a vu avec la Grande Charte (*Magna Carta*) de 1215, imposant certaines limites au pouvoir monarchique. Meiksins Wood résume les grandes idées du libéralisme ainsi : « *The task that liberalism sets for itself is [that] any kind of social power needs to be hedged around with protections for freedom of association, communication, diversity of opinion, an inviolable private sphere* <sup>299</sup>. » Néanmoins, cette notion n'avait au départ rien de démocratique, telle que l'explique Meiksins Wood :

*Liberalism has entered modern political discourse not only as a set of ideas and institutions designed to limit state power but also as a substitute for democracy. The original, aristocratic idea of constitutional checks on monarchy power had no associations with the idea of democracy. Its identification with 'democracy' was a much later development [...]* <sup>300</sup>.

L'historienne met aussi en garde qui serait naturellement porté à penser que la démocratie libérale serait une addition simple des principes du libéralisme à des principes démocratiques :

---

<sup>299</sup> *Ibid.*, p. 237. Notre traduction : « Tous les genres de pouvoir social doit être limité par des protections : des libertés d'association, de communication, de diversité d'opinions et d'une vie privée inviolable. »

<sup>300</sup> *Ibid.*, p. 230. Notre traduction : « Le libéralisme est entré dans le discours politique moderne non seulement en tant qu'un ensemble d'idées et d'institutions conçues pour limiter le pouvoir étatique, mais aussi en tant que substitut à la démocratie. L'idée aristocratique originale d'imposer des limites constitutionnelles au pouvoir monarchique n'était pas associé à l'idée de démocratie. Son identification avec le mot « démocratie » est arrivée beaucoup plus tard. »

*'Liberal democracy', the familiarity of this formula may disguise everything that is historically and ideologically problematic in this distinctively modern coupling, and it could do with some critical unpacking. There is more to this formula than the expansion of 'liberalism' to 'liberal democracy' – that is, the addition of democratic principles like universal suffrage to the pre-democratic values of constitutionalism and 'limited government'* <sup>301</sup>.

En ce sens, la « démocratie libérale » serait un concept *sui generis*, c'est-à-dire n'étant pas égal à la somme de ses parties, en ce que le capitalisme naît simultanément. Il n'y a donc pas que le libéralisme couplé avec des concepts démocratiques, mais un nouveau concept, l'*économie*, qui prend de plus en plus d'importance, souligne Meiksins Wood :

*Liberties that meant a great deal to early modern aristocracies, and whose extension to the multitude then would have completely transformed society, cannot mean the same thing now – not least because the so-called economy has acquired a life of its own, completely outside the ambit of citizenship, political freedom, or democratic accountability* <sup>302</sup>.

*Liberalism [...] is not equipped to cope with the realities of power in a capitalist society, and even less to encompass a more inclusive kind of democracy than now exists* <sup>303</sup>.

L'historienne indique que l'« économie » a dès ses débuts commencé à sortir du domaine de la citoyenneté, des libertés et de la politique. Les tenants du libéralisme, n'ayant pas anticipé le capitalisme aux époques précédant son avènement, ne l'avaient pas conceptualisé pour résister à une telle nouveauté. Ainsi, Meiksins Wood

<sup>301</sup> *Ibid.*, p. 229. Notre traduction : « “Démocratie libérale”, l'aspect familier de cette formule peut travestir tout ce qui est historiquement et idéologiquement problématique en ce binôme spécifiquement moderne. Cette formule contient davantage que la simple prolongation du “libéralisme” à la “démocratie libérale” - ceci étant, l'ajout de principes démocratiques comme le suffrage universel à des valeurs pré-démocratiques telles que le constitutionalisme et le “gouvernement limité”. »

<sup>302</sup> *Ibid.*, p. 233. Notre traduction : « Les libertés qui étaient d'une grande importance aux yeux des aristocrates modernes, et desquelles l'extension à la multitude aurait complètement changé la société, ne peuvent pas signifier la même chose aujourd'hui parce que la soi-disant économie a acquis une vie propre, totalement extérieure à l'étendue de la citoyenneté, de la liberté politique, et de la redevabilité démocratique [contraire donc d'“immunité parlementaire” par exemple]. »

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 237. Notre traduction : « Le libéralisme n'est pas conçu pour être directement compatible avec la réalité du pouvoir dans une société capitaliste, et d'autant moins que d'envisager un genre de démocratie plus englobant tel que celui d'aujourd'hui. »

démontre le lien inhérent et nécessaire entre le concept de la « démocratie libérale » et du « capitalisme » :

*The idea of 'liberal democracy' became thinkable [...] only with the emergence of capitalist social property relations. Capitalism made possible the redefinition of democracy, its reduction to liberalism. [...] Liberal democracy leaves untouched the whole new sphere of domination and coercion created by capitalism, its relocation of substantial powers from the state to civil society, to private property and the compulsions of the market* <sup>304</sup>.

En quoi donc le capitalisme permet-il la démocratie libérale ? C'est en fait que la relation sociale capitaliste dont parle Meiksins Wood est celle du Capital-Travail, ou celle des possédants et des dépossédés, qui est une relation sociale qui n'a rien à voir avec la liberté, lorsque l'on se fie à ce que l'auteure rapporte du concept de la personne libre, chez les Athéniens : « *The free man was one who neither lived under the constraint of, nor was employed for the benefit of, another; who lived preferably on his ancestral plot of land, with its shrines and ancestral tombs* » <sup>305</sup>. » Ainsi la personne libre détenait sa propriété sûrement, sans épée de Damoclès au-dessus de la tête ; sa propriété lui était certaine. Or, la multitude dépossédée du cadre capitaliste devient forcément assujettie dans un rapport *économique*, mais théoriquement libre dans un rapport *politique*.

De ce fait, le concept même d'aliénation capitaliste habitue le dépossédé à une passivité non pas seulement démocratique mais générale, en ce sens qu'il ne s'appartient plus à lui-même la majeure partie de sa journée, devenant un genre d'automate au service des volontés d'un *employeur*. Ainsi, autour de cette passivité,

<sup>304</sup> *Ibid.*, p. 234. Notre traduction : « L'idée de la "démocratie libérale" est devenue pensable uniquement avec l'émergence des relations sociales capitalistes de propriété. Le capitalisme a été rendu possible par la redéfinition de la démocratie, de sa réduction au libéralisme. La démocratie libérale laisse la toute nouvelle sphère de domination et contrainte créée par le capitalisme intacte, sa relocalisation de pouvoirs substantiels de l'État à la société civile, de la propriété privée et aux compulsions du marché. »

<sup>305</sup> *Ibid.*, pp. 221-222. Notre traduction : « L'homme libre ne vivait ni sous la contrainte, ni n'était employé au bénéfice d'un autre ; il vivait préférablement sur le lopin de terre de sa lignée, avec ses sanctuaires et les tombeaux de ses ancêtres. »

revenons sur les principes de l'école du républicanisme classique notamment ceux de James Harrington, cités par Meiksins Wood :

*In the work of James Harrington, Algernon Sidney and Henry Neville [appeared the] school of political theory which has come to be known as classical republicanism. [...] Its central organizing principle [was] a concept of citizenship, implying not simply the passive enjoyment of individual rights which we have come to associate with 'liberal democracy' but a community of active citizens in pursuit of a common good*<sup>306</sup>.

En ce sens, une démocratie vive composée de citoyens actifs qui prenaient à cœur les affaires de leur communauté ou société, leur communauté de destin, impliquait d'emblée le fait que ces citoyens fussent authentiquement libres, alors que la logique double qui se mettait en place dans la modernité était une logique qui enfermait les prolétaires dans ce que Max Weber appellera bien plus tard « la cage d'acier » du capitalisme.

Meiksins Wood, partant de l'Athènes d'il y a vingt-cinq siècles, explique par contrastes les évolutions conceptuelles de la démocratie et du peuple. Elle termine sa réflexion avec l'époque actuelle, réitérant que les concepts issus de la révolution américaine n'ont fait aujourd'hui que s'immobiliser complètement jusqu'à en perdre leur substance et leur signification :

---

<sup>306</sup> *Ibid.*, p. 206. Notre traduction : « C'est notamment dans les travaux de James Harrington [*Oceana*], Algernon Sidney et Henry Neville qu'est apparue la théorie politique que l'on a appelée l'école du républicanisme classique. Le principe central de cette théorie résidait dans un concept de citoyenneté qui impliquait non seulement la jouissance passive de droits individuels (ce qu'on a de plus en plus associé avec l'actuelle "démocratie libérale"), mais plutôt une communauté de citoyens actifs à la recherche de la sauvegarde et l'amélioration du bien commun. »

*Today we have become thoroughly accustomed to defining democracy less (if at all) in terms of rule by the demos or popular power than in terms of civil liberties, freedom of speech, of the press and assembly, toleration, the protection of a sphere of privacy, the defence of the individual and/or 'civil society' against the state. [...] Conspicuously absent from this catalogue of democratic characteristics is the very quality that gives democracy its specific and literal meaning: rule by the demos* <sup>307</sup>.

La démocratie devient alors la défense des minorités, la protection des libertés individuelles, la liberté de penser, puis encore davantage la liberté commerciale, le libre marché, mais presque jamais l'idée du pouvoir du peuple. C'est d'ailleurs ce même barème qui est appliqué à l'international lorsque le système médiatique évalue le taux de légitimité ou performance démocratique d'un État, selon Meiksins Wood :

*In the conceptual framework of liberal democracy, we cannot [...] even think about freedom from the market. [...] What about the current tendency to identify democracy with the 'free market'? What about this new definition, according to which the 'new democracies' of eastern Europe are 'democratic' in proportion to their progress in 'marketization', President Yeltsin's accretion of power to the presidency is 'democratic' because it is conducted in the name of 'privatization' and 'the market', or General Pinochet was more 'democratic' than a freely elected Salvador Allende? [...] The very condition that makes it possible to define democracy as we do in modern liberal capitalist societies is the separation and enclosure of the economic sphere and its invulnerability to democratic power. Protecting that invulnerability has even become an essential criterion of democracy. This definition allows us to invoke democracy against the empowerment of the people in the economic sphere* <sup>308</sup>.

<sup>307</sup> *Ibid.*, pp. 231-232. Notre traduction : « Nous avons à notre époque été profondément habitués à concevoir la démocratie moins en tant que le pouvoir du peuple qu'en termes de libertés civiles, liberté d'expression, liberté de la presse et d'association, tolérance, la protection de la vie privée, la défense des individus et/ou de la société civile contre l'État. Pourtant, la qualité qui donne à la démocratie sa signification spécifique et littérale est manifestement absente : le pouvoir du peuple. »

<sup>308</sup> *Ibid.*, p. 235. Notre traduction : « Dans le cadre conceptuel de la démocratie libérale, il est même impossible de penser la liberté en-dehors du marché. Qu'en est-il de la tendance actuelle d'identifier la démocratie avec le "marché libre" ? Qu'en est-il de cette nouvelle définition selon laquelle les "nouvelles démocraties" d'Europe de l'Est sont "démocratiques" en proportion de leur transition à l'économie de marché, que la concentration du pouvoir autour du président Yeltsin était "démocratique" parce qu'elle était orchestrée au nom de la "privatisation" et du "marché", ou que le général Pinochet était plus "démocratique" que Allende qui avait été librement élu par le vote populaire ? La condition qui rend possible une définition de la démocratie telle que rencontrée dans les sociétés capitalistes libérales modernes est la séparation et l'encerclement de la sphère économique et de son invulnérabilité au pouvoir démocratique. La protection de cette invulnérabilité est même devenue un critère essentiel de démocratie. Cette définition permet de parler d'une

Si la démocratie devient la protection de l'économie capitaliste, telle qu'elle est reconceptualisée, alors la démocratie dans plusieurs cas agit contre la démocratie (celle des anciens) par exemple dans le cas cité de Salvador Allende au Chili, élu au suffrage populaire, remplacé par l'homme des Américains, Pinochet, lui plutôt élu au « suffrage capitaliste » avec le soutien des *Chicago boys*. On remarque un virage *économiste*<sup>309</sup>, où la raison économique se substitue à la raison politique.

Enfin, Meiksins Wood rappelle l'idée d'universalisme de la nouvelle conception de la citoyenneté américaine, et la passivité qu'elle entraîne :

*The modern American conception of citizenship may be more inclusive and universalistic than the Athenian, more indifferent to the particularisms of kinship, blood ties, or ethnicity, [...] but it may also be more abstract and more passive. [...] Where Cleisthenes made the local deme the basis of Athenian citizenship, the Federalists did their best to shift the focal point of politics from the locality to the federal centre*<sup>310</sup>.

Tel qu'on l'a mentionné précédemment, Meiksins Wood conçoit la nouvelle logique capitaliste comme étant dénaturalisante, déracinante et réductrice. Cette logique déracine les individus de leurs traditions, de leurs cultures, pour en faire des unités de travail interchangeables. Ainsi, de cet élagage découle l'aspect universaliste de la citoyenneté américaine : tout le monde – entendu, le monde entier – peut être Américain. Cela, en contrepartie, en fait une citoyenneté plus passive et abstraite ; dans une telle démocratie libérale, on perd de vue le lien fort de l'intérêt général vers un bien commun. Meiksins Wood rappelle ainsi que face à un tel concept, la *nouvelle*

---

démocratie contre l'idée que le peuple assume sa pleine souveraineté, son plein pouvoir, dans la sphère économique. »

<sup>309</sup> Cf. Karl Polanyi (2007) [posthume, 1977], « Le sophisme économiste » (trad. Antoine Deville), *La Revue du M.A.U.S.S. (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales)*, Paris, La Découverte, p. 63.

<sup>310</sup> *Ibid.*, p. 219. Notre traduction : « La conception américaine moderne de la citoyenneté est probablement plus inclusive et universalisable que la conception athénienne, plus indifférente aux particularismes de parenté, de liens de sang, d'ethnicité, mais probablement aussi plus abstraite et plus passive. Là où Clisthène avait fait du *dème* [village] local la base de la citoyenneté athénienne, les fédéralistes avaient fait ce qu'ils pouvaient pour faire sortir le politique du local pour le concentrer dans un centre fédéral [Washington D.C.]. »

*gauche* post-moderne doit renouer avec son analyse de classes originelle, celle qui identifie le problème capitaliste :

*Current intellectual fashions of the left which emphasize 'post-modern' fragmentation, 'difference', contingency and the 'politics of identity' can barely accommodate the idea of capitalism. [The idea is] to renew the critical programme of historical materialism by redefining its basic concepts and its theory of history in original and imaginative ways, using them to identify the specificity of capitalism as a system of social relations and political power* <sup>311</sup>.

Enfin, Meiksins Wood répond à Francis Fukuyama, auteur de l'ouvrage *La Fin de l'Histoire* paru en 1992, qui disait que la démocratie libérale s'était imposée comme modèle unique pour un monde unipolaire :

*Does liberal democracy look like the end of History because it has surpassed all conceivable alternatives, or because it has exhausted its own capacities, while concealing other possibilities? Has it really overcome all rivals or simply obscured them temporarily from view* <sup>312</sup>?

Nous reviendrons sur cette question de *la fin de l'histoire* et des alternatives à la démocratie libérale au moment de conclure.

#### 5.4 Débat entre Morgan et Meiksins Wood : deux chronologies différentes

En même temps qu'elle critique la nouvelle gauche postmoderne qui délaisse l'analyse marxiste Capital-Travail, Meiksins Wood utilise un concept majeur qui n'avait pas encore été formulé à l'époque et dont elle étudie la trame : le

---

<sup>311</sup> *Ibid.*, p. i. Notre traduction : « Les tendances intellectuelles actuelles au sein de la gauche mettent l'accent sur la fragmentation "post-moderne", la "différence", la contingence et la société des identités ne peuvent qu'appriivoiser difficilement l'idée de capitalisme. L'idée est donc de renouer avec le programme critique du matérialisme historique en redéfinissant ses concepts fondamentaux et sa théorie de l'histoire de façon originale et imaginative, en identifiant la spécificité du capitalisme en tant que système de relations sociales et de pouvoir politique. »

<sup>312</sup> *Ibid.*, p. 237. Notre traduction : « Est-ce que la démocratie libérale ressemble à la fin de l'histoire parce qu'elle a dépassé toutes les alternatives concevables ou parce qu'elle a épuisé ses propres capacités tout en dissimulant (cachant) les autres possibilités ? Est-elle vraiment venue à bout de tous les rivaux ou a-t-elle simplement temporairement occulté leur existence ? »

« capitalisme<sup>313</sup> ». Aussi, la trame chronologique portée par Morgan est celle de la *whig history*, qui passe par la *Magna Carta*, *Curia Regis*, les premiers Parlements et puis progressivement la révolution anglaise, Cromwell, ainsi que la remise en question du *Divine Right of Kings* pour le remplacer par une monarchie constitutionnelle selon le cadre de « fiction politique » de la *Souveraineté Populaire*. Meiksins Wood, rappelons-le, conçoit cette suite d'événements comme un accaparement de pouvoir par une minorité, et cela n'a rien de « démocratique ». En fait, Morgan n'en pense pas moins lorsqu'il parle des *few* : « *We assume too easily that popular sovereignty was the product of popular demand, a rising of the many against the few. It was not. It was a question of some of the few enlisting the many against the rest of the few*<sup>314</sup>. » Ainsi, Meiksins Wood et Morgan sont d'accord que les racines et l'évolution de la démocratie moderne ne sont pas d'origine démocratique. Meiksins Wood retourne aux racines antiques de la démocratie athénienne qu'elle considère comme la seule forme vraiment démocratique, en établissant ainsi un contraste fort et évocateur avec les institutions modernes.

---

<sup>313</sup> Karl Marx, comme ses contemporains et ses prédécesseurs, parle du « capital » lorsqu'il publie *Das Kapital* à partir de 1867. Or, ce sera l'économiste et sociologue allemand Werner Sombart qui parlera le premier de « capitalisme » en 1902 dans son ouvrage *Der moderne Kapitalismus*.

<sup>314</sup> Edmund Morgan, *op. cit.*, p. 169. Notre traduction : « Nous acceptons trop facilement l'idée que la souveraineté populaire fut le produit d'une demande populaire, la montée du grand nombre contre la minorité puissante. Ça ne l'était pas. C'était plutôt une partie du petit nombre qui ralliait le grand nombre contre une autre partie du petit nombre. »

## CHAPITRE VI

### ROUGES, BLANCS, NOIRS

Gary Baring Nash (1933-...) est un historien faisant lui aussi autorité aux États-Unis, professeur émérite à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) notamment reconnu du grand public américain à l'automne 1994 pour avoir été au centre d'un débat de société autour de la définition du programme national d'enseignement de l'histoire. Nash s'était attiré les critiques d'historiens et d'associations soutenant une autre idée de faire et d'enseigner l'histoire. Le courant historiographique au sein duquel s'inscrit l'historien, celui de la nouvelle gauche (*new left*), est une mouvance naissant dans les années 1950-1960 que l'on pourrait rapprocher du mouvement des droits civiques (*Civil Rights Movement*) aux États-Unis, puis de Mai 68 en France, avec ses conséquences sur la réorientation idéologique de « la gauche » vers l'éventuelle posture postmoderne<sup>315</sup> déconstructionniste et relativiste. Délaissant de plus en plus les revendications résultant du rapport de force Capital-Travail qui avait fondé les grandes luttes prolétariennes et syndicales depuis les débuts de la révolution industrielle, progressivement la gauche se préoccupait plutôt des identités, des minorités, de leur histoire et de leurs droits. C'est notamment un travail rigoureux qu'a effectué Nash, dans une posture d'histoire sociale plutôt que d'« histoire

---

<sup>315</sup> Nous aurons l'occasion de définir ce *postmodernisme* plus précisément au Chapitre VII, notamment par la lecture qu'en fait Gordon Wood.

politique », étudiant les sources premières laissées par les « gens ordinaires » de l'époque révolutionnaire.

Il y a selon l'historiographie de Nash une considération plutôt sociétale d'inclusion des « délaissés de la révolution » dans le récit, mais également une préservation de l'ancienne perspective sociale de la lutte des classes. Nous étudierons les réflexions de Nash quant à l'importance déterminante qu'il prête aux délaissés de la révolution, afin de constater comment cette historiographie entre en tension avec celle de Morgan.

Néanmoins, cette section autour de l'interprétation de Nash sera plutôt brève étant donné que le point de divergence majeur entre la perspective des deux historiographies se situe dans les causes de la révolution. C'est-à-dire que contrairement à Morgan, Nash analyse la révolution américaine comme un phénomène historique « *from the bottom up* <sup>316</sup> ». Chez Morgan, le contexte pré-révolutionnaire est une confrontation des assemblées des treize colonies face à un Parlement britannique perçu comme intransigeant et tyrannique, ceci faisant partie intégrante d'une redéfinition conceptuelle que l'auteur appelle une transition vers une nouvelle fiction politique. Nash, quant à lui, dans une posture d'histoire sociale, identifie des documents historiques provenant des « gens ordinaires » de l'époque qui, spontanément, se constituent en associations ou groupes de citoyens indignés afin de mener à bien la sécession des colonies de l'Angleterre. Or, ce débat historiographique des *causes* de la révolution, bien qu'il soit très intéressant, n'est pas spécifiquement l'objet de notre étude, qui ici est le concept de *peuple*, et dialectiquement, le concept qui le constitue dans la *praxis*, la « fiction politique » de la *souveraineté populaire*.

---

<sup>316</sup> En français : « Qui part de la base pour se propager ensuite jusqu'à la tête dirigeante. »

Or, nous avons bien identifié le concept de peuple chez Morgan, et Nash présente le peuple selon un point de vue tout à fait différent. En fait, l'historien parle de *plusieurs peuples*, lorsqu'il affirme :

*America has always been a nation of immigrants, an elaborate cultural mosaic created out of the unending streams of people who for four centuries have flocked to its shores from every corner of the world, [...] from the three continents of North America, Europe, and Africa. [...] It was this fluidity of colonial society that made [...] the American Revolution such a multifaceted and dynamic period [...]* <sup>317</sup>.

Nash comprend la dynamique déjà multiple qui s'enclenche sur le territoire d'Amérique du Nord à l'époque des treize colonies, et donc il n'allait pas de soi que ces groupes distincts forment un jour un seul peuple. À ce sujet, Nash indique que : « *The ability to grow to [...] populous colonies in the early eighteenth century depended [on] struggles against Native Americans to expand their land base and turned to slave labor in the southern colonies* <sup>318</sup>. » L'interprétation inclusive de Nash implique une vue d'ensemble de la situation à l'époque de la révolution américaine. En effet, qui étaient donc les habitants des treize colonies ? Qu'en était-il des Amérindiens ? Et les « autres » ?

Rappelons-nous que la colonisation est une période historique qui s'enclenche au tournant de l'« Âge des découvertes », ou autrement dit, les voyages de Christophe Colomb (pour l'Espagne, 1492), Diaz (pour le Portugal, 1487), Verrazano (pour la France, 1524), Magellan (pour l'Espagne 1519), Jacques Cartier (pour la France, 1534), entre autres. Or, l'Amérique (de l'Île d'Ellesmere jusqu'à la Terre de Feu),

---

<sup>317</sup> Gary Nash (1990), *The American People, Volume One – To 1877. Second Edition*, New York, Harper & Row Publishers, préface. Notre traduction : « Les États-Unis furent toujours une nation d'immigrants, une mosaïque culturelle élaborée créée de flux ininterrompus de nouveaux arrivants qui pendant quatre siècles sont arrivés sur ses rivages de tous les coins du monde, [...] des trois continents que sont l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Afrique. [...] C'était cette fluidité de la société coloniale qui faisait [...] de la révolution américaine une période aussi dynamique et multiple. »

<sup>318</sup> *Ibidem*. Notre traduction : « La capacité de développer de grandes colonies au début du XVIII<sup>e</sup> siècle dépendait beaucoup des conflits avec les Amérindiens pour étendre leur territoire et ont eu recours à l'esclavage dans les colonies du Sud. »

nommée en l'honneur du florentin Amerigo Vespucci qui a le premier compris au retour de Colomb que l'on avait « découvert » un nouveau continent, avait bien avant les Anglais et les Français été explorée et colonisée par les Portugais et les Espagnols. À des fins de clarification et pour conserver une vision générale de la situation « des peuples » d'Amérique du Nord décrits précédemment par Nash, observons certains jalons de l'histoire géopolitique américaine qui furent déterminants<sup>319</sup>. Intéressons-nous ici notamment à l'importance des épopées française, espagnole, et russe même.

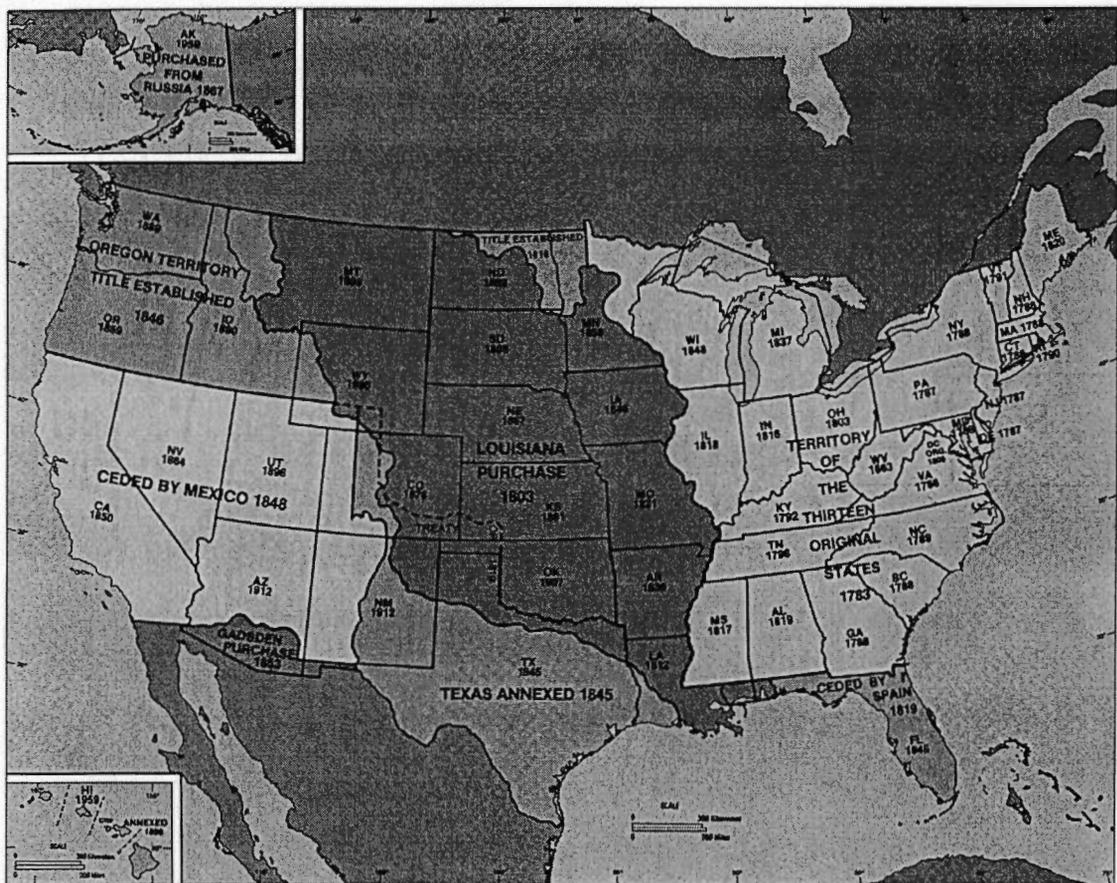
Ainsi, nous remarquons déjà juste avant la Déclaration d'indépendance en 1775 que la France n'apparaît plus sur les cartes d'Amérique sauf à l'exception de Haïti et de la Guyane française (sur le littoral Nord-Est de l'Amérique du Sud). La « Conquête » a eu lieu vers 1760, c'est-à-dire à l'issue de la guerre de Sept Ans (*French and Indian War* pour les Anglais). La Nouvelle-France a été séparée entre Espagnols (la Louisiane fut espagnole pendant près de 40 ans de 1763 jusqu'à sa rétrocession à la France en 1800 qui la gardera alors trois ans avant de la vendre) et Anglais (Canada et Acadie dominées dorénavant par l'Angleterre). Pourtant, pendant plusieurs décennies, la Nouvelle-France s'était étalée sur un territoire tout à fait considérable qui allait de l'actuel territoire du Québec, du Nouveau-Brunswick, et d'une immense partie de la région intérieure (les grandes plaines) des États-Unis longeant le Mississippi jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Les Français furent donc défaits, les colonies du nord furent confisquées et Napoléon vendit la Louisiane aux États-Unis en 1803.

La « Russie américaine » a existé de 1732 à 1867, année de la vente de l'Alaska de la Russie aux États-Unis. Les Russes se sont presque rendus jusqu'à San Francisco sur la côte californienne, alors que les Espagnols appelaient l'actuelle Californie « l'Alta

---

<sup>319</sup> Tiré de notre lecture de Morgan et de Nash. De plus, les jalons dont on parle ici sont des dates d'acquisition de territoires ou de cessions, qui ont donc un caractère objectif et ne font pas partie d'une interprétation historiographique particulière.

California », en opposition à la « Baja California » qui est aujourd'hui toujours mexicaine. Alors qu'ils avaient l'intention de dominer la côte ouest de l'Amérique du Nord, il est tout à fait étonnant d'apprendre que les Espagnols se sont rendus jusqu'au Golfe d'Alaska à environ 200 km de l'actuelle ville d'*Anchorage* dont la fondation de *Valdez* <sup>320</sup> en 1790 demeure un témoignage de leur passage. Voici une carte représentant entre autres l'étendue considérable des anciens territoires espagnols en Amérique du Nord :



Source : *Admission of States and Territorial Acquisition* - U.S. Bureau of the Census

Figure 6.1 : Carte des nouveaux territoires avec années d'annexion (U.S.A.)

<sup>320</sup> C'est à Valdez, cet important port pétrolier d'Alaska, que le pétrolier *Exxon-Valdez* était immatriculé ayant fait les manchettes en 1989 pour son déversement de pétrole.

La dernière carte montre les territoires espagnols cédés : l'Alta California et l'Oregon (le nom est d'origine espagnole), le Texas (fondé par un Français en 1684 mais espagnol dès 1689, anciennement *Tejas* en espagnol) et la Floride, qui furent sous la bannière espagnole pendant une période d'environ 200 ans (XVI<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui fait que la Floride fut par exemple plus longtemps espagnole qu'américaine).

En somme, ces données de mouvements géopolitiques permettent de comprendre le « canevas » continental général de l'époque de la révolution américaine. Effectivement, elles nous permettent de constater que les territoires annexés par les États-Unis étaient *très* habités, et surtout, fortement revendiqués par une multitude de peuples et d'entités politiques. Les premiers qui revendiquaient leur droit sur les territoires américains étaient ceux qui les avaient habités pendant si longtemps : les Amérindiens.

### 6.1 « Rouges »

Revenons à la colonie de Jamestown en Virginie que nous avons évoquée avec Morgan. Nash, dans une posture d'histoire sociale, s'intéresse à la vie d'un indigène<sup>321</sup> de cette époque qui a connu la colonisation. Opechancanough, né à la fin des années 1550 à Tsenacommacah, avait connu le passage des Espagnols vers 1561 qui recherchaient l'or, l'argent ou toute autre matière qu'ils considéraient de valeur, laissant derrière eux les maladies européennes. En 1570, les Espagnols revinrent et se firent expulser par les indigènes deux ans plus tard en 1572. C'est en 1607 que les Anglais arrivèrent, raconte Nash :

---

<sup>321</sup> Contrairement à ce que l'on s'imagine souvent, la définition du mot « indigène » n'est pas péjorative. La voici : « *Indigène*. Né dans le pays qu'il habite. »

*Opechancanough was in his forties when three ships of fair-skinned settlers disembarked in 1607 [...]. His half brother Powhatan [...] sent him to capture the English leader John Smith and escort him to the Indian's main village. [...] In 1617, he assumed leadership of the Powhatan Confederacy. Two years later, a Dutch trader sold 20 Africans to the settlers after docking at Jamestown. [...] As he watched the land-hungry settlers swarm in during the next two decades, [...] in 1644, now in his eighties, [Opechancanough] galvanized a new generation of warriors and led a final desperate assault on the English. [...] Kept prisoner by the Virginians, [...] he was fatally shot in the back by an English guard in 1646 [...] in the ninth decade of his life*<sup>322</sup>.

Voici, selon Nash, l'un des premiers contacts « *red, white and black* ». Notons que l'auteur rapporte dans le passage ci-haut qu'en 1619, un marchand néerlandais négrier faisait vraisemblablement la première livraison d'esclaves dans les colonies anglaises d'Amérique. Or, il est à noter que la Nouvelle-Hollande (« *Nieuw Nederlandt* ») avait été fondée par le capitaine Henry Hudson au compte des néerlandais dès 1614 cinq ans avant, qui deviendrait notamment la *Province* de New York en 1674.

Ainsi, Opechancanough était le demi-frère de Powhatan, et Powhatan était le père de Pocahontas (née Matoaka vers 1596) qui, bien qu'elle soit entrée dans la légende, a réellement existé. Toutefois, bien qu'elle ait pu être amie avec John Smith, elle s'est véritablement liée à un autre colon du nom de John Rolfe. Elle est morte vers l'âge de 20 ans en Angleterre en 1617, il y a donc 400 ans. Voyons ce que dit Nash sur les

---

<sup>322</sup> *Ibid.*, pp. 4-5. Notre traduction : « Opechancanough avait un peu plus de quarante ans lorsque trois bateaux de colons à peau-claire débarquèrent en 1607. Son demi-frère, Powhatan, l'envoya capturer le capitaine anglais John Smith afin d'escorter ce dernier jusqu'au village amérindien le plus important. En 1617, Opechancanough devint chef de la Confédération de Powhatan. Deux ans plus tard, un marchand néerlandais vendit 20 Africains aux colons après qu'il eut débarqué à Jamestown. Opechancanough, en voyant les colons avides de s'accaparer de plus en plus de territoire durant deux décennies, alors qu'il avait plus de 80 ans en 1644, organisa une nouvelle génération de guerriers et mena son dernier assaut contre les Anglais. Il fut fait prisonnier par les Virginiens et fut mortellement atteint d'une balle dans le dos par un garde anglais en 1646. Il avait alors plus de 90 ans. »

Amérindiens (« Rouges »), ce « corps du peuple américain » que les Anglais voulaient assujettir et qui contestaient la colonisation blanche <sup>323</sup>.

Le rapport à la nature et à la propriété est diamétralement différent chez les Amérindiens et les Anglais, tel que Nash l'indique : « *“Subdue the earth,” read the first book of the Old Testament, “and have dominion over every living thing that moves on the earth.” [...] Native Americans, in contrast, were “a people that are contented with Nature as they find her”* <sup>324</sup>. » Les Amérindiens d'Amérique du Nord n'avaient pas entrepris de bâtir d'immenses cités, déforester des milliers hectares et construire des voies routières, bien qu'il y ait existé des pistes et sentiers bien aménagés sur de très longues distances sur le continent. Les grandes cités d'Amérique se situaient plutôt au centre ou au Sud chez les Aztèques (ils s'appelaient eux-mêmes les *Mexica*) et les Incas au Pérou avant la colonisation. Sur le territoire des Etats-Unis, les Amérindiens vivaient en harmonie avec la nature, en profond respect et souci des équilibres. Les Européens allaient changer cela, et cet aspect de la vie des Amérindiens allait les faire passer à tort pour « des sauvages » qui vivent dans les bois.

Le rapport aux choses et aux territoires chez les Amérindiens est encore une fois à l'opposé de celui des Européens. Le concept européen de la « propriété privée » ou de « posséder » un territoire n'existe pas chez les Amérindiens d'Amérique du Nord. Nash dit à ce sujet :

---

<sup>323</sup> *Ibid.*, p. 68. Texte anglais original : « *Mastering [North America implied] the gradual subjection of Native American tribes who contested white expansion.* »

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 9. Notre traduction : « «Maîtrisez (soumettez) la terre» indique le premier livre de l'Ancien Testament, “et établissez votre domination sur chaque être vivant qui bouge sur la terre.” Les Amérindiens, autrement, étaient “un peuple qui se contentait de la nature telle qu'ils l'avaient rencontrée”. »

*Europeans believed that land should be privately possessed. Individual ownership of property became a fundamental concept, and an extensive institutional apparatus grew up to support it. [...] The social structure directly mirrored patterns of land ownership, with a land-wealthy elite at the apex of the social pyramid and a mass of propertyless individuals forming the broad base. Native Americans also had concepts of property, and tribes recognized territorial boundaries. But they believed that land was invested with sacred qualities and should be held in common. [...] Observing the Iroquois of the eastern woodlands in 1657, a French Jesuit noted with surprise that they had no almshouses because "their kindness, humanity and courtesy not only makes them liberal with what they have, but causes them to possess hardly anything except in common"<sup>325</sup>.*

Nash indique dans ce passage non seulement la différence conceptuelle de la propriété, mais aussi ce qu'historiquement ce concept européen a engendré comme structure sociale « pyramidale » très inégalitaire. Bien qu'il y ait eu des territoires tribaux, c'est-à-dire que les Algonquins, les Iroquois, les Apaches, les Comanches entre autres, eurent habité une zone définie, le fait pourtant d'habiter ce territoire ne signifiait pas le posséder ni le « droit d'*usus* et *abusus* ». Ce droit d'abuser de la propriété, comme c'était devenu le cas en Europe, permettait d'exploiter sa propriété terrienne, et ce, jusqu'à la destruction si volonté. En somme, les nations amérindiennes vivaient sur un territoire défini, mais il n'y avait pas de concentration de propriété par une minorité et il y avait l'idée d'une propriété commune. Rappelons que l'égalité parfaite n'existait pas non plus ; les privilèges ne se mesuraient pas simplement en termes monétaires mais autrement (rôles, règles statutaires, etc.). Cette conception fait qu'il n'y avait pas de pauvres ni d'excessivement privilégiés.

---

<sup>325</sup> *Ibid.*, p. 9. Notre traduction : « Les Européens croyaient que la terre devait être possédée par des intérêts privés. La propriété individuelle était devenue un concept fondamental, et tout un appareil institutionnel (de justice entre autres) est apparu afin de le garantir. La structure sociale était le miroitement direct de cette logique de propriété privée de la terre, et une élite de grands propriétaires terriens était à l'apex de la pyramide sociale et une masse immense d'individus dépossédés en formaient la base. Les Amérindiens connaissaient aussi un concept de propriété, et les tribus se reconnaissaient des frontières territoriales. Ils croyaient cependant que la terre était investie de qualités sacrées et devait être du ressort de la communauté. En observant les Iroquois des forêts de la côte est en 1657, un jésuite français notait, surpris, qu'il n'y avait pas chez les Amérindiens d'hospice (pour les pauvres), parce que "leur bonté, humanité et courtoisie, en plus de faire qu'ils partagent ce qu'ils ont, faisait qu'ils ne possédaient presque rien individuellement, mais presque tout en commun". »

Nash présente le rapport entre Amérindiens et Européens comme une expérience finalement désastreuse. Il affirme en ce sens :

*The population of the Americas on the eve of European arrival had grown to an estimated 50 million or more. In some areas, such as central Mexico, the highlands of Peru, and certain Caribbean Islands, population density exceeded that of most Europe. [These people, unlike Europeans], had been geographically isolated from these diseases. Arriving Europeans therefore unknowingly encountered a huge component of the human race that was utterly defenseless against the « domesticated » infections the explorers, traders, and settlers carried in their bodies* <sup>326</sup>.

*On Hispaniola, a population of about one million that had existed when Columbus arrived had only a few thousand survivors by 1530. Of some 25 million inhabitants of the Aztec empire prior to Cortés's arrival, about 90 percent were felled by disease within a half century. Demographic disaster also struck the populous Inca peoples of the Peruvian Andes. [...] The enslavement and brutal treatment of the native people intensified the lethal effects of European diseases* <sup>327</sup>.

Il n'y avait pas seulement incompatibilité au plan idéologique tel qu'on l'a vu, et le désastre démographique résultant de cette rencontre, par la maladie et le traitement, en est un témoignage encore plus probant. Nash ajoute à ce sujet : « *The Native Americans learned that Europeans, even when they came bearing the crosses of their religion, were a volatile and dangerous people* <sup>328</sup>. » Cette dangerosité s'expliquait

<sup>326</sup> *Ibid.*, p. 24. Notre traduction : « La population des Amériques à la veille de l'arrivée des Européens atteignait environ cinquante millions ou plus. Dans certaines zones, comme à Mexico, les hautes terres du Pérou, et certaines îles caribéennes, la densité de population dépassait celle de la majorité de l'Europe. Ces peuples, au contraire des Européens, avaient pour des raisons géographiques été préservés de bon nombre de maladies. Les Européens débarqués avaient ainsi, sans le savoir, contaminé une grande partie de la race humaine qui était sans défenses (immunitaires) contre les infections "domestiquées" dont les explorateurs, marchands et colons étaient porteurs, ou réservoirs. »

<sup>327</sup> *Ibid.*, pp. 24-25. Notre traduction : « Hispaniola (nom donné par Christophe Colomb à l'île que les indigènes Taïnos bien avant appelaient dans leur langue "Ayiti", renommée plus tard en deux pays, soient Haïti et République dominicaine), comptait une population d'environ un million d'Amérindiens avant l'arrivée de Colomb (en 1492), desquels survécurent seulement quelques milliers en 1530. Des 25 millions d'habitants de l'Empire Aztèque avant l'arrivée de Cortés, environ 90 % de la population mourut des nouvelles maladies en l'espace d'un demi-siècle. Le désastre démographique a aussi atteint les peuples Incas des Andes péruviennes. L'esclavage et le traitement brutal infligés aux Amérindiens avaient intensifié l'effet létal des maladies européennes. »

<sup>328</sup> *Ibid.*, p. 4. Notre traduction : « Les Amérindiens apprirent que les Européens, même lorsqu'ils arrivaient avec la croix de leur religion, étaient volatiles et dangereux. »

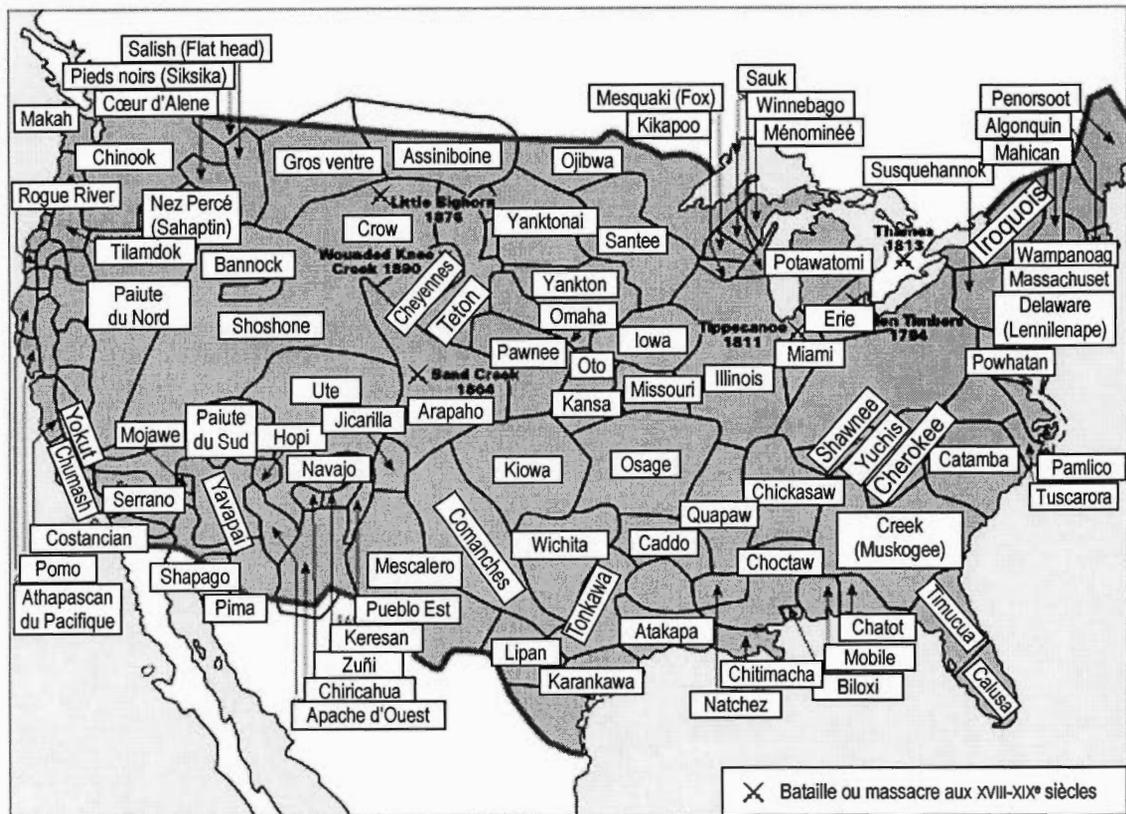
probablement entre autres par cette « sauvagerie » que les Européens attribuaient aux Amérindiens, dans une sorte d'indifférenciation. En effet, selon Nash, les Européens ne s'intéressaient pas tellement aux subtilités de la vie de leurs hôtes. Ils étaient « Autres », simplement. Nash explique :

*Europeans who rediscovered the New World thousands of years later would indiscriminately lump together the myriad societies they found. But by the 1500s, the « Indians » of the Americas were enormously diverse in the size and complexity of their societies, the languages they spoke, and their forms of social organization*<sup>329</sup>.

Voici, à ce sujet, une carte qui représente l'étendue et la disparité de cette myriade de nations amérindiennes en Amérique du Nord. Cette carte entre autres choses, permet de situer la majorité des nations amérindiennes, mais permet également de constater à quel point l'ensemble du territoire nord-américain fut peuplé par les Amérindiens, de la côte est à la côte ouest.

---

<sup>329</sup> *Ibid.*, p. 7. Notre traduction : « Les Européens qui redécouvrirent [après les Amérindiens il y a plus de 12 000 ans et après l'islandais Leif Eriksson en l'an mille] le Nouveau Monde des milliers d'années après considéraient les sociétés amérindiennes de façon indifférenciée. Or, au tournant de l'an 1500, les « Indiens » d'Amérique étaient très divers et différents en nombre, en complexité de leur structure sociale, des langues qu'ils parlaient et par leur forme d'organisation sociale. »



Source : Las Vegas – Clark County Library District

Figure 6.2 : Carte des noms des nations amérindiennes avant l'arrivée des Européens

Enfin, au sujet des Amérindiens, remarquons que de nombreuses nations étaient organisées selon une structure matrilineaire, ce qui déstabilisait les Européens qui avaient l'habitude et la conviction d'une structure patrilinéaire. Nash dit en ce sens : « *European colonizers in North America also found disturbing the matrilinear organization of many tribal societies. Contrary to European practice, family*

*membership among the Iroquois, for example, was determined through the female line*<sup>330</sup>. »

En somme, selon le schéma interprétatif « *red, white and black* » de Nash, nous avons relevé les éléments déterminants du groupe de population Amérindien sur le territoire américain. Nash, en ce qui a trait au concept de peuple, n'entre pas réellement en tension avec Morgan sur le point particulier des Blancs qu'il décrit assez pareillement. Morgan toutefois, comme les rouges, a négligé les noirs dans son concept de peuple, groupe du peuple étudié abondamment dans l'œuvre de Nash.

## 6.2 « Noirs »

Nash les appelle *the one forgotten fifth of the population*<sup>331</sup> (en français : « le cinquième oublié de la population »), les noirs arrivés d'Afrique à bord de bateaux négriers pour être vendus aux colonies. Nash résume bien la situation générale de ce cinquième oublié de la population, en son histoire et sa démographie, lorsqu'il affirme :

*The number of Africans brought to the New World was probably not less than 12 million. [...] African kingdoms, eager for European trade goods, warred against each other in order to supply the "black gold" demanded by white ship captains. [...] In the seventeenth century, when about 1 million Africans were brought to the New World, the Dutch replaced the Portuguese as the major supplier. The English, meanwhile, hardly counted in the slave trade. Not until the 1690s, when they began their century-long rise to maritime greatness, did the English challenge the Dutch. But by the 1790s, the English were the foremost slave-trading nation in Europe*<sup>332</sup>.

<sup>330</sup> *Ibid.*, p. 10. Notre traduction : « Les colonisateurs européens de l'Amérique du Nord concevaient mal que plusieurs sociétés tribales soient organisées selon une structure matrilineaire. Contrairement aux pratiques européennes, les membres d'une famille iroquoise étaient déterminés par la lignée maternelle. »

<sup>331</sup> Cf. Gary B. Nash (2006), *The Forgotten Fifth: African Americans in the Age of Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 235 p.

<sup>332</sup> *Ibid.*, pp. 68-69. Notre traduction : « Le nombre d'Africains déportés au Nouveau Monde est au moins 12 millions. Les royaumes africains, envieux des marchandises européennes, se faisaient la guerre entre eux afin d'être les fournisseurs de l'"or noir" demandé par les capitaines des bateaux des

Il est très important de comprendre dans ce passage que l'esclavage n'était pas à cette époque une particularité des États-Unis. Cette pratique était attestée depuis au moins le VIII<sup>e</sup> siècle, puis avait évolué en « traite transatlantique » et en commerce triangulaire (Europe bénéficiaire, Afrique esclave, Amérique lieu de ressources et de travail productif). Ainsi, la traite d'esclaves fut successivement dominée par les Portugais, les Néerlandais, puis par les Anglais jusqu'à son abolition. Notons aussi le sens inusité à notre époque de l'expression « or noir », qui renvoie à la valeur des esclaves noirs. Aujourd'hui, l'or noir est une expression qui renvoie exclusivement au pétrole, liquide noir visqueux. Ainsi, le cinquième de la population en 1776 était noire et avait été amenée d'Afrique, avec une culture africaine. Nash dit au sujet de cette culture que : « *The notion of African "backwardness" and cultural impoverishment was a myth perpetuated after the slave trade had begun transporting millions of Africans to the New World* <sup>333</sup>. » Ainsi, de grands royaumes existaient en Afrique, des cultures riches et, un peu comme dans le cas des Amérindiens, une culture pouvait être riche sans nécessairement l'être dans le sens précis des critères de l'Européen. Il est intéressant de noter que plusieurs sociétés africaines avaient un point commun avec les Amérindiens, dit Nash : « *In many African societies, as in many Native American ones, the family was matrilineal. Property rights and political inheritance descended through the mother rather than the father* <sup>334</sup>. » Plusieurs Amérindiens, comme les Africains, vivaient dans des sociétés matrilineaires.

---

blancs. Au XVII<sup>e</sup> siècle, alors qu'environ un million d'Africains avaient été vendus au Nouveau Monde (essentiellement par les Portugais), les Néerlandais remplacèrent les Portugais en tant que premiers fournisseurs. Les Anglais, en ce temps, ne comptaient presque en rien sur la traite d'esclaves. Il fallut attendre les années 1690, lorsqu'ils commencèrent leur grandeur maritime qui durerait 100 ans, pour que les Anglais ravissent la place des Néerlandais. En 1790, les Anglais étaient la nation d'Europe qui avait le plus recours à la traite d'esclaves. »

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 14. Notre traduction : « La notion du retard de l'Afrique et de l'appauvrissement culturel était un mythe répandu après que la traite des esclaves ait commencé, transportant des millions d'Africains vers le Nouveau Monde. »

<sup>334</sup> *Ibid.*, p. 15. Notre traduction : « Dans plusieurs sociétés africaines tout comme dans plusieurs sociétés amérindiennes, la famille fut matrilineaire. Les droits de propriété et l'héritage politique descendaient dans la lignée maternelle plutôt que dans celle du père. »

Nash indique ensuite que, bien avant l'arrivée des Européens en Afrique, l'esclavage existait déjà au sein des sociétés africaines :

*Social organization in [...] West Africa by the time Europeans arrived [included] slaves. [...] Nevertheless, as members of the community, they were entitled to protection under the law and allowed the privileges of education, marriage, and parenthood. Their servile condition was not permanent, nor was it automatically fastened onto their children, as would be the fate of Africans enslaved in the Americas* <sup>335</sup>.

Le concept d'esclave renferme en ce sens une histoire conceptuelle riche et très complexe. En effet, l'esclavage africain de cette époque sera en fin de compte beaucoup moins dur que le sort des esclaves africains en Amérique dans les champs de tabac, de canne à sucre et les rizières (particulièrement dans les Antilles et en Amérique du Sud), en regard du travail lui-même mais aussi du traitement quotidien et de la place dans la structure sociale. Le concept « esclave » ne renvoyait donc pas du tout, selon les époques et les lieux, à la même signification.

Par conséquent, pour bien arriver à décrire ce cinquième de la population américaine, donc cette partie du concept de peuple chez Nash, il faut souligner l'idée fondamentale d'un traumatisme initial vécu par cette population. Il s'agit de la perte d'une première culture africaine, de structures sociale, environnementale, familiale, tel que l'indique Nash : « *Even the most vivid accounts of the slave trade cannot convey the pain and demoralization that accompanied the initial capture and subsequent march to slave-trading forts [...]* <sup>336</sup>. » Nous reparlerons de ce choc initial vécu par les premiers esclaves, s'inscrivant dans toute une lignée d'esclaves pendant

<sup>335</sup> *Ibid.*, p. 16. Notre traduction : « L'organisation sociale en Afrique de l'Ouest avant que les Européens n'arrivent comptait en son sein des esclaves. Cependant, en tant que membres de la communauté, les esclaves avaient droit à des protections légales et jouissaient de certains privilèges comme l'éducation, le mariage, et la famille. Leur condition n'était ni permanente, ni ne se transmettait automatiquement à leur descendance, contrairement à ce qu'allait être le sort des esclaves Africains d'Amérique. »

<sup>336</sup> *Ibid.*, p. 69. Notre traduction : « Même le témoignage le plus senti de la traite d'esclave ne pourrait pas complètement traduire la souffrance et la démoralisation qui accompagna la capture initiale et la marche subséquente jusqu'aux foires aux esclaves des villes de traite. »

plusieurs générations avant l'abolition définitive de l'esclavage aux États-Unis en 1865<sup>337</sup>.

Enfin, rappelons que pour Nash, les noirs des colonies américaines jouèrent un rôle dans la révolution, celui d'une population souhaitant son émancipation et voyant dans cet événement l'opportunité d'y arriver. Avec les colons blancs rebelles qui voulaient une autre émancipation aussi, Nash identifie un facteur déterminant de la révolution américaine.

De surcroît, l'historien indique que la période de la révolution est féconde en débats d'idées autour de l'abolition de l'esclavage, surtout lorsque l'indépendance fut déclarée. En ce sens, Nash indique : « *The principles of the American Revolution were incompatible with the institution of slavery, [and the] complete denial of rights* <sup>338</sup>. » Il ajoutait plus tard un élément important : « *[Religious congregations] were speaking about necessity of cleansing the nation of what they called a national sin. [...] From 1775 to the early 19<sup>th</sup> century, almost no southern leader defended slavery* <sup>339</sup>. » Ainsi, l'esclavage était une pratique coloniale britannique controversée lors de la fondation des États-Unis, dont on souhaitait, pour la plupart, s'émanciper collectivement. L'idée suivante, qui décrit le système de pensée de l'époque, explique

---

<sup>337</sup> Notons que la *ségrégation raciale de jure* (inscrite dans la loi) s'est propagée vers 1895 jusqu'en 1967 aux États-Unis, selon l'idée « égaux, mais séparés ». Cela impliquait donc des installations pour les *colored people* (noirs) et les *white people* (blancs). Bien que depuis 1967, la *ségrégation de jure* n'existe plus, la *ségrégation de facto* (vécue réellement par tout un chacun) a existé encore ensuite, rarement mais parfois jusqu'à aujourd'hui. De plus, un phénomène documenté existe dès 1865 aux États-Unis, nommé le « *Prison Labor* » encore aujourd'hui, couplé avec une incarcération de masse, qui consiste à faire travailler des prisonniers à une fraction du salaire minimum légal (*minimum wage*). Cela serait, selon certains analystes, une continuation de l'esclavage aux États-Unis.

<sup>338</sup> Gary Nash, 2005, *The Unknown American Revolution: Gary Nash October 2005 Talk (Verbatim)*, Los Angeles, UCLA & C-Span, site Internet, <https://www.c-span.org/video/?189474-1/unknown-american-revolution>, consulté le 20 août 2016. p. 2. Notre traduction : « Les principes de la révolution américaine étaient incompatibles avec l'institution de l'esclavage et du déni total des droits. »

<sup>339</sup> *Ibid.*, p. 2. Notre traduction : « Des congrégations religieuses parlaient de la nécessité de nettoyer la nation de ce qu'elles appelaient un péché national. De 1775 jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle, presque aucun des leaders des États du sud ne défendaient l'esclavage. »

bien pourquoi l'esclavage était mal vécu, évidemment par les esclaves, mais également par les autres acteurs de l'époque. Nash affirme à ce sujet :

*[Around 1776] was a period when the system of thought, called cultural environmentalism [...], held an african enslaved was not an abject creature incapable of exercising the full rights of free born people. It was the environment that turned enslaved people to what seemed like those inferior at born, but environmentalism rejected the notion that innate African inferiority made it inappropriate for them to become citizens in a white nation* <sup>340</sup>.

Il n'y avait donc pas encore de « racisme »<sup>341</sup>, et l'*environnementalisme culturel* se fondait donc sur des caractères acquis plutôt qu'inhérents essentialisés en une couleur ou trait phénotypique racial. Un noir était considéré comme un blanc, seulement, c'était sa condition première (*d'éducation*) qui faisait de lui un « être moins civilisé », selon ce système de pensée. Cela, pour autant, ne légitimait donc pas le fait de réduire le noir en esclavage, et de cela naissait de toutes parts l'opposition farouche à cette institution d'asservissement. Par ailleurs, Nash indique qu'au début des colonies, l'esclavage était davantage blanc que noir :

*Beginning in 1619, a small number of Africans entered Virginia and Maryland to labor in the tobacco fields alongside white servants. [As 1671,] they were still outnumbered there at least three to one by white [...] servants. [...] By the 1730s, the number of white [...] servants had dwindled to insignificance* <sup>342</sup>.

<sup>340</sup> *Ibid.*, p. 2. Notre traduction : « L'époque de la révolution américaine en était une où un système de pensée, l'*environnementalisme culturel*, fut florissant. Ce système de pensée impliquait que les esclaves Africains n'étaient pas des créatures abjectes incapables d'exercer tous les droits des personnes nées libres. C'était l'environnement qui avait fait des esclaves des individus qui semblaient inférieurs de naissance, et l'*environnementalisme culturel* rejetait donc la notion d'une infériorité africaine innée, ce qui aurait rendu absurde l'idée que les esclaves deviennent des citoyens au sein d'une nation blanche. »

<sup>341</sup> « Racisme » est un mot qui fut popularisé vers les années 1930 par le soviétique Léon Trotsky. On utilisait auparavant le mot « races » pour parler de différences entre celles-ci. Une œuvre déterminante de l'auteur français Arthur de Gobineau, « Essai sur l'inégalité des races humaines » publiée vers 1853-1855, pose les bases conceptuelles de ce qui sera appelé plus tard le « racisme », donnant lieu à la fin du XX<sup>e</sup> siècle à l'« antiracisme » comme idéologie inversée, et à terme, à la suppression ou au blâme fait de l'utilisation du mot « race ». Vers 1780 donc, toute cette histoire n'avait pas encore eu lieu.

<sup>342</sup> *Ibid.*, pp. 70-71. Notre traduction : « Dès 1619, un petit nombre d'Africains arrivèrent en Virginie et au Maryland pour travailler aux champs de tabac avec des serviteurs blancs. En 1671, il y avait une

Les Européens ont d'abord tenté de réduire les Amérindiens en esclavage, mais ceux-ci connaissant bien les territoires, chez eux et prêts à se défendre, on leur avait préféré d'abord des esclaves blancs, puis par une logique de coûts, les esclaves furent éventuellement exclusivement noirs.

Thomas Jefferson est l'un des personnages importants des débats autour de l'esclavage de l'époque révolutionnaire, qui fut aussi le troisième président des États-Unis. Plusieurs historiens dont Nash voient en Jefferson un homme tiraillé entre la noblesse des idées et l'âpreté de la réalité pragmatique. Nash affirme que Jefferson était presque arrivé à abolir l'esclavage au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle :

*With independence in 1783 assured, many political leaders, including Jefferson, promoted the use of hundreds of millions of acres of western lands to underwrite the creation of what Jefferson fondly called an empire of liberty. If sold at \$2 an acre, the proceeds could have purchased the freedom of every adult slave in the country, ensuring a true empire of liberty rather than an expanding empire of slavery*<sup>343</sup>.

On cherchait à l'époque des manières de concrétiser une transition, fut-elle radicale et rapide, ou bien progressive et plus lente. Il est intéressant de noter qu'en parlant d'Empire de Liberté, Jefferson qui luttait contre l'esclavage allait donner une expression qui allait servir dans l'avenir, non pas à garantir la liberté des citoyens américains en territoire des États-Unis, mais à étendre cet « empire de la liberté » au reste du monde. Cette expression fut reprise par de nombreux présidents du XX<sup>e</sup> siècle, notamment Ronald Reagan, Bill Clinton, puis aussi George W. Bush lorsqu'il instituait la guerre contre le terrorisme (*War on Terror*) après 2001. Jefferson, parlant de l'esclavage en 1780, n'avait sûrement pas anticipé une réutilisation telle. Les

---

proportion de trois serviteurs blancs pour un noir. Vers les années 1730 cependant, le nombre de serviteurs blancs était devenu négligeable. »

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 3. Notre traduction : « Avec l'indépendance assurée en 1783, plusieurs leaders politiques tels que Jefferson faisaient la promotion de l'utilisation de centaines de millions d'acres de territoires à l'ouest pour garantir la création de ce que Jefferson appelait affectueusement un *empire de liberté*. En vendant le territoire deux dollars l'acre, il aurait été possible d'acheter la liberté de chaque esclave adulte du pays, assurant ainsi un empire de liberté réelle, plutôt que d'un empire d'esclavage. »

débats sur l'esclavage durèrent plusieurs décennies, et Nash rapporte les paroles d'un personnage qui poursuit la réflexion :

*Maryland's Luther Martin in 1788 who wrote, "Slavery is inconsistent with the genius of republicanism and has a tendency to destroy those principles on which it is supported as it lessens the sense of the equal rights of mankind and habituates us to tyranny and oppression" <sup>344</sup>.*

Ainsi, on remarque ici la même logique développée avec Morgan, celle de la mentalité de l'armée de professionnels. Laisser se consolider un tel corps du peuple permettrait à une *mentalité* d'exister, et potentiellement, à cette mentalité d'infester tout le reste des autres corps, menaçant la liberté. Concrètement, l'autoritarisme et le manque de liberté impliqués dans l'armée de professionnels étaient dangereux parce qu'ils menaçaient de se répandre chez les *yeomen*, les artisans, les marchands, etc.

On observe la même logique chez Nash lorsqu'il traite de l'esclavage : l'oppression vécue par le corps du peuple des esclaves menacerait d'installer un climat social, où de telles pratiques sont banales, acceptées, et où cela pourrait donc, petit à petit se répandre, ayant tendance comme le dit Martin en 1788 à entraîner la « destruction des principes ». Enfin, après la ratification de la Constitution en 1789 (laquelle est l'acte fondateur du Congrès fédéral), l'esclavage fut l'un des sujets à l'ordre du jour du premier Congrès des États-Unis, affirme Nash :

---

<sup>344</sup> *Ibid.*, p. 3. Notre traduction : « Luther Martin du Maryland écrivait en 1788, "L'esclavage entre en contradiction avec le génie du républicanisme et a tendance à détruire les principes qui le supportent, en ce que l'esclavage diminue le sens des droits égaux de l'humanité et nous habitue à la tyrannie et à l'oppression". »

*The first congress, to sit under the ratified constitution in 1790 found itself beset with Quaker and Pennsylvania abolition society petitions filled with forthright language about, "the gross national inequity of trafficking in the persons of fellow men". Though hardly mentioned in textbook accounts of the first congress, these petitions produced a full-scale debate on slavery and the power of the nation's government to emillerate it* <sup>345</sup>.

Dès cette époque, les États-Unis s'étaient divisés entre les « *free states* » et les « *slave states* », qui tous progressivement abandonneraient l'esclavage jusqu'à l'abolition (légale) complète en 1865. Nous percevons toutefois ici le temps, l'énergie, et les débats qui furent nécessaires à cette éventuelle émancipation. Tragiquement, des générations entières sont nées et sont mortes de vieillesse avant que ce processus historique de redéfinition conceptuelle en vienne à son achèvement.

Enfin au sujet du « cinquième oublié » (les Noirs), Nash note qu'un phénomène de crainte de classes dangereuses avait déjà commencé à exister à l'époque, lorsqu'il affirme : « *Struggling white artisans resented slave workers for undercutting their wages, and the white citizenry felt threatened by potential black arsonists and rebels* <sup>346</sup>. » Les artisans travailleurs blancs étaient confrontés à ce qui ressemble à un ancêtre conceptuel du « *dumping social* <sup>347</sup> » d'aujourd'hui. Les esclaves, lorsqu'ils en avaient assez des conditions indignes imposées par les propriétaires de la

---

<sup>345</sup> *Ibid.*, p. 5. Notre traduction : « Le premier congrès ayant eu lieu après la ratification de la constitution en 1790 fut sommé par les sociétés abolitionnistes de Quakers et Pennsylvanie avec des pétitions écrites dans un langage allant droit au but, "l'ignoble inéquité nationale du trafic en la personne de semblables". Bien qu'il ne fut de cela quasiment pas fait mention dans les archives du premier Congrès, ces pétitions produirent un débat à grande échelle sur l'esclavage et quant au pouvoir du gouvernement national d'en venir à bout. »

<sup>346</sup> Gary Nash, 1990, *op. cit.*, p. 74. Notre traduction : « Les artisans blancs peinant au travail nourrissaient un ressentiment à l'endroit des esclaves noirs parce que ceux-ci jouaient économiquement à la baisse sur leur salaire, et la population blanche se sentait menacée par des noirs pyromanes incendiaires et rebelles. »

<sup>347</sup> Le « *dumping social* » consiste à maintenir les conditions des travailleurs à des niveaux exécrables afin d'attirer des compagnies dans un pays ou dans une ville. Cela a pour contrepartie de pénaliser des travailleurs en compétition ayant eux une meilleure qualité de vie : nombre d'heures de travail par jour, par semaine, taux horaire, avantages sociaux, compétition déloyale des prix sur le marché, etc.

plantation où ils vivaient, incendiaient la récolte ou, en se rebellant, entretenaient un climat social de tension.

Nous reviendrons sur la posture historiographique de Nash dans les prochaines sections, où nous analyserons son contenu avec celui de Morgan et Meiksins Wood notamment.

### 6.3 Autres postures historiographiques

Il nous semble important, avant de conclure ce chapitre, de noter qu'il existe d'autres postures historiographiques développées autour de la révolution américaine. En effet, nous avons parlé des postures *neo-whig*, *new-left*, et celle du marxisme politique, mais il y également des interprétations plus anciennes (voir notre Tableau 1) comme l'historiographie impériale, ou d'autres interprétations *new-left* étudiant d'autres groupes spécifiques.

#### 6.3.1 L'historiographie impériale

L'historiographie impériale diverge des interprétations de Morgan, Nash et Meiksins Wood sur le plan des relations entre le Royaume-Uni et les treize colonies, et donc des causes de la révolution. Elle implique une vision historique impériale, où Londres gère les treize colonies selon une logique centralisatrice d'ensemble. L'historien Max Savelle qui développait une interprétation impériale de la révolution américaine affirmait à ce propos que :

*[It] had been my experience in teaching this field that it is very difficult to arrive at a satisfactory understanding of this phase of the history of the western hemisphere without considering the British Empire as a whole. The relations of the continental colonies with the British West Indies were so close, and these relations so profoundly influenced the history of the settlements on the continent, that I am convinced that any treatment which omits the British West Indies inevitably results in distortion of the story*<sup>348</sup>.

En plus de parler des Indes occidentales britanniques, l'auteur ouvre sur le champ historique de l'« Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais ». Londres gérait ses colonies occidentales certes, mais elle avait aussi déjà depuis 1600 fondé la Compagnie britannique des Indes orientales (qui deviendra la Compagnie des Indes britanniques en 1858), des colonies en Afrique (notamment du Sud), etc. Il y avait donc un système colonial global qui impliquait des relations économiques et diplomatiques entre les treize colonies et les autres colonies, notamment celles qui étaient les plus proches, les Antilles.

Un autre éminent historien de l'historiographie impériale, Charles McLean Andrews, analysait aussi vers 1900 la révolution américaine en la situant dans son contexte impérial. Andrews avait notamment fait remarquer un élément important dans le façonnement des débuts de la démocratie américaine :

---

<sup>348</sup> Max Savelle (1942), *The Foundations of American Civilization: A History of Colonial America*, New York, H. Holt, p. v. Notre traduction : « Pour avoir enseigné ce domaine, nous avons constaté qu'il est très difficile d'arriver à une compréhension satisfaisante de cette phase historique de l'hémisphère ouest sans prendre l'Empire britannique comme un tout. Les relations des colonies continentales avec les Indes occidentales britanniques (les Antilles britanniques) étaient très rapprochées et influencèrent profondément l'histoire de la colonisation du continent. Nous sommes convaincus que quelque interprétation qui ferait omission des Antilles britanniques produirait une version en distorsion avec la réalité historique. »

*As corporations, the companies were empowered by the Crown to govern themselves, and they ultimately granted the same privilege to their colony. [...] In 1624, the Virginia Company failed; however, its grant of self-government to the colony was not revoked, and, "either from apathy, indecision, or deliberate purpose," the Crown allowed the system to continue. The principle was thus established that a royal colony should be self-governing, and this formed the genesis of democracy in America*<sup>349</sup>.

Andrews, selon son historiographie impériale, développe l'idée que la monarchie anglaise encourageait les colonies à adopter un système démocratique, ce qui aurait fourni un élément idéologique supplémentaire aux treize colonies en 1776, déjà progressivement en décalage sur le plan des réalités politiques face à la métropole. Morgan va dans ce sens lorsqu'il parle des institutions des États des treize colonies, sans toutefois en développer une vision qui implique une analyse des interactions impériales.

### 6.3.2 Après rouges et noirs, d'autres « oubliés »

D'autres courants historiographiques de la *new left*, à l'instar de Gary Nash, ont concentré leur approche autour de groupes précis. Nash a beaucoup parlé des « *red, white, and black* », entre autres « peuples » se retrouvant sur le continent américain à la fondation des États-Unis. D'autres historiens ont parlé d'autres groupes, dont Bernard Vincent et Élise Marienstras qui publièrent en 1990 l'ouvrage intitulé : *Les Oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*. Les auteurs s'intéressent ainsi à plusieurs groupes particuliers, composantes de la société américaine dès ses débuts, par exemple, William Penn et les Quakers qui fondèrent la Pennsylvanie.

---

<sup>349</sup> Charles M. Andrews, 1924, *The Colonial Background of the American Revolution*, New Haven & London, Yale University Press, pp. 32–34. Notre traduction : « Comme les corporations, les compagnies étaient habilitées par la Couronne à s'auto-gouverner, et ces privilèges furent bientôt accordés aux colonies. En 1624, la Compagnie de Virginie se solda par l'échec ; toutefois, son habilitation à un gouvernement autonome ne fut pas révoquée, et "soit par apathie, indécision ou dans un but délibéré", la Couronne permit la continuation de ce système. Le principe était ainsi établi qu'une colonie royale devrait s'auto-gouverner, et en cela fut la genèse de la démocratie en Amérique. »

L'expression des « *Founding Mothers* » est progressivement apparue dans des ouvrages d'historiographie *new left* visant à étudier précisément un rôle important des femmes dans la révolution américaine.

Il n'est pas anodin non plus de souligner que plusieurs francs-maçons jouèrent un rôle de première importance à l'époque de la révolution américaine, dont entre autres : George Washington, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, Paul Revere, John Hancock, James Otis, et le marquis de La Fayette. Steven Bullock rapporte une procession officielle de francs-maçons en 1739 à Boston : « *[Most people] attended to see this Procession. Almost all Occupation ceas'd, the Streets were covered; Windows, Balconies; Battlement of Churches and Houses were full of Spectators, who were highly pleased with the Appearance of so many Gentlemen* <sup>350</sup>. » Les francs-maçons de Boston en 1739 paraient en tenue maçonnique (en tablier), dans les rues, devant la foule. Encore, d'autres auteurs de la *new left* se sont intéressés à d'autres groupes en présence dans les colonies américaines. Signalons l'ouvrage paru en 2012 de Elizabeth Caldwell Hirschman et Donald Yates : *Jews and Muslims in British Colonial America* <sup>351</sup>. Cet ouvrage analyse l'histoire juive et musulmane des colonies américaines avant la révolution. Notons enfin qu'une petite population de Chinois s'était installée dans la Californie espagnole au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, et ce, bien avant qu'elle ne devienne américaine en 1848.

En somme, ces recensions nouvelles de la *new left* complexifient les historiographies précédentes et s'attachent à retrouver les « oubliés » des grands récits

---

<sup>350</sup> Steven C. Bullock, 1996, *Revolutionary Brotherhood*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, p. 52. Notre traduction : « La plupart des gens sont venus assister à cette procession. Presque toutes les activités ont cessé, puis les gens abondaient dans les rues, devant les fenêtres, sur les balcons, les parvis d'églises et les porches de maisons ; tous ces lieux étaient comblés de spectateurs, qui étaient eux bien contents d'assister à ce défilé impliquant tant de gentilshommes. »

<sup>351</sup> Elizabeth Caldwell Hirschman, Donald Yates, 2012, *Jews and Muslims in British Colonial America*, Jefferson NC, McFarland, 291 p.

historiographiques jusqu'alors en cours. C'est une posture d'*histoire totale*, une volonté d'exhaustivité qui est ici tentée.

#### 6.4 Débat entre Morgan et Nash

Edmund Morgan développe une historiographie *neo-whig*, qui est autrement nommée « idéologique », parce que tel que vu au premier chapitre, elle s'attache à l'étude d'une *histoire politique* plutôt que d'une *histoire sociale*, c'est-à-dire d'idées et de concepts plutôt que de l'étude de groupes sociaux, ou de traces de parcours individuels. Elle s'intéresse à l'évolution progressive des concepts qui, selon l'angle *neo-whig* (la « *whig history* »), identifie une évolution pas à pas, de la Grande Charte de 1215 jusqu'à la démocratie libérale américaine. Ainsi, c'est dans une lente évolution que la redéfinition advient, au sein des institutions et du petit nombre (*the few*) qui y participe. C'est donc une interprétation historiographique qui s'intéresse à des évolutions structurelles, philosophiques et sociologiques, liée à une analyse « *top down* », donc du sommet à la base, à l'inverse de Nash (« *from the bottom up* »).

Par ailleurs, il est fort intéressant que ce conflit d'interprétation ait mené à des critiques croisées dans des revues académiques et littéraires, où par exemple Morgan lui-même critique l'interprétation de Nash dans le *New York Review of Books* :

*I consider the Declaration of Independence to have offered a more radical challenge to constituted authority than the various movements described by Nash. My point is that these movements were disparate, local, and mostly unsuccessful, than the known Revolution, the one described in what Lynd and Thomas Humphrey call the "master narrative", was nationwide and successful. It created a national government committed to the principle of human equality, and capable of effecting egalitarian reforms on a national scale, as it ultimately did in abolishing slavery*<sup>352</sup>.

<sup>352</sup> Edmund Morgan (2005), « History from Below », *New York Review of Books*, New York, 1<sup>er</sup> décembre 2005, URL: <http://www.nybooks.com/articles/2005/12/01/history-from-below/>, consulté en ligne le 3 août 2016. Notre traduction : « Je considère que la Déclaration d'indépendance a représenté un acte de défiance de l'autorité plus important que les nombreux mouvements décrits par Nash. Mon

Alors que le différend entre Morgan et Nash tourne principalement autour des causes de la révolution américaine et diverge de l'étude précise du concept de peuple – notre objet de recherche – il l'influence malgré tout. La posture de Morgan implique une structure idéologique et humaine en vigueur à l'époque. Lorsque Staughton Lynd, un « *new-leftist* » dans les pas de Nash, critique Morgan en disant : « *[Morgan] appears to conclude that movements of seamen, tenant farmers, city artisans, slaves, Native Americans, and women had little to do with "the revolution that established the independent United States"* »<sup>353</sup>, il implique une autre vision du peuple que celle que Morgan développe, beaucoup plus *inclusive*, et dirait-on même, *contemporaine*. Nash implique dans son « peuple de 1776 » ce que Morgan n'implique pas, par souci de véracité factuelle. En effet, comment peut-on inclure les Amérindiens dans le peuple américain de 1776 ? Nous affinerons cette analyse dans quelques lignes lorsque nous étudierons les multiples processus de cristallisation des différentes interprétations historiographiques.

#### 6.5 Débat entre Meiksins Wood et Nash : critique de la « nouvelle gauche »

Le conflit historiographique entre Meiksins Wood et Nash est particulièrement intéressant parce qu'il s'inscrit dans les années très récentes. L'interprétation historiographique « *new left* » est récente, mais Meiksins Wood en produit la critique radicale et une proposition de retour sur soi. Tel que développé au chapitre « Le Parlement contre le Peuple », Meiksins Wood critique le courant de la « nouvelle

---

point réside dans le fait que ces mouvements furent disparates, locaux, et souvent voués à l'échec, alors que la Révolution, celle que Lynd et Thomas Humphrey appellent le "récit dominant", avait eu lieu à une échelle nationale et fut couronnée de succès. À sa suite fut institué un gouvernement national, engagé à défendre le principe de l'égalité humaine, capable d'agir par des réformes égalitaires à l'échelle nationale, comme ce fut le cas notamment avec l'abolition de l'esclavage [en 1865]. »

<sup>353</sup> *Ibidem*. Notre traduction : « Morgan semble conclure que les mouvements des marins, des fermiers, des artisans, des esclaves, des Amérindiens, et des femmes n'avaient que peu à voir avec la "révolution qui avait établi les Etats-Unis indépendants". »

gauche », extrêmement inclusif, mais aussi « sectionnel » (dans le sens d'*intersectionnalité*). Les « sections », ou divisions, sont une autre façon de parler de la société actuelle « multiculturelle », segmentée par groupes d'appartenance. Meiksins Wood incite cette nouvelle gauche politique – et historiographique – à se reconnecter avec la critique et l'analyse de *la première grande oppression* pour les marxistes : la division « Capital-Travail » (autrement nommée *la lutte des classes* par Marx) qui conditionne les *rapports de production* et, par extension, les rapports sociaux en général.

## CHAPITRE VII

### NORMATIVITÉ ET USAGES POLITIQUES DU CONCEPT DE PEUPLE

*L'étude de la science du gouvernement est mon devoir plus que l'étude de toute autre science. Je dois étudier la politique et la guerre afin que nos fils puissent avoir la liberté d'étudier les mathématiques et la philosophie, ... pour que leurs enfants puissent étudier la peinture, la poésie, la musique et l'architecture...*

John Adams, Père fondateur et 2<sup>e</sup> Président des États-Unis

L'histoire d'un sujet tel que la révolution américaine est vaste, ramifiée et surtout, multiple. Les interprétations dont nous avons fait l'étude aux chapitres précédents nous ont démontré que les éléments qui les composent diffèrent, les hypothèses évoluent et l'exercice renforce l'idée qu'il est impératif de s'abreuver à plusieurs sources. Analysons pourquoi il en est ainsi, donc de façon générale : pourquoi peut-il y avoir autant de divergences entre deux démonstrations qui, lorsqu'elles sont lues seules, semblent faire le tour de la question ? Les interprétations autour d'une même question sont-elles plutôt complémentaires ou plutôt paradoxales ? Nous analyserons dans ce chapitre les présupposés épistémologiques et normatifs qui fondent la conviction de la vérité et de la validité chez les principaux historiens ici étudiés, Morgan, Meiksins Wood et Nash, puis répondrons à nos questions et hypothèses initiales.

## 7.1 Différentes historiographies pour différentes révisions de l'histoire

Chaque génération d'historiens s'est appropriée la révolution américaine, en la réinterprétant, selon un point de vue situé dans un moment et un lieu idéologique. Il y a en ce sens une histoire de l'histoire, ou autrement dit ; ceux qui interprètent l'histoire font eux-mêmes partie de l'histoire qui fut, qui est, ou qui n'a pas encore été. Il y a ainsi une histoire de l'historiographie, histoire que l'historien américain Gordon Wood a recensée dans son ouvrage (duquel il a tiré un article pareillement intitulé) *The Purpose of the Past*<sup>354</sup>, et dans lequel il s'interroge sur la finalité du passé et de ses usages. Nous aurons recours à cette réflexion de Wood parce qu'elle fait état de cette histoire des interprétations historiographiques au sein de laquelle il articule logiquement les courants de Morgan, Nash et Meiksins Wood qui se construisent et se répondent.

### 7.1.1 Les courants historiographiques de la révolution américaine sont liés à des enjeux sociaux et des rapports de pouvoir

Morgan, Nash et Meiksins Wood développent des interprétations qui, bien qu'entrant en conflit, peuvent être complémentaires à plusieurs égards. Il est intéressant de comprendre que chaque historiographie est située dans un courant de pensée qui la précède, et souvent aussi, est localisée au niveau institutionnel (dans une université ou dans une « région universitaire », par exemple de manière générale la *Ivy League* en Nouvelle-Angleterre.)

À des fins de clarification, situons certains historiens de Harvard qui ont influencé Morgan ou qui furent influencés par lui. Ainsi, Perry Miller dirigea les étudiants Edmund Morgan et Bernard Bailyn, deux grandes figures de l'interprétation *neo-whig*. Bernard Bailyn dirigea Gordon Wood. Tous ces historiens ont surtout gravité

---

<sup>354</sup> Gordon S. Wood, 2009, « The Purpose of the Past : Reflections on the Uses of History », *Historically Speaking*, vol. X no. 1, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 336 p.

autour de l'Université Harvard comme nous le disions. Voyons aussi certains historiens de l'historiographie *new left*, simplement afin de les circonscrire selon leur *alma mater*.

On remarque que les tenants de la *new left* sont plus éloignés de l'Université Harvard (Cambridge, Massachusetts) : UCLA à Los Angeles pour Ellen Meiksins Wood, Princeton (New Jersey) et UCLA pour Gary Nash, et la *South Methodist University* (SMU) au Texas pour Edward Countryman. Tout comme certaines écoles de pensée se concentrent dans certaines universités, l'historiographie *neo-whig* semble avoir surtout réussi à Harvard. Cela peut s'expliquer du fait des valeurs véhiculées et de la position dans l'histoire, au sein de chaque université. Il y a en effet des universités plus libérales, d'autres plus conservatrices, par exemple.

Il y a donc évidemment la situation des historiens eux-mêmes, la situation de leur institution dans l'histoire, mais il y a aussi la situation de leurs *mentors*, puis des savoirs qu'ils ont pu réunir avant eux en accumulant livres, articles, et autres sources. On remarque souvent que ce qui détermine un courant historiographique est la référence aux mêmes sources. En changeant de sources, on change parfois d'angle d'analyse, en retirant ou ajoutant des éléments conceptuels et factuels à l'analyse elle-même. Nous verrons toutefois que si cette production historiographique se veut neutre, elle est traversée par des forces politiques non neutres qui l'influencent selon l'époque. Certains historiens ont même parlé, pour l'époque actuelle, d'une véritable révolution historiographique. Ce serait notre air du temps actuel, ou pour dire comme les allemands : notre *Zeitgeist* <sup>355</sup>.

---

<sup>355</sup> Le mot allemand *Zeitgeist* est composé de deux mots : *Zeit* qui veut dire Temps, et *Geist* qui veut dire Esprit, donc « Esprit du temps ».

### 7.1.2 Le *Zeitgeist*

Autrement que la localisation *institutionnelle* des historiens, ceux-ci sont situés dans un *air du temps* propre à l'époque, cette forme sociologique comme un fait social qui formate l'horizon des possibilités théoriques. Autrement dit, un cadre assimilable à celui d'une « mode intellectuelle ». Il est donc une nouvelle mode intellectuelle qui, selon Gordon Wood, a constitué une véritable révolution historiographique :

*During the past several decades we have experienced the culmination of what began over forty years ago, [...] "a historiographical revolution." Since the 1960s [...] historians began concentrating on ordinary folk and marginal people: the poor, the oppressed, and the silent. By the 1970s this new social history of hitherto forgotten people had come to dominate academic history writing* <sup>356</sup>.

Wood fait ici référence au mouvement *politique* des droits civiques aux États-Unis, qui aurait été l'amorce d'une mode intellectuelle en histoire. Jean-Michel Berthelot, sociologue et épistémologue, s'est intéressé au concept de *matrice disciplinaire*. Berthelot dit :

Un nouvel espace épistémique s'est ainsi construit [en la « sociologie moderne »], qui, par son institutionnalisation universitaire, ses sociétés savantes, ses revues et ses collections a acquis droit de cité dans la communauté scientifique. Il est évident que la discipline nouvelle ne se réduit ni à Durkheim, Weber ou Simmel, ni à la sociologie française et allemande. Le point de vue que nous adoptons nécessitait de les mettre en avant, non selon une logique traditionnelle d'histoire des idées, mais selon celle, plus novatrice, de la construction d'une matrice disciplinaire. Une science ne se construit pas seulement par les résultats qu'elle accumule, mais tout autant par les valeurs qu'elle sélectionne, par les oeuvres qu'elle se donne en exemple, par le territoire qu'elle délimite, par le style d'activité qu'elle promeut et légitime [...] <sup>357</sup>.

<sup>356</sup> Gordon S. Wood, 2009, *op. cit.*, p. 2. Notre traduction : « On a fait ces dernières décennies l'expérience du point culminant d'un phénomène qui fut amorcé il y a plus de quarante ans, "une révolution historiographique". Depuis les années 1960, les historiens commencèrent à se concentrer sur les gens ordinaires et marginaux : les pauvres, les opprimés, et les sans voix. Au tournant des années 1970, cette nouvelle histoire sociale de gens jusqu'ici oubliés a commencé à dominer au sein des milieux universitaires de la discipline historique. »

<sup>357</sup> Jean-Michel Berthelot (1991), *La construction de la sociologie*, Paris, PUF, p. 52.

Berthelot résume bien le concept de « matrice disciplinaire », et l'idée de modes intellectuelles qui incitent les chercheurs universitaires, selon leur région et leur université, à orienter leurs recherches selon des axes à une époque plus favorisés que d'autres, n'est pas étrangère à la matrice disciplinaire, l'une n'étant toutefois pas l'autre. Pourtant, « selon des valeurs, des œuvres, un territoire mental limité », un « espace épistémique » ou même une « *communauté* épistémique », renvoient aussi à des phénomènes humains grégaires de conformisme à des codes de groupe et parfois de mode, et ce, même parmi des universitaires. C'est véritablement dans cet esprit de mode que Wood décrivait cette *révolution* historiographique, comme d'une nouvelle tendance qui arrive et à laquelle une majorité (non pas une totalité) de chercheurs s'intéressent. L'historien identifie toutefois dans ce « changement de paradigme » des tendances dangereuses, dont une séparation de l'histoire académique et de l'histoire populaire, une tendance au présentisme, et un désintérêt de l'histoire. Wood affirme au sujet de cette rupture que :

*Some have said that history for a society is like memory for an individual. Without memory the individual is isolated, cut off from where he has been and who he is. But creating memory for a society is a tricky business; it can have very perverse effects, as some scholars have discovered over the past several decades. Perhaps there has always been a tension between critical history and memory, between what historians write and what the society chooses to remember. But the tension has become much more conspicuous in recent years* <sup>358</sup>.

La révolution historiographique dont parle Wood est donc composée de ce qui fut appelé en France la « nouvelle histoire », courant de pensée très porté par Pierre Nora.

---

<sup>358</sup> Gordon Wood, *op. cit.*, p. 4. Notre traduction : « Certains ont dit que l'histoire est à la société ce que la mémoire est à l'individu. Sans mémoire, un individu est isolé, coupé d'où il vient et de qui il est. Cependant, créer une mémoire d'une société est une affaire délicate ; cela peut cacher des effets pervers, comme plusieurs chercheurs l'ont appris ces dernières décennies. Il y a probablement toujours eu une tension entre l'histoire critique et la mémoire, entre ce que les historiens écrivent et ce dont la société choisit de se rappeler. Mais cette tension s'est aggravée ces dernières années. »

Au tournant de 1968-1969 affirme Wood, l'historien britannique John Plumb publie un ouvrage constituant une amorce vers une autre façon de faire l'histoire :

*In 1969, [...] Plumb wrote *The Death of the Past*. [...] Its role was to eliminate those simple generalizations [...] "History, conceived as a continuous nourishing tradition," no longer had the same meaning for society, or at least not for that part of the society that read academic history*<sup>359</sup>.

C'est d'ailleurs vers ces années, les années 1960-1970 que l'intérêt pour l'histoire sociale culmine. Wood poursuit :

*This confrontation between history and memory may be less direct and less serious than Plumb, or Nora [...] suggests. Many of the new cultural historians seem not to want to destroy memory as much as reshape it and make it useful to their particular cause. [...] Rather than trying to understand the past on its own terms, these historians want the past to be immediately relevant and useful; they want to use history to empower people in the present, to help them develop self-identity, or to enable them to break free of that past. In their well-intentioned but often crude efforts to make the past immediately usable, these scholars undermine the integrity and the pastness of the past. So we have some anthropologists claiming that the Iroquois confederation was an important influence on the framing of the Constitution in 1787. Although there is not a shred of historical evidence for this claim, the fact that it might raise the self esteem of Native American students is sufficient justification for some scholars that it be taught. [...] Truth is not the only criterion for judging what might be taught in the social sciences, but surely falsehood ought not to be allowed on any grounds*<sup>360</sup>.

<sup>359</sup> *Ibid.*, p. 4. Notre traduction : « En 1969, Plumb a écrit le livre *The Death of the Past* [« La mort du passé »]. Son rôle fut d'éliminer ces généralisations simples. "L'histoire, conçue comme une tradition nourrie de façon continue", n'avait plus la même signification pour la société, ou du moins n'en avait plus pour cette partie de la société qui lit l'histoire académique. »

<sup>360</sup> *Ibid.*, p. 4. Notre traduction : « Cette confrontation entre l'histoire et la mémoire est probablement moins directe et moins grave que ce que suggèrent Plumb et Nora. Plusieurs des nouveaux historiens culturels ne semblent pas vouloir détruire la mémoire mais plutôt la redéfinir et la rendre utile à leur cause. Plutôt que tenter d'appréhender le passé selon ses propres termes, ces historiens veulent que le passé soit directement pertinent et utile ; ils veulent utiliser l'histoire pour responsabiliser les gens du présent, les aider développer leur identité, ou les aider à s'émanciper de ce passé. Dans leur élan bien intentionné, ces chercheurs émaillent l'intégrité et la *passéité* du passé. Il y a ainsi des anthropologues affirmant que la confédération des Iroquois avait eu une influence importante sur la création de la Constitution de 1787. Même s'il n'y a aucune preuve historique qui valide cette affirmation, le fait que cela puisse augmenter l'estime de soi des étudiants Amérindiens serait, pour certains chercheurs, une justification suffisante à ce que cela soit enseigné. La vérité n'est pas le seul critère de jugement qui détermine ce qui doit être enseigné en sciences sociales, mais le mensonge et la fausseté ne doivent être acceptés sous aucun prétexte. »

Un fossé se serait donc creusé entre l'histoire critique, académique universitaire, puis l'histoire populaire, plutôt biographique, des lieux et mémoriaux, et des souvenirs subjectifs. Pourtant, Wood explique au sujet des nouveaux historiens culturels : « *They wanted instead to promote multicultural diversity, and discovered they could best do so by transforming social history into cultural history* <sup>361</sup>. » Ainsi, leur posture philosophique vis-à-vis de l'histoire fut changée. Ils allaient chercher dans l'histoire des éléments utiles à des justifications politiques contemporaines pour servir des causes. Wood indique que certains historiens culturels ont oublié la passivité de l'histoire et sont tombés dans l'écueil du présentisme.

Le présentisme est l'attitude qui consiste en l'incapacité de sortir des concepts et codes moraux de l'époque présente lorsqu'on étudie une période passée. Wood nuance son propos au sujet des historiens culturels et du présentisme :

*It is not surprising that our best recent work on the origins and nature of slavery coincided with the civil rights movement of the 1960s. Or that our recent rich investigations into the history of women grew out of the women's movement of the past three or four decades. This is as it should be: the problems and issues of the present should be the stimulus for our forays into the past. It is natural for us to want to discover the sources, the origins, of our present circumstances. But the present should not be the criterion for what we find in the past. Our perceptions and explanations of the past should not be directly shaped by the issues and problems of our own time* <sup>362</sup>.

Ainsi il est normal que les préoccupations politiques contemporaines soient des moteurs de recherche historique. Toutefois, le présent ne devrait jamais être un critère de ce que nous trouvons dans le passé. En ce sens, le présentisme est l'idée de

---

<sup>361</sup> *Ibid.*, p. 3. Notre traduction : « Ils voulaient promouvoir la diversité multiculturelle, et découvrirent qu'ils pourraient mieux y arriver en transformant l'histoire sociale en histoire culturelle. »

<sup>362</sup> *Ibid.*, p. 5. Notre traduction : « Il n'est pas surprenant que nos meilleurs travaux récents sur les origines et la nature de l'esclavage coïncident avec le mouvement des droits civiques des années 1960, ou encore que nos recherches récentes en histoire des femmes aient trouvé leur origine dans le mouvement des femmes des trois ou quatre dernières décennies. C'est normal : les problèmes du présent doivent être le stimulus de nos incursions dans le passé. C'est naturel de vouloir découvrir les sources et les origines de nos conditions du présent. Mais le présent ne devrait pas être le critère de ce que nous trouvons dans le passé. Nos perceptions et nos explications du passé ne devraient pas être directement modelées selon les problèmes de notre propre temps. »

considérer l'époque du présent en tant que la référence ultime du bien, du beau et du vrai, et en faire l'étalon de mesure du reste de l'histoire de toutes les époques, en bien et en mal, et en questions de recherche. C'est prendre le présent comme point de référence ultime, et se couper de la multiplicité des façons d'être et des codes moraux du passé. En effet, sortir du présentisme signifie accepter que quelque part, à quelque époque, d'autres personnes évoluaient dans des normes sociales absolument opposées aux nôtres, voire « choquantes » aujourd'hui, sans que cela soit impensable ou même mal, mais fidèle à des faits historiques. Parer au présentisme implique donc aussi la compréhension que le « banal » d'une époque n'est pas celui d'une autre. Ainsi pour revenir à la Confédération des Iroquois, le présentiste qui se projette vers l'inclusivité multiculturelle voudrait lui donner un maximum d'importance afin de trouver un appui à sa cause, mais le souci de l'authenticité du fait historique doit l'en empêcher. D'ailleurs, Gary Nash abonde dans le sens de Gordon Wood :

*In the '60s, a lot of people in the history profession began to understand that this dispassionate, value-free objectivity was a myth, and always had been, from Thucydides forward. [But] as you do your archival research, [...] that's where objectivity should, and must, come in. You don't go to the archive and read 100 letters from the 18th century, scrap 10 that don't correspond to what you hoped to find, and focus on five that provide answers to the questions in a way you hoped you could answer them. No. You weigh and assess all 100 letters* <sup>363</sup>.

Quant à la neutralité axiologique, Nash considère que la subjectivité des chercheurs entre forcément en compte lorsqu'ils posent leurs questions de recherche et formulent

---

<sup>363</sup> Gary Nash, 2001, *HistoryAccess.com Interview by Bob Frost*,

URL : <http://www.historyaccess.com/garyb.nashinterv.html>, consulté en ligne le 10 août 2016. Notre traduction : « Dans les années 1960, un bon nombre de personnes de la discipline historique ont commencé à comprendre que l'objectivité dépassionnée, axiologiquement neutre, était un mythe et l'avait toujours été, depuis Thucydide jusqu'à maintenant. Pourtant, au fil des recherches dans les archives, c'est à ce moment qu'il faut que l'objectivité doit exister. On ne doit pas aller aux archives, lire 100 lettres du XVIII<sup>e</sup> siècle, en écarter dix qui ne correspondent pas à ce que l'on espérait trouver, et nous concentrer sur cinq qui nous donnent les réponses aux questions que l'on se posait, réponses que l'on entendait déjà donner dès le départ. Non. On doit peser et tenir compte de toutes les 100 lettres. »

leurs interrogations, néanmoins, jamais lorsqu'ils analysent les faits des archives et documents. Toujours au sujet du présentisme, Wood poursuit en ce sens :

*Much of the work of these present-minded historians thus does violence to what ought to be the historian's central concern—the authenticity of the past—and commits what the great French historian Marc Bloch called “the most unpardonable of sins”—anachronism* <sup>364</sup>.

Les historiens qui se cantonnent à une posture présentiste sapent l'authenticité de l'histoire et commettent des anachronismes en parlant par exemple de concepts d'aujourd'hui dont les documents historiques ne rendent aucun compte. Il peut aussi s'agir de décrire une époque passée en oubliant que les personnages de cette époque *ne savaient pas précisément* ce qui les attendait dans l'avenir, même proche. Wood dit à ce sujet :

*The complexity that we find in that different world comes with the realization that the participants were limited by forces that they did not understand or were even aware of—forces such as demographic movements, economic developments, or large-scale cultural patterns. The drama, indeed the tragedy, of history comes from our understanding of the tension that existed between the conscious wills and intentions of the participants in the past and the underlying conditions that constrained their actions and shaped their future. Drew Faust [an historian, wanted] to give a sense of how people are shaped and constrained by the world into which they are born, of how their choices are limited by the ‘taken for grantedness’ of their social universe* <sup>365</sup>.

Gordon Wood développe l'idée précédente en nommant un concept très important, le « sens historique », lorsqu'il dit :

<sup>364</sup> *Ibid.*, p. 5. Notre traduction : « La majorité du travail de ces historiens tournés vers le présent fait ainsi violence à ce qui devrait être la première préoccupation d'un historien – l'authenticité du passé – et commettent l'erreur que l'historien français Marc Bloch appelle “le péché le plus impardonnable” – l'anachronisme. »

<sup>365</sup> *Ibid.*, p. 5. Notre traduction : « La complexité que nous rencontrons dans ce monde différent [le passé] vient de ce que les participants étaient limités par des forces qu'ils ne comprenaient pas ou dont ils n'étaient même pas conscients – des forces comme les mouvements démographiques, les développements économiques, ou les modèles culturels à grande échelle. La tragédie de l'histoire vient de notre compréhension des tensions qui existaient entre des volontés conscientes et des intentions des participants du passé et des conditions sous-jacentes qui contraignaient leurs actions et modelaient leur avenir. Drew Faust, une historienne, voulait montrer jusqu'à quel point les gens étaient déterminés et contraints par un monde dans lequel ils étaient nés, et à quel point leurs choix étaient limités par l'“allant de soi” traversant leur société. »

*To be able to see the participants of the past in this comprehensive way, to see them in the context of their own time, to describe their blindness and folly with sympathy, to recognize the extent to which they were caught up in changing circumstances over which they had little control, and to realize the degree to which they created results they never intended—to know all this about the past and to be able to relate it without anachronistic distortion to our present is what is meant by having a historical sense. To possess a historical sense does not mean simply to possess information about the past.*

*It means to have a different consciousness, a historical consciousness, to have incorporated into our minds a mode of understanding that profoundly influences the way we look at the world. History adds another dimension to our view of the world and enriches our experience. Someone with a historical sense sees reality differently: in four dimensions. If it is self-identity that we want, then history deepens and complicates that identity by showing us how it has developed through time. It tells us how we got to be the way we are <sup>366</sup>.*

Le sens historique « parfait » serait donc avoir acquis la perception totale de l'histoire, la capacité de léviter au-dessus de la ligne du temps, en voyant conceptuellement chaque parcelle de la réalité actuelle se construire, se modifier, se déconstruire : concepts politiques, moraux, religieux, techniques, sociologiques, etc.

Le sens historique, voir en quatre dimensions, implique de saisir que chaque notion concrète ou abstraite soit le produit d'une suite d'étapes inscrites dans l'histoire : que cela n'ait pas toujours « été ainsi ». Ce sens historique est en cela l'antithèse du présentisme, duquel tout part forcément du présent, n'existant plus que cela. Enfin, au sujet de la discipline historique et du sens de l'histoire, Wood conclut :

---

<sup>366</sup> *Ibid.*, p. 5. Notre traduction : « Être capable de voir les participants du passé de cette manière compréhensive, de les voir dans le contexte de leur époque, de décrire leur cécité et leur folie avec sympathie, de reconnaître à quel point ils étaient pris dans des circonstances changeantes sur lesquels ils n'avaient que peu de contrôle, et de réaliser à quel point ils produisaient des résultats qu'ils n'avaient jamais voulu – de savoir tout cela du passé et d'être capable de s'y rapporter sans distorsion anachronique est ce que veut dire "avoir le sens historique". Avoir le sens historique ne veut pas tout simplement dire détenir une information sur le passé. Cela signifie avoir une conscience différente, une conscience historique, avoir assimilé en notre esprit un mode de compréhension qui influence profondément notre vision du monde. L'histoire ajoute une autre dimension à notre vision du monde et enrichit notre expérience. Quelqu'un qui possède le sens historique voit la réalité différemment : en quatre dimensions. Si l'on cherche l'identité de soi, l'histoire approfondit et complexifie cette identité en nous montrant comment cette identité s'est développée au fil du temps. Cela nous montre comment nous en sommes venus à être ce que nous sommes. »

*History is a supremely humanistic discipline: it may not teach us particular lessons, but it does tell us how we might live in the world* <sup>367</sup>.

*To understand the past in all its complexity is to acquire historical wisdom and humility and indeed a tragic sense of life. A tragic sense does not mean a sad or pessimistic sense of life; it means a sense of the limitations of life* <sup>368</sup>.

C'est en somme par cette conscience historique, ce sens historique, qu'il est possible de comprendre la construction du présent, les cadres du passé et leurs limites, et ainsi les limites du présent lui aussi, situé *malgré tout dans l'histoire*, comme les époques révolues. Or, dans cette révolution historiographique, une idée de fond s'immisçait : celle de *la fin de l'histoire*.

Ellen Meiksins Wood avait critiqué « la fin de l'histoire » en tant qu'idée lancée par les tenants de la « démocratie libérale » qui soutenaient qu'il ne restait plus que cet horizon global indépassable, ce système politique de démocratie libérale ayant supplanté tous les autres. Ils appuyaient fortement leur propos sur la fin du communisme soviétique en 1991. Par ailleurs, Gordon Wood aborde ce même sujet sous un angle différent, parlant plutôt de l'histoire *en tant que discipline*. Il affirme :

*We are not as free from the past as we think we are. Knowing this is to have a historical sense. I don't want to suggest that this historical sense, this concern for the pastness of the past, implies a lack of interest in the future. In fact, I agree with the historian E. H. Carr that a sense of the future is essential to a sense of the past. [...] In 1961, Carr pointed out that the writers of classical antiquity had little sense of history because they had little sense of a different future. "Thucydides," he said, "believed that nothing significant had happened in time before the events which he described, and that nothing significant was likely to happen thereafter." For the ancients "history was not going anywhere." [...] Without a belief in the future there will be no concern for the past, indeed, no history at all* <sup>369</sup>.

<sup>367</sup> *Ibid.*, p. 4. Notre traduction : « L'histoire est une discipline hautement humaniste : elle n'enseigne peut-être pas de leçon particulière, mais elle indique comment l'on devrait vivre en ce monde. »

<sup>368</sup> *Ibid.*, p. 6. Notre traduction : « Comprendre le passé dans toute sa complexité est acquérir une sagesse face à l'histoire, une humilité, et un sens tragique de la vie. Un sens tragique ne veut pas dire triste ou pessimiste, mais plutôt un sens des limites de la vie. »

<sup>369</sup> *Ibid.*, p. 5. Notre traduction : « Nous ne sommes pas aussi libres du passé que nous le pensons. Savoir cela est posséder le sens historique. Je ne veux pas insinuer que ce sens historique, ce souci

Cette révolution historiographique dont parle Wood implique une ultra-spécialisation, théorisation et mathématisation de l'histoire autour d'objets restreints et peu intéressants pour le grand public, ce dernier s'en désintéressant. C'est ainsi la fin de l'histoire (comme discipline !). Selon la perspective de Carr, c'est également la fin de l'avenir, l'un étant dialectiquement lié à l'autre, car, qui ne pense pas que l'avenir sera radicalement différent du présent ne s'intéresse pas à un passé radicalement différent non plus : « tout a toujours été et sera toujours à peu près comme ce que l'on connaît. » C'est l'enfermement dans le temps présent, le présentisme, comme horizon indépassable et la démocratie libérale comme seule forme de présent global et perpétuel. Gordon Wood, au sujet du désintérêt de l'histoire et des indicateurs qui le démontrent au tournant de cette révolution historiographique indique que :

*Several indices revealed that the American people were becoming less and less interested in the kind of social history academics were teaching and writing. From 1970-71 to 1985-86, years when there was a boom in student enrolments, the number of history degrees granted by all American colleges and universities declined almost by two-thirds, from 44,663 to 16,413. A drop in membership of the American Historical Association in the 1970s and 1980s was itself a sign of this weakening interest in history, [...] the discipline seemed to becoming apart. "In no other field was there such a widespread sense of disarray; in no other discipline did so many leading figures express dismay and discouragement at the current state of their realm." Many historians tended to see themselves as simply congeries of specialists solving technical problems and talking mostly to one another* <sup>370</sup>.

---

pour la passéité du passé, impliquerait un désintérêt pour l'avenir. En fait, j'adhère aux propos de l'historien E. H. Carr qu'un sens de l'avenir est essentiel à un sens du passé. En 1961, Carr avait fait remarquer que les auteurs de l'Antiquité classique n'avaient pas un grand sens de l'histoire parce qu'ils n'avaient pas un grand sens d'un avenir différent. "Thucydides," disait Carr, "croyait que rien de significatif n'était arrivé avant les événements qu'il décrivait, et que rien de significatif n'allait probablement arriver." Pour les anciens, "l'histoire n'allait nulle part". Sans la croyance d'un avenir, il n'y aura pas de préoccupation pour le passé, en fait, pas d'histoire du tout. »

<sup>370</sup> Gordon S. Wood (2009), « The Purpose of the Past : Reflections on the Uses of History », *Historically Speaking*, vol. X no. 1, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 2. Notre traduction : « Plusieurs indices révélèrent que le peuple américain s'intéressait de moins en moins au genre d'histoire sociale que les universitaires enseignaient et écrivaient. De 1970 à 1986, années entre lesquelles il y eut une forte recrudescence dans les inscriptions étudiantes, le nombre de diplômes en histoire octroyés par toutes les universités américaines a diminué de deux tiers, passant de 44 663 à 16 413. Une baisse du nombre de membres de l'*American Historical Association* dans les années 1970 et 1980 était en soi un signe de la diminution de l'intérêt pour l'histoire, la discipline semblait

Il y avait donc parmi les historiens, selon Wood, une perception de perte de substance. La discipline, avec ce qu'elle avait de « sens historique », était en proie à un courant déconstructionniste. Wood ajoute au sujet de cette évolution techniciste : « *The result of all this postmodern history, with its talk of "deconstruction," "decentering," "textuality," and "essentialism," has been to make academic history writing almost as esoteric and inward-directed as the writing of literary scholars* <sup>371</sup>. » Le récit et le sens construit devenaient plus rares dans les nouvelles productions historiques et c'est notamment en cela, tel qu'on l'indiquait précédemment, qu'un fossé s'est forgé entre l'histoire populaire et l'histoire académique, en ce que l'histoire populaire demeurait davantage un récit construit assez accessible. L'histoire académique devenait illisible sauf pour les historiens spécialisés. Pourtant, les deux histoires étaient maintenant le plus souvent parcellisées. Wood indique à ce sujet :

*Perhaps one less beneficial effect of the new cultural history has been to widen the gap between academic and popular history. Perhaps the two kinds of history have never coincided, but in the 1950s academic historians [...] certainly wrote history that appealed to both academic and general readers. That is much less true today. Consequently, popular historians who have no academic appointment, such as David McCullough, Walter Isaacson, Ron Chernow, Thomas Fleming, and Stacy Schiff, have successfully moved in to fill the void left by the academic historians preoccupied by issues of race, gender, and multiculturalism* <sup>372</sup>.

---

se dissoudre. Aucun autre champ de la recherche connaissait une telle débâcle ; en aucune autre discipline ne voyait-on autant d'éminents personnages exprimer leur mécontentement et leur découragement quant à l'état actuel de leur domaine. Plusieurs historiens se voyaient comme un méli-mélo de spécialistes tentant de résoudre des problèmes techniques, parlant surtout les uns aux autres. »

<sup>371</sup> *Ibid.*, p. 4. Notre traduction : « Le résultat de cette histoire postmoderne, avec ces idées de déconstruction, de décentralisation, de textualité, et essentialisme, fut de faire de l'écriture de l'histoire académique quelque chose de presque aussi ésotérique et hermétique que l'écriture d'érudits du champ littéraire. »

<sup>372</sup> *Ibid.*, p. 4. Notre traduction : « Il est probable que l'un des aspects les moins bénéfiques de l'histoire culturelle fut de creuser l'écart entre l'histoire académique et l'histoire populaire. Peut-être que les deux genres d'histoire n'avaient jamais coïncidé, mais dans les années 1950 les historiens académiques écrivaient une histoire qui intéressait les universitaires et le grand public. Ceci n'est plus du tout aussi vrai aujourd'hui. Par conséquent, les écrivains d'histoires populaires qui n'ont

Enfin, l'ouvrage de Francis Fukuyama *La fin de l'histoire* publié en 1992 n'a fait que traduire ce qui était à l'œuvre dans la société américaine (et autres) depuis les années 1970, notamment avec la « nouvelle histoire » ou « la mort de l'histoire », c'est-à-dire à la reconceptualisation de l'histoire en tant que « *social history* » ou « *cultural history* » par la suite.

Un désintérêt s'ensuivant, la cristallisation de la *démocratie libérale* en tant qu'« horizon indépassable » ou « système le moins pire qu'on a pu trouver à date <sup>373</sup> » et ainsi d'une obligation subtile a eu pour conséquence une dépolitisation, et donc une « fin » momentanée de l'histoire. Plus rien d'autre n'était possible parce que « *c'est la vie, c'est comme ça* » ou comme avait dit Margaret Thatcher : « *There is no alternative.* », il n'y a pas d'alternative. En parlant d'inévitabilité historique, ou d'absence d'alternative, l'espoir d'un autre monde est bloqué. Or, le moteur de l'imagination et du rêve quant à la politique est précisément l'espoir d'un monde d'abord « transformable », puis ensuite « meilleur ». La première démonstration que d'autres mondes sont possibles – car effectivement ils furent – *est* l'histoire.

Gary Nash qualifie justement cette posture conceptuelle « d'inévitabilité historique » d'extrêmement dangereuse. Nash aborde ce concept en revenant au sujet de l'esclavage, et dit :

*[The] argument that slavery could not have been abolished [in 1776] reeks of the dangerous concept of historical inevitability. In almost all of historical writing, the concept put forward by the winners, by those whose mistake or excused and virtually never buy those victimized by the mistakes. The idea of historical inevitability is a winner's weapon. It is as old as the tales told by ancient conquerors <sup>374</sup>.*

---

aucun cursus académique d'histoire, comme David McCullough, Walter Isaacson, Ron Chernow, Thomas Fleming, et Stacy Schiff, ont rempli ce vide laissé par les historiens universitaires alors préoccupés par des questions de race, de genre, et de multiculturalisme. »

<sup>373</sup> Cette idée est une reformulation de la célèbre citation de Winston Churchill : « La démocratie est le pire des régimes – à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé. »

<sup>374</sup> Gary Nash, 2005, *op. cit. (Verbatim)*, p. 1. Notre traduction : « L'argument que l'esclavage n'aurait pas pu être aboli en 1776 est lié au dangereux concept d'inévitabilité historique. Dans presque tous

Bien sûr, la question n'est pas de refuser l'existence théorique logique d'une inévitabilité conceptuelle, mais plutôt de rappeler que plusieurs exemples historiques montrent que l'idée d'inévitabilité fut souvent utilisée à des fins de domination et justification idéologique. D'autres appellent parfois cette idée une « naturalisation », c'est-à-dire que quelque chose est tellement inévitable qu'il fait partie de l'essence même de la nature ou du cosmos.

En outre, puisque nous parlons de « la fin de l'histoire », concept rappelons-le souvent attribué à l'auteur Francis Fukuyama attaché à la RAND Corporation <sup>375</sup>, étudions la *naturalisation* que cet auteur produit lui-même de la « démocratie libérale » :

Le succès de la démocratie parmi des peuples en des lieux si divers suggérerait que les principes de liberté et d'égalité sur lesquels le système est fondé ne sont pas le fait du hasard ou le résultat de préjugés ethnocentriques, mais sont vraiment la révélation de la nature de l'homme en tant qu'homme, dont la véracité ne diminue pas mais augmente au fur et à mesure que le cosmopolitisme [...] grandit <sup>376</sup>.

Ainsi Fukuyama dit que la *démocratie libérale* (à comprendre tel que discuté plus haut avec Meiksins Wood) serait l'aboutissement d'une évolution « naturelle » (dans la « nature de l'homme »), qui ferait que chaque peuple successivement arrive à ce stade évolué. Fukuyama ajoute : « Un processus fondamental est à l'œuvre, qui impose un schéma d'évolution commun à toutes les sociétés humaines, en bref, quelque chose comme une Histoire universelle de l'humanité dans le sens de la

---

les écrits historiques, le concept met de l'avant les gagnants, de qui on excuse les erreurs les plus graves auprès des victimes de ces erreurs. L'idée de l'inévitabilité historique est une arme du gagnant. C'est aussi vieux que les vieilles légendes des anciens conquérants. »

<sup>375</sup> La RAND Corp. est l'un des *think tanks* libéraux (ou lobby, réservoir à idées) les plus importants et influents des Etats-Unis, notamment à Washington. On pourrait la rapprocher à certains égards à la Commission Trilatérale ou au Council on Foreign Relations en matières de politique internationale. Au Québec, elle pourrait s'apparenter à l'Institut Fraser ou à l'Institut Économique de Montréal (IEDM).

<sup>376</sup> Francis Fukuyama (1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, New York, Avon Books, p. 76.

démocratie libérale <sup>377</sup>. » On comprend que sa « communauté épistémique » (la RAND Corporation) et lui devant utilisent l'arme de l'inévitabilité historique : « *there is no alternative* », la démocratie libérale passera car cela est inscrit dans la nature.

Rappelons-nous de la citation de Meiksins Wood au chapitre V, où l'on parle du coup d'État du 11 septembre 1973, Pinochet remplaçant Allende et le Chili devenant, sous l'impulsion des « *boys* » de l'Université de Chicago, un vrai laboratoire du néolibéralisme à venir. Fukuyama, dès lors, semble décrire l'histoire selon une posture qui fait fi de faits historiques : il développe un récit plutôt qu'une histoire critique. Il omet de dire que le cas de l'installation d'hommes de paille, ou de régimes fantoches, est une pratique américaine et européenne <sup>378</sup>. L'argumentaire de naturalisation de Fukuyama est ainsi déconstruit, mais l'effet d'étendue d'un système de « démocratie libérale » est bien réel autour du globe (la mondialisation). Cela rejoint effectivement ce que disait Meiksins Wood au sujet du taux de « performance » des régimes « démocratiques », et reconferme l'idée d'une « *fiction* politique » portée par Morgan.

En somme, l'air du temps du tournant des années 2000 (le *Zeitgeist* récent) impliquait ce blocage politique d'absence d'alternative et de tentative de nombre de micro-réformes afin d'optimiser la santé, l'éducation, l'économie, les conventions collectives, les oppressions communautaires (les combats de la nouvelle gauche), mais jamais remettre le cœur du système capitaliste en question. Cet air du temps a influencé, voire questionné, les historiens : la nouvelle histoire, la fin de l'histoire, la parcellisation des objets historiques, la mathématisation et la quantification de l'histoire ont constitué cette révolution historiographique qui soudainement s'immisçait dans la discipline. Pour le grand public, l'effet de cette fin de la discipline-histoire était aussi une *dépolitisation* qui s'expliquait aussi par d'autres

---

<sup>377</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>378</sup> Voir notamment à ce sujet le documentaire de John Pilger « *The War on Democracy* » de 2007.

phénomènes en cours de composition traversant la société. Par exemple, l'hypermultiplication des mondes virtuels par la télévision, puis éventuellement par les ordinateurs (jeux vidéo notamment), éclatant davantage l'histoire si bien que certains citoyens connaissent toutes les subtilités de l'histoire d'une télé-série, avec ses personnages (ministres fictifs, chefs fictifs, protagonistes fictifs, etc.), et la même chose pour les jeux vidéo qui peuvent parfois constituer des univers en eux-mêmes, avec des mappemondes inventées, des personnages fictifs (pensons au gigantesque *legendarium* de Tolkien : *Le Seigneur des Anneaux* précédé par *Le Hobbit* puis *Le Silmarillon*). L'histoire de notre réalité, avec ses personnages réels, ses conflits et ses ententes réelles, formateurs de notre présent réel (notre quotidien) fut comme tassée, puis comme le dit Wood, le vide a été rempli mais créant des citoyens qui n'ont à peu près aucun repère historique solide. Cette situation sociologique n'est pas sans rappeler le mot-valise de Zbigniew Brzezinski <sup>379</sup> en 1995, « *titty-tainment* », qui selon les altermondialistes Martin et Schumann, en disent : « *Tittytainment* [...] est une combinaison des mots *entertainment* et *tits*, le terme d'argot américain pour désigner les seins. [...] Un cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante [...] <sup>380</sup> » En fait, Brzezinski avait pensé à des dispositifs de contrôle social afin de stabiliser un système qui irait inexorablement vers ce qu'il appelait « la Société 20/80 » : une société où la productivité serait devenue si concentrée et si efficace que seulement 20 % des individus seraient occupés à des postes réellement utiles, alors que l'autre 80 % des gens seraient occupés à des tâches dégradantes, inutiles, voire insignifiantes <sup>381</sup>. Ainsi, il faut garder à l'esprit que la révolution

---

<sup>379</sup> Brzezinski est un homme des coulisses de la politique américaine, souvent comparé en ce sens à Henry Kissinger. Démocrate, conseiller géopolitique des présidents Jimmy Carter, Barack Obama, il est fondateur avec David Rockefeller de la Commission Trilatérale en 1973 de laquelle est sorti en 1975 le « rapport Crozier », intitulé *Crisis of Democracy*.

<sup>380</sup> Hans-Peter Martin et Harald Schumann, 1997, *Le piège de la mondialisation*, Paris, Solin Actes Sud, p. 12.

<sup>381</sup> Il est intéressant de constater à ce sujet que parmi les « maladies du travail » telles que le *burn-out* (l'épuisement professionnel donc surcharge, ou rythme de vie intenable entraîné par le travail), il y a

historiographique du tournant des années 1970 dont Wood fait mention s'accompagne de ces phénomènes sociaux qui tendent à miner autrement l'intérêt des citoyens pour l'histoire.

Ainsi, cette « histoire de l'histoire », histoire en tant que discipline, est très importante car elle permet de situer les trois historiographies les unes par rapport aux autres dans le XX<sup>e</sup> siècle (retourner au Tableau 1 pour revoir les courants historiographiques et l'époque de leur création), et comprendre comment Morgan, plus vieux que Nash et Meiksins Wood, commence à réfléchir et écrire avant le mouvement des droits civiques. Nous reviendrons sur cette question dans les prochaines lignes.

Rappelons avant de conclure cette analyse les éléments déterminants de l'historiographie de Morgan, se différenciant de celles de Nash et de Meiksins Wood.

## 7.2 Les hypothèses sur Morgan

Nous posons d'emblée l'hypothèse que le concept de peuple dans l'historiographie de la révolution américaine était l'objet d'un conflit d'interprétation chez les sociologues et les historiens. Nous avons d'abord montré selon quelles modalités s'articule ce conflit d'interprétation. Reposons, à l'identique, nos interrogations du départ, ce qui nous permettra en même temps de développer cet argument.

*Comment se définit la notion de peuple dans le débat historiographique entourant la révolution américaine (ou la Déclaration d'indépendance) ?*

Pour Morgan, le peuple de la révolution américaine commence à se bâtir diachroniquement dès 1215, en se confirmant dans les événements prenant place en

---

maintenant le nouveau « *bore-out* » inventé par Werder et Rothlin, médiatisé en 2016, qui signifie : épuisement professionnel par l'ennui, le manque de travail et le manque de signification du travail.

Angleterre dans les années 1650 et 1689, la situation des *Intolerable Acts* n'étant finalement qu'une opportunité de faire aboutir une transition conceptuelle qui avait déjà été amorcée très longtemps auparavant. C'est ainsi que, tel que nous l'avons vu, Madison a réfléchi à l'idée d'« inventer *un* peuple américain » qui serait une identité fédéralisée de toutes les colonies, qui elles, deviendraient les États. C'est donc pour Morgan la théorie de la souveraineté populaire qui, en crise dans les colonies qui étaient en tension avec le Parlement de Londres, avait débouché sur l'indépendance et sur la création du concept de peuple américain. C'était dans ce cas donc la formulation d'un concept théorique qui engendrait ensuite un réel vécu, et non l'inverse. En effet, y avait-il *réellement* un tel « peuple américain » au tournant de 1776 ? Il avait d'abord suffi de le *nommer*, conceptuellement, et de convaincre qu'il existait bel et bien, qu'il n'était pas le peuple britannique ou les nombreux peuples distincts des colonies. Ensuite, tel que nous l'avons vu aux premiers chapitres, Morgan définit ce peuple et la fiction politique de la souveraineté populaire qui rend possible son existence, corps après corps, *yeomen*, militaires, puis notamment les *Localists* et les *Cosmopolitists*.

Ainsi, Morgan porte une histoire des idées politiques et entre en conflit d'interprétation historiographique avec Meiksins Wood et Nash ; avec Meiksins Wood parce que celle-ci identifie un processus concomitant avec la naissance de la « démocratie libérale » qui est l'essor d'un autre système, le capitalisme. Ce système est antinomique avec le précédent (la démocratie libérale) et avec quelque notion de peuple, car étant lui-même l'antithèse des identités humaines personnelles et sociales <sup>382</sup>.

Ensuite, Morgan et Nash n'incluent pas les mêmes corps dans le peuple. Morgan faisait quasiment abstraction des esclaves et ne traitait absolument pas les

---

<sup>382</sup> Cf. pour rappel notre section « Naissance du capitalisme en Angleterre » au Chapitre v.

Amérindiens comme faisant partie du peuple. Or pour Nash c'est plus compliqué, en ce sens que c'est, comme on l'a vu, selon une posture plutôt présentiste qu'il aborde *The American People*<sup>383</sup> en parlant des Amérindiens, et en en parlant comme d'un groupe humain faisant partie du peuple américain. Or, s'il est vrai que les Amérindiens font partie du territoire des États-Unis (et sont même les premiers à en fouler le sol), peuvent-ils faire partie du « *We, the people* » américain ? Nash implique que oui, Morgan que non. Il est d'ailleurs très intéressant de constater que cette posture des deux historiens correspond aussi à des réalités politiques développées par les autorités américaines dans le cas des « affaires indiennes ».

Enfin toutefois, Morgan expliquait au sujet des esclaves en 1972, donc lors des premières années de la « révolution historiographique » décrite par Wood, ceci :

*Colonial historians, in particular, when writing about the origin and development of American institutions have found it possible until recently to deal with slavery as an exception to everything they had to say. I am speaking about myself but also about most of my generation. We owe a debt of gratitude to those who have insisted that slavery was something more than an exception, that one fifth of the American population at the time of the Revolution is too many people to be treated as an exception. [...] The rise of liberty and equality in this country was accompanied by the rise of slavery*<sup>384</sup>.

Morgan reconnaît ainsi un certain apport dans cette révision historique, en cette « nouvelle génération » qui a permis d'étudier abondamment un sujet auparavant presque tabou.

<sup>383</sup> Gary Nash, 1990, *The American People*, op. cit.

<sup>384</sup> Edmund S. Morgan (1972), « Slavery and Freedom : The American Paradox », *The Journal of American History*, vol. 59, no. 1, Oxford, Oxford University Press, p. 5. Notre traduction : « Les historiens des colonies, en particulier, en écrivant au sujet des origines et du développement des institutions américaines, ont trouvé le moyen jusqu'à tout récemment de traiter l'esclavage comme une exception par rapport à tout ce qu'ils avaient à dire. Je parle de moi, mais aussi de presque toute ma génération. Nous avons une dette de gratitude à l'égard de ceux qui ont insisté que l'esclavage était quelque chose qui était plus qu'une exception, qu'un cinquième de la population américaine au temps de la révolution représente un trop grand nombre de personnes pour être traitées comme une exception. La montée de la liberté et l'égalité dans ce pays fut accompagnée d'une montée de l'esclavage. »

*Comment se définit la notion de « souveraineté populaire » dans l'interprétation historiographique portée par l'historien Edmund Morgan ?*

Nous indiquions au Chapitre II que Morgan comprend la souveraineté populaire comme un concept qu'il appelle une *fiction politique* qui s'élabore très lentement, à mesure que la philosophie et les réflexions politiques aboutissent aux concepts de droit naturel comme le fait d'être nés libres. La souveraineté populaire remplaçait la monarchie de droit divin et était une fiction politique orchestrée par un petit nombre souhaitant remplacer un autre petit nombre. Or, malgré tout, elle allait donner lieu, dans une dynamique dialectique, à l'essor du concept de peuple, qui lui-même allait redonner plus de vigueur à la souveraineté populaire. Selon Morgan, le statut de « fiction politique » de la souveraineté populaire lui permet quand même de réaliser des acquis réels quant à la souveraineté populaire, et donc, à la démocratie en tant que pouvoir du peuple (*actual people*).

Quant aux présupposés épistémologiques et normatifs dans l'interprétation de Morgan, rappelons que Morgan (1916-2013) est de la génération académique d'avant celle de Meiksins Wood (1942-2016) et Nash (1933-), puis a connu l'époque d'« avant ». Morgan avait depuis plusieurs années terminé sa vingtaine lorsque le nouvel air du temps se mettait en place, au tourant du *Civil Rights Movement* de la fin des années 1960. Ainsi, quasiment toute la science américaine de l'histoire – les nouveaux chercheurs – s'est réorientée dès lors.

Notons aussi, quant à la normativité ou l'usage politique du concept de peuple que la conception de Morgan tend à une critique nuancée des développements de la fiction politique de la souveraineté populaire : tout n'est pas qu'exploitation, mais tout ne fonctionne pas idéalement non plus. Morgan identifie plusieurs failles permettant toutes sortes de corruption de la démocratie. Quant à Meiksins Wood, le concept d'un peuple, déraciné et exploité dès le début de 1688 en donne un usage politique

contestataire, ou du moins, très critique. En ce qui a trait au concept de peuple de Nash, il est très en phase avec la nouvelle gauche, inclusive, et il pourrait très bien en être fait un usage politique dans le cadre du multiculturalisme.

### 7.3 Retour sur la neutralité axiologique et l'épistémologie

Par ailleurs, terminons sur l'idée de neutralité axiologique avec un passage de Morgan qui décrivait son expérience de chercheur à l'Université Brown alors qu'il était au tournant de la trentaine en 1946 :

*Henry Wriston, then President of Brown, was a Republican, and a conservative, and an absolute champion of academic freedom. The history department chair, James B. Hedges, regarded his function as simply to hire people and then to protect them from outside interference by the administration, or anyone else. Hedges [...] protected you from the rest of the university—and Wriston protected you from anybody outside the university. It was absolute heaven*<sup>385</sup>.

Ce passage est essentiel parce qu'il cerne à lui seul, par contraste, ce qui pourrait défaillir dans l'institution universitaire ; l'*isegoria*, concept qui implique que chacun puisse dire – en toute liberté, sécurité, et à hauteur égale – ce qu'il considère lui-même devoir être dit, en cela rappelé si justement par Meiksins Wood, doit être la valeur qui guide les universités. La neutralité axiologique fondamentale l'exige et la validité scientifique de la science l'exige également. En effet, « la science » ne peut souffrir aucun tabou ni censure, auquel cas elle ne serait plus « la science » mais un

---

<sup>385</sup> Robert Allen Rutland (2000), *Clio's Favorites: Leading Historians of the United States, 1945-2000*, Columbia, University of Missouri, p. 128. Notre traduction : « Henry Wriston, le Président de l'Université Brown à l'époque, était un Républicain et un conservateur, et un champion absolu de la liberté académique. Le directeur du département d'histoire, James B. Hedges, considérait sa fonction comme celle d'embaucher des gens et ensuite de les protéger des interférences de l'administration, ou quiconque. Hedges vous protégeait du reste de l'université, et Wriston vous protégeait de quiconque hors de l'université. C'était absolument le paradis. »

dogme<sup>386</sup>. C'est d'ailleurs ce que des historiens français ont voulu répondre à ces mêmes tensions indues sur leur discipline dans un article du Monde en 2005 :

Émus par les interventions politiques de plus en plus fréquentes dans l'appréciation du passé et par les procédures judiciaires touchant des historiens et des penseurs, nous tenons à rappeler les principes suivants : *L'histoire n'est pas une religion*. L'historien n'accepte aucun dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous. Il peut être dérangeant. *L'histoire n'est pas la morale*. L'historien n'a pas pour rôle d'exalter ou de condamner, il explique. *L'historien n'est pas l'esclave de l'actualité*. L'historien ne se plaque pas sur le passé des schémas idéologiques contemporains et n'introduit pas dans les événements d'autrefois la sensibilité d'aujourd'hui. *L'histoire n'est pas la mémoire*. L'historien, dans une démarche scientifique, recueille les souvenirs des hommes, les compare entre eux, les confronte aux documents, aux objets, aux traces, et établit les faits. L'histoire tient compte de la mémoire, elle ne s'y réduit pas. *L'histoire n'est pas un objet juridique*. Dans un Etat libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. La politique de l'Etat, même animée des meilleures intentions, n'est pas la politique de l'histoire<sup>387</sup>.

Nous retrouvons ici, dans cet article signé notamment par Pierre Nora et Antoine Prost, tous les points problématiques soulevés par Gordon Wood, autour de cette tension grandissante entre l'histoire académique, sa liberté, et « l'histoire populaire ». Notons que si des historiens vont jusqu'à publier une telle missive dans un grand journal, la tension n'est pas anodine. Concluons cette idée avec une étude d'histoire sociale de Wright qui révéla un point intéressant dans l'histoire de l'institution universitaire :

*In this piercing study of the 204 members of the Harvard College classes of 1771-1774, Conrad Edick Wright reminds us how much a college degree served as a badge of rank and privilege rather than intellectual achievement [...]*<sup>388</sup>.

<sup>386</sup> Nous faisons ici indirectement référence au critère de falsifiabilité de Karl Popper.

<sup>387</sup> Collectif de 19 historiens, 13 décembre 2005, « Liberté pour l'histoire », *Le Monde*, Paris, Ed. Journal Le Monde, section Société.

<sup>388</sup> David W. Conroy (2006), « Review of Revolutionary Generation : Harvard Men and Consequences of Independence. By Conrad Edick Wright », *The Journal of American History*, vol. 93, no. 1, Oxford, Oxford University Press, p. 190. Notre traduction : « Dans cette étude de 204 membres des classes de Harvard 1771-1774, Conrad Edick Wright nous rappelle à quel point un diplôme universitaire pouvait être un insigne de rang et privilège plutôt qu'une réalisation intellectuelle. »

Wright réussit à mettre en lumière que la dynamique interne de l'institution d'éducation avait à une certaine époque plutôt un rôle d'octroi d'un statut social et d'appartenance à un groupe, de conformisme donc, plutôt que la reconnaissance de recherche académique sérieuse. En effet, il nous apparaît que de telles dynamiques humaines n'auraient pas leur place dans un milieu voué aux questions qui, comme le disent les dix-neuf historiens, ne peuvent supporter le consensus dogmatique qu'entraîne le conformisme justement parce qu'elles sont « dérangeantes ».

## CONCLUSION

*Le colonialisme ne se satisfait pas d'enserrer  
le peuple dans ses mailles, mais de vider le  
cerveau colonisé de toute forme et de tout  
contenu. Par une sorte de perversion de la  
logique, il s'oriente vers le passé [l'histoire]  
du peuple opprimé, le distord, le défigure,  
l'anéantit.*

Frantz Fanon

*Celui pour qui l'avoir n'est pas sûr,  
ne peut pas avoir du temps à être.*

Anonyme

*Encore un siècle de journalisme –  
et tous les mots pueront.*

Nietzsche

Après avoir étudié un contenu abondant des historiographies respectives et du débat historiographique s'ensuivant, certaines interrogations demeurent. Par exemple, nous ne nous attendions pas que nos auteurs seraient d'accord à l'effet que la démocratie moderne n'est pas authentiquement d'essence démocratique, mais est plutôt le produit de la prise du pouvoir par une minorité sur une multitude. Bien entendu, leur développement théorique n'est pas le même, mais le cœur de l'idée l'est. Cette

notion, par ailleurs, entre en contradiction avec la croyance entretenue par le grand public. En parlant de la première phrase de la constitution américaine, l'affaire est réglée : « *We the people* » est le peuple, qui se donne une souveraineté. Or, nous avons vu que ce fut un processus beaucoup plus nuancé, rappelons-nous ici de James Madison. On pourrait tenter de minimiser ces théories d'historiens en nous disant que ce sont des chercheurs peu reconnus, or : il n'en est rien. Morgan, Nash et Meiksins Wood sont des chercheurs de premier plan, de différentes écoles de pensée, et qui plus est, américains.

Un autre élément qui pourrait étonner le lecteur, nous le rappelons, est cette idée que l'histoire d'un même événement, d'un point de vue à l'autre, peut impliquer tellement de données, d'interrogations et de conclusions brillantes, très souvent convergentes, mais différentes. Un auteur ne peut pas penser à tout, ou c'est que souvent sa question de recherche resserre son horizon de recherche. Cela pose la question, sème le doute autour de la validité théorique. Certains postmodernes ont poussé ce doute peut-être trop loin en le transformant en relativisme absolu. Sans aller jusque-là, nous dirons seulement qu'on remarque que certains de nos contemporains se « servent » de l'histoire dans un esprit de vengeance, et ce, parce qu'ils sont totalement persuadés que leur interprétation historiographique est une vérité pure. Or, on remarque ici que la nuance est de mise en histoire, et surtout, la prudence, car on n'est pas à l'abri d'une révision historiographique ou, simplement, d'une fausseté ou d'une omission.

Encore un point tout à fait intéressant soulevé dans ce mémoire est l'histoire de l'évolution conceptuelle et la naissance de la « gauche » et de la « droite ». On a ainsi pu constater que les royalistes qui souhaitaient conserver le *Divine Right of Kings* étaient les ancêtres de la droite (conservatrice) ; ceux qui se battaient pour le Parlement et ainsi plus ou moins pour la *Popular Sovereignty*, les *Parliamentists* étaient les ancêtres de la gauche (progressiste). Puis, ce sont ces ancêtres de la gauche qui ont gagné du terrain jusqu'à prendre le pouvoir en 1689 afin d'établir une

monarchie constitutionnelle et faire naître le capitalisme. De cette façon, la « gauche » historique, révolutionnaire, rappelons-le est l'instigatrice du capitalisme. Autrement, chez les nouveaux Américains, la « gauche » était plutôt représentée par les Fédéralistes, *Cosmopolitists*, et la « droite » plutôt par les Antifédéralistes, *Localists*. Cela est très intéressant parce que l'« histoire populaire » d'aujourd'hui inscrit dans l'imaginaire collectif une croyance contraire. De plus au sujet des *Cosmopolitists* et des *Localists*, c'est cette vieille dichotomie du peuple américain qui ressort aux élections américaines, lorsque les grands médias corporatifs de gauche se demandent « qui peut être ce vieux fond étrange républicain rétrograde ? » On comprend ici qu'il est fait référence à cette réalité historique des *Localists* (et *yeomen*, fermiers, etc.)

Nous avons pu également constater que les historiens sont souvent aussi très sociologues, philosophes et développent une multitude d'idées. L'histoire des idées développée par Morgan est une œuvre conceptuelle très agréable et tout à fait intéressante, en ce que c'est un exercice d'historien qui amène dans un ailleurs temporel, ne se commettant pas dans le présentisme. Morgan permet ce « sens historique » discuté précédemment, et permet une proximité avec les acteurs de l'époque, proximité que l'on ressent comme une actualité encore proche. Morgan respecte les acteurs historiques selon leurs concepts et leurs codes. Meiksins Wood a redéveloppé des concepts antiques et des concepts de Marx afin de contraster la démocratie antique avec la démocratie moderne, ce qui permet de constater les faiblesses antidémocratiques du système moderne. Nash a mis en lumière des groupes humains absolument importants dans la compréhension totale de l'histoire de la révolution américaine.

Les limites de nos recherches sont inhérentes à notre objet de recherche resserré autour de l'historiographie de Morgan, puis de deux autres courants d'interprétation. Si nous souhaitions ouvrir le sujet, nous étudierions probablement les

historiographies impériales, progressive, et les auteurs plus anciens tels que Bancroft et Otis. Nous ouvririons davantage autour du capitalisme et déplacerions probablement notre objet vers l'époque actuelle. Enfin, Morgan avait précisé qu'en fait même aux États-Unis, les vieilles hiérarchies avaient survécu :

*From Jefferson's later writing it is apparent that he did not think the Declaration returned Americans to a state of nature, and thus of complete equality; and most of the governments they constructed immediately after the Declaration in fact followed the old boundaries that had defined the jurisdiction of the several colonial governments, thus implying the continuation of the old communities with their existing social structures*<sup>394</sup>.

Ainsi, si les hiérarchies anciennes avaient survécu en 1689, puis en 1776, puis même en 1789, peut-être serait-il temps de remettre sur la table (la *tabula rasa* ?) l'idée des *Diggers*, qui souhaitaient que les trop grandes disparités de richesse et de propriété soient effacées afin que ceux qui n'aient rien puisse avoir le digne minimum, et que ceux qui ont trop en soient libérés pour le bien de la stabilité de la vie de tous ? (Voir Annexe B)

Effectuons un retour sur *le peuple*, qui comme on l'a vu avec Morgan, est un concept ramifié se déclinant souvent en l'*actual people*, différent et souvent opposé à *the people*, fiction politique destinée à ce qu'un gouvernement du petit nombre (*the few*) exerce son pouvoir sur la multitude (*the many*). Nous ajouterons une subtilité à ce départage. Le peuple est un concept qui implique une nationalité (c'est-à-dire qui prend forme dans un groupe humain, « la nation »), dans lequel les individus s'identifient et se ressentent en tant que partie de ce peuple. C'est donc se sentir appartenir à ce peuple et vouloir son bien, ce qui implique vouloir la continuité du

---

<sup>394</sup> Morgan, 1988, *op. cit.*, p. 291. Notre traduction : « Jefferson, dans ses écrits plus tardifs, indiquait clairement qu'il ne pensait pas que la Déclaration fut un retour à l'état de nature pour les Américains et ainsi d'égalité complète. En fait, la plupart des gouvernements construits après la Déclaration suivaient les vieilles délimitations qui avaient défini la juridiction des différents gouvernements coloniaux, impliquant ainsi la continuation des anciennes communautés avec leurs structures sociales déjà existantes. »

peuple dans ce qu'il est culturellement, vouloir le garder civilisé, qu'il existe en liberté, qu'il subsiste en tant que lui-même, en tant que groupe mais aussi dans chacun de ses individus. Ainsi, être d'un peuple, c'est aussi d'une certaine manière être préoccupé que chaque individu ait accès à une vie bonne, qui ressemble à ce que les autres peuvent avoir du fait du souci de l'être collectif (ceci qui, en soi, est une première limitation aux possibilités d'inégalités sociales). Faire partie d'un peuple implique également accepter de partager cette communauté ensemble. Certains ont en effet parfois préféré l'exil ou l'ermitage ; c'est là la base du contrat social tel qu'on l'a vu au Chapitre II, qui implique le libre consentement des citoyens à adhérer à la communauté. Nous avons vu que le peuple est un concept évolutif dans le temps et l'espace qui a pu prendre plusieurs formes selon les époques, notamment en regard des changements de composition de ses « corps ». Or, l'histoire récente montre que la cohésion de ces corps ne s'est hélas pas toujours effectuée aussi harmonieusement, notamment l'histoire coloniale récente où le schéma général des peuples coloniaux était une multitude colonisée par un petit nombre de colonisateurs où donc, les « *few* » étaient d'un peuple différent (quant à leur auto-identification).

Frantz Fanon, intellectuel critique du colonialisme, expliquait que quand un peuple est soumis à un autre peuple s'installe alors une dynamique malsaine. Pour ne citer que quelques exemples, une telle dynamique s'est passée sur les continents africain et américain en général. Plus spécifiquement, ce qui s'est passé en France lors de l'invasion et la prise du pouvoir par des Francs au détriment des Gaulois va en ce sens. Un autre exemple est la Conquête normande (germanique) de l'Angleterre par Guillaume 1<sup>er</sup> (*William I*), imposant lois et langue aux Brittons d'alors, ceux-ci étant des Celtes. On parlera aussi du remplacement de l'élite de la colonie du Canada par une élite anglaise, faisant coexister deux peuples en « un seul peuple ». Ainsi, c'est l'essence de la dynamique coloniale : une petite minorité d'un peuple, avec un autre peuple souvent beaucoup plus nombreux qui lui est soumis culturellement,

économiquement, militairement, etc. Cette dynamique coloniale et néocoloniale fut entre autres observée par Aimé Césaire et Frantz Fanon en Martinique, Malcolm X aux Etats-Unis, Albert Memmi et Pierre Vallières (*Nègres Blancs d'Amérique*, en 1968, reprenant le concept de la négritude de Aimé Césaire) pour la situation au Québec. Elle faisait dire à Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blancs* en 1952 : « De la partie la plus noire de mon âme, à travers la zone hachurée me monte ce désir d'être tout à coup blanc. Je ne veux pas être reconnu comme Noir, mais comme Blanc <sup>395</sup>. » Steve Bantu Biko, aussi militant anticolonialiste africain disait dans les années 1970 :

Le principe de base de la Conscience noire est le rejet par l'homme noir du système de valeurs qui veut faire de lui un étranger dans son propre pays et qui détruit jusqu'à sa dignité humaine. [...] L'arme la plus puissante dans les mains des oppresseurs, est la mentalité des opprimés <sup>396</sup>.

De la même manière, cette dynamique s'enclenche chez le Québécois lorsqu'il désire non pas comme le noir être blanc, mais comme français être anglais, dit Benoît Rheault sur *Vigile* :

Au sein du Canada, le Franco-Québécois est condamné au rôle de l'Autre. ...semblable à celui dénoncé par [Simone] de Beauvoir, concernant la femme. Car l'Autre n'est pas sujet ; l'Autre est objet. Il sert au sujet. L'Autre est défini par ce sujet, selon ses intérêts. Il ne peut être défini par lui-même. Il n'a droit au respect qu'en mesure de sa ressemblance, ou de ce qu'il peut lui apporter ; son utilité. S'il s'en différencie, et se fait par conséquent sujet, il sera rabaissé. [Au Québec], songeons à la valorisation démesurée d'un anglais parlé « sans accent ». [...]

---

<sup>395</sup> Frantz Fanon, 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil.

<sup>396</sup> Augusta Conchiglia, 2007, « Steve Biko, la conscience noire », *Le Monde Diplomatique*, Paris, Ed. Monde Diplomatique, URL: <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2007-09-11-Steve-Biko-la-conscience-noire>, consulté en ligne le 2 décembre 2016.

Affirmer son unicité, cultiver l'estime et la connaissance de soi, baptiser son territoire, s'ancrer dans celui-ci, s'inscrire dans le monde, viser l'excellence et se dessiner un avenir : cela est interdit à l'Autre. Agir ainsi serait se faire sujet de sa vie. Se faire sujet de sa vie rendrait injustifiable la domination. Il demeure donc hors du monde et hors du temps. Il n'est pas l'acteur de son histoire, de son existence. Il est Autre. [...] L'Autre ne peut être sympathique, et ne peut avoir de valeur, qu'en mesure où il ressemble à soi [à l'anglais]<sup>397</sup>.

Ainsi comprenons-nous bien la dynamique « colonisateur-colonisé » en cet écrasement, ce reniement du colonisé par le colonisateur. Résumons la dynamique coloniale, ou encore, une dynamique où un peuple serait composé de plusieurs tribus ou sectes. Langue différente, religion différente, médias différents, quartiers différents, écoles différentes, cadre de références culturelles générales différentes, traitement par les institutions différent (citoyens de seconde zone), parfois même des référentiels cosmogoniques différents (calendrier), logiquement mènent à un réseautage fortement inégal, ce qui peut favoriser un sectarisme en particulier. D'ailleurs, Morgan mettait justement en garde contre les sectarismes. Mais dans tous les cas de figure, le colonialisme a aujourd'hui plutôt cédé la place au néocolonialisme, sujet sur lequel il serait intéressant d'ouvrir dans une étude connexe. Par exemple dans le colonialisme, on a vu que le traitement des « sauvages » Amérindiens par les Européens avait reposé sur la légitimation de leur action par l'excuse de la grande marche de la « civilisation ». Dans le cadre néocolonialiste, et ce toujours en référence à Meiksins Wood, le mot « civilisation » fut simplement remplacé par le mot « démocratie », non plus imposé aux « sauvages » ou « barbares », mais maintenant aux « dictateurs »<sup>398</sup>. La guerre donc au nom de la démocratie. Enfin en ce qui a trait au peuple, terminons avec un rappel sur l'aristocratie non naturelle telle que décrite par Morgan (notre traduction) :

<sup>397</sup> Benoît Rheault, 31 octobre 2009, « Le Québécois, cet Autre », média Internet *Vigile Québec*, URL: <http://vigile.quebec/Actualites/Actualite-archives-2010-1084/Le-multiculturalisme-et-ses-1056/article/le-quebecois-cet-autre>, consulté en ligne le 12 novembre 2016.

<sup>398</sup> Cf. à ce sujet le corollaire Roosevelt de la Doctrine Munroe.

La plus grande menace émanait de la cour, mais maintenant soutenue par la montée d'un pouvoir d'argent, une classe commerciale et financière contre laquelle les petits et les grands propriétaires terriens devaient s'allier. Les coquins en Angleterre étaient les ministres corrompus entourant le roi, les courtiers et les financiers, qui marchaient main dans la main avec le ministère dans des complots pour devenir riches en escroquant les *yeomen* et les *gentlemen* par des manipulations financières<sup>399</sup>.

Il y aurait beaucoup de choses à dire ici qui sortiraient trop de notre objet de recherche quant à l'évolution de cette aristocratie non naturelle de Alexander Hamilton. Disons en terminant cette idée, que c'est cette aristocratie non naturelle financière, capitaliste, plutôt du côté du petit nombre que de la multitude, qui est au fondement de ce que l'on appelle aujourd'hui Wall Street, ce que l'on appelle récemment « l'oligarchie de la finance », et ce que le mouvement Occupy en 2011 avait appelé « le 1 % ».

Nous avons dans ce mémoire exposé une multitude de concepts : beaucoup ont évolué, sont disparus, sont revenus, furent créés. Ainsi a-t-on remarqué que la diachronie « histoire conceptuelle et histoire sociale » nous permet d'appréhender l'histoire et le sens historique, mais nous permet de nous situer dans notre présent en crise. À notre époque, plusieurs actes de langage sont couramment utilisés, prescriptifs et descriptifs, alors que la théorie linguistique est centrale en communication. On connaît la puissance potentielle des mots et on ne se gêne pas d'exploiter ces savoirs. C'est dans cet esprit que Edward Bernays, l'auteur de l'ouvrage *Propaganda*, est considéré comme l'un des fondateurs des relations publiques. Ainsi, il arrive que le monde change parce qu'auparavant, selon une trame historique parallèle et diachronique, le sens de certains concepts avait déjà changé. Or justement, il est tout à fait possible de changer volontairement le sens des concepts. Koselleck dit quant à l'histoire en cours :

---

<sup>399</sup> Cf. p. 114.

Dans le domaine de l'histoire en cours, l'écart entre action et discours empêche rétrospectivement la « réalité » sociale de converger jamais avec l'histoire de sa signification langagière. Même si les actes langagiers et les actes effectifs restent entrelacés dans la synchronie [...], l'évolution diachronique ne suit pas les mêmes rythmes ni la même chronologie dans l'histoire « réelle » que dans l'histoire des concepts. Il arrive que la réalité ait changé bien avant que son évolution ne soit conceptualisée, et il arrive aussi que des concepts aient été formés qui ont ouvert la voie à de nouvelles réalités<sup>400</sup>.

Ainsi, il semble selon cet angle d'approche que la recontextualisation conceptuelle que nous avons effectuée dans cette étude permet d'explorer l'histoire des concepts, la teneur même de ces concepts, et permettrait du moins en partie aux acteurs présents de se réapproprier ce bagage en vue de former ou affiner les concepts, ce qui permettrait diachroniquement d'arriver à « ouvrir la voie à de nouvelles réalités », plus authentiquement populaires que maintenant. Cela passe par une bonne compréhension des concepts, qui cela passe par une bonne instruction et une bonne culture générale.

### *L'avenir*

On a souvent entendu cet adage : « l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt ». Or, il semble qu'il y ait au moins deux significations à cette phrase, dont le premier est le plus connu : se lever à une heure très matinale. À l'aune de ce que l'on vient de dire au sujet de la culture générale et de l'apprentissage des concepts, voici le second sens.

L'adage est en fait une métaphore. Sa signification seconde est que l'avenir appartient à ceux qui, jeunes, s'éveillent aux grandes réflexions, aux grands savoirs et aux grands concepts de la vie et de l'univers. Plus l'on s'éveille tôt sur le plan intellectuel, en effet, plus l'on a de chances de maîtriser l'avenir, en comprenant bien le passé et le présent. Or, pour ce faire, on peut se lever à minuit.

---

<sup>400</sup> Koselleck, *op. cit.*, p. 117.

ANNEXE A : CHRONOLOGIE DES GRANDES ÉTAPES DU XI<sup>E</sup> SIÈCLE À 1790  
DANS LA CONSTRUCTION DE LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE ET DU  
CONCEPT DE PEUPLE CHEZ MORGAN

- 1215 : *Représentativité* de quelque chose comme « peuple », les Barons auprès du Roi
- Revendication d'une représentation plus élargie vers 1650 : *English Civil War*
- 1650-1690 : Invention de la Souveraineté Populaire et premières Constitutions comme « garde-fous » du pouvoir du Parlement, revendications « au nom du Peuple », opposition entre Peuple du Parlement et Peuple véritable (d'où l'ambiguïté du peuple). Désagrégation de la fiction politique *Divine Right of Kings*. Pourtant, même avec 1689, le *Bill of Rights* et la « souveraineté populaire », la monarchie garde un rôle prépondérant dans le processus législatif dans ce que l'on appellerait bientôt le Royaume-Uni (avec l'Acte d'Union). Il n'y a donc pas de « République », mais une « monarchie constitutionnelle ».
- 1774-1793 : Émancipation des treize colonies de la monarchie du Royaume-Uni, et fondation d'un État républicain. On pourrait toutefois considérer que le Président a remplacé le monarque, en ce qu'il possède des pouvoirs similaires, comme le droit de *veto* qui remplace le *Royal Assent*. *De facto* et *de jure*, le monarque est toutefois évacué de la structure de gouvernement, et la Constitution fait directement référence au « Peuple ».
- Fin du XIX<sup>e</sup> siècle et XX<sup>e</sup> siècle : étendue progressive du nombre de votants, d'abord de plus en plus d'hommes, éventuellement les moins fortunés, et ensuite les femmes, pour en arriver finalement à parler de « *Démocratie* » et de « *Suffrage universel* ».
- Projections et réflexions quant à l'avenir de la démocratie : Suffrage des adolescents, voire même des enfants, et démocratie par Internet (*e-democracy*).

## ANNEXE B : QUELQUES IDÉES POUR CHANGER EN MIEUX LA VIE DE LA CITÉ

Voici quelques-unes des propositions de changement politique énoncées par Morgan, qui iraient dans le sens d'un renforcement de la souveraineté populaire :

- 1646 : Limiter à un certain maximum la captation de propriété terrienne (Harrington, *Yeomen*)
- 1649 : Limiter la fortune annuelle (Pamphlétaires)
- 1650 : Les gens sont libres, liés ensemble librement par Contrat social. Ils sont libres de sortir de ce contrat, et ce, surtout si le contrat a été modifié tellement qu'il n'a plus rapport avec le contrat d'origine
- 1650 : Décentraliser le pouvoir, pouvoirs locaux (Niveleurs)
- 1650 : Cesser d'élire les plus riches et nobles du pays (Pamphlétaires)
- Que le Parlement ne puisse pas modifier ou toucher à la Constitution, n'étant pas de son pouvoir de gouvernement, mais étant du pouvoir *constituant* du peuple directement
- Que les représentants retournent le plus rapidement au statut de citoyens normaux (donc pas de politiciens professionnels « de carrière »)
- Interdire l'accumulation de plus que certaines quantités de propriété par une seule personne, et que le gouvernement reste toujours vigilant quant à ce que la distribution des propriétés engendre comme répercussion sur la structure sociale.

## ANNEXE C : LE DISCOURS SUPPRIMÉ DE WAMSUTTA JAMES

### Le discours supprimé

Les Amérindiens Unis de Nouvelle-Angleterre (*United American Indians of New England, U.A.I.N.E.*)

*Traduction par nous*, lien original : [http://www.uaine.org/suppressed\\_speech.htm](http://www.uaine.org/suppressed_speech.htm)

Le discours annulé de Wamsutta (Frank B.) James,  
WAMPANOAG  
Qui aurait dû être lu à Plymouth, Massachussets, 1970

À propos de ce document :

*Il y a 350 ans, après l'invasion des terres de Wampanoag par les Pèlerins, leurs descendants « Américains » ont organisé une célébration pour cet anniversaire. Toujours fidèles à la mythologie des livres d'école blancs des relations amicales entre leurs ancêtres et les Wampanoags, les organisateurs de l'événement ont cru qu'il serait de bon ton d'avoir un Indien qui donnerait un discours d'appréciation et de compliments à leur repas commémoratif. Frank James fut approché pour faire un tel discours de célébration. Il accepta. Les organisateurs, toutefois, lui demandèrent de pouvoir voir le discours avant l'occasion, et il s'est avéré que la perception de Frank James – basée sur l'histoire plutôt que sur la mythologie – n'était pas ce que les descendants des Pèlerins voulaient entendre. Frank James refusa de donner un discours rédigé par une personne de relations publiques. Frank James n'a pas parlé à la célébration anniversaire. S'il avait prononcé son discours, voici ce qu'il aurait dit :*

Je vous parle en tant qu'homme – un Homme Wampanoag. Je suis un homme fier, fier de mes ancêtres et de mes accomplissements, atteints grâce à une éducation parentale stricte (« Tu dois réussir – ton visage est de couleur différente dans cette petite communauté de Cape Cod ! »). Je suis un produit de la pauvreté et de la discrimination de ces deux maladies, sociale et économique. Moi, et mes frères et sœurs, avons douloureusement surmonté ces obstacles, et avons jusqu'à un certain point gagné le respect de notre communauté. Nous sommes Indiens en premier lieu – mais sommes désignés comme « de bons citoyens ». Nous sommes parfois arrogants mais seulement parce que la société nous a contraints à devenir ainsi.

C'est avec un sentiment mitigé que je suis debout devant vous, partageant ici mes pensées. C'est un moment de célébration pour vous – commémorant l'anniversaire

d'un commencement pour l'homme blanc en Amérique. Un temps pour regarder en arrière, un temps de réflexion. C'est avec le cœur lourd que je contemple ce qui est arrivé à mon Peuple. Même avant l'arrivée des Pèlerins, il était pratique courante que des explorateurs capturent des Indiens, les emmènent en Europe et les vendent comme esclaves pour 220 shillings pièce. Les Pèlerins avaient quasiment rien exploré des rivages de Cape Cod qu'après quatre jours seulement, ils pillaient les tombes de mes ancêtres et volaient leur maïs et leurs fèves. Le livre « Mourt's Relation » [écrit en 1622 par Edward Winslow, l'un des Pèlerins du Mayflower] décrit un groupe d'éclaireurs de seize hommes. Mourt dit que ce groupe a pris tout ce qu'il pouvait transporter des provisions d'hiver des Indiens. Massasoit, le grand Sachem de Wampanoag, même s'il connaissait ces faits, accueillit avec son Peuple les colons de la Plantation de Plymouth amicalement. Peut-être qu'il le fit parce que sa tribu avait été touchée par une épidémie. Ou de sa connaissance de l'hiver aride qui arriverait bientôt, qui était peut-être la raison de sa réaction pacifique face à ces actes. Cette réaction de Massasoit fut probablement notre pire erreur. Nous, Wampanoag, vous avons bien accueilli, l'homme blanc, à bras ouverts, ne sachant pas que là était le début de la fin ; qu'avant que cinquante ans ne passent, les Wampanoag ne seraient plus un peuple libre.

Qu'est-il arrivé en ces cinquante courtes années ? Qu'est-il arrivé ces derniers 300 ans ?

L'histoire nous fournit des faits et il y a eu des atrocités ; il y a eu des promesses brisées – et la plupart d'entre elles eurent pour objet la propriété des territoires. Entre nous, nous avons compris qu'il y avait des frontières, mais jamais auparavant nous n'avions eu à vivre avec des clôtures et des murs de pierre. Mais l'homme blanc avait un besoin de prouver sa valeur par la quantité de terre qu'il possédait. Seulement dix ans plus tard, lorsque les Puritains arrivèrent, ils traitèrent les Wampanoag avec encore moins de bonté en convertissant les esprits des soi-disant « sauvages ». Alors que les Puritains étaient durs avec les membres de leur propre société, l'Indien était écrasé entre des dalles de pierre et pendu aussi vite que n'importe quelle autre « sorcière ». Et au fil des années il y a registre après registre des terres Indiennes prises et, en échange, des réserves établies pour qu'il y vive. L'Indien, dépossédé de son pouvoir, pouvait seulement rester comme immobile en regardant l'homme blanc prendre son territoire et l'utiliser ensuite pour son gain personnel. L'Indien ne pouvait pas comprendre ; pour lui, la terre était vitale, pour la cultiver, pour y chasser, pour l'apprécier et s'y amuser. Pas pour l'abuser. Incident après incident, on voit l'homme blanc tenter de domestiquer « le sauvage » et le convertir au mode de vie chrétien. Les premiers Pèlerins firent croire à l'Indien que s'il ne se comportait pas correctement, ils creuseraient la terre pour y déterrer de nouveau la grande épidémie. L'homme blanc a utilisé les savoirs nautiques de l'Indien. Il n'a seulement laissé l'Indien devenir que matelot – mais jamais capitaine. Constamment, dans la société

de l'homme blanc, nous les Indiens avons été appelés « l'homme le plus bas sur le totem ».

Est-ce que les Wampanoag ont vraiment disparu ? Il y a encore une aura de mystère. Nous savons qu'il y a eu une épidémie qui a volé beaucoup de vies d'Indiens – des Wampanoags sont partis vers l'ouest rejoindre les Cherokee et les Cheyenne. Ils furent forcés de partir. D'autres même allèrent vers le nord au Canada ! Plusieurs Wampanoag laissent de côté leur héritage Indien pour des raisons économiques et sociales. Qu'est-il arrivé aux Wampanoags qui choisirent de rester et de vivre parmi les premiers colons ? Quel genre d'existence fut la leur parmi les gens « civilisés » ? Vrai, la vie n'était pas aussi complexe qu'elle l'est devenue aujourd'hui, mais ils ont fait face à la confusion et au changement. L'honnêteté, la confiance, l'inquiétude, la fierté et la politique les ont secoués dehors et dedans leur vie quotidienne Wampanoag. De là, l'Indien se faisait traiter d'être rusé, astucieux, rapace et sale.

L'histoire veut nous faire croire que l'Indien était un sauvage, analphabète, un animal non civilisé. Une histoire qui a été écrite par un peuple organisé et discipliné, pour nous exposer comme une entité désorganisée et indisciplinée. Deux cultures distinctement différentes se sont rencontrées. L'une pensait qu'il faut contrôler la vie ; l'autre pensait que la vie était faite pour être appréciée, parce que la nature l'a décrété. Souvenons-nous que, l'Indien est et était aussi humain que l'homme blanc. L'Indien ressent la douleur, peut avoir mal, peut réagir à la défensive, a des rêves, porte la tragédie et l'échec, souffre de solitude, a besoin de pleurer et rire aussi. Lui, aussi, est souvent mal compris.

L'homme blanc, en présence de l'Indien, est toujours mystifié de son étrange capacité de le rendre inconfortable. Cela peut être dû à l'image que l'homme blanc a créée autour de l'Indien ; sa « sauvagerie » est revenue par un effet boomerang et n'est pas du tout un mystère ; c'est la peur, la peur du tempérament de l'Indien !

Du haut de la montagne est érigée, surplombant la célèbre *Plymouth Rock*, la statue de notre grand Sachem Massasoit. Massasoit est resté plusieurs années là, debout, silencieux. Nous, les descendants de ce grand Sachem, avons été un peuple silencieux. La nécessité de « gagner sa vie » dans cette société matérialiste de l'homme blanc nous a réduit au silence. Aujourd'hui, moi et plusieurs autres de mon peuple choisissons d'assumer la vérité. Nous SOMMES Indiens !

Bien que le temps ait dilué notre culture, que notre langue soit presque éteinte, nous les Wampagnoags marchons encore sur les terres du Massachussetts. Nous sommes peut-être fragmentés, nous sommes peut-être confus. Plusieurs années passèrent depuis le temps où nous avons été un peuple uni. Nos terres furent envahies. Nous nous sommes défendus avec acharnement pour garder notre territoire, tout comme

vous les blancs vous êtes battus avec acharnement pour nous les enlever. Nous avons été conquis, nous sommes devenus des prisonniers de guerre américains dans de nombreux cas, et pupilles du gouvernement des Etats-Unis, et ce, jusqu'à seulement très récemment.

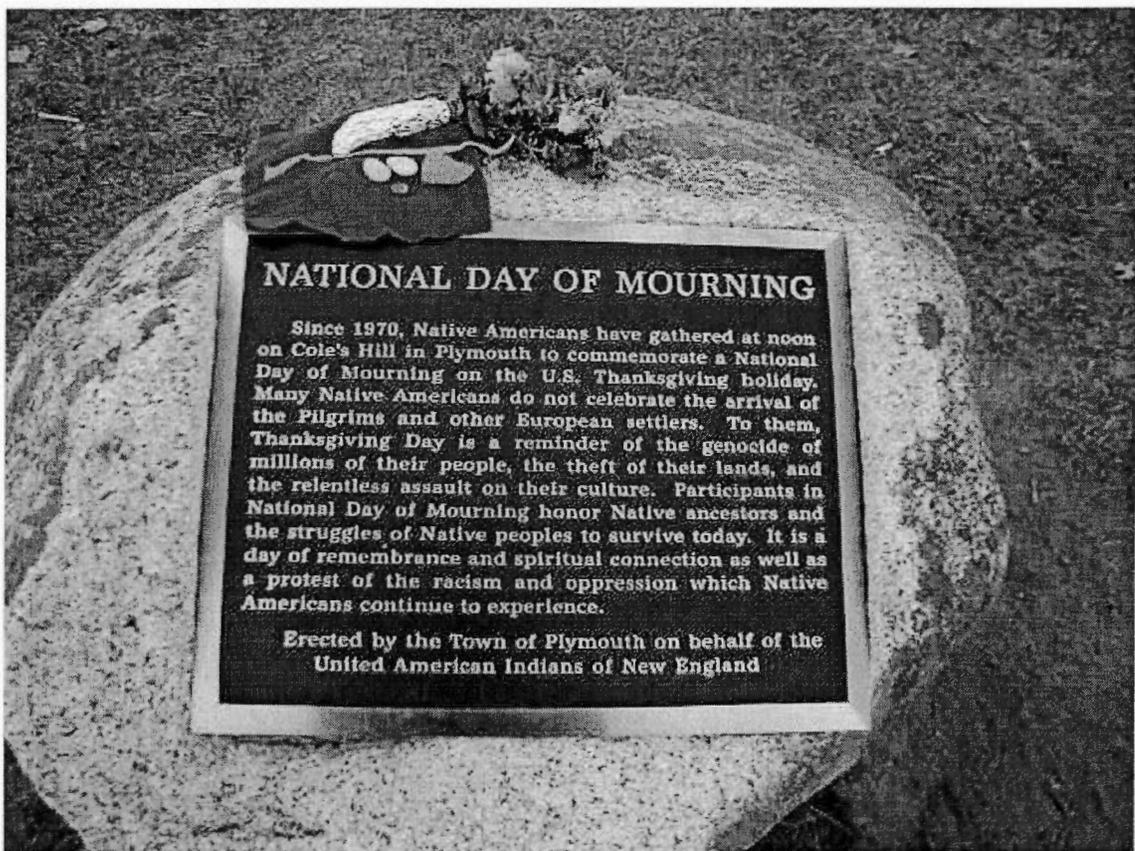
Notre esprit refuse de mourir. Hier, nous marchions sur les sentiers des forêts et les chemins sablonneux. Aujourd'hui, nous devons marcher sur les autoroutes et chemins de macadam. Nous nous unissons. Nous sommes debout, non pas dans nos wigwams, mais dans vos tentes de béton. Nous nous tenons debouts, haut et fiers, et avant le passage de plusieurs lunes nous corrigerons les torts que nous avons laissé qu'on nous inflige. Nous avons perdu notre pays. Nos territoires sont tombés dans les mains des agresseurs. Nous avons laissé l'homme blanc nous garder à genoux. Ce qui est arrivé ne peut être changé, mais aujourd'hui, nous devons travailler à l'avènement d'une Amérique plus humaine, une Amérique plus Indienne, où l'homme et la nature redeviendraient de nouveau importants, où les valeurs indiennes de l'honneur, la vérité, et la fraternité prévaudraient. Vous, l'homme blanc, célébrez un anniversaire. Nous, les Wampanoags, vous aiderons à célébrer dans le concept d'un commencement. C'était le commencement d'une nouvelle vie pour les Pèlerins. Maintenant, 350 ans plus tard c'est le commencement d'une nouvelle détermination pour l'Américain originel : l'Amérindien.

Il y a plusieurs éléments dont il faut se rappeler au sujet des Wampanoags et des autres Indiens qui peuplent ce vaste pays. Nous avons maintenant 350 ans d'expérience de la vie au sein de la société de l'homme blanc. Nous pouvons maintenant parler sa langue. Nous pouvons maintenant penser comme un homme blanc. Nous pouvons maintenant rivaliser avec lui pour les meilleures professions. Nous sommes entendus, nous sommes maintenant écoutés. Le point important ici est qu'à côté de ces nécessités de la vie quotidienne, nous avons toujours l'esprit, nous avons toujours cette culture unique, nous avons encore la volonté, et le plus important de tout, la détermination de rester Indiens. Nous sommes déterminés, et notre présence ici ce soir est un témoignage vivant que ceci n'est que le commencement, particulièrement pour Wampanoag, que l'Amérindien récupère la position qui lui revient de droit dans ce pays.

**Wamsutta**

10 septembre 1970

Le premier *Thanksgiving* américain fut célébré par les Pèlerins lors de leur arrivée en 1620, 350 ans avant ce discours non prononcé. À partir de ce moment en 1970, les Wampanoag, peut-être parce que Wamsutta n'a pas pu prononcer son discours parmi les blancs dans un esprit de rapprochement des peuples, ont commencé à commémorer le *Unthanksgiving : National Day of Mourning* à chaque *Thanksgiving* depuis 1970 aux pieds de Massasoit.



Source : U.A.I.N.E.

ANNEXE D : JAMESTOWN 1607, PREMIÈRE COLONIE ANGLAISE DES ÉTATS-UNIS



Source : *Library of Congress, Etats-Unis d'Amérique*

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. *Historiographie de la révolution américaine*

- Bullock, C. Steven (1996), *Revolutionary Brotherhood*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 421 p.
- Butler, Jon (2000), *Becoming America*, Cambridge, Harvard University Press, 324 p.
- Cottret, Bernard (2003), *La Révolution américaine: La quête du bonheur 1763-1787*, Paris, Éditions Perrin, 525 p.
- Countryman, Edward (1981), *A People in Revolution: The American Revolution and Political Society in New York, 1760-1790*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 388 p.
- Countryman, Edward (1996), *Americans: A Collision of Histories*, New York, Hill & Wang, 1996, 324 p.
- D. Hattem, Michael (2013), « The Historiography of the American Revolution », *Journal of the American Revolution* (Online Magazine), site Internet, <http://allthingsliberty.com/2013/08/historiography-of-american-revolution/>, consulté en ligne le 21 novembre 2015.
- Krebs, Roland (1992), *La révolution américaine vue par les périodiques de langue allemande 1773-1783*, Metz, Université de Metz - Didier Érudition, 177 p.
- Meiksins Wood, Ellen (1995), *Democracy Against Capitalism : Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 300 p.
- Morgan, Edmund S. (1956), *The Birth of the Republic*, Chicago, University of Chicago Press, 176 p.
- Morgan, Edmund S. (1965), *The American Revolution : two centuries of interpretation*, Englewood Cliffs NJ, Prentice-Hall Inc., 183 p.

- Morgan, Edmund S. (1988), *Inventing The People : The Rise of Popular Sovereignty in England and America*, New York, WW Norton & Company, 318 p.
- Nash, Gary B. (1974), *Red, White, and Black. The Peoples of Early America*, Englewood Cliffs N.J., Prentice-Hall, 350 p.
- Nash, Gary B. *et al.* (1990), *The American People, Volume One – To 1877. Second Edition*, New York, Harper & Row Publishers, 568 p.
- Nash, Gary B. *et al.* (1998), *History on Trial, Culture Wars and the Teaching of the Past*, New York, Alfred A. Knopf, 318 p.
- Nash, Gary B. (1998), *National History Standards: Gary Nash Feb. 1998 Talk*, Los Angeles, UCLA & C-Span, site Internet, <https://www.c-span.org/video/?100422-1/national-history-standards>, consulté le 20 août 2016.
- Nash, Gary B. (2005), *The Unknown American Revolution: Gary Nash October 2005 Talk*, Los Angeles, UCLA & C-Span, site Internet, <https://www.c-span.org/video/?189474-1/unknown-american-revolution>, consulté le 20 août 2016.
- The British Library, *The American Revolution: a historiographical introduction*, London, site Internet, <http://www.bl.uk/onlinegallery/features/americanrevolution/The%20American%20Revolution%20historiography.pdf>, consulté le 20 novembre 2015.
- Vincent, Bernard, Marienstrass Élise (1990), *Les Oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 204 p.
- Wood, Gordon S. (1969), *La création de la république américaine*, trad. François Delastre 1991, New York, University of North Carolina Press, 767 p.
- Wood, Gordon S. (1991), *The Radicalism of the American Revolution*, New York, First Vintage Books Edition, 444 p.
- Wood, Gordon S. (2008), *The Purpose of the Past: Reflections on the Uses of History*, New York, The Penguin Press, 336 p.

Wood, Gordon S. (2009), « The Purpose of the Past : Reflections on the Uses of History », *Historically Speaking*, vol. X no. 1, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 6 p.

Wright, Esmond (1966), *Causes and Consequences of the American Revolution*, Chicago, Quadrangle Books, 316 p.

## **2. Philosophie politique et histoire sociale des idées politiques de la révolution américaine**

*America's Museum of Pilgrim Possession*, « Text of Mayflower Compact (1620) », Plymouth, site Internet,  
[http://www.pilgrimhallmuseum.org/mayflower\\_compact\\_text.htm](http://www.pilgrimhallmuseum.org/mayflower_compact_text.htm), consulté en ligne le 27 novembre 2015.

Gregg, Pauline (1961), *Free-born John : a biography of John Lilburne*, Londres, Phoenix Press, 2001 Ed., 424 p.

Kristol, Irving (1972), *On the Democratic Idea in America*, New York, Harper Books, 149 p.

Nisbet, Robert (1974), « Was there an American Revolution? » sur *The American Conservative*, site Internet,  
<http://www.theamericanconservative.com/repository/was-there-an-american-revolution/>, consulté le 10 avril 2015 (titre original : « The Social Impact of the Revolution » (1974), dans la revue *The Wilson Quarterly*)

R. Kennon, Donald (1999), *A Republic for the Ages. The United States Capitol and the Political Culture of the Early Republic*, Charlottesville, University Press of Virginia, 286 p.

**3. *Épistémologie, méthodologie et cadre d'analyse (histoire conceptuelle et histoire sociale)***

Bras Gérard (2013), « Le peuple entre raison et affects. À propos d'un concept de la politique moderne », *Actuel Marx* 2/2013 (n° 54), pp. 24-38

Koselleck, Reinhart (1997), *L'expérience de l'histoire* (trad. Alexandre Escudier), Paris, Gallimard, Le Seuil, 247 p.

Hérisson, Arthur (2015), « Arnault Skornicki, Jérôme Tournadre, La nouvelle histoire des idées politiques », *Lectures [En ligne], Les comptes rendus*, mis en ligne le 12 mai 2015, consulté le 16 mai 2015. URL : <http://lectures.revues.org/18003>

Noulin, Frank et Wagniar, Jean-François (2014), « La place de l'histoire sociale : de la recherche à l'enseignement », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 27 novembre 2015. URL : <http://chrhc.revues.org/3386>

Skornicki Arnault, Tournadre Jérôme, (2015), *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, coll. « Repères Sciences politique - Droit », 128 p.

**4. *Références générales sur les dimensions normatives du débat (démocratie, souveraineté, citoyenneté) et sur la notion de « peuple » dans l'histoire contemporaine***

Bras, Gérard (2013), *Séminaire: Les ambiguïtés du Peuple dans la modernité politique*, UNJF, Collège International de Philosophie, janvier 2013-2014

Bras, Gérard (2008), *Les Ambiguïtés du Peuple*, Paris, Pleins Feux, 62 p.

Bras, Gérard (2008), « Le peuple du droit contre le peuple de la politique », *Dissensus*, Revue de philosophie politique de l'ULg – n°1 – Décembre 2008

- Carbonell, Charles-Olivier (2002), *L'historiographie*, Paris, PUF Collection Que sais-je, 128 p.
- Choulguine, Alexandre (1957), *L'histoire et la vie, Les lois, le hasard, la volonté humaine*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 230 p.
- Furet, François (1982), *L'Atelier de l'histoire*, Paris, Flammarion, 312 p.
- Hartog, François (2013), *Croire en l'histoire*, Paris, Flammarion, 309 p.
- Hartog, François et Revel (dir.) (2001), *Les usages politiques du passé*, Paris, EHESS, 212 p.
- Lentz, Jean-Jacques (1972), *De l'Amérique et de la Russie*, Paris, Seuil, 319 p.
- Marx, Karl (1867), *Le Capital. Livre 1*, trad. J. Roy 1969, Paris, Garnier-Flammarion, 700 p.
- Mascotto, Jacques et Lacroix, Jean-Guy (2000), *Manifeste pour l'Humanité. Philosophie politique du Troisième Millénaire*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 144 p.
- Nietzsche, Friedrich (1878), *Humain, trop humain*, (trad. par A-M Desrousseaux en 1906), Paris, Société du Mercure de France, p. 37.
- Prost, Antoine (1996), *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 330 p.
- Rudin, Ronald (1997), *Faire de l'histoire au Québec au vingtième siècle*, Montréal, Septentrion, 278 p.
- Simmarano, Patrick *et al.* (2003), « La place de la croyance dans le politique », *La croyance*, Paris, Éditions Boréal, 250 p.
- Williams, Raymond (1976), *Keywords: a vocabulary of culture and society*, New York, Oxford University Press, 341 p.